

Présentée en vue de l'obtention grade de docteur
en **Sciences économiques** de l'**Université de Perpignan Via Domitia**
en cotutelle avec l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar

Ecole Doctorale n°544 – INTER-MED

Présentée par **Paulette Imane Siga MARONE**

Dirigée par **Monsieur Walter BRIEC**
Co-encadrée par Monsieur Mbaye DIÈNE

Soutenue publiquement le lundi **21 JUILLET 2025 à 14h** devant le jury composé de :

Monsieur Gilbert BOUGI Professeur, Université de AIX MARSEILLE CERGAM	Rapporteur
Monsieur El Hadji Mounirou NDIAYE , Professeur, Université Iba Der Thiam de Thiès Ministre - Conseiller et chef du Bureau du suivi et d'évaluation des politiques et programmes publics à la Présidence	Rapporteur
Monsieur Hervé BLANCHARD , Professeur, Université de Perpignan Via Domitia	Examineur
Monsieur Arnaud ABAD , Chargé de recherche BETA AgroParisTech	Examineur
Monsieur DIOUF Papa Ibrahima , Professeur Université Iba Der Thiam de Thiès	Membre standard
Monsieur Aliou GAYE , Maître de conférences, Université Iba Der Thiam de Thiès	Examineur
Monsieur Mbaye DIÈNE , Professeur Université Cheikh Anta DIOP de Dakar	Co-directeur de thèse
Monsieur Walter BRIEC , Professeur Université de Perpignan Via Domitia	Directeur de thèse

À ma famille,

À L'Université de Perpignan Via Domitia,

L'Université Cheikh Anta DIOP de Dakar,

L'Université Iba Der THIAM de Thiès,

L'Université Assane Seck de Ziguinchor,

REMERCIEMENTS

Le travail pour la réalisation de cette thèse restera à jamais une expérience inoubliable, un long chemin parsemé d'obstacles, de doutes, de questionnements. C'est donc avec soulagement et fierté que j'écris enfin les remerciements qui marquent l'aboutissement de ce travail de dur labeur, ce long parcours du combattant. Cependant, ce fut un travail enrichissant qui a permis de faire naître de nouveaux espoirs, de nouveaux rêves, de nouveaux projets avec des avancées et des dépassements. Même si le travail de thèse est particulièrement individuel, ce projet n'aurait pas pu aboutir sans le soutien de nombreuses personnes qui m'ont encadré, accompagné, soutenu, guidé, orienté et enrichi mes réflexions.

Je tiens en premier lieu à remercier Monsieur Jean Louis CACCOMO d'avoir cru à mon projet et accepté de m'encadrer. Je suis reconnaissante pour la confiance et l'autonomie dont il m'a laissé dans le cadre de mon travail.

À Monsieur Walter BRIEC d'avoir accepté de continuer la direction de cette thèse, d'y consacrer tout le temps qu'il a fallu et de m'accompagner jusqu'à la soutenance.

À Monsieur Mbaye Diène d'avoir accepté de m'encadrer pour cette cotutelle de thèse, de m'avoir toujours accueilli. Malgré son emploi du temps surchargé, il a toujours été disponible durant mes nombreux séjours. Il a pris le temps de lire, de corriger, de conseiller.

Un grand merci aux membres du jury : Monsieur El Hadji Mounirou NDIAYE, Monsieur Gilbert BOUGI, Monsieur Papa Ibrahima DIOUF, Monsieur Aliou GAYE, Monsieur Hervé BLANCHARD, Monsieur Arnaud ABAD, pour l'honneur qu'ils m'ont fait d'être membre et de donner davantage du sens et une fiabilité scientifique à ce travail.

J'adresse également mes remerciements à l'Université de Perpignan Via Domitia, à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, à l'Université de Thiès et tout le personnel de ces Universités qui travaille sans relâche.

Aux personnes qui ont participé à l'étude terrain, plus particulièrement les populations locales, les agriculteurs et fermiers, les touristes, les autorités, le ministère du tourisme, le ministère de l'économie des finances et du plan.

À tous ceux que j'ai sollicités par mail pour une correction sans pour autant les avoir jamais rencontrés ; à savoir, à savoir M. Rachid Sidi BOUMEDINE, M. Jean Marie BRETON.

À toutes les personnes qui ont apporté leurs contributions pour la réalisation de cette thèse, Rokhaya GAYE, Laetitia DELOUSTAL et Marianne FREYSSINET, Laetitia LEVENTIS, Philippe LAURA, Cécile BROUTIN, Romuald TAYLOR, Jean Jacques VARORE et Marie Catherine VARORE, Jean Pierre LEMAIRE, Mado JUSTAFRE, le père Marc JUSTAFRE, les bonnes Sœurs du foyer Nazareth ;

La liste n'est pas exhaustive.

Merci à mes collègues doctorants, Andrée TANOI, Claver ADJOMANIN, Rafika MEFTAH, Adel Karim BENOUDA... pour leur présence, leurs conseils et leurs encouragements. Pendant des années nous nous sommes épaulés et cela a porté des fruits pour chacun d'entre nous.

Enfin, il me semble indispensable de remercier infiniment toute ma grande famille MARONE, GNING, FAYE, RADOUNDY ; mes frères et sœurs, mes tantes, tous mes proches ; mon père qui a payé toutes mes scolarités des meilleures écoles privées, qui m'a toujours soutenu et motivé à aller jusqu'au bout et dont le plus grand rêve aujourd'hui est de me voir doctoresse ; ma mère qui a toujours cru en moi et encouragé ; mon fils qui est né durant la thèse, qui a donné plus de sens à ma vie et qui m'a davantage motivée à réussir.

SIGLES ET ABREVIATIONS

AEP : Analyse Environnement Pays

AIBD : l'aéroport international Blaise Diagne

AMP Bamboung : Air marine protégée Bamboung

ANACIM : Agence civile de l'aviation et de la météorologie

ANAT : Agence Nationale de l'Aménagement du Territoire

ANCAR : Agence Nationale de Conseil Agricole et Rural

ANPT : Agence Nationale de la Promotion Touristique

ANSO : Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie

APIX- S.A : Agence nationale pour la promotion des investissements et des grands travaux

BRT : Bus rapides transit

CEDEAO : Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest

CFA : Communauté Financière en Afrique

CNCAS : Caisse Nationale de Crédit Agricole

CNDD : Commission nationale de développement durable

CNIS-GDT : Cadre national d'investissement Stratégique pour la Gestion Durable des Terres

COMNACC : Comité National Changement Climatique

COP26 : La conférence des Nations unies sur les changements climatiques

COVID19 : Corona virus disease 19

CPPS : Projet Centre de Production Propre du Sénégal

CSS : Compagnie Sucrière Sénégalaise

DAC : Domaine d'agriculture communautaire

DPES : Document de politique économique et social

DRSP : Documents de Stratégie de Réduction de la Pauvreté

DRT : Direction de la Réglementation Touristique

FAO : Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture

FADSR : fonds d'appui au développement du secteur agricole

FNDASP : fonds national de développement agro-sylvo-pastoral

FNRAA : Fonds National de la Recherche Agroalimentaire

FRAM : Fer, Route, Air, Mer

GIE : Groupement d'Intérêt Economique
 GMD : Grand Moulin de Dakar
 GMV : Projet de la Grande Muraille Verte
 GOANA : Grande Offensive Agricole pour la Nourriture et l'Abondance
 IDH : Indice de développement humain
 MICE : Meetings, Incentives, Conventions and Events
 MPCD : Plan d'action sur les modes de production et de consommations durables
 MTTA : Ministère du tourisme et des transports aériens
 ONCAD : Office nationale de coopération et d'assistance au développement
 OCDE : Organisation de coopération et de développement économiques
 OMD : Objectifs du Millénaire pour le Développement
 OMT : Organisation Mondiale du Tourisme
 ONG : Organisation Non Gouvernementale
 ONU : Organisation des Nations Unies
 PADER : Projet d'Appui au Développement Agricole et à l'Entreprenariat Rural
 PADERCA : Projet d'appui au développement rural en Casamance
 PANA : Plan d'Action National pour l'Adaptation aux Changements Climatiques
 PAPIL : Projet d'Appui à la Petite Irrigation Locale
 PASEF : Projet d'Amélioration et de Valorisation des Services des Écosystèmes Forestiers
 PAN/LCD : Plan d'Action National pour la Lutte contre la Désertification
 PAN/MPCD : Plan National d'Action sur les Modes de Production et de Consommation
 PGES : Plan de Gestion Environnementale et Sociale
 PGIES : Programme de Gestion Intégrée des Écosystème
 PED : Pays en voie de développement
 PIB : Produit Intérieur Brut
 PME : Petite et Moyenne Entreprise
 PNAE : Plan National d'Action pour l'Environnement
 PNDL : Programme National de Développement Local
 PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement
 PNUE : Programme des Nations unies pour l'environnement
 PODES : Plan d'Orientation pour le Développement Économique et Social
 PRACAS : Programme de Renforcement et d'Accélération de la Cadence de l'Agriculture Sénégalaise

PSE : Plan Sénégal Émergent

RDIA : redevance de développement et des infrastructures aéroportuaires

SAPCO : Société d'Aménagement et de Promotion de la Petite Côte

SCA : Stratégie de Croissance Accélérée

SNDD : Stratégie nationale de développement durable

SNDES : Stratégie Nationale du Développement Économique et Social

SONACOS : Société Nationale de Commercialisation des Oléagineux du Sénégal

SPNACB : Plan National d'Action pour la Conservation de la Biodiversité

SPNACB Stratégie et le Plan National d'Action pour la Conservation de la Biodiversité le

TER : Train express régional

TO: Tour Operator

TUI: Touristik Union International

TVA : Taxe sur la Valeur Ajoutée

UEMOA : Union économique et monétaire ouest-africaine

UICN : Union internationale pour la conservation de la nature

UNESCO: United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization

VALEURS : Projet de Valorisation des Espèces pour une Utilisation durable des Ressources

SOMMAIRE

REMERCIEMENTS	2
SIGLES ET ABREVIATIONS	4
SOMMAIRE	7
RÉSUMÉ	8
INTRODUCTION GÉNÉRALE	12
I. PREMIÈRE PARTIE : ANALYSE CONTEXTUELLE DU TOURISME, DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE AU SENEGAL	30
Introduction de la première partie	31
CHAPITRE 1 : ÉTAT DES LIEUX DU TOURISME SÉNÉGALAIS	34
Conclusion du chapitre 1	102
CHAPITRE 2 : AGRICULTURE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE AU SÉNÉGAL	103
Conclusion du chapitre 2	151
II. DEUXIEME PARTIE : TOURISME ET AGRICULTURE AU SÉNÉGAL : CONCURRENCE ET NÉCESSITE D'UNE MISE EN DURABILITÉ	154
Introduction de la partie 2	155
CHAPITRE 3 : ANALYSES THÉORIQUES ET EMPIRIQUES	157
Conclusion du chapitre 3	190
CHAPITRE 4 : UNE MISE EN COMPLÉMENTARITÉ TOURISME ET AGRICULTURE EN MILIEU RURAL	191
Conclusion du chapitre 4	233
CONCLUSION GÉNÉRALE ET LEÇONS DE POLITIQUES ÉCONOMIQUES	235
BIBLIOGRAPHIE	242
ANNEXES	266
TABLE DES ILLUSTRATIONS	335
TABLE DES MATIÈRES	336

RÉSUMÉ

Au moment où la fréquentation touristique dans les pays en voie de développement ne cesse d'augmenter, certains territoires comme le Sénégal s'avèrent particulièrement vulnérables face aux risques écologiques engendrés par le tourisme de masse.

Cette thèse traite des relations entre le tourisme et l'agriculture dans une dynamique de développement durable au Sénégal. Tout en examinant le jeu des acteurs, elle vise également à analyser les enjeux économiques, sociaux, politiques et environnementaux.

Le tourisme joue un rôle majeur dans l'économie nationale, aux côtés de secteurs tels que la pêche et l'agriculture.

La Petite Côte sénégalaise, terrain de recherche, a la caractéristique d'être à la fois un milieu rural et une destination touristique très prisée ; où l'agriculture nourrit la population et où le tourisme est perçu comme un espoir de développement. C'est aussi le lieu où les enjeux pour les populations locales sont d'autant plus cruciaux et où les conflits entre agriculteurs, éleveurs et autorités publiques plus aigus (Tafari, 2012 :1).

Plusieurs entretiens semi-directifs à réponses libres ont été réalisés à partir de guides conçus à cet effet. Ces entretiens sont répertoriés en thématique et ont comme but de vérifier les hypothèses de départ. Les observations de terrain, les entretiens et les données statistiques ont permis de dégager plusieurs constats. Ces derniers font part de la dégradation de l'environnement, du rétrécissement des terres agricoles, de la disparition ou de la désorganisation des activités traditionnelles, une faible rétention des recettes touristiques au niveau local, en raison du contrôle externe des infrastructures touristiques.

Outre la déforestation, la dégradation du littoral, la ségrégation socio-spatiale, on assiste à un recul des activités traditionnelles, à une diminution des terres agricoles au profit d'un développement urbano-touristique menant ainsi vers une certaine paupérisation de la population locale.

Par ailleurs, tourisme et agriculture se nourrissent quotidiennement des mêmes espaces et ont les mêmes problèmes écologiques et se concentrent en générale dans les plaines côtières fertiles, fragiles et accessibles (Tafari, 2013 : 7).

Le tourisme de masse étant en plein essor, les aménagements touristiques sont de plus en plus nombreux, menaçant ainsi l'agriculture en diminuant considérablement les surfaces cultivables.

Ils détournent par la même occasion l'eau, ressource de plus en plus rare, au profit des touristes pour des besoins récréatifs.

Une stratégie de développement local fondée sur la complémentarité entre tourisme et agriculture, à travers l'agrotourisme comme alternative au tourisme de masse, apparaît aujourd'hui particulièrement pertinente.

Mots clés :

Tourisme, agriculture, développement durable, agrotourisme, environnement, pauvreté

Abstract

At a time when tourist visitation in developing countries is constantly increasing, certain territories such as Senegal are proving particularly vulnerable to the ecological risks engendered by mass tourism.

This thesis deals with the relations between tourism and agriculture in a dynamic of sustainable development in Senegal. While examining the actors' game, it also aims at analysing the environmental, political, social and economic issues.

This choice is justified by the impact of tourism on the national economy where it occupies the second place after fishing. But also by the place of agriculture in the rural world.

The Small Senegalese Coast (Petite Côte), a research area, has the characteristic of being both a rural environment and a popular tourist destination; where agriculture feeds the population and tourism is perceived as a hope for development. In addition, it is the area where local issues are all the more crucial; conflicts between farmers, cattle breeders and public authorities more acute (Tafari, 2012:1).

A number of open-ended, semi-directive interview guides have been produced for local people, farmers, tourists and some authorities. These interviews are listed on a thematic basis and aim at verifying the initial assumptions. The results obtained from the fieldwork through direct observations, interview guides and existing statistics have made it possible to obtain results. They point out environmental degradation, shrinking farmland, the disappearance or disorganization of traditional activities, the loss of tourism revenues, and subordinate jobs.

Apart from deforestation, coastal degradation and socio-spatial segregation, there has been a decline in traditional activities and a decline in agricultural land in favour of urban development. In this way, tourism leads to a certain impoverishment of the local population.

Indeed, tourism and agriculture daily feed on the same spaces and have the same ecological problems and are generally concentrated in fertile, fragile and accessible coastal plains (Tafari, 2013: 7).

As mass tourism is booming, tourism facilities are becoming more numerous, threatening agriculture by drastically reducing arable lands. They also divert water, an increasingly scarce resource, to tourists for recreational purposes.

Considering the above lines, and given the importance of tourism and agriculture in the economy, complementarity tourism agriculture, through agrotourism, alternative to mass tourism, has all the relevance of being at the core of local development strategies.

Key words :

Tourism, agriculture, sustainable development, agrotourism, environment, poverty

INTRODUCTION GÉNÉRALE

- **CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET SOCIAL : DE NOUVELLES APPROCHES**

Depuis plus de deux décennies, les organismes internationaux formulent, notamment à l'attention des pays du Sud et à travers divers forums spécialisés, des recommandations visant à promouvoir une agriculture ou un tourisme durable. Aussi vertueuses soient-elles, ces recommandations peuvent, dans certains contextes, engendrer des situations conflictuelles ou contradictoires.

La géographie fait souvent coïncider les bandes côtières avec des zones à la fois fertiles (plaines alluviales) et propices au développement du tourisme balnéaire de masse. Dans le cas du Sénégal, dont une grande partie du peuple vit principalement de l'agriculture et de la pêche ; les dangers de la surpêche, par les flottes industrielles européennes et asiatiques et la dégradation des mangroves témoignent de la vulnérabilité écologique de ces milieux, tout en étant une conséquence.

Et en effet, au moment où la fréquentation touristique dans les pays en voie de développement ne cesse d'augmenter, certains territoires comme le Sénégal s'avèrent particulièrement vulnérables face aux risques écologiques engendrés par le tourisme de masse; balnéaire et saisonnier, et par la déforestation, la dégradation du littoral (cordons dunaires, mangroves), la ségrégation socio-spatiale, le recul des activités traditionnelles au profit d'un développement urbano-touristique (Tafani, 2013). Ces menaces ont été largement étudiées par des chercheurs (Mc Elroy, 2003 ; Dehoorne et Diagne 2008 ; Tafani, 2013). À la suite des conséquences néfastes qui ont pu être examinées ici ou ailleurs, le développement durable a émergé dans la sphère touristique grâce à la notion de « tourisme durable » qui s'est imposée dans le champ scientifique et institutionnel en 1995 (OMT, 1995, 1999 ; Cazes et Lanquar, 2000 ; Laliberté, 2005). En effet, comme le souligne Caroline Tafani (2012), « Le tourisme durable est dorénavant partout, qu'il soit un simple vernis vert ou une pratique écotouristique véritable, labellisé ou confidentiel... » Aujourd'hui, le concept de tourisme durable est largement porté par les professionnels du secteur, les écologistes et les organisations internationales telles que l'OMT, l'UNESCO ou l'UICN.

« Dans une dynamique de durabilité de l'activité touristique et des territoires fragilisés, la mise en œuvre d'un tourisme équitable, responsable, intégré et durable est souhaitée et encouragée, comme le stipulent divers rapports et chartes liés au secteur touristique et environnemental » :

¹ *« Le tourisme doit contribuer au développement durable, en s'intégrant dans le milieu naturel, culturel et humain. ²»* Il doit également respecter les équilibres fragiles, caractérisant de nombreux lieux touristiques, en particulier les pays littoraux notamment le Sénégal et sa côte atlantique qui sont écologiquement vulnérables ».

Selon l'OMT, (2016), l'impact du tourisme sur les ressources naturelles, la biodiversité et la capacité à gérer les impacts et les déchets générés par les activités touristiques doivent rester acceptables³.

En ce sens, la complémentarité entre tourisme et agriculture dans le cadre de la mise en œuvre d'un plan de développement durable, alternative au tourisme de masse, devrait être au cœur des stratégies du développement local surtout dans les milieux ruraux où l'économie est fragile (Ponrouch, 2008).

Dans cette interaction entre tourisme et agriculture, plusieurs termes ou expressions sont mis en exergue pour donner un sens à ce couple : agritourisme, agrotourisme, tourisme à la ferme, tourisme rural, écotourisme. En effet, comme l'explique Caroline Tafani, « La pluralité des termes ne relève pas uniquement d'un problème de terminologie, mais renvoie aussi à la difficulté qu'il y a à cerner ce tourisme diffus et protéiforme, pratiqué dans un espace à géométrie variable, du territoire d'exploitation à l'espace rural. » L'auteur évoque également les problèmes auxquels cette forme de tourisme fait face pour se développer et pour se faire adopter auprès des populations locales.

Bien que certains professionnels ne le connaissent que superficiellement ou le réduisent à une simple pratique touristique, l'agritourisme reste marginal, malgré l'intérêt qu'il suscite dans le monde scientifique. Il est encore assez marginalisé même s'il n'est pas rejeté dans le monde scientifique et au regard des vertus qu'on lui reconnaît. De plus, les sciences économiques et sociales produisent des travaux sur le tourisme, l'agriculture et l'écologie. L'agriculture et l'écologie offrent également des perspectives enrichissantes pour l'analyse du phénomène touristique.

¹ <https://journals.openedition.org/etudescaribeennes/6249?lang=es>

² Extrait de la charte du tourisme durable de Lanzarote, 1995 : <https://www.e-unwto.org/doi/pdf/10.18111/unwtodeclarations.1995.05.04>, consulté le 20 mai 2021

³ http://www.derecho.uba.ar/institucional/2016_compilacion-de-declaraciones-de-la-omt.pdf

- **LA PETITE CÔTE SÉNÉGALAISE : UN CAS
EXEMPLAIRE**

Le choix de la Petite Côte sénégalaise comme terrain de recherche se justifie par le fait que c'est l'un des endroits les plus touristiques au Sénégal. Elle a aussi la particularité d'appartenir au monde rural. En effet, dans cette région l'économie repose sur une pêche artisanale combinée avec une agriculture de subsistance et le tourisme. (Dehoorne et Diagne, 2008)

Entre 1960 et 1980, « *la Petite Côte sénégalaise a fait l'objet d'un plan d'aménagement le transformant en station balnéaire à vocation internationale. L'objectif de l'État sénégalais était de faire du tourisme une voie majeure de développement socioéconomique de la Petite Côte. Le projet a suivi son cheminement et a abouti à par la création de la station touristique de Saly Portudal (Diombera, 2017) ».*⁴

En outre, notre choix s'explique également par le fait que, c'est surtout à cet endroit où les enjeux pour les populations locales sont d'autant plus cruciaux que les conflits entre agriculteurs, éleveurs et autorités publiques sont aigus (Tafari, 2012 :1).

En effet, la Petite Côte sénégalaise est une belle illustration de ce qui se passe au Sénégal. Ce dernier est un pays en voie de développement où l'agriculture peine à nourrir sa population, et où le tourisme est considéré comme un espoir de développement économique (Dehoorne et Diagne, 2008).

Dans les parties suivantes, nous reviendrons sur la station balnéaire de Saly et des nouvelles orientations en ville verte.

⁴ <https://journals.openedition.org/etudescaribeennes/10778?lang=fr>

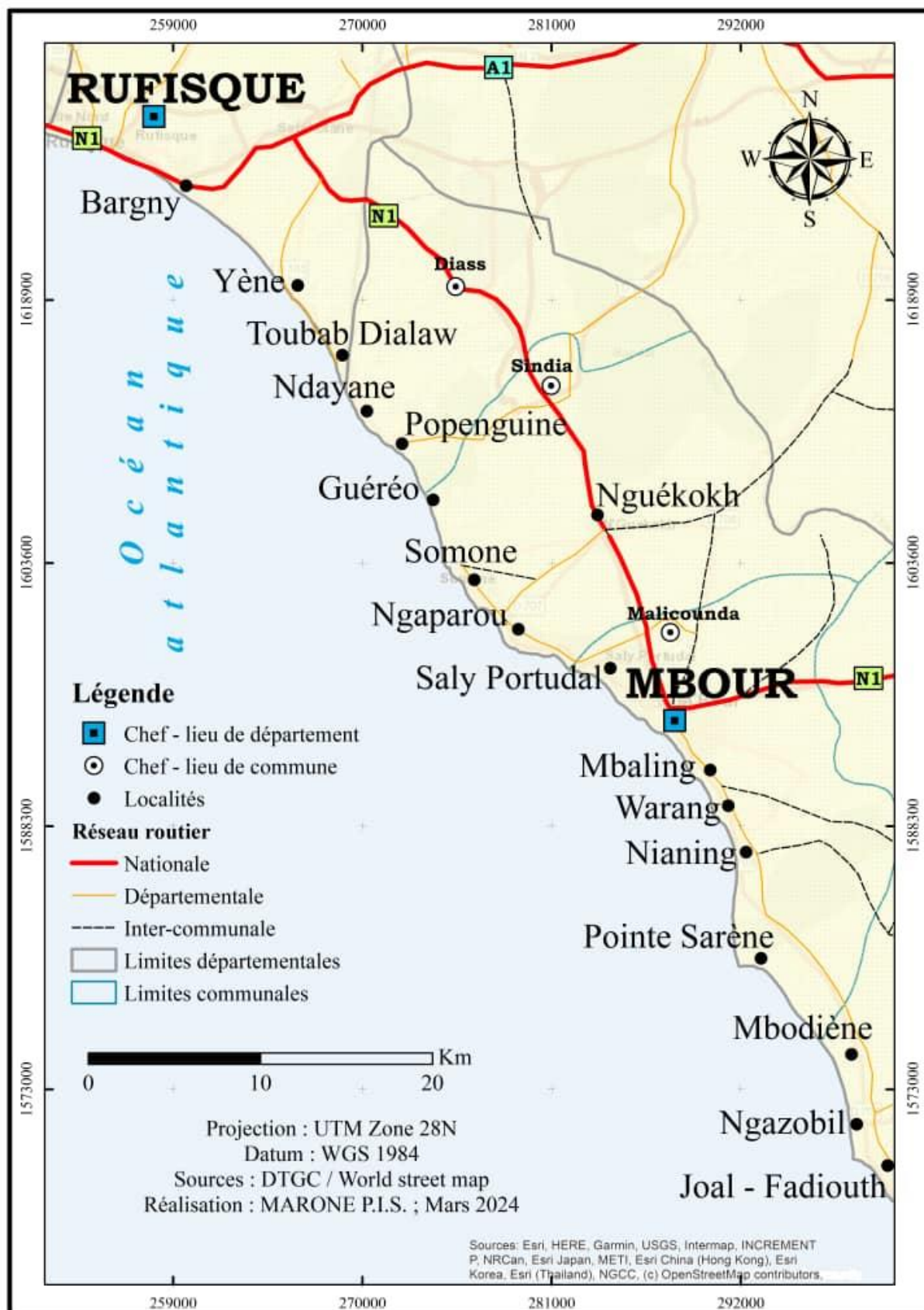


Illustration 1 : Carte 1 – La Petite Côte avec les trois sites prioritaires

Source : Auteur

BREF RAPPEL SUR L'AGRICULTURE

Au Sénégal, l'agriculture occupe une place importante et contribue à la lutte contre la famine et l'extrême pauvreté. Une grande partie de la population démunie vit en milieu rural et tire la majorité de ses moyens d'existence dans l'agriculture et les activités connexes. En effet, dans ces zones, chaque famille possède au moins un lopin de terre pour des fins agricoles ou d'élevages. Ces terres se transmettent de générations en générations ainsi que les savoirs faire pour des rendements meilleurs.

Cependant, la pluviométrie est faible, l'eau est rare et l'agriculture étant saisonnière, en générale, les travaux champêtres ne durent que cinq mois maximum. Après la récolte dans le monde rural, les jeunes actifs se tournent vers le secteur touristique et se contentent généralement d'emplois subalternes. Ils reprendront leurs activités agricoles après la fin de la saison touristique. On constate ainsi que la main d'œuvre dans le secteur agricole est presque la même que dans le secteur touristique. La saison touristique se divise en haute saison et en basse saison. La haute saison commence au mois de novembre jusqu'au mois d'avril et la basse saison commence au mois de mai jusqu'au mois d'octobre. Cette dernière correspond à la saison agricole, d'où tout l'intérêt de les mettre en relation pour estomper le caractère saisonnier de l'une et favoriser l'essor de l'autre et vice versa. Ainsi la question qui se pose est comment mettre étroitement en relation le tourisme et l'agriculture pour une amélioration des conditions de vie des populations locales ?

Il est bien connu que la révolution agricole a fortement contribué à la révolution industrielle. Cette dernière coïncide avec la naissance du tourisme. Beaucoup de pays développés ont eu d'abord un secteur agricole dynamique. C'est le cas des États Unis, de l'Angleterre, de la France, de la Chine, du Brésil. Au Sénégal, l'agriculture se positionne comme un pilier dans l'économie du pays. Elle joue un rôle important pour le développement socioéconomique. La majorité de la population rurale vit principalement de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche. En effet, elle se positionne comme étant le premier secteur pourvoyeur d'emplois et de revenus pour environ « 54 % » de la population. En outre « 49,5 % » de la population active y travaille. De même « 70 % du monde rural y tirent son alimentation, ses revenus et autres activités connexes ». La part de l'agriculture dans le PIB est de « 16,1 % en 2017. ⁵ »

⁵ Agence nationale des statistiques et de la démographie,
http://www.ansd.sn/ressources/publications/NOTE%20ANALYSE%20COMPTE%20NATIONAUX%202017_.pdf.

L'agriculture est majoritairement vivrière, pour les ruraux au Sénégal, c'est un moyen de subsistance. « On compte 755 532 ménages agricoles ». Ces ménages vivent en majorité en zone rurale (73,8%) (ANSD, 2013).

D'ailleurs, les cultures sont principalement vivrières, (91%). Parmi ces cultures, il y a le mil, (38%), le niébé (24%), le maïs (20%), le riz (9%) le sorgho, (8%), sans oublier l'arachide la principale culture industrielle, (75%) ⁶.

Elles sont cultivées uniquement en période hivernale durant la saison des pluies qui dure trois mois (juillet, août et septembre). Il convient de rappeler que l'agriculture au Sénégal est une agriculture saisonnière qui dépend fortement de la pluie. Suivant ce principe, on peut affirmer que si les pluies sont abondantes, il y'a de forte chance que la récolte soit bonne. En effet, l'arachide est largement cultivée dans le territoire. Elle sert également dans la production industrielle pour l'extraction d'huile d'arachide et de pâte de cacahouète. L'extraction est assurée par la Société Nationale de Commercialisation des Oléagineux du Sénégal (SONACOS).

La récolte est stockée dans des greniers, transformée par les femmes pour la consommation. La récolte sert de nourriture pour toute l'année. Les meilleures graines sélectionnées servent de semences pour la saison agricole suivante et ainsi de suite. Mais il arrive que la récolte destinée à la consommation ne couvre pas toute l'année surtout en cas de mauvaise récolte. Parmi les conséquences de cette dernière on peut citer la faim et l'exode rural vers les grandes villes. En effet, une partie de la population jeune active s'installe en milieu urbain en quête de travail après la moisson. Ainsi les hommes travaillent dans le bâtiment, dans les ports maritimes et dans les services de gardiennage. Les femmes exercent quant à elles les métiers comme servantes, commerçantes ou aide à domicile dans les grandes villes notamment à Dakar, Thiès, Saint-Louis, Kaolack, Ziguinchor et Tambacounda.

Certains agriculteurs produisent pour la vente, ils écoulent leurs productions au marché. D'autres s'adonnent à l'horticulture majoritairement destinée à la vente. C'est aussi une manière de faire face à la saisonnalité car, l'horticulture peut se faire en saison sèche, avec l'eau des puits.

Cependant, l'horticulture destinée à la vente tout comme le maraîchage fait face à des obstacles tels que la perte de produits abîmés, faute de moyens de conservation et la concurrence des produits issus de l'importation. C'est le cas de l'oignon. Chaque année, les agriculteurs sont

⁶ Rapports du RGPHAE 2013 : Agriculture

confrontés à la concurrence des oignons venant de l'Occident, à des prix très compétitifs. C'est le même cas avec les éleveurs de poulets faisant face à l'importation des cuisses de poulet moins cher que ce qu'ils proposent.

Au Sénégal, la saisonnalité de l'agriculture pose un problème. Elle ne dure que quelques mois ; 3 à 5 mois, de mai à septembre. La production est parfois faible, la main d'œuvre se raréfie de plus en plus malgré les politiques mises en place.

L'agriculture et le tourisme sont au cœur des stratégies et des politiques économiques du pays. Ce dernier tente d'atteindre l'autosuffisance alimentaire, à travers de nombreuses politiques telles que la Grande Offensive Agricole pour la Nourriture et l'Abondance (GOANA), le Plan Sénégal Émergent (PSE) et le Programme de Renforcement et d'Accélération de la Cadence de l'Agriculture Sénégalaise (PRACAS).

Toutefois, l'agriculture sénégalaise reste rudimentaire. Or nul n'ignore que faire abstraction du secteur agricole peut dans certains cas avoir des conséquences néfastes, d'autant plus que la démographie montre une augmentation rapide.

En effet, selon l'Organisation des Nations Unis, *« la population mondiale devrait atteindre 9,8 milliards en 2050 et 11,2 milliards en 2100. Cette augmentation est plus visible dans les pays en voie de développement. Il y aura donc 9,8 milliards d'individus en 2050 à nourrir dans le monde. Il sera ainsi nécessaire de renforcer les activités de recherche et de développement agricole sans oublier de prendre en compte les impacts négatifs qu'il peut aussi avoir sur l'environnement et la santé »*.⁷

⁷ ⁷ Les dépêches du service d'information de l'ONU. http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?News_ID=39703#.WWU4WoTyjI. [Consulté le 24 juin 2017]

• LE CAS DU TOURISME SÉNÉGALAIS

S'agissant du tourisme, toutes les statistiques nous montrent que le nombre de touristes dans le monde augmente chaque année. En effet, en se basant sur les statistiques de l'Organisation Mondiale du Tourisme, on constate cette augmentation : « 674 millions de touristes dans le monde, en 2000 », ce qui a progressé jusqu'à atteindre « 1 milliard 186 millions d'arrivées, en 2015. » « Le tourisme représente 10 % du PIB mondial, en impact direct, indirect et induit, et un emploi sur 11 dans le monde (également en impact direct, indirect et induit) ⁸. Le PIB du secteur touristique atteint presque les 10 %. Selon l'Organisation Mondiale du Tourisme, «la contribution totale du tourisme au PIB mondial est de 9,8 % ⁹. »

Le Sénégal est considéré comme étant l'une des meilleures destinations en Afrique. Sa stabilité politique, l'attraction qu'il offre par ses sites, la « Téranga » sénégalaise (l'hospitalité) lui ont donné une bonne réputation à travers le monde. Les touristes internationaux représentent 54% des arrivées touristiques au Sénégal. Ils sont constitués principalement de Français, d'Italiens, d'Espagnols, d'Allemands et de Belges sans oublier les touristes venant des pays de la sous-région ouest africaine comme, par exemple la Gambie, la Guinée Conakry, la Guinée Bissau, le Mali et la Côte d'Ivoire. Les touristes en provenance de la sous-région africaine ont pour principal motif le tourisme d'affaire tels que les congrès, les séminaires, les colloques. Le tourisme au Sénégal est le deuxième secteur pourvoyeur d'emplois et de devises après la pêche, avec un PIB de 7 %. « Les arrivées touristiques de 2012 ont généré des recettes estimées à 362 milliards de FCFA dans l'économie du pays ¹⁰. »

Au Sénégal, le tourisme balnéaire et le tourisme d'affaire arrivent en tête des autres formes de tourisme. Le tourisme balnéaire occupe la première place. Ceci s'explique par l'offre mise en avant : de belles plages au sable fin.

Par conséquent, de nombreux touristes visitent la côte du Sénégal qui s'étend sur 700 kilomètres de plages, dont des plages de sable, des côtes rocheuses et des estuaires de mangroves.

⁸ Organisation Mondiale du Tourisme, *Faits saillants*, édition 2015, <http://media.unwto.org/fr/press-release/2016-01-18/record-d-arrivees-de-touristes-internationaux-en-2015-12-milliard-en-hausse>. [Consulté le 24 septembre 2017].

⁹ Organisation Mondiale du Tourisme, *rapport 2015*, <https://www.wttc.org/-/media/files/reports/economic%20impact%20research/regional%202015/world2015.pdf>. [Consulté le 04 Mai 2017].

¹⁰ http://www.dakaractu.com/Le-tourisme-secteur-cle-de-l-economie-senegalaise_a58919.html

Les caractéristiques côtières sont diverses, avec des densités moyennes beaucoup plus élevées que les densités sur l'ensemble du territoire. La station balnéaire de Saly a été la première station balnéaire du pays, créée au début des années 1980. Elle est aussi la première du genre en Afrique subsaharienne. Située sur la Petite Côte, elle est prisée des investisseurs nationaux et étrangers. Il existe diverses activités économiques. Outre la Petite Côte, dans le reste du pays, on retrouve d'autres stations balnéaires, à savoir la Casamance. Cependant, le tourisme d'affaires s'est développé ces dernières années et rapporte des rendements nettement plus élevés que le tourisme balnéaire.

Néanmoins, il y a des revers à ces offres touristiques classiques. En raison de l'érosion côtière, le tourisme balnéaire perd de plus en plus d'espace maritime. La station balnéaire de Saly en est un exemple concret. À la station, l'élévation du niveau de la mer a entraîné la fermeture de plusieurs installations touristiques et réduit la capacité d'hébergement, ce qui a entraîné une baisse des arrivées de touristes et une baisse des revenus touristiques. Le tourisme d'affaires est en déclin en raison de la concurrence de nouvelles destinations et des prix élevés des vols et des hôtels (Diombera, 2012).

Il existe également d'autres formes de tourisme comme le tourisme culturel, le tourisme durable. Cependant, ce dernier n'est apparu que dans les années 1990 et sa pratique est encore ambiguë. Si l'on se réfère à la définition de l'OMT du tourisme durable, il consiste à *"un tourisme qui tient pleinement compte de ses impacts économiques, sociaux et environnementaux actuels et futurs, en répondant aux besoins des visiteurs, des professionnels, de l'environnement et des communautés d'accueil."*¹¹

Cependant, le tourisme agricole n'a jusqu'ici pas encore fait l'objet de recherches approfondies. Le tourisme à la ferme ou la patrimonialisation des produits agricoles se fait rare.

¹¹ Tourisme durable, OMT, <http://sdt.unwto.org/fr/content/definition> [consulté le 01 octobre 2017]

- **RECHERCHE DOCUMENTAIRE : QUELQUES
DEFINITIONS PRÉALABLES**

Le rapport de Brundtland rédigé en 1987 définit « *le développement durable comme étant un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs.* »¹²

« *La durabilité est une notion à double sens, recouvrant celle de durée et celle de soutenabilité sur le plan économique, social et environnemental* »¹³.

La durabilité inclut également les notions de besoin et de limitation. Les besoins des personnes les plus démunies en particulier, qui sont prioritaires.

Quant à la limitation, il renvoie à nos habitudes en tant que consommateurs des ressources naturelles, notre organisation sociale et nos techniques. (Brundtland, 1987)

Dans les parties suivantes, nous reparlerons de manière plus détaillée de ce rapport en le replaçant d'une part, dans la démarche et le cadre qui ont conduit à sa rédaction et à son adoption; d'autre part dans son contexte historique, temporel et spatial, aussi bien que politique et économique eu égard notamment à l'émergence et à l'évolution des mentalités, des normes et des institutions afférents au traitement de l'écologie, du développement et, plus globalement, du devenir des sociétés et de l'orientation des politiques qui se sont progressivement inscrites en ce sens au triple niveau national, régional et international.

Certes la situation en 1987, était à cet égard radicalement différente de ce qu'elle est en 2022 mais l'élaboration et l'adoption de ce rapport a marqué un tournant aussi essentiel que déterminant dans la prise de conscience et le traitement, au niveau mondial, des « nouvelles » problématiques environnementales, largo sensu.

Concernant l'agrotourisme, agritourisme, tourisme rural, tourisme à la ferme, plusieurs auteurs ont déjà donné une définition qui tourne autour du tourisme rural.

Ce dernier se caractérise par son milieu rural, où ses habitants, agriculteurs, producteurs et autres proposent des services touristiques de leur terroir. La beauté des paysages est un critère important.

¹² Rapport de Brundtland 1987

¹³ <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/durabilite>
Consulté le 27/10/2021

Ainsi, pour certains auteurs, quand on parle d'agrotourisme, c'est qu'il y a au préalable un milieu rural qui englobe des activités touristiques, un milieu agricole, une ferme en activité où l'agriculteur à travers l'hébergement, la restauration, la vente directe, visite guidée de la ferme, location de chevaux et autres, diversifie ses sources de revenu.

Selon d'autres auteurs, l'offre agrotouristique peut également se développer en dehors du cadre strict de la ferme. Ils évoquent ainsi des lieux à caractère folklorique, des caves coopératives ou encore des musées, où des activités agrotouristiques peuvent être proposées aux visiteurs. (Durrande-Moreau et al, 2017)

D'après Pascale Marcotte, Laurent Bourdeau et Maurice Doyon (2006, p.10), « *l'utilisation des termes agrotourisme, agritourisme ou tourisme à la ferme est ainsi marquée par le lieu où se déroule l'activité, soit à la ferme. L'utilisation des différents termes prend également en compte que les visiteurs y consommeront avant tout une expérience touristique. Inhérente au tourisme, l'expérience, qu'elle se vive par le biais d'une participation active à des activités ou par la simple présence des visiteurs sur un site, caractérise les différents termes utilisés dans la littérature* ¹⁴. »

D'autres encore soutiennent que les termes agro, agri sont similaires et les définitions diffèrent d'un pays à l'autre. Certaines de ces définitions sont axées sur le mot ferme, qui devient ainsi un lieu indispensable pour certaines activités agrotouristiques.

Toujours selon Pascale Marcotte, Laurent Bourdeau et Maurice Doyon (2006, p.13), l'agrotourisme peut ainsi être défini comme : « *Une expérience touristique réalisée dans le milieu agricole. Cette expérience repose sur la relation entre une organisation agricole, les services qui accompagnent le produit agricole et le touriste (excursionniste). La demande pour ce type de services est conçue dans une perspective d'agrément* ».

« *L'agrotourisme peut être appréhendé comme l'ensemble des pratiques agricoles, des normes et des valeurs sociales, engendrant les déplacements des individus de leurs lieux de résidences habituelles aux lieux de découverte, et contribuant à l'économie locale du territoire visité et à la construction des liens sociaux* ». Il peut aussi être défini comme l'ensemble des expériences vécues par les visiteurs pour découvrir ce qui représente le caractère distinct d'une destination, soit les modes de vie des populations locales et les outils traditionnels servant à cultiver la terre et à récolter les produits, mais également, tout ce qui est offert aux visiteurs pour interpréter

¹⁴ Marcotte, P. (2006b, septembre 1). Agrotourisme, agritourisme et tourisme à la ferme ?

Une analyse comparative. <https://journals.openedition.org/teoros/1091>

cette agriculture. Ces définitions mettent en évidence la rencontre entre visiteurs et populations locales. « *Ce contact crée ainsi les imaginaires sociaux et les expériences touristiques résultant de la recherche d'authenticité et du savoir-faire agricole des agriculteurs* »¹⁵ (Gaye, 2020, p.397). À ce titre, l'offre agrotouristique peut être appréhendée comme l'ensemble des valeurs traditionnelles, susceptibles de représenter les modes de cultures des agriculteurs et des paysans, et les identités locales d'une communauté ou d'un territoire.

(Bourdeau, 2001) affirme que l'agrotourisme est souvent confondu avec les pratiques touristiques en milieu rural. Cette confusion s'explique par le fait que certaines populations locales et touristes ne font pas la différenciation entre tourisme rural intégré, écotourisme et tourisme à la ferme (Marcotte et Al, 2006). Pour les agriculteurs et les professionnels du tourisme, l'agrotourisme ou l'agritourisme représente une source de diversification des revenus et de l'offre touristique, alors que pour les touristes il s'agit de rencontrer directement les paysans dans leur champ agricole (Bourdeau, Marcotte et Doyon, 2002). Cette pratique touristique permet de valoriser les produits agricoles et de générer des retombées économiques au profit des populations locales (Gaye, 2020).

Par ailleurs, la lutte contre la pauvreté est une priorité dans de nombreux pays, plus particulièrement dans les pays en développement comme le Sénégal. Ce dernier est l'un de ces pays qui essaient de s'en sortir en misant sur un certain nombre de secteurs en pleine évolution tels que l'agriculture, le tourisme, la pêche, la construction de bâtiments et d'infrastructures, et l'exploitation des ressources minières. Étant politiquement stable, sa situation économique est encore loin d'atteindre celle des pays développés. Ainsi depuis 2014, son PIB a connu des évolutions « 7,5% en 2017 et 6,4% en 2018 », selon l'Agence Nationale des Statistiques et de la démographie (ANSD)¹⁶.

Dans le champ scientifique, la notion d'agritourisme ou d'agrotourisme semble très peu employée par les chercheurs, même si des travaux ont été réalisés dans ce domaine (Bazin, 1993 ; Lesauvage, 1995 ; Mamdy, 1995 ; Jolly, 1999 ; Marcotte, Bourdeau et Doyon, 2006). Certains auteurs parlent de tourisme à la ferme pour orienter les touristes vers les champs agricoles. Le manque d'emploi et l'absence de définition de la notion d'agritourisme ou d'agrotourisme peuvent s'expliquer par le fait que la recherche sur ce domaine d'activité intéresse peu certains chercheurs.

¹⁵ <https://journals.openedition.org/etudescaribeennes/19243>

¹⁶ Agence nationale des statistiques et de la démographie

Bien que l'agritourisme, l'agrotourisme ou encore le tourisme à la ferme soit une pratique touristique encouragée en milieu rural (Marcotte et Al, 2006) par certains professionnels du tourisme et certaines organisations internationales, l'offre et le produit agrotouristiques apparaissent encore flous (Lesauvage, 1995). Au cours des années 1995, des institutions associées au secteur agricole et des chercheurs pluridisciplinaires (Mamdy, 1995, 2000 ; Marcotte, Bourdeau et Doyon, 2006) ont tenté d'analyser les impacts et les enjeux de l'agrotourisme. Dans ces recherches scientifiques, les différentes perspectives qu'entretiennent, d'une part, les agriculteurs et les paysans, et, d'autre part, les professionnels du tourisme, à propos de la relation entre tourisme et agriculture, ne facilitent pas de définir l'agrotourisme (Mamdy, 2000 ; Marcotte, Bourdeau et Doyon, 2006). On note aussi la difficulté de caractériser le produit et l'offre agrotouristiques dans une perspective de vendre une destination touristique.¹⁷ Cette complexité se trouve également dans la définition de l'agrotourisme, parce que la pratique agrotouristique diffère d'un pays à l'autre.

¹⁷ <https://journals.openedition.org/teoros/1091?lang=fr>

• PROBLÉMATIQUES DE RECHERCHE

À l'heure actuelle où les pratiques touristiques connaissent un succès considérable dans les pays développés ; où les politiques agricoles occupent les débats, le tourisme est devenu aussi une alternative dans les pays en voie de développement auxquels l'agriculture représente le secteur principal de subsistance. Le tourisme de masse étant en plein essor, les aménagements touristiques sont de plus en plus nombreux, menaçant ainsi l'agriculture en diminuant considérablement les surfaces cultivables. Ils détournent par la même occasion l'eau destinée à l'irrigation au profit des touristes pour leurs besoins alimentaires, sanitaires et récréatifs.

En effet, le tourisme et l'agriculture ont tendance à s'intéresser aux mêmes lieux et aux mêmes ressources. Ils se heurtent souvent, ce qui génère parfois des conflits très aigus.

Le tourisme devient un adversaire redoutable de l'agriculture (Tafari, 2010).

Selon la FAO, l'agriculture consomme « 69 % » du volume d'eau disponible¹⁸. Le tourisme génère également de besoins en eau autant pour des considérations sanitaires en raison de la forte consommation des touristes, alors que les populations locales n'ont pas souvent accès à l'eau potable. De plus, les investisseurs dans le tourisme, s'approprient souvent des terres appartenant aux agriculteurs locaux, les mettent en péril du fait de cette dépossession. On assiste alors à un recul de l'agriculture face au tourisme dans certains pays du Sud en général et au Sénégal en particulier (Diombera, 2012).

Se pose alors la question de la durabilité de l'agriculture. En effet, même si le tourisme est perçu dans les pays en voie de développement comme un moteur potentiel de croissance économique, il existe un risque réel, qu'il devienne la seule source de revenus de certaines destinations. Certains pays du Sud s'orientent ainsi, parfois inconsciemment vers une monoculture touristique, négligeant les secteurs économiques traditionnels. On entend par monoculture touristique, le cas où le tourisme devient la seule activité économique (Dehoorne et Al, 2011).

Une telle situation peut avoir des conséquences pour les populations en cas de crise du secteur touristique, qu'elle soit liée à une catastrophe naturelle, une instabilité politique, une crise économique ou bien une pandémie.

¹⁸ *Eau et Agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture.*
<http://www.fao.org/docrep/005/Y3918F/y3918f03.htm>. [Consulté le 24 juin 2017].

Le tourisme et l'agriculture partagent les mêmes espaces et sont confrontés à des problématiques écologiques similaires. Ils se concentrent en général dans des zones côtières à la fois fertiles, vulnérables et facilement accessibles, ce qui contribue aux conflits entre ces deux activités socio-économiques. Dans ces zones côtières et rurales, elles semblent parfois s'exclure mutuellement, voire entrer en conflit (Tafari, 2012). C'est d'ailleurs ce constat qui a amené Pierre Coulomb (1986) à s'interroger sur les effets négatifs du tourisme sur l'agriculture en Méditerranée à travers sa formule « Le tourisme contre l'agriculture ? » Cette interrogation reste d'actualité puisque le tourisme exerce une forte pression sur le foncier agricole et sur l'urbanisation des zones rurales. En effet, Caroline Tafari (2012, p.3) estime que : « *Agriculture et tourisme sont ainsi en compétition pour l'accès à la terre et l'artificialisation progresse aux dépens des espaces ouverts, naturels et agricoles.* »

Étant donné que le tourisme et l'agriculture sont en concurrence pour l'accès aux ressources naturelles, comment ce couple peut-il collaborer mutuellement dans une dynamique de développement durable au Sénégal ?

Quels sont les effets des activités touristiques sur l'agriculture et le développement durable au Sénégal ?

Cette telle problématique trouve un écho particulier sur la Petite Côte sénégalaise.

- **QUESTION PRINCIPALE**

Quels sont les effets des activités touristiques sur l'agriculture et le développement durable au Sénégal ?

Question I

Quel est l'effet du tourisme sur l'agriculture au Sénégal ?

Question II

Le tourisme réduit-il le niveau de pauvreté au Sénégal ?

Question III

Une organisation adéquate du secteur touristique est-elle un levier pour le développement durable et le secteur agricole ?

- **OBJECTIFS DE RECHERCHE**

L'objet de cette thèse est d'étudier les relations entre tourisme et agriculture dans une dynamique de développement durable au Sénégal. En s'intéressant aux jeux d'acteurs, elle vise à analyser leurs enjeux économiques, sociaux, politiques et environnementaux qui en découlent. Ce choix s'explique par l'importance du tourisme dans l'économie nationale et également de la place qu'occupe l'agriculture dans le monde rural.

Leur complémentarité peut contribuer à la valorisation des produits agricoles, des produits du terroir, des cultures locales faisant d'eux des secteurs incontournables pour la lutte contre la pauvreté.

L'objectif principale est donc de déterminer l'effet des activités touristiques sur l'agriculture et le développement durable au Sénégal.

Objectif I

Déterminer l'effet du tourisme sur l'agriculture au Sénégal ;

Objectif II

Mettre en évidence le rôle du tourisme et de l'agriculture dans le processus de réduction de la pauvreté au Sénégal

Objectif III

Mettre en œuvre une stratégie permettant d'assurer la coexistence des activités touristiques, agricoles et le développement durable

• HYPOTHÈSES DE LA RECHERCHE

L'idée d'un tourisme respectueux des communautés d'accueil et de l'environnement est aujourd'hui nécessaire pour la reconfiguration du secteur. Après les effets néfastes du tourisme de masse et de nombreuses critiques à son égard, il ne peut plus être envisagé sans prendre en compte le volet environnemental. Comme l'a si bien mentionné Isabelle SACAREAU, (2007, p.26), « *Le principal reproche fait au tourisme international dans les pays en développement qui justifierait en retour le recours au tourisme solidaire est qu'il ne profite guère aux sociétés locales, dans la mesure où une grande partie de ce tourisme international serait contrôlée par de grandes entreprises européennes ou américaines* ¹⁹. » C'est dans ce contexte que se développent de nouvelles formes de tourisme, se voulant des alternatives au modèle tourisme de masse. L'idéal d'un tourisme propre, participant au développement des destinations est mise en avant dans les pays en voie de développement. Ces derniers sont souvent caractérisés par un secteur primaire dominant avec une agriculture de subsistance et un tourisme accueilli avec espoir de développement économique. Il serait donc pertinent que tourisme et agriculture entretiennent des rapports de complémentarité plutôt que de concurrence.

Cette thèse, énonce trois hypothèses.

H1 : Le tourisme a des impacts négatifs sur l'activité agricole de la Petite Côte sénégalaise.

H2 : Le tourisme contribue à l'appauvrissement des populations locales.

H3 : Si l'activité touristique est bien organisée, elle peut favoriser le développement de l'agriculture et par conséquent le développement économique local.

Cette thèse est divisée en deux parties, comprenant chacune deux chapitres. Elle évoque la relation complexe entre le tourisme et l'agriculture sur la Petite Côte sénégalaise en examinant les impacts sur l'environnement et la problématique du développement économique local. La première partie propose une analyse contextuelle du tourisme, de l'agriculture et du développement durable au Sénégal. Le premier chapitre dresse l'état des lieux du tourisme sénégalais en examinant l'offre et la demande touristique, les faiblesses du secteur et ses répercussions sur les populations locales et sur l'environnement. Le second chapitre traite l'agriculture, sa place dans l'économie, les difficultés rencontrés par les agriculteurs, les

¹⁹ Isabelle Sacareau, «*Au pays des bons sentiments: quelques réflexions critiques à propos du tourisme solidaire*», Téoros 2007

différentes politiques et programmes agricoles, ainsi que la notion de développement durable, et son application au Sénégal.

La deuxième partie porte sur la concurrence entre le tourisme et l'agriculture et la nécessité d'une approche durable. Le troisième chapitre fait part des analyses théoriques et empiriques ainsi qu'une évaluation des externalités négatives du tourisme sur l'agriculture. Enfin le quatrième chapitre expose une mise en complémentarité tourisme agriculture par le biais de l'agritourisme.

Cette thèse a donné lieu à un projet agrotouristique au Sénégal intitulé « Dalal Thi Tol ».

- **MÉTHODOLOGIE DE LA RECHERCHE**

Afin d'atteindre les objectifs de recherche, une méthodologie combinant une recherche documentaire approfondie et des enquêtes de terrain a été mis en place.

Elle repose sur une démarche mixte avec des méthodes qualitatives et des méthodes quantitatives.

La phase qualitative s'appuie donc sur une recherche documentaire, des observations directes, des focus groups et des entretiens semi-directifs menés auprès des populations locales, agriculteurs, touristes, hôteliers, restaurateurs et autorités institutionnelles.

La phase quantitative, elle a été réalisée avec un questionnaire conçu à partir de la plateforme *KoBoToolbox*.

En complément, des données géo spatiales issues de l'ANAT et de Landsat (1972, 2000, 2022) ont été mobilisées. L'ensemble des données recueillies a ensuite fait l'objet d'un traitement qualitatif et statistique.

I. PREMIÈRE PARTIE : ANALYSE CONTEXTUELLE DU TOURISME, DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE AU SENEGAL

Introduction de la première partie

La position stratégique du Sénégal lui confère un accès facile depuis le reste de l'Afrique et de l'occident. (SAPCO Sénégal)

Il se situe environ 5 heures de vol de l'Europe et entre 6 et 7 heures des États unis. En effet le Sénégal est facilement accessible par voie aérienne, maritime et terrestre. Il est considéré comme un carrefour des grandes routes maritimes et aériennes ainsi que l'une des premières destinations touristiques de l'Afrique de l'Ouest. Le climat est très favorable avec deux saisons, la saison sèche et la saison des pluies. Le soleil est quasi présent toute l'année avec des températures variant entre 20 et 35° degré Celsius. (Ministère du tourisme et des transports aériens)

Le Sénégal est considéré comme un pays politiquement stable n'ayant jamais eu de guerre ni de coup d'État. Les populations, de différentes ethnies et confessions religieuses y vivent en parfaite harmonie.

En effet sa position stratégique, son climat favorable et sa stabilité politique font de lui une destination prisée par les touristes à travers le monde. (APIX- S.A)

Les destinations phares du tourisme sénégalais sont le sud du pays à savoir la Casamance qui fut la première destination, puis viennent la Petite Côte sénégalaise avec la station balnéaire de Saly Portudal, la zone du Sine Saloum et de Saint Louis.

Le tourisme sénégalais a connu des moments glorieux avec un nombre important d'arrivées avant de connaître une période de recul et de stagnation. En effet les années 1970 à 1990 ont constitué la période la plus florissante.

Il faut dire que le secteur touristique sénégalais n'est pas très stable, outre la saisonnalité, il est constamment impacté par des faits aussi internes qu'externes à savoir la cherté de la destination en raison de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) et de la redevance de développement et des infrastructures aéroportuaires (RDIA). Puis l'instauration d'un visa obligatoire pour les touristes à un moment donné, pour une question de réciprocité entre le Sénégal et les autres pays ; outre les problèmes environnementaux, les crises économiques, la concurrence des nouvelles destinations lui ont fait perdre sa place de destination favorite d'Afrique.

Aujourd'hui le secteur essaie de se reconstruire petit à petit. De nouvelles offres touristiques voient le jour, des politiques touristiques sont mises en place afin de redresser le secteur.

Bien que le tourisme constitue l'une des principales sources de devises du pays, il est quand même important de noter qu'il est fortement dépendant financièrement et techniquement des grandes entreprises occidentales.

La quasi-totalité des investissements proviennent de l'extérieur. Les touristes sont également en majorité envoyées par des voyagistes avec un circuit économique fermé contrôlant ainsi le séjour du début à la fin. La plupart des structures touristiques appartiennent ainsi à des occidentaux, les nationaux étant peu présents. (Diombera 2012)

C'est d'ailleurs la raison pour laquelle la fuite des recettes touristiques constitue l'un des principaux problèmes du secteur.

Néanmoins, le tourisme est la deuxième activité économique après la pêche. Cependant, contrairement aux idées reçues, les retombées économiques ne profitent pas suffisamment aux populations locales.

Ces dernières vivent majoritairement de l'agriculture, surtout dans le monde rural où toute la population se nourrit grâce à la production agricole. L'agriculture est avant tout vivrière et de type familial. Chaque famille possède des terres à des fins agricoles. Cependant, on constate ces dernières années, le développement de l'agrobusiness, qui intéresse de plus en plus la population jeune active. Les femmes sont majoritairement présentes. Elles produisent, transforment, commercialisent leurs productions agricoles dans les marchés du pays, certaines parviennent à exporter.

De même que le secteur touristique, le secteur agricole est lui aussi fortement impacté par la saisonnalité et les changements climatiques. À cela s'ajoute la concurrence avec les produits agricoles venant des autres pays. Ce qui conduit à des situations d'instabilité et de crises permanentes.

Ainsi, faire une analyse contextuelle du secteur touristique et agricole ainsi que du développement durable, nous a semblé importante. Dans les pages qui suivent, nous allons détailler davantage en approfondissant l'état actuel des deux secteurs.

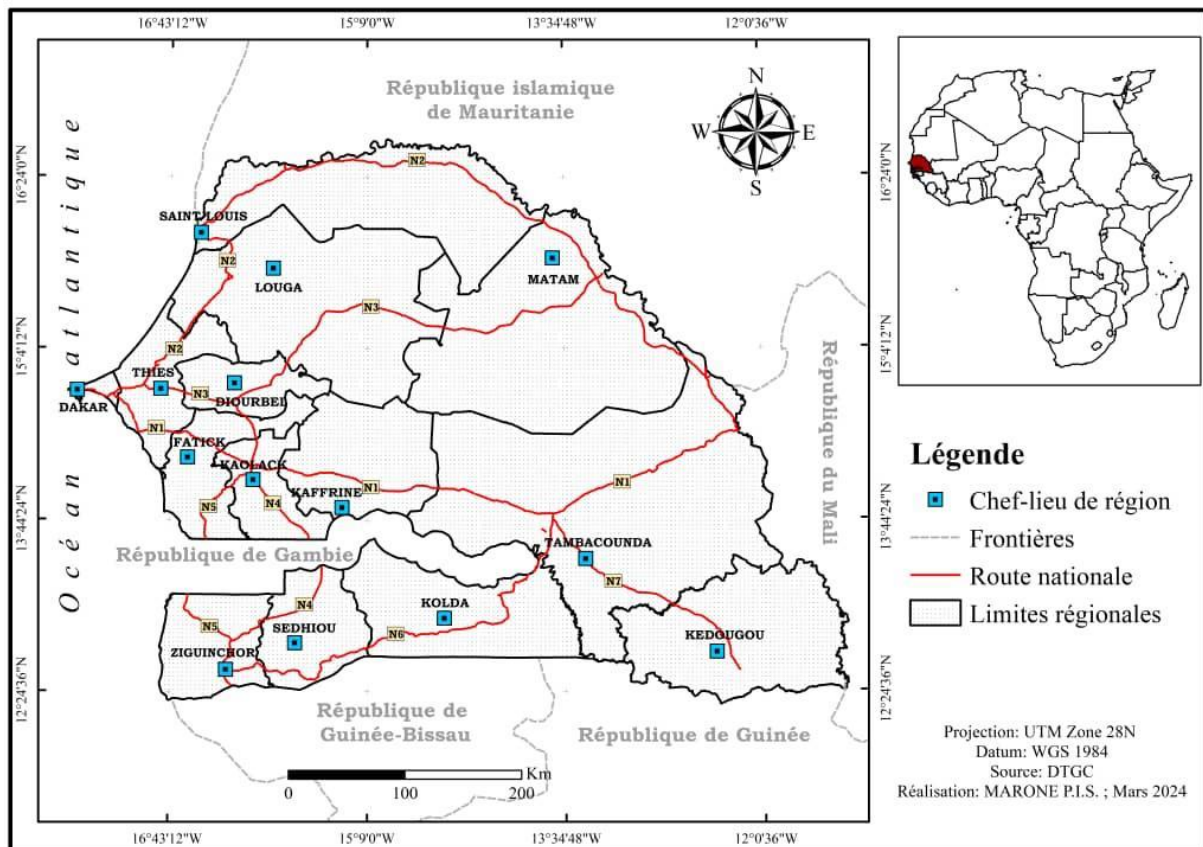


Illustration 2 : Carte 2 – Position du Sénégal dans l'Afrique
Source : Auteure

CHAPITRE 1 : ÉTAT DES LIEUX DU TOURISME SÉNÉGALAIS

1.1. De manière générale, le tourisme est marqué par une évolution continue pendant de nombreuses années, avec de réelles retombées économiques et sociales.

Le secteur s'est ainsi positionné comme étant l'un des secteurs les plus importants au niveau mondial. Le tourisme est un moyen de diversification de sources de revenus et une manière de valoriser les ressources naturelles et culturelles (Pomeanu, 2013). Il constitue un véritable pourvoyeur de richesses pour les pays d'accueil, en créant des opportunités d'emplois et en attirant des investissements. Le tourisme est aussi un maillon important dans les relations internationales ; le secteur joue ainsi un important rôle économique et social de premier plan.

Liste des activités liées au tourisme :

- L'hébergement (hôtellerie, résidence privée, villa de luxe, campement etc.)
- La restauration
- Le transport (ferroviaire routier maritime aérien)
- Agence de voyage
- Agence de tourisme
- Agence de location de voiture
- Centre de loisir
- Centre sportif
- Service de gestion de patrimoine
- Les musées
- Centre culturel

En 1942, Hunziker et Kraft ont défini le tourisme comme l'ensemble des relations et des phénomènes résultant du déplacement et du séjour des personnes en dehors de leur domicile, à

condition que leur séjour ne soit pas justifié par un établissement permanent ni par une activité rémunérée.²⁰

Le tourisme constitue un important levier de croissance économique pour les pays en voie de développement tel que le Sénégal qui disposent d'un réel potentiel touristique.

Il est devenu un vecteur de modernisation de l'époque contemporaine, et s'est développé au cours des XXe et du XXIe siècle sous différentes formes en fonction de l'évolution du contexte du monde. Le tourisme évolue en fonction des phénomènes mondiaux.

La définition et le rôle du tourisme varie selon les points de vue des différents spécialistes :

- Les économistes s'intéressent aux retombées financières du tourisme sur l'économie mondiale ;
- Les géographes associent le tourisme, aux éléments géographiques tels que le relief, le climat et les paysage ;
- Les sociologues considèrent le tourisme comme un phénomène social qui agit directement sur la vie en société ;
- Les psychologues, quant à eux, mettent l'accent sur les effets du tourisme par rapport au bien être mental et psychologique. Ils étudient aussi le tourisme comme une nécessité dans le cadre du changement temporaire de milieu de vie et de lutte contre le stress.

Ces différentes approches sont complémentaires et permettent de mieux comprendre les multiples dimensions du tourisme.

²⁰ https://theses.hal.science/tel-01540680/file/2013_These_Pomeanu_Gadioi_Elena_Elisabeta.pdf

Le caractère transversal du phénomène touristique explique les difficultés à établir une définition universelle du tourisme tant il englobe plusieurs aspects de la vie.

Le tourisme est intimement lié à plusieurs phénomènes universels, auxquels il use pour développer ses activités touristiques et proposer ses services.

Nous pouvons ainsi citer :

- Les ressources naturelles caractérisées par le paysage, le relief, le climat, l'environnement en général ;
- Les ressources culturelles représentant le patrimoine matériel et immatériel, les arts, l'archéologie, les traditions, l'artisanat, les arts culinaires, vestimentaire ainsi que les mœurs ;
- Les ressources sociales incarnées par les acteurs du tourisme, la population locale avec leur valeur sociale, leur expérience, et leur sens de l'hospitalité ;

Le tourisme est centré sur trois volets essentiels (Pomeanu 2013) :

Tourisme interne qui concerne les voyages des populations à résidentes à l'intérieur du pays mais tout en respectant le principe du lieu de résidence habituelle. Tourisme réceptif concerne le déplacement des non-résidents dans un pays, différent de leur lieu résidence habituelle ;

Tourisme émetteur concerne le déplacement des résidents dans un autre pays, différent de leur lieu résidence habituelle. Nous pouvons ainsi noter selon Pomeanu :

Tourisme intérieur regroupe le tourisme interne et le tourisme réceptif ;

Tourisme national est constitué par un regroupement du tourisme interne et émetteur ;

Tourisme international détermine le tourisme réceptif et émetteur.

Étudié comme un bien de consommation, le tourisme répond aux besoins identifiés dans la hiérarchie de Maslow. Les besoins physiologiques et de survie, tels que se nourrir et se reposer, sont satisfaits grâce aux services d'hébergement et de restauration.

Les besoins de protection et de sûreté sont pris en charge par la qualité des infrastructures, des services et des établissements d'accueil.

Le besoin d'appartenance à un groupe et d'affection à travers les échanges entre les voyageurs et la population d'accueil.

Le besoin de respect, de reconnaissance sociale et d'auto-respect se manifeste lorsque le visiteur et le visité se sentent valorisés.

Le besoin d'accomplissement car un voyage est un moyen d'épanouissement personnel et de communication avec soi-même (Pomeanu 2013).

Cependant, le développement du tourisme entraîne généralement des investissements considérables dans le domaine des infrastructures.

En effet l'activité touristique s'accompagne souvent de constructions d'aéroports, d'autoroutes, de centres d'affaires, de musées, de systèmes modernes d'alimentation en eau, de canalisation d'eaux usées et de pluie, de réseaux de télécommunications etc.

Ces investissements facilitent non seulement le séjour du touriste mais contribuent aussi à l'amélioration des conditions de vie des populations locales tout en conférant à la localité l'image d'une zone moderne, accueillant et en développement.

Le tourisme peut ainsi être analysé comme un secteur transversal en relation avec plusieurs domaines d'activité économique.

L'amélioration des infrastructures grâce au tourisme constitue un atout majeur pour le développement à long terme d'un pays.

Toutefois, la pratique touristique mobilise de manière intensive les ressources naturelles et humaines des pays d'accueil tout en favorisant des transformations significatives dans les secteurs économiques et environnementaux.

Disposant de multiples d'effets, le tourisme est considéré par plusieurs chercheurs « *comme étant la cause la plus fréquente de détérioration de l'environnement* ». ²¹

Certains auteurs considèrent que la plupart des pratiques touristiques se font au détriment de la durabilité des destinations d'accueil. Ces impacts négatifs doivent donc faire l'objet d'une attention particulière de la part de tous les acteurs impliqués (Pomeanu 2013).

Dans cette perspective, nous effectuerons une analyse des effets du tourisme en prenant en compte ses impacts positifs et négatifs qu'il exerce sur le plan économique social et environnemental (Pomeanu 2013).

Nos recherches ont permis d'avoir des avis divergents de la part des acteurs et des experts ainsi qu'une littérature qui ne présente plus le tourisme comme étant une simple activité de loisir.

²¹ Diombera : « Le développement touristique et l'occupation des espaces littoraux : quels enjeux pour les territoires de la Petite Côte sénégalaise ? »

Mimoun : « Le tourisme international vu du Sud »

Breton : « Aires protégées, gestion participative des ressources environnementales et développement touristique durable et viable dans les régions ultrapériphériques »

BOUTILLIER : « Le Tourisme en Afrique de l'Ouest : panacée ou nouvelle traite » ?

Il est étudié comme une activité qui est en étroite relation avec le social, l'économie et l'environnement. Le développement du tourisme met en exergue le besoin de coordination entre les normes sociales et économiques actuelles et les besoins de protection de l'environnement d'où l'émergence de la notion de tourisme durable (Pomeanu 2013).

Dans ce chapitre nous abordons de manière globale la situation du tourisme sénégalais en évoquant les faits les plus significatifs.

En effet, les atouts touristiques, les engagements du gouvernement et la participation des populations locales contribuent à faire du Sénégal un acteur important du développement international.

Ainsi, la partie état des lieux se concentrera sur l'analyse de l'offre et la demande du tourisme sénégalais. Ces dernières sont importantes car elles nous permettent de mieux analyser l'activité touristique.

Ensuite, nous étudierons les politiques et programmes touristiques mis en œuvre afin d'évaluer les actions menées par les différents gouvernements successifs en matière de développement et de promotion du tourisme.

Néanmoins, même si le Sénégal est considéré comme l'un des destinations touristiques les plus développées et les plus prisées de l'Afrique de l'Ouest, il connaît malgré tout, des manquements.

Ainsi, nous évoquerons les difficultés inhérentes au secteur touristique, notamment les faiblesses, les crises et la dépendance financière qui constituent un frein au développement touristique malgré tous les efforts mis en place.

Enfin, nous analyserons les impacts du tourisme sur les populations locales et sur l'environnement. Ces impacts peuvent être à la fois positifs et négatifs : si le tourisme peut favoriser le développement économique, il peut également représenter une menace pour les écosystèmes et les équilibres sociaux.

1.2. Analyse du tourisme sénégalais

Le Sénégal est un pays doté de nombreux atouts touristiques.

Parmi ceux-ci, nous pouvons citer un climat favorable, un ensoleillement permanent, l'hospitalité de la population désignée sous le terme de Téranga, des plages immenses de sable fin qui s'étendent sur 700 km de côte ainsi qu'une importante réserve de faune et de flore. Fort de ce capital naturel, géographique, climatique et humain, le Sénégal a su développer une offre balnéaire attrayante, tout en valorisant son patrimoine historique et culturel. Le patrimoine naturel et culturel du pays contribue largement à l'attractivité de la destination Sénégal en attirant des amateurs dans toutes les formes de tourisme existantes.

Les activités touristiques englobent l'ensemble des pratiques auxquelles s'adonnent les touristes lors de leurs voyages et séjours dans les destinations d'accueil. Ce secteur est un outil important de création de richesse, d'amélioration des conditions de vie de la population et de lutter contre la pauvreté. Grâce à ses multiples connexions avec d'autres secteurs économiques tels que l'agriculture, le commerce, la construction et l'agroalimentaire, le tourisme occupe une place importante lui donnent une part importante dans le développement du pays.

C'est pourquoi, les autorités du Sénégal considèrent le tourisme comme un secteur majeur capable de réduire la pauvreté.

D'ailleurs, l'apport du secteur dans l'économie sénégalaise justifie largement ce choix stratégique. En effet sa contribution se mesure à travers plusieurs indicateurs, le nombre d'emplois créés (directs et indirects), les revenus distribués (salariés et non salariaux), les revenus bruts générés ainsi que les entrées de devises étrangères.

Depuis l'introduction du tourisme récepteur au Sénégal dans les années 1970, les recettes brutes ont augmenté régulièrement : elles ont dépassé 2 milliards en 1973, 11 milliards en 1977, puis franchi les 25 milliards en 1982. Le taux de croissance annuel moyen sur cette période est estimé à 115 %. (Ministère du tourisme, 2003 bulletins des statistiques).

A partir de l'année 1980, de grands groupes hôteliers tels que FRAM ont implanté sur la Petite Côte, d'importantes infrastructures, à l'image de l'hôtel palm Beach à Saly.

Ainsi, toujours selon les statistiques du ministère du tourisme, en 1981, l'industrie touristique Sénégalaise a franchi pour la première fois le seuil du million de touristes accueillis.

Il a également révélé que 228 113 touristes ont été accueillis dans des établissements hôteliers nationaux avec une durée moyenne de séjour supérieure à 4,5 jours.

Les arrivées ont ainsi enregistré une hausse de 3,4 % par rapport à 1980. Toutefois, le nombre de touristes sénégalais a connu une légère baisse de 1% en raison de la situation économique difficile des pays européens.

Avec ce niveau de fréquentation, le tourisme sénégalais se positionnait déjà comme l'un des moteurs de l'économie nationale, derrière les exportations de phosphate et les produits halieutiques et de l'arachide. A titre de comparaison, ces dernières, n'ont rapporté que 17,3 milliards de francs CFA en raison de la mauvaise campagne arachidière de 1980.

La décennie suivante (1983-1992) a été caractérisée par des fluctuations importantes des recettes touristiques. Malgré une progression du chiffre d'affaires total de 34 %, certaines années ont été ponctuées baisse et de stagnation. Ainsi, selon le Bulletin Statistique 2003 du Ministère du Tourisme, les recettes touristiques ont atteint 38 milliards de FCFA entre 1986 et 1987, avant de chuter de 11,4% entre 1989 et 1992. En revanche, la période (1993-2003), plus stable a enregistré une croissance régulière des recettes touristiques avec un taux de croissance annuel moyen de 33,3%. Une légère baisse a été enregistrée entre 1996 et 2000. En raison de la dévaluation du franc CFA en 1994.

La deuxième baisse pourrait s'expliquer par les tensions politiques qui ont précédé l'élection présidentielle de 2000. En effet, les changements politiques au Sénégal entre mars 2000 et fin 2001 ont provoqué une instabilité institutionnelle qui a affecté le secteur du tourisme.

Cette période a conduit les nouvelles autorités à s'interroger sur la réelle contribution du tourisme à l'économie sénégalaise tant sur le plan économique que social.

Dans ce contexte de remise en question, le ministère du Tourisme a commandé, en 2002, une étude sur « L'impact du tourisme sur l'économie du Sénégal » avec des conclusions pertinentes largement partagées par les différents acteurs du tourisme.

À partir de cette période, le tourisme sénégalais a entamé une phase de redynamisation. Les recettes touristiques ont connu une progression continue entre 2014 et 2017, atteignant 1 400 000 touristes en 2017, soit une hausse de 40 % par rapport à 2014 (Daff, 2005).

Ce rappel historique met en lumière l'importance du tourisme dans l'économie.

En outre une analyse plus approfondie de la clientèle touristique révèle que seul un touriste sur cinq (280 000 environ) vient au Sénégal pour un séjour de loisirs, un sur quatre est en voyage d'affaires tandis que 40 % viennent séjourner chez des parents ou amis. Le taux de remplissage des hôtels est estimé à 37 % pour une durée moyenne de séjour de trois jours selon (Au Sénégal.com, 2019).²²

²² <https://www.au-senegal.com/frequentation-touristique-du-senegal-les-vrais-chiffres,15814.html>

Cependant, cette dernière décennie a été marquée par une crise du tourisme internationale provoquée par la forte concurrence, la cherté de certaines destinations et la récente pandémie. Comme partout dans le monde, l'industrie touristique sénégalaise n'a pas été épargnée par la Covid19 qui a eu des conséquences aussi bien sur la demande (chute des arrivées, restrictions de déplacement) et sur l'offre (fermeture des établissements, baisse des capacités d'accueil). Mesures d'hygiène nécessitant une distanciation sociale et des contacts humains ont considérablement affaibli le tourisme durant ces deux dernières années ; avec « 96 milliards » de pertes de chiffres d'affaires (ministère du tourisme et des transports aériens, 2020).

Selon l'organisation mondiale du tourisme, *« les confinements pendant la Covid19 ont fait chuter les arrivées de touristes jusqu'à hauteur de 98 % au mois de mai par rapport à 2019. Ces statistiques de la période allant de janvier à mai montrent en outre, une baisse de 56 % des arrivées touristiques.*

*Ce qui a entraîné une chute de 300 millions de touristes et 320 milliards d'USD de pertes en termes de recettes du tourisme international. Ceci représente plus du triple des pertes au niveau des recettes du tourisme international enregistrées pendant la crise économique mondiale de 2009 ».*²³ Ainsi, comme la plupart des pays, le Sénégal n'est pas épargné par cette grave crise du secteur avec la fermeture des frontières et celle de plusieurs grands groupes hôteliers durant presque deux longues années.

Actuellement, le secteur tente de se relever en s'appuyant sur la promotion du tourisme interne, considéré comme un levier de relance.

Selon l'Organisation mondiale du tourisme, l'hébergement représente une part importante de la production touristique (39 %), suivi des services commerciaux, financiers et de loisirs (21 %), des services de transport, de location de voitures et des agences de voyage (19 %), de l'alimentation et les boissons qui représentent jusqu'à 11 % et enfin de l'artisanat avec 10 %.

La contribution du tourisme à une économie peut être aussi appréciée par la valeur ajoutée générée et la répartition géographique des infrastructures. La plupart des hôtels sont concentrés dans la région de Thiès, de la Casamance (sud du Sénégal), dans la région du Cap-Vert, où se situe la capitale du Sénégal, Dakar, (source : Ministère du Tourisme).

²³ <https://www.unwto.org/fr/taxonomy/term/5?page=27>

Par ailleurs, la Société d'Aménagement et de Promotion des Côtes et Zones Touristiques du Sénégal (SAPCO-SENEGAL) a réalisé plusieurs projets structurants parmi lesquelles :

L'aménagement de la station balnéaire de Saly.

Selon, la SAPCO, cette station dispose de « *17 hôtels, 35 résidences, 300 commerces, 5 lotissements villageois* ».

L'objectif était aussi la « *création d'un pôle économique pour les filières de la pêche, de l'artisanat, du maraîchage, de l'industrie culturelle accessible aux populations* ».

Toujours dans cette mission d'aménagement, la SAPCO a entrepris la création d'autres stations. Il s'agit de Mbodiène et de Pointe Sarène. Cette dernière est actuellement en essor avec l'installation du Groupe espagnol RIU qui y a inauguré sa première réalisation au Sénégal en mars 2022 avec le grand hôtel RIU BAOBAB.

Dans la zone, la SAPCO a prévu dans son agenda plusieurs réalisations à savoir la mise en place de cinq sites hôteliers d'une superficie de « *5 à 10 hectares, chacun avec une distance côtière minimale de 250 mètres et 1 600 chambres. C'est un développement de 120 villas de haute qualité avec vue panoramique sur la mer ; la construction d'un centre commerciale avec commerces, restaurants et services touristiques, construction de passerelles d'accès public à la plage avec aménagement de jardins typiques des écosystèmes côtiers et locaux avec des passerelles piétonnes, domaine public marin de 2 km de long de la plage* ».

Le Mbodiène est ainsi une région d'avenir pour le tourisme au Sénégal et dispose d'un grand potentiel naturel. Selon la SAPCO, la nouvelle station balnéaire devrait comprendre « *quatre grands sous-ensembles hôteliers d'une capacité de 6 000 chambres, d'une superficie allant de 50 à 80 hectares et d'une façade sur lagune maximale de 1 km. Deux centres commerciaux avec boutiques et restaurants, dont un amphithéâtre pour les activités culturelles de plein air. Deux golfs 18 trous le long de la route nationale. Un parc d'attractions à thème centré sur les légendes, les habitats et les écosystèmes sénégalais et africains. Passerelle d'accès public à la lagune et à la plage. Trois passerelles surplombant la lagune. La plage et les dunes faisant plus de 6 km de long* ».

Ces différentes réalisations témoignent de la place de l'activité dans la politique économique du Sénégal, le tourisme sénégalais peut espérer connaître un nouvel essor pouvant lui permettre de répondre aux normes de développement durable.

Cependant, malgré cette dynamique, le tourisme sénégalais continue de rencontrer d'énormes difficultés et engendre aussi des effets négatifs.

Parmi les efforts engagés, les travaux de restauration des plages de Saly constituent une avancée contre les phénomènes d'érosion côtière. Ces interventions ont permis de régénérer les plages et de lui redonner petit à petit son image d'antan.

Par ailleurs, la participation du Sénégal à la coupe du monde en 2002 et le statut de champion d'Afrique sont un atout de taille pour le marketing territorial et la promotion de la destination à l'international.

A cela s'ajoute le fleurissement de ses infrastructures qui répondent aux exigences et aux normes internationales telles que le centre international de conférence Abdou DIOUF. Ce positionnement stratégique permet au Sénégal de s'affirmer comme une destination majeure du tourisme d'affaires, capable d'accueillir plusieurs rencontres de portée mondiale.

La récente ouverture de l'aéroport international Blaise Diagne (AIBD), a, quant elle, renforcé l'accessibilité du pays, en faisant du Sénégal une plaque tournante de l'aviation en facilitant l'arrivée des touristes internationaux.

Sur le plan de la formation, l'installation de grandes écoles de tourisme participe à l'élévation du niveau d'étude avec des diplômes répondant aux besoins internationaux des entreprises touristiques.

En parallèle, la finalisation des travaux d'aménagement des stations de Pointe Sarène et de Mbodiène vise à doter le pays d'infrastructures répondant aux exigences internationales afin de faire face à la concurrence en termes de qualité, de service, de prix et de capacité d'accueil.

Pour accompagner cette évolution, la direction de la réglementation touristique (DRT) est en train de mener une campagne de régularisation des établissements d'hébergement touristiques, des agences de voyages et des guides touristiques. Cette initiative vise à lutter contre les établissements clandestins, de l'insécurité et de la concurrence des établissements informels, avec l'aide de la police touristique²⁴.

²⁴ Ministère du tourisme et des transport aériens



Illustration 3 : Photo 1 – Plage de Saly

Source : <https://partirausenegal.fr/incontournable/decouvrir-saly-portudal/>



Illustration 4 : Photo 2 – Ile de Gorée

Source : <https://www.nationalgeographic.fr/voyage/2021/08/senegal-lile-de-goree-une-etape-incontournable>

1.2.1 Une offre originelle diverse et variée

Doté de belles plages au sable fin et d'un ensoleillement quasi permanent, le Sénégal offre principalement le balnéaire. (Diombera 2010)

Cette dernière est la première forme de tourisme au Sénégal mais aussi la principale. La plupart des touristes se concentrent sur le littoral sénégalais dont la densité moyenne est de loin supérieure à celle de l'intérieur du territoire. Le littoral sénégalais s'étend sur sept cents (700) kilomètres de plages abritant des côtes sablonneuses, des côtes rocheuses et des estuaires en mangrove.

Dans ce contexte, nous présenterons les différentes régions touristiques sénégalaises avant de passer en revue les types de produits proposés.

En effet les régions proposent chacune des offres qui leurs sont propres.

Du nord au sud, d'est en ouest, l'ensemble du territoire sénégalais propose diverses formes de tourisme.

La région de Thiès est le haut lieu du tourisme balnéaire, Saint Louis quant à elle conserve les traces de l'histoire coloniale avec ses vieilles bâtisses. Dakar, la capitale du Sénégal se positionne comme pôle majeur du tourisme d'affaire.

Les îles du Sine Saloum constituent un refuge des oiseaux avec ses innombrables palétuviers et forêts de rôniers. Diourbel et Louga quant à elles, sont reconnues comme des centres du tourisme culturel et religieux.

La région de Tambacounda est caractérisée par ses chutes d'eau ainsi que par le célèbre parc du Niokolo Koba. Enfin la région de Casamance se distingue par la diversité de ses offres.

Ainsi, de façon plus détaillée, Dakar est orientée sur le tourisme d'affaire. Capitale économique et administrative du pays, la ville est marquée par la présence d'une architecture et des monuments de l'époque coloniale. On y retrouve la cathédrale du souvenir Africain datant de 1929 ainsi que la place de l'indépendance, lieu emblématique où est célébrée chaque 04 avril la fête de l'indépendance.

L'île de Gorée, tristement célèbre par son passé lié à la traite négrière abrite la maison des esclaves, un lieu de mémoire où les captifs étaient retenus où avant d'être acheminés par bateau vers l'Occident. Toujours dans la région de Dakar, nous pouvons ajouter le parc forestier et zoologique de Hann, le lac rose, l'île de Madeleine et le village des tortues à Rufisque.

La région de Thiès est un lieu privilégié du balnéaire avec les plus belles plages de la Petite Côte. Elle abrite les réserves animalières de Bandia et de Popenguine. Cette région concentre à elle seule les sites touristiques les plus prisés, notamment, Yène, Toubab Dialaw, Somone, Ngaparou, Saly Portudal, Mbour, Warang, Nianing, Pointe Sarène, Mbodiène, Joal.

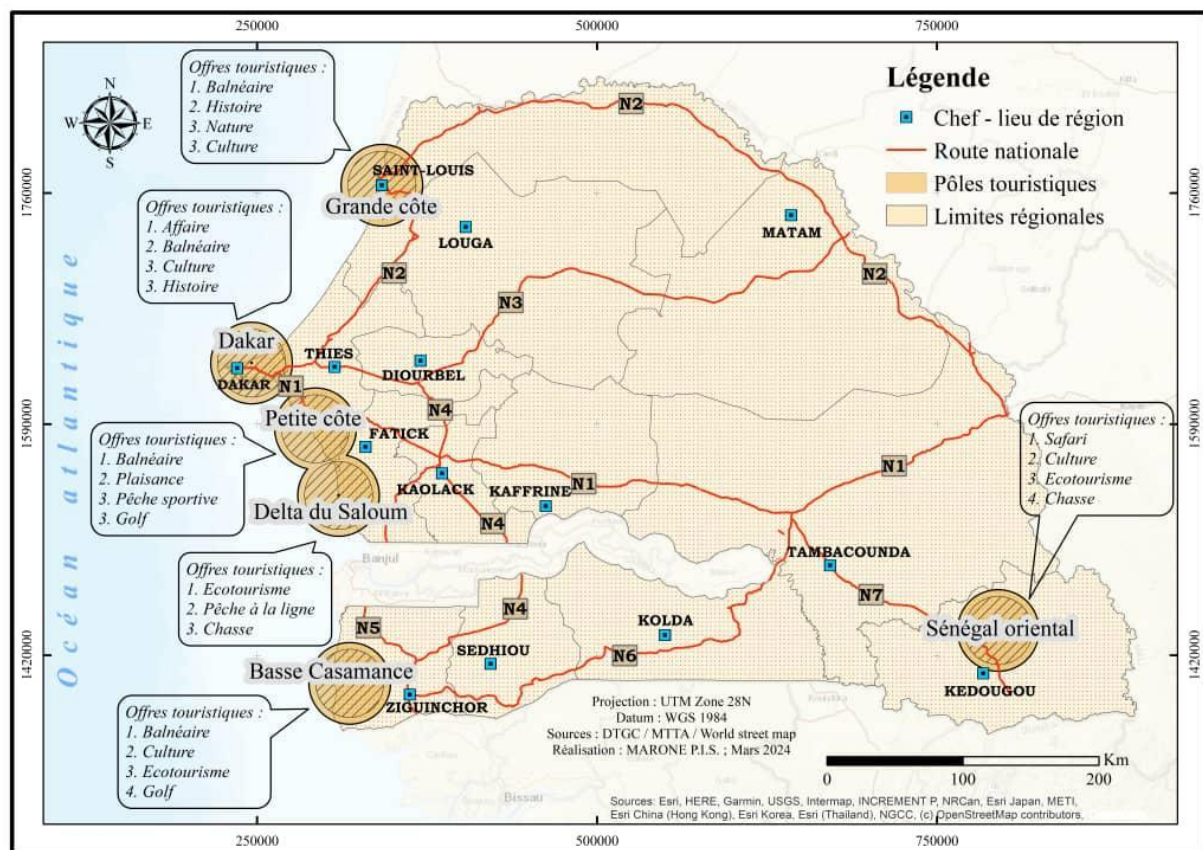


Illustration 5 : Carte 3 – Les pôles touristiques du Sénégal
Source : Auteure



Illustration 6 : Photo 3 – Promenade en caliche à Saint Louis du Sénégal

Source : <https://terangasenegalaise.blogspot.com/2017/01/balade-en-caleche-dans-la-ville-de.html>

Le tourisme de découverte

Le Sénégal possède un patrimoine historique, culturel et naturel très riche. Ce patrimoine s'illustre par ses bâtiments datant de l'époque coloniale, ses parcs nationaux, ainsi que ses paysages variés. L'île de Gorée classée au patrimoine mondial de l'UNESCO, en est l'un des symboles les plus forts. Elle abrite des musées tels que la maison des esclaves, celui de la femme, son architecture conservée renforce l'attrait de ce lieu de mémoire. On note plusieurs spécificités touristiques pour chaque zone tels que les paysages et réserves des îles du Saloum ; Saint Louis et son passé colonial, les chutes de Dindefelo (sud-est du Sénégal), les forts de Bakel et de Podor.

Dans le domaine naturel, le parc national des oiseaux du Djoudj, situé au nord du pays, est classé troisième réserve ornithologique mondiale et inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO depuis 1980.

De plus, la région dispose de nombreux parcs et réserves tels que la langue de Barbarie, la réserve de Gueumbeul et la biosphère transfrontalière du delta du fleuve Sénégal qui sont des lieux de reproduction et de conservation de différentes espèces.

Les régions de Fatick et de Kaolack quant à elles s'identifient par leur histoire liée à la royauté. Elles ont connu une succession de royaumes sérères, leur paysage naturel unique composé de magnifiques îles et îlots, palétuviers et rôniers, offre une vue impressionnante.

La région de Tambacounda abrite le célèbre parc de Niokolo Koba, réserve mondialement connu. C'est région est le berceau des peuples Bassaris et Bédicks, qui ont su préserver leurs traditions, leurs modes de vie authentiques et leur indépendance culturelle, à l'écart de la modernité.

Enfin, la Casamance, au sud du pays, dotée d'une culture admirable et d'un paysage époustouflant, de faune et de flore font d'elle l'une des régions les plus attrayantes du pays

Le tourisme d'affaire

Le terme de (Meetings, Incentives, Conventions and Events) MICE désigne l'ensemble des activités touristiques liées aux événements professionnels. Il s'agit principalement de séminaires, de réunions, de conférence.

Le tourisme d'affaire peut être défini comme un séjour lié à des déplacements de groupe ou individuel, motivé par des raisons professionnelles.

Ces activités peuvent être divisées en 4 groupes, qui sont actuellement de plus en plus sollicitées par les entreprises et les professionnels du secteur.

Les voyages d'affaire sont des déplacements professionnels, de manière individuelle ou en groupe, dans l'objectif d'accomplir une opération de relation publique ou économique. Ils sont très souvent organisés pour les commerciales qui effectuent des activités de prospection ou de visites clientèles, sans oublier les voyages de presse, les relations internationales, les salons et les foires.

Parmi les voyages d'affaire nous pouvons citer les conventions d'entreprises qui concernent les commerciaux, les affiliés, les clients, les réseaux de prestataires, dans le but de fédérer et d'informer. Les congrès professionnels rassemblent des experts d'un même domaine sur un thème préalablement défini.

Ils sont le plus souvent organisés sous forme de séminaires, de foires, de salons, ou de tournées promotionnelles.

Les voyages incentives et de récompenses qui regroupent les séjours et séminaires dont le but est de consolider la cohésion des équipes.

Il s'agit d'une mission de valorisation ou de fidélisation, sous la forme d'un voyage avec un programme d'événements et d'activités, tous frais payés.

Ils sont très souvent organisés sous formes de team building qui sont des défis sportifs, et des rendez-vous culturels ou artistiques.

Ces séjours sont offerts aux équipes ou aux employés méritants.

Il convient également de citer les célébrations d'événements ponctuels telles que les anniversaires d'entreprise, les soirées de fin d'année, et de gala qui sont des événements d'entreprise organisés dans le but de partager les valeurs de celle-ci, d'impliquer les employés, mais aussi de créer le lien avec les partenaires. Au Sénégal, ce type de tourisme est principalement concentré dans la capitale sénégalaise, en raison de la disponibilité d'infrastructures adéquates. La situation géographique, la stabilité politique et la modernité de ces infrastructures sont des conditions favorables au développement.

Cependant plusieurs hôtels de la Petite Côte s'orientent actuellement vers ce type de tourisme qui est une niche importante de clientèle face à la crise international.

Le balnéaire

Grâce à ses 700 km de côtes composées de plages sablonneuses, de rivages rocheux et d'estuaires bordés de mangrove, le Sénégal se positionne en Afrique subsaharienne comme l'une des principales destinations balnéaires les plus proches de l'Europe.

Le balnéaire est ainsi la première et la principale forme de tourisme au Sénégal. La plupart des arrivées se concentrent sur le littoral sénégalais où la densité moyenne est de loin supérieure à

celle du reste du territoire. Plusieurs stations balnéaires du pays se partagent les arrivées touristiques, la plus ancienne et la plus connue est celle de Saly Portudal, suivie de plusieurs autres zones touristiques que nous avons étudié plus haut dans cette thèse.

Le tourisme balnéaire englobe les loisirs et les divertissements qui s'effectuent en bord de mer, à la plage ou à la piscine. Il est pratiqué sur le littoral avec des activités tels que les baignades, le bronzage, les sports de mer, les balades en pirogue ou à pied le long du littoral.

Il peut se caractériser aussi par la restauration à travers l'art de table, la cuisine maritime, et internationale.

Le tourisme balnéaire est une activité accessible à un large public, pas très onéreux, ne nécessitant pas toujours d'important moyens financiers, notamment grâce au développement de l'hébergement en camping.

De nombreux sites balnéaires sont répertoriés, avec une forte concentration de grands hôtels, qui comme nous l'avons étudié plus haut datent des années 1970.

Ces structures offrent plusieurs autres possibilités d'activités balnéaires comme les sports nautiques.

La pêche sportive

Doté de côtes particulièrement poissonneuses, Le Sénégal offre un environnement favorable au développement de la pêche, notamment la pêche sportive. La présence d'espadons voiliers, de merlins bleus et d'autres espèces encourage la pratique de la pêche sportive, qui est principalement hébergée par les hôteliers pour leur clientèle particulière. Les performances de l'équipe Nationale de Pêche Sportive du Sénégal, illustre le savoir et le dynamisme dans ce domaine. Effet, le Sénégal a remporté deux titres de champion du monde, respectivement à Madrid en 2002 et à Dakar en 2003, confirmant ainsi son statut de destination de référence pour la pêche sportive à l'échelle internationale.

L'éco-tourisme

L'intervention humaine sur l'environnement a largement contribué au réchauffement climatique, entraînant ainsi une prise de conscience générale des dangers qui menacent la planète et de la nécessité de protéger l'environnement. Les sommets internationaux sur l'environnement et le développement durable ainsi que la prise de conscience croissante de la

dernière décennie ont renforcé l'intérêt du public international pour la protection de l'environnement et les enjeux liées à la nature et au développement. Dans l'industrie du tourisme, les préférences des touristes ont changé avec l'avènement des mouvements et des organisations écologistes. On observe une demande croissante de produits liés à la nature et à l'environnement, connus sous le nom d'écotourisme. Grâce à ses politiques de conservation et à son riche potentiel naturel, le Sénégal s'adapte facilement à ce nouveau concept touristique axé sur la durabilité. En effet, il existe six parcs nationaux, deux réserves privées, neuf aires marines protégées et huit réserves naturelles classées par l'UNESCO ou inscrits sur la liste de la convention de Ramsar pour développer ce type de tourisme. En plus de ces sites de statut national et international, le Sénégal encourage également la création de réserves naturelles communautaires comme à la Somone et à Palmarin.

Parcs nationaux	Réserves naturelles	Réserves privées	Aires marines protégées
Parc national des oiseaux de Djoudj	Réserve spéciale de la faune de Gueumbeul	Réserve animalière de Bandia	Aire marine protégée de Saint Louis
Parc national de la langue de Barbarie	Réserve naturelle communautaire de Tocc	Réserve animalière de Fathala	Aire marine protégée de Kayar
Parc national des îles de la Madeleine	Réserve de Ndiaël		Aire marine communautaire protégée de Sangomar
Parc national du Delta du Saloum	Réserve spéciale de la faune du Ferlo Nord		Aire marine protégée de Gandoule
Parc national de Niokolo Koba	Réserve spéciale de la faune de du Ferlo Sud		Aire marine communautaire de Bamboung
Parc national de la Basse Casamance	Réserve naturelle de Popenguine		Aire marine communautaire de

			Niamone Kalounayes
	Réserve naturelle d'intérêt communautaire de Somone		Aire marine communautaire de Kassa Balantacounda
	Réserve ornithologique de Kalissaye		Aire marine protégée de Kalolal Blouf Fogny
			Aire marine protégée d'Abéné

Illustration 8 : Tableau 2 – Parcs, réserves naturelles et aires marines du Sénégal

La chasse

Le Sénégal possède une faune riche et diversifiée (avifaune et mégafaune) et des conditions réglementaires favorables à la pratique de la chasse dans certaines zones. En effet, sur les quelque 169 espèces de mammifères vivant au Sénégal, 23 sont autorisées à la chasse. Pour les oiseaux, en revanche, seuls 43 oiseaux sur 625 peuvent être chassés ou capturés.

Le tourisme culturel et religieux

Comme son nom l'indique, le tourisme culturel consiste à découvrir les paysages, la culture, la gastronomie et les traditions d'un territoire. Il offre au touriste la possibilité d'aller à la rencontre de l'autre dans son terroir pour satisfaire sa curiosité.

Autrefois réservé aux fervents pratiquants, motivés par la foi rigoureuse, le tourisme religieux touche désormais des personnes en quête d'expériences nouvelles et motivées par différentes aspirations.

De nos jours, les acteurs proposent aux touristes religieux de multiples formules parmi lesquels les vacances thématiques, les conférences ou encore les visites de destinations religieuses propices à l'enrichissement spirituel, au repos, à la découverte.

Le Sénégal dispose de nombreux foyers religieux répartis sur l'ensemble du territoire, notamment dans les villes de Touba, Tivaouane, Kaolack, Ndiassane ou encore Popenguine, qui attirent chaque année des milliers de fidèles et de visiteurs.

En plus de sa diversité religieuse, le pays dispose d'une richesse culturelle et religieuse. En effet, son territoire s'étend des forêts de mangroves du delta du Saloum et de la Petite Côte peuplées majoritairement par les sérères ; aux îles de la Madeleine et à la presqu'île du Cap Vert, lieux privilégiés des Lébous. Quant aux Peulhs ils occupent le nord et le sud-est, les Wolofs sont présents dans les grandes villes et ses centres urbains. Les Diolas en Casamance et dans le sud. Les Mandingues et les Bassaris quant à eux peuplent les zones de montagnes et des collines de l'est. Les expressions culturelles et religieuses issus des différentes ethnies sont nombreuses et constitue une richesse exploitable à des fins touristiques. Le Sénégal accueille régulièrement des événements culturels internationaux tels que le Festival de Jazz de la ville de Saint-Louis Dak'art (Biennale d'art contemporain africain), Fesnac, Festival de Foundiougne mais aussi des événements traditionnels comme la circoncision chez les Diolas, les cérémonies de Ndeup chez les Lébous, ou encore les séances annuelles de prédications (Khoy) en milieu sérère peuvent être cités.



Illustration 7 : Photo 4 – Tourisme balnéaire

Source : Petite Côte tourisme <http://www.salypetitecote.com/#gallery-6>

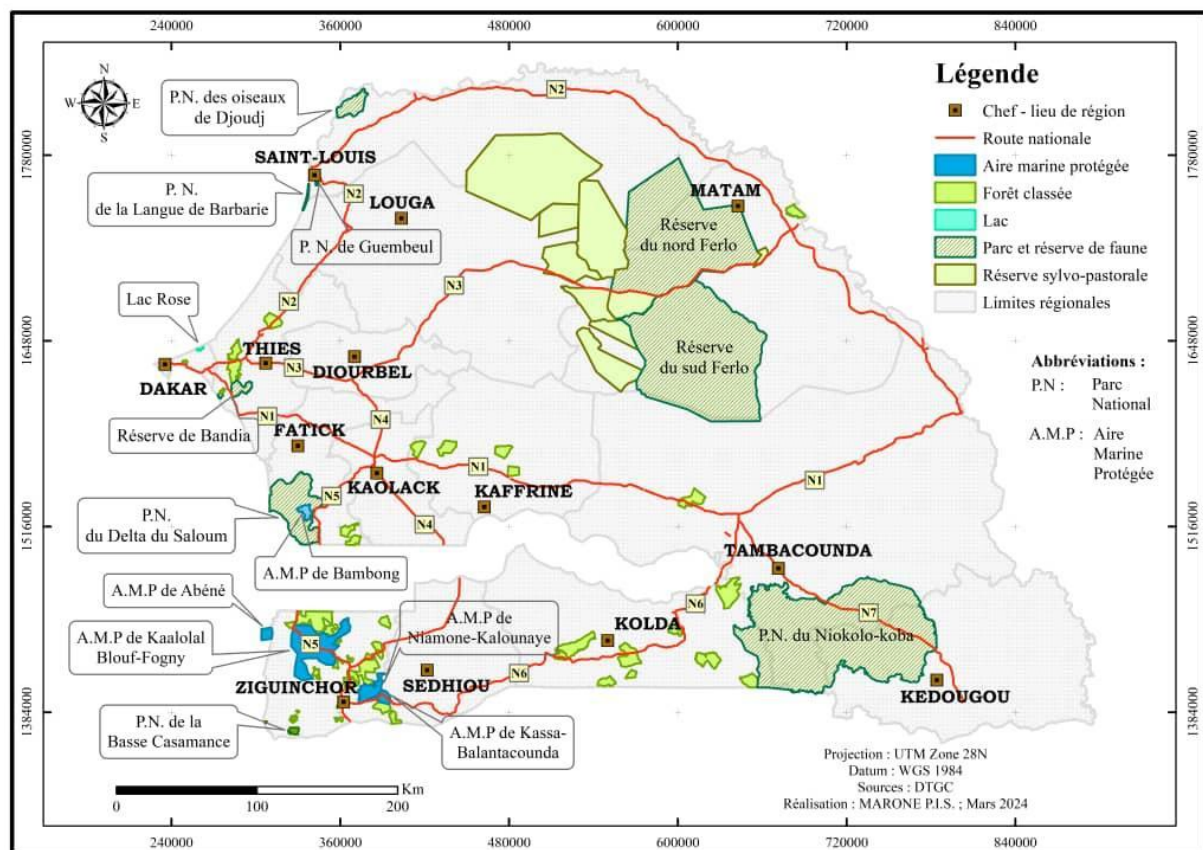


Illustration 8 : Carte 4 – Potentialités écotouristiques du Sénégal
Source : Auteure

Pour l'offre dérivée, le Sénégal dispose d'un important parc hôtelier réparti entre les différentes régions.

Selon les chiffres du dernier bulletin des statistiques du tourisme de l'ANSD 2020, il existe 41.500 lits et 18.341 chambres à travers 1100 réceptifs toutes catégories confondues.

Cette offre est répartie comme suit (Au Sénégal.com, 2019) :

- Dakar 39,5%
- Thiès 28,0%
- Ziguinchor 10,6%
- Fatick 7,9%
- Kaolack 0,7%
- Saint Louis 6,1%
- Tambacounda 3,4%
- Kolda 1,2%
- Diourbel 0,6%
- Sédhiou 0,4%
- Kédougou 1,5%

Ces chiffres englobent différents types d'hébergement. Toutefois, sur la Petite Côte sénégalaise, contrairement à l'idée largement répandue selon laquelle les hôtels dominaient le secteur, une nouvelle tendance se dessine. En effet, ce graphique ci-dessous met en évidence une forte progression du tourisme chez l'habitant en pleine croissance.

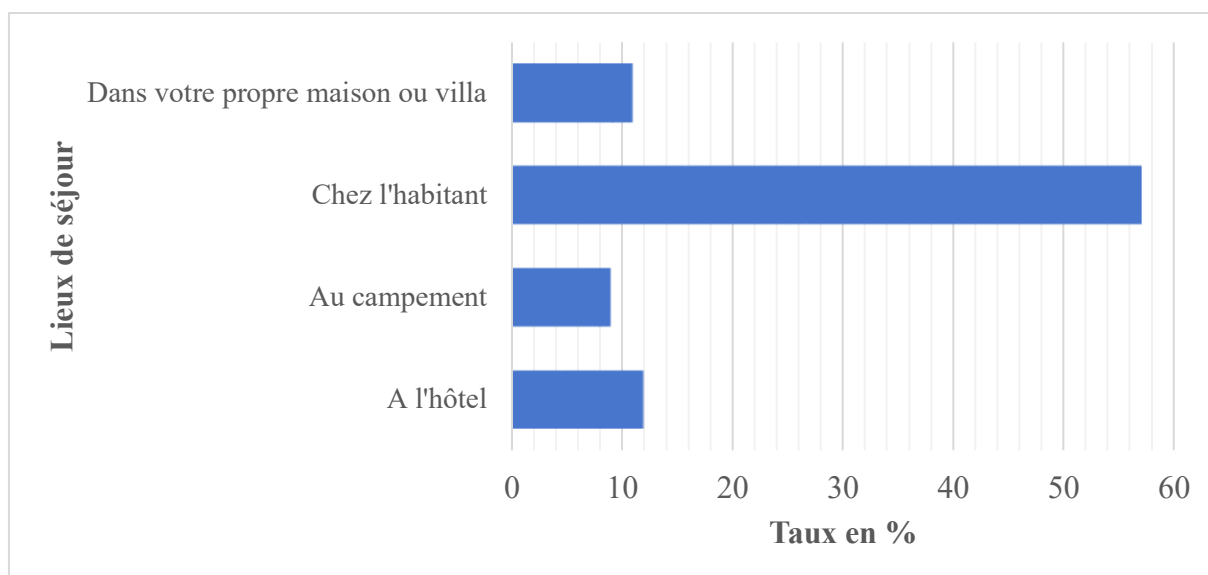


Illustration 9 : Figure 1 – Lieux de séjour
 Source : Données du Tourisme, ANSD

Il faut noter que malgré la récente crise du tourisme mondial en général et sénégalais en particulier, le secteur ne cesse d’attirer les investisseurs. En effet, les statistiques disponibles pour le premier trimestre de l’année 2018 indiquent que 253 des 255 dossiers examinés ont été approuvés pour des projets d’hébergement. Au cours de cette même période, le crédit hôtelier a accordé des prêts d’un montant total de 2.201.290.416 FCFA à 27 professionnels selon le Rapport annuel consolidé du tourisme (RAC) 2018), À cela s’ajoutent des crédits destinés à la rénovation dont ont bénéficié de grands hôtels tel que Palm Beach²⁵.

²⁵ Ministère du tourisme

Capacité- Chambre par pôle touristique	2016		2017		2018	
	Hôtel	Campement + Auberge + Résidence hôtelière	Hôtel	Campement + Auberge + Résidence hôtelière	Hôtel	Campement + Auberge + Résidence hôtelière
Dakar (Dakar, Gorée)	4 374	1 075	4 867	1 019	5 502	1 544
Thiès - Diourbel	2 900	3 968	2 684	3 113	2 512	3 048
Pôle Casamance (Ziguinchor, Kolda, Sédhiou)	1 197	1 062	1 197	1 069	1 218	1009
Sine Saloum (Fatick, Kaolack, Kaffrine)	294	947	276	863	470	760
Pôle nord (Saint- Louis, Matam, Louga)	820	468	821	477	874	566
Sénégal oriental (Tambacounda, Kédougou)	355	416	355	385	396	451
Total	9 940	7 936	10 200	6 926	10 972	7 378

Illustration 10 : Tableau 2 – Répartition de la capacité par région et par unité d'hébergement
Source : Ministère du Tourisme et des Transports Aériens

Les données publiées par l'ANSD en juillet 2023, font part à 1 829 907 d'arrivées de touristes par voie aérien.

Le taux d'occupation des chambres est de 35 %, pour une durée moyenne de séjour de 2,3 jours. Cependant, on note une nouvelle tendance de touristes qui restent de plus en plus longtemps.

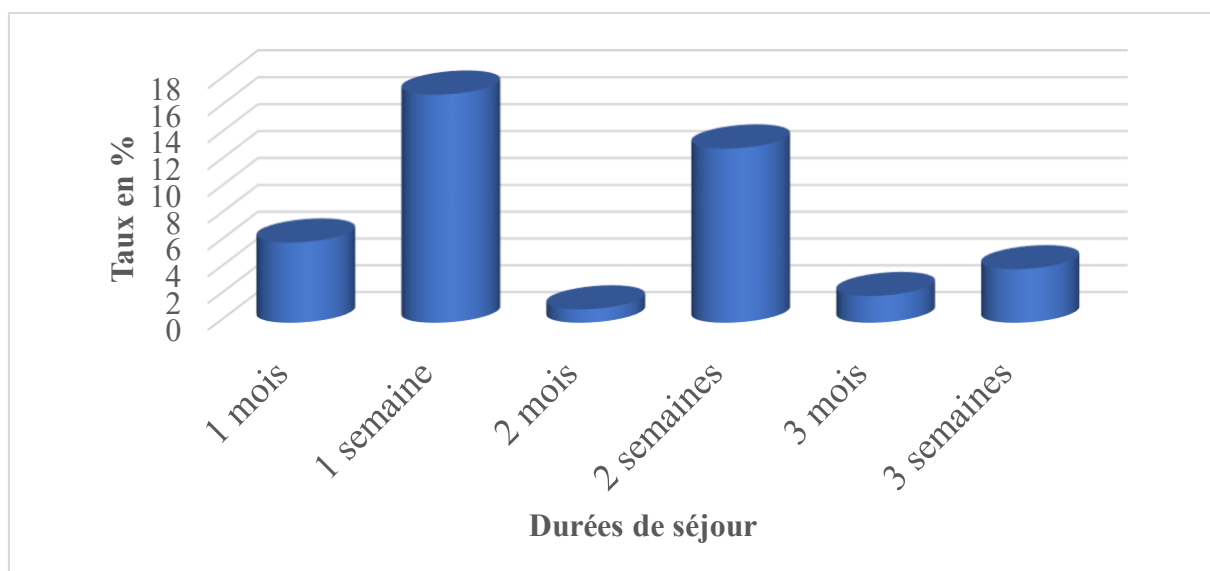


Illustration 11 : Figure 2 – Durée de séjour

1.2.2. Une demande essentiellement internationale

Au Sénégal, le tourisme interne est peu représentatif, de ce fait il est rarement pris en compte quand il s'agit de faire une évaluation de la demande. Ce n'est que récemment que le tourisme local a fait son apparition et qu'il fait de plus en plus parler de lui. Les Sénégalais commencent à visiter et à passer leurs vacances dans les structures touristiques du pays ; sinon, jadis, leurs vacances se résumaient à rendre visite à la famille ou aller à l'étranger pour les plus aisés. Il faut rappeler que c'est une question d'argent, de temps et de culture.

Ainsi la demande touristique est plutôt enrichie par les marchés émetteurs étrangers. Il s'agit d'un tourisme de masse, évalué en termes d'arrivées de touristes internationaux et de recettes touristiques.

Ainsi, le marché européen arrive en tête de liste, suivi par le marché africain et la diaspora.

Pour le marché européen, ce sont les touristes français qui sont les plus représentatifs. Entre 2016, 2017 et 2018, ils étaient respectivement 304 039, 349 643 et 400 161 touristes. En matière de nombre, les touristes français sont suivis par les touristes allemands, italiens, suisses ainsi que les touristes en provenance des États-Unis, de la Grande Bretagne, du Canada et de l'Espagne. Le marché asiatique se développe de plus en plus. À la base, la présence des Asiatiques sur le territoire était justifiée pour des raisons professionnelles.

Dans le tableau ci-dessous, il s'agit uniquement des touristes non-résidents. Nous avons pris les chiffres de 2016, 2017 et 2018 qui sont actuellement les plus récents et les plus fiables.

Au Sénégal, les statistiques touristiques constituent un véritable problème, elles sont souvent très contradictoires d'une structure à une autre. Celles-ci furent réalisées par le ministère du tourisme entre juillet et octobre 2019.

	2016	2017	2018
Europe	412 158	467 361	535 040
Afrique	284 354	287 392	329 767
Amérique	42 317	42 430	48 586
Asie	29 370	33 062	37 887
Reste du monde	317 264	413 375	473 541
Total	1 085 463	1 243 620	1 424 821

Illustration 12 : Tableau 6 – statistiques touristiques années 2016, 2017, 2018

Source : Ministère du tourisme et des transports aériens

Nous constatons respectivement entre 2017 et 2018, des hausses de 14,6% et 14,57%.

S’agissant maintenant des recettes touristiques, il faut rappeler que dans le classement tourisme, agriculture et pêche, le tourisme se positionne en deuxième place après la pêche. Bien qu’étant une activité récente au Sénégal, comparé à l’agriculture et à la pêche, rappelons qu’il occupe une place importante dans l’économie sénégalaise. En effet de 2016 à 2018, les recettes touristiques ne cessent d’augmenter. Elles s’élèvent à « 570,17 milliards » de FCFA en 2016, 639,42 milliards de FCFA en 2017 et 710,42 milliards de FCFA en 2018²⁶ ».

MOIS	RESIDENTS	NON RESIDENTS	TOTAL GENERAL
JANVIER	40 457	205 704	246 161
FEVRIER	37 064	205 175	242 239
MARS	42 405	190 409	232 814
AVRIL	44 432	173 411	217 844

²⁶ Ministère du tourisme et des transports aériens, statistiques touristiques années 2016, 2017, 2018

MAI	44 596	148 967	193 564
JUIN	47 533	148 541	196 074
JUILLET	29 629	97 537	127 166
AOUT	77 452	141 776	219 228
SEPTEMBRE	63 179	96 314	159 493
OCTOBRE	43 357	124 840	168 197
NOVEMBRE	47 115	148 490	195 605
DECEMBRE	45 900	131 476	177 376
TOTAL	563 119	1 812 641	2 375 760

Illustration 13 : Tableau 7 – Nuitées mensuelles globales

Source : <https://www.au-senegal.com/frequentation-touristique-du-senegal-les-vrais-chiffres,15814.html>

1.2.3. Politiques et programmes touristiques

Depuis le début des années soixante, le gouvernement a décidé de faire du tourisme un secteur majeure capable de favoriser le développement économique (Diombera, 2020).

En effet, convaincu du rôle que peut jouer le tourisme pour la réduction de la pauvreté, le gouvernement sénégalais a mis en place un certain nombre de politiques touristiques pour développer le secteur. Par cet intérêt les politiques ont mis sur place plusieurs organismes dont le rôle est de gérer et d'aménager des sites destinés à promouvoir le tourisme sur la base des différentes stratégies tels que la planification, l'aménagement ainsi que la formation de cadres.

Nous considérons que la première remonte en 1970, dix ans après les indépendances.

Pour satisfaire les besoins de l'aménagement touristique du territoire, l'État a mis en place le tourisme dans certaines zones qui ont la capacité de constituer un élément moteur de développement. C'est dans ce contexte que furent créés quatre pôles littoraux stratégiques, dont deux villes urbaines à savoir, à Dakar et Saint-Louis, et deux zones rurales, Saly au niveau de la Petite-Côte et le Cap-Skiring en Basse-Casamance. Ces quatre localités sont devenues les vitrines majeures du tourisme du Sénégal à travers le monde. C'est à cette époque que la décision de construire les premières structures à savoir les hôtels a été prise. C'est ainsi qu'en 1973 dans le sud du pays, plus précisément en Casamance en Cap Skiring, un village de vacances fut créé par le Club Méditerranée. Dans le même contexte de lancement du tourisme sénégalais, l'État a créé en 1975 la Société d'Aménagement de la Petite-Côte (SAPCO), qui porte aujourd'hui le nom de « Société d'Aménagement des Côtes et Zones touristiques du Sénégal » (SAPCO/Sénégal) (Diombera, 2020).

Cette structure étatique est chargée essentiellement de l'aménagement touristique de la Petite Côte. Puis en 1984, l'une des plus importantes stations de la sous-région voit le jour sur la Petite Côte à Saly Portudal.

Les débuts du tourisme sénégalais ont été glorieux, si nous pouvons dire ainsi. Cela étant, les nombreuses crises n'ont pas épargné le secteur. En outre, la cherté de la destination, la concurrence des autres pays s'y ajoutent avec comme conséquences la réduction du nombre des arrivées touristiques.

Après ces épisodes, l'État décide d'accélérer la cadence. **Le Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté 1** identifie le tourisme comme important par rapport à sa part du produit intérieur brut. L'accent était donc mis sur la promotion, la diversification de l'offre touristique et des marchés émetteurs ainsi que le développement des vols charters.

Une autre politique, à savoir **la stratégie de la croissance accélérée (SCA)** vient soutenir les démarches effectuées par le document de stratégie de réduction de la pauvreté. Ce programme met en place des moyens pour garantir un développement économique et social. Plusieurs groupes sont identifiés dont l'agriculture, l'agro-industrie, le tourisme, les produits artisanaux et les industries culturelles entre autres. Pour le tourisme, la stratégie de la réduction de la pauvreté mise sur la création de fonds d'investissement pour la réhabilitation et la modernisation des zones touristiques.

Nous ne pourrions pas ne pas citer **la charte sénégalaise du tourisme** qui dans ses principes prône l'équité et la durabilité du secteur.

Cela étant plusieurs départements chargés du tourisme se sont succédé. Le ministère du tourisme et des Transports aériens du Sénégal, aujourd'hui ministère des sports et du tourisme travaille au développement de ce domaine. D'autres organismes ont également été créés, chargés de promouvoir la destination et de développer le territoire. C'est le cas de l'agence nationale de promotion du tourisme du Sénégal et de la société d'aménagement et de promotion des côtes (SAPCO).

Au-delà de ces organismes, des infrastructures indispensables à l'activité touristique ont été construites tels que des routes pour assurer le mouvement des personnes et la circulation des biens et en même temps résoudre l'enclavement de certains sites.

L'exemple la plus récente est la création de l'autoroute Dakar - Diamniadio. Un nouveau tronçon fut ajouté pour aller jusqu'au nouvel aéroport Blaise Diagne de Dias. Ce dernier est une aubaine pour le tourisme sénégalais, son implantation est stratégique, il se trouve plus proche des sites touristiques.

D'autres tronçons d'autoroute ont suivi, à savoir celui de l'aéroport Blaise Diagne- Touba et celui de Mbour-Fatick-Kaolack.

Il faut rappeler qu'avant, Dakar était saturé, des bouchons interminables ralentissaient tout le trafic. Par exemple pour se rendre à Nianing depuis l'ancien aéroport Léopold Sédar Senghor, (environ 80 km), il fallait compter trois (3) heures de route. Aujourd'hui environ 1 heure et demie suffit.

Toujours à propos des politiques touristiques, trois nouvelles zones sont en train d'être aménagées sur la Petite Côte sénégalaise, ce sont les sites de Pointe Sarène, Mbodiène et Joal Finio.

D'autres zones figurent dans les projets de la Sapco, ce sont Kafountine, le Delta du Saloum, Potou sur mer et le Lac Rose.

L'aménagement de ces zones est jugé prioritaire par le gouvernement. Un des objectifs est de créer de nouveaux sites et ainsi de désengorger la station balnéaire de Saly Portudal déjà saturée et qui de surcroît subit une érosion côtière.

Actuellement le principal objectif de l'État pour le tourisme sénégalais est d'atteindre la barre de 3 millions de touristes pour la saison touristique 2023-2024. La direction de la promotion touristique est optimiste car les données publiées par l'agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD) en juillet 2023 montrent déjà l'arrivée de 1 829 907 touristes. Ce chiffre dépasse les prévisions du ministère du tourisme et indique la possibilité d'atteindre l'objectif de 3 millions de touristes d'ici la fin de l'année.²⁷

²⁷ Ministère du tourisme et des loisirs

1.3. Les faiblesses du secteur touristique sénégalais

Le tourisme de masse a profondément contribué au bouleversement de la société sénégalaise, et du littoral. Son développement a provoqué une mise en tourisme des cultures locales qui participe à la « folklorisation » (Diombera, 2012). Il a impacté les vieilles habitudes traditionnelles par la promotion de l'habitat et l'adoption de nouvelles modes de vie (Diombera, 2012).²⁸

Malgré son importance en termes de recettes, l'activité touristique mondiale, profite malheureusement peu aux pays pauvres. En effet, *« aussi bien les entrées touristiques, les départs en vacances, les recettes issues du tourisme ou même les investissements touristiques, le tourisme sénégalais profite surtout aux pays développés »*.²⁹

Les grands organisateurs de voyage « tour operator » de dimension mondiale, ont vu le jour, dès la Seconde Guerre mondiale nous pouvons citer des groupes tels que FRAM, TUI ACCORD etc. Ces groupes ont réussi à mobiliser à eux seuls, *« flux touristique international et les recettes générées par les déplacements de ces touristes »*.³⁰

Thomas Cook fut le premier tour operator créé 22 novembre 1808 et déclaré faillite le 23 septembre 2019.

Cependant ceci est au détriment des pays du tiers-monde et surtout ceux de l'Afrique, qui n'ont pas réussi à mettre en place la même organisation touristique.

Ainsi, de nombreux tours opérateurs occidentaux ont toujours proposé des circuits, des séjours et des voyages organisés à distance, sans une implication des pays d'accueil.

En effet, le faible pouvoir d'achat des populations n'a pas permis à ces pays de se positionner en tant que sources d'émission des touristes.

D'autre part, ces pays n'ont pas réussi à asseoir une organisation qui va de la réservation, à l'hébergement en passant par les transports aériens et les circuits de manière à profiter au maximum des dépenses effectuées par leurs touristes.

²⁸ <https://journals.openedition.org/teoros/2299>

²⁹ <https://tourisme-durable-aimtd.org/2020-a-fes/>

³⁰ <https://tourisme-durable-aimtd.org/2020-a-fes/>

Selon Diombera, (2012, p.40) « *les contacts entre touristes et habitants locaux étaient faciles, ils étaient attachés aux vieilles valeurs d'hospitalité. Cependant, aujourd'hui, avec la prolifération effrénée des installations hôtelières et d'autres infrastructures touristiques au seul bénéfice des touristes, des manifestations d'hostilité se multiplient de la part de divers groupes* ».

Ainsi, malgré ses nombreux potentiels naturels, humains et culturels, le tourisme sénégalais se heurte à diverses difficultés qui freinent son développement.

Le pays se positionne sur le marché touristique le plus important en tant que destination de tourisme balnéaire hivernal (hiver européen, « été » sénégalais). C'est un avantage naturel par rapport aux principaux concurrents de ce produit (Tunisie et Maroc, dont le climat hivernal n'est pas très différent de celui de l'Europe du Sud). Pendant l'été européen, la demande pour ce produit est dirigée vers des destinations pas trop éloignées, comme l'Espagne et la mer Méditerranée. Du fait de la faible position des autres commodités (culture, découverte, écotourisme, etc.) sur ces marchés, la fréquentation touristique peut fortement chuter, voire stagner, pendant la saison des pluies au Sénégal. Là encore, le coefficient saisonnier a été estimé à 1,42 en 2003. Contrairement à la basse saison, la haute saison enregistre 42 % de touristes en plus. Le principal impact de cette forte saisonnalité est la faible rentabilité des entreprises touristiques, la menace sur l'emploi dans ce secteur, notamment l'augmentation de la main-d'œuvre saisonnière et le faible niveau de réinvestissement, conduisant à un parc hôtelier vieillissant (Diombera, 2012).

Outre la saisonnalité, l'autre problème concerne la formation. En effet, des structures de formations hôtelières et touristiques faisaient défaut en qualité et en quantité. Il n'y avait que l'école nationale de formation hôtelière et quelques écoles privées. Ces derniers ne comprenaient que les niveaux Licence (BTS) et Brevet (BEP). Cependant, la qualité de la prestation de services touristiques est étroitement liée à la formation reçue. Aujourd'hui, plusieurs écoles et universités offrent la formation de cadres supérieurs, c'est le cas de l'université de Thiès et de l'université de Ziguinchor. Cependant, les nouveaux diplômés se heurtent à la saturation du marché du travail devant un personnel vieillissant qui tarde à prendre la retraite et face au népotisme. Certains recruteurs favorisent d'abord leur famille et amis qui ne sont pas forcément formés. Ce qui fait que les diplômés et les personnes expérimentées ne sont pas souvent ceux qui occupent les postes.

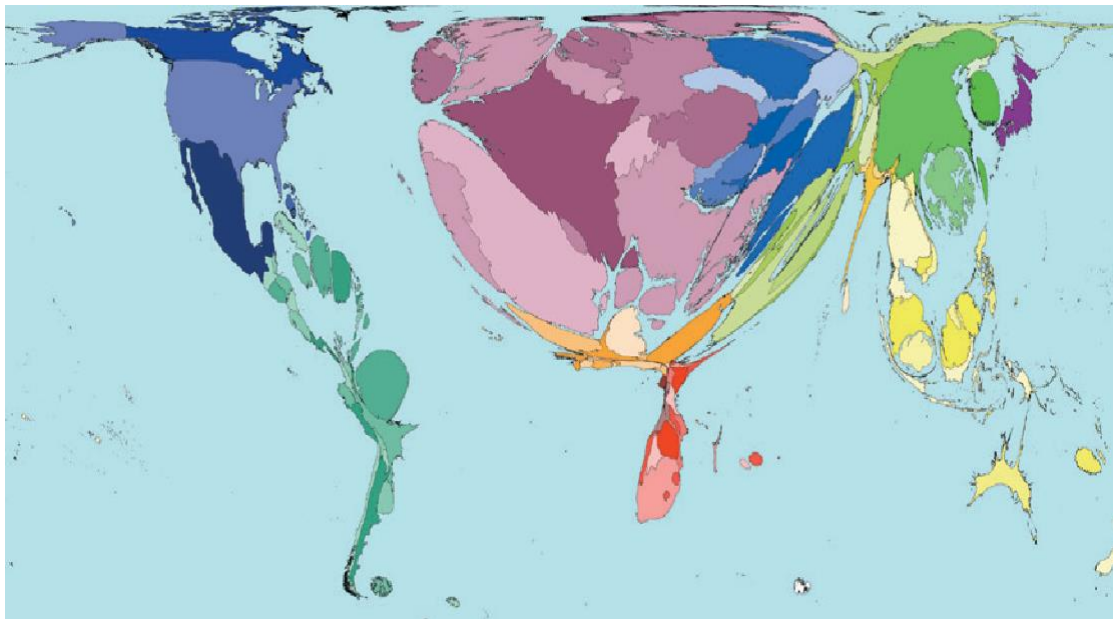


Illustration 14 : Carte 5 – Le monde vu par le secteur touristique

Source : La surface de chaque pays est proportionnelle au nombre d'arrivées de touristes internationaux ;
Worldmapper, 2006

Selon Diombera, (2012, p.40) « *les contacts entre touristes et habitants locaux étaient faciles, ils étaient attachés aux vieilles valeurs d'hospitalité. Cependant, aujourd'hui, avec la prolifération effrénée des installations hôtelières et d'autres infrastructures touristiques au seul bénéfice des touristes, des manifestations d'hostilité se multiplient de la part de divers groupes* ».

Ainsi, malgré ses nombreux potentiels naturels, humains et culturels, le tourisme sénégalais se heurte à diverses difficultés qui freinent son développement.

Le pays se positionne sur le marché touristique le plus important en tant que destination de tourisme balnéaire hivernal (hiver européen, « été » sénégalais). C'est un avantage naturel par rapport aux principaux concurrents de ce produit (Tunisie et Maroc, dont le climat hivernal n'est pas très différent de celui de l'Europe du Sud). Pendant l'été européen, la demande pour ce produit est dirigée vers des destinations pas trop éloignées, comme l'Espagne et la mer Méditerranée. Du fait de la faible position des autres commodités (culture, découverte, écotourisme, etc.) sur ces marchés, la fréquentation touristique peut fortement chuter, voire stagner, pendant la saison des pluies au Sénégal. Là encore, le coefficient saisonnier a été estimé à 1,42 en 2003. Contrairement à la basse saison, la haute saison enregistre 42 % de touristes en plus. Le principal impact de cette forte saisonnalité est la faible rentabilité des entreprises touristiques, la menace sur l'emploi dans ce secteur, notamment l'augmentation de la main-d'œuvre saisonnière et le faible niveau de réinvestissement, conduisant à un parc hôtelier vieillissant (Diombera, 2012).

Outre la saisonnalité, l'autre problème concerne la formation. En effet, des structures de formations hôtelières et touristiques faisaient défaut en qualité et en quantité. Il n'y avait que l'école nationale de formation hôtelière et quelques écoles privées. Ces derniers ne comprenaient que les niveaux Licence (BTS) et Brevet (BEP). Cependant, la qualité de la prestation de services touristiques est étroitement liée à la formation reçue. Aujourd'hui, plusieurs écoles et universités offrent la formation de cadres supérieurs, c'est le cas de l'université de Thiès et de l'université de Ziguinchor. Cependant, les nouveaux diplômés se heurtent à la saturation du marché du travail devant un personnel vieillissant qui tarde à prendre la retraite et face au népotisme. Certains recruteurs favorisent d'abord leur famille et amis.

1.3.1. Dépendance financière et fuite des recettes touristiques

Le tourisme sénégalais est confronté aux fuites des recettes touristiques. Ces dernières sont définies comme étant l'ensemble des dépenses qui échappent au pays d'accueil.

Ce sont précisément les dépenses effectuées par les touristes avant et pendant leur séjour ainsi que les dépenses effectuées par les opérateurs locaux.

D. Benavides (2001, Caire et Le Masne, 2007, p.21) en donne une définition plus détaillée : *« La fuite est le processus par lequel une partie des revenus issus des devises étrangères apportées par le tourisme n'est pas retenue par le pays d'accueil des touristes mais est retenue par les pays de départ du tourisme ou est rapatriée vers eux sous forme de bénéfices, de redevances ou d'envois de fonds, de remboursements d'emprunts étrangers, d'importations d'équipements, de matériel, de capitaux ou de biens de consommation liées à l'accueil des touristes et aux dépenses publicitaires à l'étranger. On peut diviser les fuites en trois catégories : les fuites internes ou le « coefficient d'importation » des activités touristiques ; les fuites externes ou « pré-fuites » qui varient en fonction du mode de commercialisation du forfait touristique et du choix de la compagnie aérienne ; et les fuites invisibles ou « coût des devises étrangères » associées à l'endommagement ou à la détérioration des ressources ».*

Caire et Le Masne, 2007 les qualifient de « fuite de revenus ». Cette déperdition est immense et impacte négativement sur la contribution du tourisme au développement du pays d'accueil, une plus grande partie des revenus retourne dans les pays du Nord organisateurs des voyages. Quantifier ces fuites n'est pas facile pour le Sénégal mais il semblerait que plus le pays est pauvre plus les fuites sont importantes. Selon le programme des nations unies pour l'environnement (PNUE), *« les fuites dans le tourisme sont de l'ordre de 10 à 20 % dans les pays en développement (PED) les plus avancés et les plus diversifiés, et de 85% dans les pays les moins avancés d'Afrique »* Ainsi, les fuites des recettes touristiques sont assez importantes, le pays se contente généralement de l'encaissement des taxes et des impôts touristiques.

La manière dont les fuites touristiques se font au Sénégal a été répertoriée comme suit :

Les compétences importées et la main d'œuvre expatriée, les matières premières, les biens d'équipements importés, les technologies et les biens d'équipements importés, l'importation du pétrole, les rapatriements des bénéfices, les activités commerciales et publicitaires à l'étranger, les transports de touristes du pays d'origine à la destination. (Diouf Papa Ibrahima, 2012)

Sans oublier les importations des denrées alimentaires, les boissons pour la consommation des touristes par les hôteliers et les restaurateurs.

Comparée à toutes ces fuites, la part restante pour le pays d'accueil paraît minime pour ne pas dire insignifiante.

Ainsi, le tourisme reste assez dépendant des pays occidentaux qui sont les principaux émetteurs de touristes. Le tourisme intérieur est moins développé car les sénégalais pratiquent moins le tourisme. Les investissements proviennent en général des pays développés où la plupart des investissements sont assurés par des multinationales occidentales ou des particuliers occidentaux « *qui contrôlent la quasi-totalité des structures hôtelières littorales où sont favorisées en vase clos des modes de vie français, italiens, espagnols fondés sur leur propre système de références et sur leur interprétation du désir des touristes* ». Ainsi comme nous pouvons le constater selon Diombera, plus de la moitié des hôtels et autres structures touristiques leur appartiennent. Face aux grandes firmes internationales, les entreprises nationales ne sont pas assez compétitives. Quand on revient sur l'exemple des voyagistes, on se rend compte que ces derniers organisent et contrôlent tout ; de la conception des voyages jusqu'à la fin du séjour. C'est ainsi que les retombées générées par l'activité touristique sont rapatriées vers leur pays d'origine, ce qui affaiblit son impact sur l'économie nationale. (Diombera 2012, p.31)

1.3.2. Crises du secteur touristique et concurrence des autres destinations

Depuis ses origines à nos jours, le tourisme sénégalais a connu successivement des crises qui ont largement contribué à sa régression. Ces dernières années la crise a été profonde.

En effet, deux ans après le début de la crise de 2008, le tourisme sénégalais a de nouveau été confronté à la crise qui débuta en 2010 et s'éternisa jusqu'en 2015 avant de redémarrer petit à petit.

Cette crise a entraîné la fermeture de plusieurs hôtels sur Saly. Elle était due à la conséquence sur la cherté de la destination, le manque de compétitivité à l'égard des autres pays, l'obligation d'un visa d'entrée pour les touristes instaurés en 2013 pour répondre à la réciprocité face au constat que les voyageurs sénégalais doivent s'acquitter obligatoirement d'un visa d'entrée pour les pays occidentaux.

Le billet d'avion à destination du Sénégal est jugé trop élevé par les touristes, ce qui joue un rôle décisif dans le choix de la destination par rapport aux autres destinations moins chers et qui proposent les mêmes services. Cette cherté est due en partie aux taxes aéroportuaires trop élevées.

La réponse apportée par le gouvernement a été de supprimer le visa d'entrée et de baisser les taxes aéroportuaires et la TVA; respectivement 50% et 8%.

Instauré à l'époque pour des questions de réciprocité envers les pays qui l'exigent aux ressortissants sénégalais, le visa a été mis en place pour la modique somme de 50 euros.

Il n'a pas fait long feu à cause des revendications de toutes sortes, à la fois par les touristes et par les professionnels du tourisme. Ainsi, le président Macky SALL, à l'occasion de la fête de l'indépendance du 04 avril 2015, annonça la veille que « *Le visa payant pour l'entrée au Sénégal sera supprimé à compter du 1er mai 2015. La parafiscalité sur les billets d'avion sera réduite de 50% pour baisser le prix du billet. Ces mesures s'ajoutent à la suppression du droit de timbre sur les billets d'avion.* »

Cette décision a été saluée à la fois par les touristes et par les acteurs du tourisme. Selon ces derniers, l'instauration du visa est une contrainte pour les touristes et contribue à la baisse du nombre d'arrivées.

Concernant la concurrence des autres destinations, le Cap Vert, le Maroc, la Tunisie, l'Égypte, entre autres sont des destinations qui se partagent les touristes. Outre les billets d'avion bon marché, les nombreuses infrastructures d'accueil, de transport, le rapport qualité prix, elles sont très compétitives comparé au Sénégal. Prenons l'exemple du Maroc et le marché émetteur français, premièrement le Maroc est plus proche du marché français et les billets d'avion coûtent moins cher ainsi que le séjour à l'hôtel. Réellement, on peut se rendre au Maroc avec 80 euros environ pour le billet alors que pour le Sénégal il faut compter dans les 300 euros. C'est également le cas pour un séjour au Cap Vert. Pour s'y rendre via un TO la différence est d'environ 400 euros de plus pour le Sénégal.

Ce sont des détails qui font pourtant la différence lors du choix de la destination. Logiquement, pour les mêmes offres touristiques, les touristes optent pour la destination la moins chère et la plus accessible ce qui est d'ailleurs tout à fait normal.



Illustration 15 : Photo 5 – Hôtel espadon (Saly) fermé depuis 2014

Sources : <https://www.destination-senegal.com/hotels-senegal/hotel-espadon-saly-senegal.htm>



Illustration 16 : Photo 6 – Le domaine de Nianing fermé depuis 2015
Source : Album Domaine de Nianing

1.3.3. La crise de la Covid19 et ses répercussions sur le tourisme sénégalais

La pandémie de la Covid19, comme son nom l'indique, apparaît en 2019 ; plus précisément le 16 novembre à Wuhan. Aucun pays n'a été épargné, le virus s'est propagé comme une traînée de poudre. Il a fallu seulement 3 mois et 16 jours pour que le Sénégal enregistre son premier cas de Covid19, le 02 mars 2020. Ce fut un coup de massue de plus pour le tourisme sénégalais. En effet, le coronavirus a impacté négativement le secteur touristique sénégalais. Les mesures sanitaires, les restrictions de voyage, les fermetures des frontières, les fermetures des établissements touristiques, la distanciation sociale, les confinements ; sont les nouveaux mots d'ordre. Cela ne correspondant pas à un idéal touristique, a entraîné une diminution draconienne sur le nombre de touristes, sur les recettes touristiques mais également une perte d'emplois excessive. Toutes les structures en rapport avec le tourisme ont été touchées. Que ça soit les établissements d'hébergement, les agences de voyage, les restaurants, le secteur informel en lien avec le tourisme ; aucun n'a été épargné. En guise d'exemple, *« le secteur de la restauration a perdu 56 milliards de FCFA, celui de l'hôtellerie 40 milliards, du transport aérien 34,3 milliards et du transport terrestre 24,3 milliards »*.³¹

1.4. Impacts négatifs du tourisme sur les populations locales

Au lendemain de son indépendance, le Sénégal a réussi à construire une industrie touristique attrayante sur ses plus belles plages, accompagnée d'un parc hôtelier de standards internationaux dans des environnements de qualité. Toutefois, au fur et à mesure des années, l'exploitation d'une activité de masse, telle que le tourisme, engendre des effets négatifs ; différemment interprétés par les acteurs selon leur position, leurs stratégies et leurs compétences (Diombera, 2013).

Nous allons nous baser sur le regard des spécialistes du tourisme afin d'analyser les effets néfastes au tourisme sénégalais. Nous allons donc aborder les externalités négatives telles que les faibles retombées économiques pour les populations locales, la précarité des emplois, l'appauvrissement de la population locale, sans oublier l'atteinte aux mœurs tant évoqué par certains.

³¹ Diombera 2021

3.1 Faibles retombées économiques pour les populations locales

Le constat que nous avons fait dans les zones touristiques est que les populations locales restent dans l'extrême pauvreté. Un grand nombre d'hôteliers, importent leurs produits de consommation pendant que pourrissent les récoltes des agriculteurs locaux.

Le tourisme, dans certaines situations, peut contribuer à l'appauvrissement de la population locale. Prenons l'exemple de la privatisation des plages qui freine les activités de transformation des produits halieutiques. Ces activités sont en général exercées par les femmes en situation économique difficile. Ces dernières n'ayant plus le droit de fumer leurs poissons pour ne pas gêner l'activité touristique. Les habitants subissent des inégalités dans l'occupation des terres. Ils sont exclus de leur espace de vie souvent sans dédommagement, laissant la place aux investisseurs pour les constructions de structures touristiques.

Les populations locales ne profitent pas vraiment des retombées économiques générées par le tourisme. Leur part du bénéfice est minime. Or le tourisme est censé profiter aux populations locales quand les bénéfices issus des activités touristiques sont répartis équitablement. C'est l'une des promesses que font les acteurs du secteur. Mais quand on y regarde de plus près, c'est parfois loin d'être le cas. Dans certaines zones les populations locales profitent trop peu, et dans d'autres endroits elles ne profitent pas du tout des retombées économiques générées par le tourisme. En effet, selon (Faye, 2005), le tourisme ne profite pas suffisamment à l'amélioration des conditions de vie des Sénégalais.

En outre certaines structures qui font une concurrence directe ou indirecte à une partie des activités mises en place et développées par les populations actives ; en général par les jeunes et les femmes. Par exemple sur la Petite Côte, un touriste peut passer une partie de son séjour ou tout son séjour dans un hôtel ou campement sans sortir de l'établissement car tout est inclus ou il existe déjà sur place : loisir, excursions, y compris les boutiques de souvenirs. Le touriste peut ainsi tout acheter dans la boutique de souvenir de l'hôtel où tout est proposé sur place donc nul besoin de sortir pour acheter à l'extérieur.

Et pourtant dans ce même village, si on prend l'exemple de Nianing et du Domaine de Nianing, de nombreuses activités sont proposées par des jeunes : restauration, pêche, excursions, cours de danse, des promenades en quad ou en charrette, soirées à thème... Des femmes proposent des souvenirs, des objets d'art, des sculptures, des paniers confectionnés par elles même, des produits locaux.

Diombera (2012, p.30) l'a si bien démontré en avançant l'argument selon lequel « *Pour mieux les contenir dans leur bulle, les voyagistes préparent les touristes à éviter les éventuels contacts avec le milieu extérieur au site d'hébergement et de villégiature. À l'intérieur des hôtels de type « tout inclus », les loisirs sont organisés de manière que les touristes ne ressentent nullement la nécessité de sortir de leur « paradis ».*

Dans ce cas de figure, le tourisme ne profite pas à la population locale.

A la question de savoir si leurs activités leur permettent de vivre, les habitants donnent les réponses suivantes :

« Les temps sont dures, il n'y a plus de touristes ».

« Les quelques touristes qui se promènent ne regardent que par curiosité sans acheter. »

« C'est bizarre, ce n'est plus comme avant. »

« De nos jours, il faut faire plusieurs choses à la fois pour s'en sortir. »

Certes il y a des touristes mais la concurrence est devenue rude. En effet les promesses pour un tourisme éthique ne sont pas souvent tenues.

En conclusion, les retombées touristiques ne sont pas toujours distribuées directement aux populations locales ou injectées indirectement dans des structures pour faire profiter à ces dernières.

1.4.2 La précarité des emplois dans le tourisme

Selon l'agence nationale des statistiques et de la démographie (ANSD), le secteur touristique sénégalais emploie directement 18 000 personnes et indirectement 35 000 personnes.

Cependant on constate que la plupart des emplois occupés par les autochtones sont des emplois subalternes.

Les propriétaires font appel à une main d'œuvre qualifiée venant la plupart du temps de l'extérieur du pays en général de la France, de la Belgique... souvent du pays d'origine des propriétaires des structures touristiques pour occuper les postes à responsabilité, les postes les plus importants et les mieux rémunérés. En effet les emplois qualifiés sont tenus par des travailleurs étrangers avec un niveau d'étude considéré comme supérieur à celui de la population locale (Renucci, 1990).

Les autochtones quant à eux sont des femmes de chambre, jardinier, vigile, serveur, bagagiste, chauffeur, animateur, danseur, aide cuisinier, plongeur, guide touristique, nettoyeur de voitures, balayeurs de plage... Ils se contentent de cet emploi jugé « mieux que rien ». Ce sont des pères de famille, des mères de famille, de jeunes filles et jeunes garçons, sans couverture sanitaire et dédommagement en cas d'accident de travail car souvent sans contrat et donc sans cotisations sociales.

Les femmes, très présentes, occupent en général en grand nombre des emplois subalternes dans les hôtels et autres infrastructures touristiques. (Diombera 2012)

Les locaux travaillent en général dans la précarité et leur seule motivation est de pouvoir nourrir leur famille. La plupart étant sans contrat de travail ou perpétuellement saisonniers et les salaires variants entre 25000 franc CFA et 60000 franc CFA (38 euros et 91 euros).

Dans certains cas, les employés ne sont pas issus du village où se trouve la structure touristique ou sont peu représentatifs en nombre. Ce fut le cas dans le village de Nianing au niveau des grandes structures telles que le Domaine de Nianing et le Club Aldiana. Ces deux structures sont désormais fermées le dernier en 2007 et le premier en 2015. Ils furent parmi les plus importants villages de vacances du Sénégal. À l'époque, la majeure partie de leurs employés venaient des villages et villes environnants tels que Mbour, Saly, Warang. Ils mettaient à leur disposition des bus pour aller chercher et ramener le personnel alors que dans le village des jeunes sont sans emploi et crient à l'injustice qu'ils subissent, n'étant pas embauchés par lesdites structures de la place.

3.2L'appauvrissement des populations locales

Le paradoxe du tourisme c'est quand il est proclamé comme source de développement d'une part et d'autre part comme une cause à l'appauvrissement des populations locales à travers certains de ses effets.

Cazes et Knafo (1995, p. 833) soulignent d'ailleurs que « *dans des contextes très divers, la plupart des chercheurs insistent sur les effets déstructurants, traumatisants voire subversifs du développement de la fonction touristique dans des milieux non ou mal préparés à cette intrusion* »³²

C'est le cas dans la majeure partie des zones touristiques de la Petite Côte sénégalaise. Nous constatons une certaine « inflation ». Les prix des denrées alimentaires, des terrains, des maisons, des équipements sont hautement supérieurs quand il s'agit d'un endroit touristique. Cette inflation a un impact sur le pouvoir d'achat des locaux ; les commerçants influencés par la présence d'une clientèle fortunée, vendent à « prix touriste ». Par exemple acheter un terrain pour faire construire une maison est devenu quasi impossible pour bon nombre de jeunes locaux.

Ce phénomène de paupérisation n'est pas seulement dû à la hausse des prix mais plus particulièrement aux effets d'éviction engendré par l'activité touristique d'où la privatisation de l'espace public, le bouleversement ou à la disparition des activités traditionnelles. (Bensahel et Donsimoni, 2001)

Dans certains villages, les femmes n'avaient plus le droit de faire fumer et sécher leurs poissons, elles ont été contraintes de déplacer leurs séchoirs ; derrière les habitations dans une zone inondable et loin de la route et du confort bord de mer. Or le fumage et le séchage du poisson est une activité très ancienne qui permet aux femmes de nourrir leur famille. Une partie de la production était destinée à la consommation du foyer et l'autre partie à la vente sur les marchés. Aujourd'hui, celles qui sont aussi menacées d'expulsion sont les ramasseuses de coquillages. Les coquillages sont achetés par les constructeurs et décorateurs de maisons. Pareillement, l'argent récolté sert à nourrir la famille, payer la scolarité de leurs enfants, régler les dépenses quotidiennes. Elles n'entendent pas quitter leur lieu de travail, bien sûr, sous prétexte qu'elles gênent l'activité touristique ou la tranquillité des touristes. Ainsi se sont en générale les femmes qui sont les victimes de ce genre de situation, car la plupart du temps ce sont elles qui sont les premières concernées.

³² <https://theses.hal.science/tel-01058938>

Malheureusement ce genre de situations arrivent très souvent dans les sites touristiques. Les populations locales se sentent « indésirables », « rejetées » ou « reléguées au second plan ». De nombreuses activités traditionnelles sont ainsi disparues quand elles ne parviennent pas à s'imposer ou qu'elles ne parviennent pas à exiger qu'on leur attribue un autre endroit adapté. Ainsi « *l'interdiction faite aux femmes de pratiquer des activités de séchage ou de fumage de poissons, considérées comme des nuisances pour les touristes dans les zones consacrées à l'activité touristique, ne fait qu'accentuer les inégalités quant à l'occupation de cet espace* (Diombera, 2012, p.36). »

3.3 Attentes aux mœurs et engagements des touristes

Quand on parle de tourisme sexuel au Sénégal, on évoque aussitôt la station balnéaire de Saly. C'est le haut lieu du tourisme sexuel selon certains.

Le tourisme est jugé ici comme ayant des coûts socioculturels non négligeables sur les sociétés d'accueil (Diombera, 2012).

Prostitution, proxénétisme, pédophilie sont malheureusement des faits réels dont sont confrontés les populations locales et les autorités judiciaires locales (Faye, 2005).

En première ligne ce sont les enfants et les jeunes filles les premières victimes de ces actes. Ces derniers sont une source d'inquiétude et d'angoisse de beaucoup de parents qui n'hésitent pas de relater des faits graves qui se sont passés.

Les scénarios sont souvent les mêmes et font la une des journaux où se positionnent tout simplement dans les faits divers : « un français de soixante ans a abusé d'une petite fille de huit ans », « le Sénégal, nouvelle destination des pédophiles occidentaux », « prostitution masculine à Saly », « de traite de mineur », « de bars ou de boîtes des prostituées » la liste est malheureusement non exhaustive.

Le phénomène a pris de l'ampleur à tel point qu'on note l'existence d'associations œuvrant pour la protection des enfants contre les abus. Nous pouvons prendre l'exemple de l'association « Avenir de l'enfant ». Les membres de cette dernière sillonnent les sites touristiques, les écoles, les espaces de loisirs comme les boîtes de nuits pour sensibiliser contre ces pratiques ou accompagner les victimes pour que justice soit faite.

Cependant on constate que justice n'est pas toujours faite pour la plupart des victimes, les autorités judiciaires sont souvent confrontées à un manque de preuve. En droit, la preuve incombe au demandeur et les affirmations de certains ne sont souvent pas prises au sérieux.

A la fin de leur séjour, certains « accusés » retournent chez eux profitant ainsi des failles de la justice sénégalaise.

D'autres associations comme les Gones de Mbour ou ALEFS... effectuent aussi un travail remarquable. Ces associations viennent en aide aux « Talibés », ce sont les enfants de la rue, issus de milieux défavorisés, confiés par leurs parents à des marabouts pour apprendre le coran. Ces derniers les obligent à mendier dans la rue ou de maison en maison tôt le matin ou sous un soleil ardent, souvent sans chaussure, habillés en haillon. Leurs récipients pour contenir les restes de nourriture de toute sorte est souvent des pots de conserve de tomate concentré vides

d'une capacité de contenance d'environ un kilogramme. Les différents restes de plats qu'ils reçoivent restent à désirer. Tous les jours, du matin au soir, les enfants de la rue doivent sillonner les rues, faire le tour des maisons, apporter suffisamment nourriture et argent, à défaut, ils seront maltraités, battus. Il est déjà arrivé plusieurs fois, qu'ils soient enchaînés, battus jusqu'à ce que mort s'en suive. Ces enfants sont malheureusement victimes doublement ; à la fois des proies faciles pour les prédateurs sexuels mais aussi des victimes des marabouts dont le but était de les protéger. Les actions menées par ces associations, souvent à la tête de fidèles touristes françaises concernent l'éducation, le logement, la nourriture, l'hygiène et la santé, le parrainage. Ces actions concernent aussi les mères de ces enfants, isolées ou issues de certains milieux polygames, elles bénéficient de soutien juridiques et économiques, de formations et d'accompagnements professionnels.

3.4 Les impacts du tourisme sur l'environnement de la Petite Côte sénégalaise

L'environnement est tout ce qui nous entoure. Il se définit comme étant « *L'ensemble des éléments naturels et artificiels au sein duquel se déroule la vie humaine* »³³. Face aux nouveaux enjeux écologiques, le terme environnement tend actuellement à prendre une dimension de plus en plus mondiale.

Le tourisme dépend fortement de la qualité de l'environnement du pays hôte.

C'est pour cela que la relation étroite entre ces deux activités demeure complexe car l'environnement subit fortement les effets négatifs des nombreuses activités d'un tourisme dont l'exploitation n'est pas basée sur des critères de développement durable.

En effet, le tourisme favorise la création de zone de concentration d'une forte population venant d'horizons divers. Ce phénomène humain engendre un regroupement autour des régions d'accueil telles que la petite côte sénégalaise créant inévitablement des impacts sur l'environnement. Des effets négatifs sont engendrés par le touriste tout au long du séjour.

Ce dernier utilise naturellement pour son besoin personnel les ressources locales. L'eau et l'électricité, il utilise un véhicule pour se déplacer, consomme davantage et achète divers produits, il produit ainsi inévitablement des déchets et participe à l'épuisement des ressources naturelles. La consommation de carburant et la pollution accroît considérablement.

Par conséquent, la forte présence de touriste sur une zone déterminée, favorise une dégradation du milieu au fil du temps. L'eau douce souterraine est probablement la plus impactée surtout dans nos pays en voie de développement qui font face à des problèmes d'approvisionnement du liquide précieux.

Dans ce contexte, plusieurs villes et régions du pays sont confrontés à ce phénomène de manque d'eau. Sur la petite côte sénégalaise, les habitants rencontrent actuellement dans plusieurs zones, des problèmes d'alimentation en eau. Ils sont confrontés quotidiennement à d'énormes pénuries d'eau. Certaines populations doivent même limiter le temps de leur douche, gérer l'eau pour laver le linge ou arroser les plantes.

D'autre part, la construction de grandes structures hôtelière sur les plages participe à l'érosion des sols et surtout l'avancée de la mer.

³³ OMS cité par ETCHELECOU André dans Environnement et Santé, une évidence pour l'opinion, un défi pour la Connaissance, Université de Pau et des Pays de l'Adour

C'est le cas de la station balnéaire de Saly qui a connu une forte avancée de la mer et une disparition de ses belles plages. L'État a dû investir des milliards afin de restituer les plages qui ont toujours été l'identité de la petite côte sénégalaise.

Malgré son impact positif sur le développement économique de certains territoires, le tourisme a donc des effets négatifs sur l'environnement.



Illustration 17 : Photo 7 – Tourisme et environnement : penser responsable
Source : Auteure

L'impact du tourisme sur l'air

La pratique du tourisme a des impacts négatifs sur la qualité de l'air.

Pendant la saison touristique, la densité de la circulation favorise des émissions de gaz provenant des voitures. Avec l'essor du tourisme mondial, les transports aériens, routiers et ferroviaires se développent de manière exponentielle dans le but de satisfaire le nombre croissant de touristes pour leur mobilité.

Une autre source de pollution provient de toutes les activités se déroulant au sein des structures d'hébergement et qui nécessitent une consommation d'énergie plus élevée.

Nous avons aussi, la pollution sonore engendré par certaines activités touristiques (Pomeanu 2013).

L'impact du tourisme sur le sol

Le sol est l'élément naturel qui subit le plus les effets du tourisme avec le phénomène dénommé « l'érosion du sol ». Des activités de loisir touristiques provoquent l'érosion ou augmentent la probabilité d'apparition de ce phénomène. Le processus de l'érosion est presque irréversible et elle est difficile à prévenir. Son évolution doit être minutieusement surveillée. L'érosion des sols attaque même les aires protégées.

L'expansion des aménagements touristiques et infrastructures qui les accompagnent, déterminent une modification du cadre forestier et agricole.

Les sols sont impactés par des déchets solides par l'intermédiaire de certains processus physiques et chimiques réduisant ainsi sa qualité.

Au niveau des zones côtières, les sols sont impactés par les activités touristiques.

L'aménagement rapide, sous les effets du tourisme de masse affecte l'environnement terrestre et marin (Pomeanu 2013). Tous les aspects de l'environnement sont concernés, en particulier ; les forêts et les exploitations agricoles qui subissent un rétrécissement de leurs espaces face à la poussée des infrastructures qui suit le long des plages. Au niveau de la localité de la Petite-Côte on peut identifier près de 57 résidences secondaires qui disposent d'une capacité de 954 lits selon MTTA, 2007. Des villas de luxe se développent rapidement, parfois dans l'anarchie, occupant l'espace littoral. Cette occupation côtière, est une entrave à la répartition normalisée et de l'occupation des terres.

Le littoral est devenu ainsi la véritable zone caractérisée par de nombreux litiges fonciers.

N'ayant aucun contrôle, les résidences pratiquent l'activité touristique sur la Petite Côte sans le moindre respect des lois et règlements allant dans le sens de l'occupation des sols et du rivage, provoquant donc inévitablement le gonflement des villes.

3.5 Une disparition inquiétante de la faune et de la flore

Une forte dégradation de la nature et des sols a été observée au Sénégal, mais ce phénomène a nettement diminué au cours des 30 dernières années grâce à des programmes de sensibilisation. Le fléau se présente sous plusieurs formes, notamment : Diminution de la surface végétale, érosion côtière, hydrique et éolienne, salinisation et acidification des sols, dégradation physique et biologique des terres (34 zones de superficie totale (LADA, 2010)), sécheresse et langue salée flottante. Tous ces phénomènes sont exacerbés par l'urbanisation, le défrichement, la surexploitation des produits forestiers, les mauvaises pratiques agricoles, le surpâturage et les incendies de forêt. Le braconnage accélère également la dégradation de la faune, et la diminution du nombre de certaines espèces dans les zones humides entraîne des phénomènes tels que la salinisation des terres, l'érosion hydrique, la prolifération de plantes envahissantes, la surexploitation des ressources et la déforestation qui menacent de détériorer durablement ces écosystèmes. Or, il existe une loi n° 2009-27 du 8 juillet 2009 qui a été adoptée dans ce sens. La biodiversité doit être gérée afin d'améliorer et d'étendre les réglementations existantes (ministère de l'environnement et du développement durable, 2016). Toutefois, les constructions de nombreuses structures se multiplient malgré la mise en garde des défenseurs de l'environnement. Même si la SAPCO affirme avoir effectué des études d'impacts environnementaux en amont, le risque zéro n'existe pas. En effet, l'impact du tourisme sur la faune et la flore est néfaste. La construction de nombreuses structures et équipements touristiques ne tient pas en compte du respect de l'environnement (Duvat, 2006). Toutefois, il ne s'agit pas d'incriminer outrageusement le tourisme car il n'est pas le seul pollueur, toutes les activités humaines, d'une manière ou d'une autre, ont leur part de responsabilité dans la dégradation de l'environnement (Escourrou, 1993). Pour la construction des travaux de la nouvelle station de Pointe Sarène sur la Petite Côte qui s'étend sur 110 hectares, plusieurs arbres ont été abattus et n'ont pas été remplacés ; des arbustes et plantes médicinales ont été réduits à néant par des engins de chantier, des termitières géantes ont été renversées, les cachettes et lieux d'habitation d'animaux ont été mis à découvert. Il est difficile de quantifier le nombre d'oiseaux, d'arbres, de plantes, d'herbes, et d'animaux impactés par ces travaux. Il faut noter que la végétation de la Petite Côte est constituée de baobabs, de prosopis, d'eucalyptus, de jujubier ainsi que d'autres arbres fruitiers dont raffolent les enfants dans la brousse et que l'on retrouve sur les étals sur le marché ; de Nguer, de rônier, d'acacias, la liste est non exhaustive.

C'est ainsi que chaque année, de nombreux arbres symboliques sont abattus. Y compris des baobabs, arbres sacrés, dont la longévité peut se compter en millénaires.

Quant à la faune, on note la présence d'oiseaux de différentes espèces, de rongeurs, des reptiles, d'insectes, des singes, d'hyènes... La disparition de cette faune et de cette flore engendre des conséquences telles que la disparition d'une alimentation disponible et gratuite dont bénéficiaient les populations locales via la cueillette et la chasse, ainsi que la disparition de plantes médicinales accessibles et gratuites. Elle engendre aussi des risques d'incendies, d'inondations, de dégradation de la qualité de l'air et de l'eau des puits.

Ces différents impacts cités plus haut risquent de se reproduire sur les autres sites en construction à savoir Mbodiène et Joal Finio, avec chacun des caractéristiques qui leurs sont propres. C'est un total de 1478 hectares 35 ares et 10 centiares de terres affectées pour ces constructions. Dès lors, la protection des écosystèmes et des espèces, ainsi que des conditions de vie des communautés locales, est devenue une priorité pour assurer une bonne qualité de vie aux populations face à la dégradation des ressources et à l'augmentation de l'érosion côtière.



Illustration 18 : Photo 8 – Sécheresse au Sénégal

Source : https://www.lejecos.com/Lutte-contre-les-secheresses-au-Senegal-Des-organisations-humanitaires-souscrivent-a-une-police-d-assurance_a20522.html

3.6 Des aménagements massifs incontrôlés

Sur le plan environnemental, il existe un certain aménagement massif du littoral qui s'est fait sans réellement se conformer aux normes et politiques. En conséquence, on assiste actuellement à l'érosion côtière et à la dégradation des ressources naturelles. En effet, les travaux d'aménagement de sites touristiques et la mise en place des infrastructures nécessitent des déboisements, des constructions de voies d'accès, des terrassements, des détournements de cours d'eau, des constructions de digues et de canaux. Cela entraîne des dommages aux écosystèmes fragiles, des destructions aux mangroves, l'érosion des dunes, des plages et des côtes. Les activités touristiques sur le littoral telles que la construction d'infrastructures et l'aménagement des plages ont souvent des répercussions négatives sur le littoral, provoquant ainsi la détérioration de l'équilibre marin (Diombera, 2012).

Le littoral, défini comme étant « une zone de contact entre la terre et la mer », ne cesse d'être convoité et alimente de plus en plus de débats. En effet des investisseurs le voient comme un bien rare et attrayant susceptible de créer des richesses tandis que les défenseurs de l'environnement le voient comme un espace fragile à préserver et ne cessent de s'opposer et d'alerter l'opinion face aux projets visant à remettre en cause son équilibre.

Le littoral de la Petite Côte sénégalaise est une conséquence du développement de l'activité touristique. Les constructions se sont développées de manière anarchique (Diombera, 2012). Il perd ainsi de sa beauté et de son attrait. Paradoxalement, les constructions n'obéissent pas aux normes réglementaires des pays développés (Duvat, 2006).

Jadis, dans les villages, l'on pouvait apercevoir de loin l'océan et les pêcheurs qui déversaient sur le sable fin la pêche du jour, les oiseaux qui survolaient au-dessus pour essayer d'attraper les poissons qui s'échappaient des filets. Aujourd'hui le décor a changé, il y a des hôtels et des résidences tout autour, bloquant ainsi la belle vue d'antan ainsi que la brise maritime qui venait rafraîchir en période de fortes chaleurs.

Partout sur la Petite Côte sénégalaise, Saly, Somone, Mbour, Nianing, Pointe Sarène, Mbodiène, Joal...des structures touristiques poussent comme des champignons, de manière anarchique sans étude préalable, parfois à moins de cent mètres du rivage.

De plus, certaines ne figurent pas sur la liste officielle des structures touristiques, nous concluons donc à une occupation illégale sans respect des lois et règlements en matière d'occupation du littoral (Diombera, 2012). Ce fait ne date pas d'aujourd'hui, ce qui pourrait porter à croire que ça a toujours été le cas. Seulement en 2005 un décret portant sur la réglementation des établissements touristiques dénonce que : « *Le développement de l'activité*

hôtelière, et para hôtelière au Sénégal continue de susciter de nombreuses vocations aussi bien chez les nationaux que chez les investisseurs occidentaux.

L'activité touristique quelle que soit son importance est caractérisée par une réglementation incomplète, inexistante voire obsolète.

En effet, aucun texte ne régissait les conditions d'ouverture et d'exploitation des établissements d'hébergement touristique, à l'exception des normes juridiques relatives au classement des hôtels et des restaurants de tourisme. Du fait de ce manquement, le développement anarchique de structures s'est reproduit dans d'autres régions du pays et l'intervention de plusieurs autorités administratives qui délivrent des autorisations de natures diverses, permettent à certaines personnes de s'installer et d'exploiter des établissements d'hébergement touristique »³⁴.

Face à ces faits, aujourd'hui, des actions sont menées contre l'ouverture d'hôtels clandestins.

³⁴ <https://senegalservices.sn/texte/decret-portant-reglementation-des-etablissements-dhebergement-touristique>

3.7 Une érosion côtière

La Petite Côte sénégalaise est affectée par l'érosion côtière à différents endroits. Depuis longtemps, un recul du trait de côte de la Petite Côte est observé. Ce processus provoque la destruction de l'habitat et des infrastructures. Même si l'érosion côtière est un phénomène naturel, il n'en demeure pas moins qu'il arrive qu'elle soit accentuée par l'action de l'homme telle que le prélèvement du sable des plages, des coquillages et la construction des bâtiments et d'infrastructures trop près de la plage et dont les dimensions et les caractéristiques architecturales ne sont pas adaptées à leur environnement. C'est le cas pour plusieurs stations de la Petite Côte sénégalaise. L'exemple le plus frappant est la station balnéaire de Saly où plusieurs plages ont disparu menaçant ainsi les habitations, les activités touristiques et la pêche. En l'espace d'une décennie des hôtels comme les hôtels Téranga ou Espadon entre autres ont perdu leurs plages entraînant ainsi des fermetures.

Face à ce désarroi, les principaux concernés ont entamé, souvent individuellement, des solutions qui par la suite se sont avérées autodestructrices. Quand certains mènent des actions de réintroduction du sable et de construction de digues, d'autres continuent à prélever le sable inconscient des conséquences que cela engendre.

Dans le village de Nianing, l'érosion côtière est due non seulement aux constructions trop près du rivage mais aussi à l'extraction des coquillages pour des besoins de décoration dans le bâtiment ou pour la création d'objets artisanaux. Des femmes démunies ont fait de l'extraction du coquillage une activité à part entière pour générer des revenus afin de nourrir leur famille. Leurs outils de travail : un tamis, des bassines, des seaux ou des sacs de riz de cinquante kilos vides. Elles passent la journée à extraire du coquillage en le séparant du sable fin pour ensuite les revendre. L'objectif est de remplir un camion transporteur.

Il est important de noter ici que si l'État du Sénégal a mis en place de nouveaux projets touristiques avec l'aménagement de nouveaux sites touristiques, c'est pour « remédier » à la saturation de la station balnéaire de Saly dégradée par l'érosion côtière jugée comme « une catastrophe environnementale » par des touristes. Certains se réjouissent de ces projets pour désengorger Saly tandis que d'autres déplorent une répétition des erreurs, « un déplacement des problèmes sur des sites vierges ».

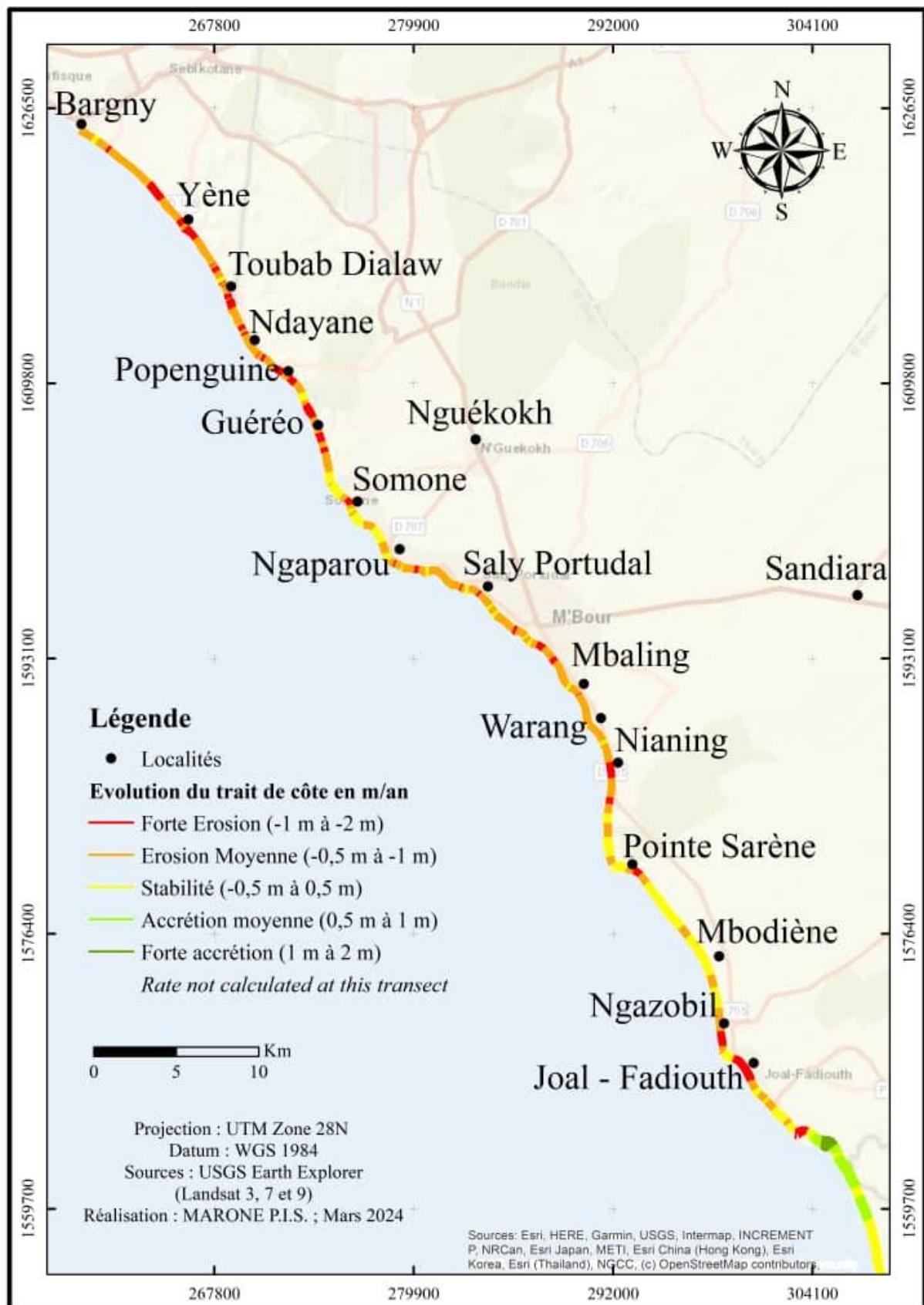


Illustration 19 : Photo 9 – L’avancée de la mer
Source : Auteure

3.8 Une gestion minime des déchets

La pollution causée par le tourisme dans les pays en voie de développement comme le Sénégal est considérable, car ces derniers ne disposent pas souvent de moyens techniques nécessaires ni de moyens financiers suffisants pour faire face à la gestion des déchets (Paulian, 1987).

Lors de nos recherches sur le terrain, nous avons remarqué la présence de plastique dans la nature sur chaque site visité. Au sol, dans les airs, et à la moindre rafale de vent, ce plastique se retrouve dans les arbres, les buissons, les plages et l'eau.

L'activité hôtelière entraîne la pollution à cause des mauvaises conditions de traitement des eaux usées et d'élimination des déchets. Certains hôtels déversent directement leurs eaux usées dans la mer ou sur les terres. Cela entraîne ainsi une perturbation de la qualité de l'air qui a des effets néfastes sur le climat local et régional.

Si le ramassage des ordures existe bien dans les grandes villes du Sénégal, ce dernier est confronté à de sérieux problèmes, et la situation est pire dans le monde rural où il est quasi inexistant.

Cependant, à la suite de la décentralisation, la gestion des ordures ménagères incombe aux collectivités locales, qui doivent gérer le nettoyage, le ramassage, le transport, le recyclage et enfin la destruction des ordures. Cependant, celles-ci se trouvent dans l'impossibilité de mener à bien cette mission. Ils rencontrent des difficultés diverses pour l'effectuer.

En général ce sont plutôt des jeunes ou des femmes à travers des campagnes de « set sétel » : (rendre propre), qui se chargent volontairement de nettoyer leur localité.

Sur le site de Saly, la gestion des ordures est effectuée par la SAPCO, qui procède aux ramassages et aux traitements, en contrepartie d'une redevance payée par les hôtels. Toutefois, des hôteliers pointent du doigt la SAPCO en dénonçant une « gestion catastrophique des déchets ». Outre les missions qui lui sont confiées par l'État, à savoir la gestion des stations touristiques, la sécurité des biens et des personnes, la promotion des investissements, la SAPCO est considérée par certains professionnels comme « un machin, chargée de racketter les promoteurs ».

Ainsi sur la Petite Côte sénégalaise, à défaut d'une bonne gestion des ordures, il n'est pas rare de trouver à certains endroits des décharges d'ordures à ciel ouvert, brûlées à ciel ouvert, entraînant ainsi une pollution atmosphérique près des habitations avec toutes les conséquences qui s'en suivent.

Cependant, il est important de mentionner ici, l'important rôle joué par certains particuliers dans le ramassage et le traitement des ordures hôtelières, dans une démarche écologique. Nous pouvons prendre l'exemple d'un brave fermier à Nianing, qui durant plus de deux décennies, a participé activement à la propreté des sites en récupérant les ordures ménagères et celles des hôtels avec ses propres moyens. Une fois dans sa ferme, il procède au tri, au recyclage, et le reste de nourriture est donné aux cochons. Les ordures solides sont recyclées par les villageois. C'est ainsi un processus écologique de recyclage, car les bouteilles en verre, les plastiques, les assiettes, les couteaux, les fourchettes, les cuillères jetées par les hôtels ne se retrouvent pas tous dans la nature, ils retrouvent une nouvelle vie auprès des populations, évitant ainsi une pollution environnementale de plusieurs milliers d'années. Force est de reconnaître que ce monsieur mérite une reconnaissance voire une indemnisation pour son travail remarquable de la part des collectivités locales, de la SAPCO, des hôtels.... Comme nous pouvons le voir, la gestion des déchets ménagers, industriels et chimiques est un problème majeur dans le processus de protection de l'environnement au Sénégal.

En conclusion, nous observons un déficit de moyens techniques performants comme alternative aux systèmes actuellement utilisés pour la gestion des déchets. Les communautés sont ainsi exposées à une mauvaise qualité de l'air qui favorise des maladies et catastrophes alors que notre système de santé n'est pas assez performant. Un meilleur système de tri, de collecte, de transport et de recyclage des déchets domestiques doit être mis en place. Les déchets plastiques qui découlent d'une mauvaise et ancienne habitude de consommation sont aussi un réel souci environnemental ceci malgré « *l'entrée en vigueur de la loi interdisant la fabrication, la distribution et l'utilisation des sachets plastiques compris entre 0 et 30 microns* »³⁵.

³⁵ https://archive.un-page.org/files/public/sndd_2015.pdf

3.9 Impacts positifs du tourisme dans le monde rural de la Petite Côte

Rappelons qu'il ne s'agit nullement de pointer du doigt le tourisme ou d'en parler seulement de façon négative dans cette thèse car force est de reconnaître que le tourisme a aussi de nombreux atouts dans les pays en voie de développement où il est plébiscité comme vecteur de développement.

En milieu rural où l'agriculture est souvent la principale activité, le tourisme, mis en pratique sur de bonnes bases et combiné avec l'agriculture, peut jouer un rôle fondamental pour le développement local.

Dans cette partie, nous parlerons de l'implication des touristes pour le développement des sites de la Petite Côte, ainsi que la participation de la population locale, le tout pour converger vers un développement local.

3.10 Initiatives touristiques en faveur des populations locales de la Petite Côte sénégalaise

Une des caractéristiques et avantages de la Petite Côte sénégalaise est le fait qu'elle soit à la fois une zone rurale et une destination touristique. Nos recherches sur le terrain nous ont permis de constater qu'à côté des impacts négatifs du tourisme dont nous avons précédemment fait part, il y a des impacts positifs non négligeables dans ce milieu rural qui pourraient constituer une bonne voie à suivre afin d'aboutir à un développement économique local.

Comme le souligne Diombera (2013), « *le tourisme joue un rôle prépondérant dans la vie socio-économique des populations à travers des actions ponctuelles de la part de touristes ou d'associations humanitaires* ».

En effet, plusieurs associations tenues par des touristes et des locaux coexistent actuellement sur la Petite Côte sénégalaise. Le principe est souvent le même ; venir en aide aux populations pauvres par le biais de différentes actions. Dans de nombreux villages de la Petite Côte et un peu partout dans le pays d'ailleurs ; des écoles, des cantines, des postes de santé, des puits et forages, des lieux de culte ont pu être construits par des touristes engagés dans la lutte contre la pauvreté.

Ces actions ont permis à des milliers d'habitants d'avoir accès aux soins sanitaires, à l'eau potable, à des revenus, à l'éducation. Dans le village de Nianing par exemple, de nombreux enfants issus d'un milieu défavorisé bénéficient d'un système de parrainage. Les parrains, sont des touristes occidentaux. Ils prennent en charge l'intégralité des frais de scolarité de ces enfants et /ou la charge de leur nourriture, soins de santé et habillement.

Nous pouvons citer comme exemple les associations Agir pour Nianing, l'Association Solidarité Vendée Sénégal et tout récemment l'association des ressortissants de Nianing de la diaspora (ARND) créée en 2020. Leur objectif principal est d'aider la population sénégalaise notamment à Nianing et à Mbour dans les domaines de l'éducation, de la santé et de participer au développement des groupements d'intérêts économiques des femmes de Nianing, ainsi qu'au développement de l'agriculture et du tourisme.

Créée en octobre 2007, l'Association Solidarité Vendée Sénégal a à sa tête monsieur Jean Pierre LEMAIRE en Vendée et monsieur Paul MARONE à Nianing. La première action de l'association en partenariat avec l'association Agir pour Nianing, a été la construction de la maternité du village de Nianing.

Cette dernière avec environ 500 accouchements par an, a également bénéficié d'une réfection des sanitaires, de 30 lits médicalisés et de 15 fauteuils roulants.

Une somme de 226000 euros depuis le début de la création de l'association jusqu'en 2016, a déjà été consacrée à la maternité grâce, entre autres, aux subventions du Conseil Général de la Vendée et du ministère des affaires étrangères et de la coopération, ainsi qu'à une enveloppe parlementaire via madame Véronique BESSE des herbiers en Vendée.

Outre le poste de santé de Nianing, les autres bénéficiaires de l'association sont le groupement d'intérêt économique des femmes de Nianing et l'école Immaculée Conception de Mbour ainsi que la pouponnière.

Le groupement d'intérêt économique des femmes de Nianing, a pour but, la promotion de l'entrepreneuriat et de l'autonomisation des femmes. Ce groupement composé de 5 groupes d'environ 700 femmes, s'est par la suite regroupé en fédération avec à la tête monsieur Maguette SENE et madame Khoudia Faye MARONE.

Le groupement, composé de femmes dynamiques et entreprenantes a mis en place un système de tontine pour épargner de l'argent afin de mettre en place un petit commerce. Outre l'enveloppe annuelle de 1500 euros octroyée par l'association Vendée Sénégal, le groupement a pu bénéficier de 2000 euros et de 800 paires de chaussures, sacs, chaussures et vêtements. La revente de ces articles permet aux femmes de générer des revenus pour financer leurs projets.

S'activant également dans les activités de maraîchage avec 8 hectares de terres, (une cinquantaine d'espèces de cultures alimentent les marchés locaux), elles disposent de systèmes d'arrosage de 300 mètres de tuyaux pour alimenter en eau les cultures. Et encore une enveloppe de 200 euros, puis 700 euros pour l'aménagement du local de commerce et des travaux de couverture (tôles) leur a été octroyée. D'autres projets et d'autres financements ont par la suite suivi à savoir, une machine pour la fabrication de savon avec un financement de 9142 euros et avec un versement de 2500 euros de la fondation SODEBO et une demande de 6000 euros en attente de la part de l'entreprise Fleury-Michon.

Quant à l'école Immaculée Conception de Mbour avec 1300 élèves au primaire et 300 élèves en maternelle, elle a bénéficié du soutien de l'association par des travaux de réfection de 22 salles de classes, la mise en place d'une cantine scolaire équipée, de fournitures scolaires ainsi que des ordinateurs et des photocopieuses, de l'installation de jeux dans la cour de la maternelle. La pouponnière de Mbour bénéficie de matériel de puériculture, de produits sanitaires, de vêtements pour nourrisson, de jouets, des peluches, des biberons, des tétines et de bavoirs...

3.11 Inclusion locale et réduction de la pauvreté

Selon l'Organisation Mondiale du Tourisme, dans son guide portant sur le tourisme durable et le développement ; pour un tourisme durable dans les pays en voie de développement

« Une condition essentielle est de développer et d'améliorer les conditions permettant aux pauvres de bénéficier efficacement des échanges liés aux industries du tourisme et les touristes dans un environnement commercial. Il s'agit d'établir des liens, en améliorant la qualité et la pertinence des services fournis et le renforcement de l'accès aux marchés. Les communautés pauvres doivent fournir des ressources et des services qui répondent aux besoins des entreprises établies ou complémentaires pour eux, pour que tous puissent bénéficier ³⁶».

Dans ce même contexte, Olivier Dehoorne soutient lui aussi qu'« *Au rang des avantages incontestables du tourisme, il faut insister sur les possibilités de création d'entreprises spécifiques, dont les niveaux d'investissements initiaux plus ou moins lourds sont ponctuellement accessibles à des populations locales aux moyens modérés.* »³⁷

Ainsi, les populations locales essayent de proposer des services à travers les emplois, les locations chez l'habitant, les excursions, les promenades à cheval et en calèche. Elles proposent aussi des biens par la vente de leurs produits artisanaux, agricoles et halieutiques.

Sur la Petite Côte sénégalaise, plus particulièrement à Nianing, le groupement des femmes Sokhna Maï œuvre lui aussi pour la transformation des produits locaux. Ce groupement a vu le jour grâce à la mobilisation des femmes et au financement de touristes belges.

Au cours des entretiens, la présidente et la trésorière déplorent un début difficile pour la commercialisation de leurs produits sur le marché et lance un appel pour la consommation locale. Actuellement l'écoulement de leurs produits se fait en général dans les hôtels, les supermarchés et supérettes.

Avec ; un local jugé trop petit, elles lancent un appel à l'aide pour l'obtention d'un terrain afin de construire un local plus grand avec une salle de stockage, une salle de production et une salle pour le nettoyage des fruits et légumes. La difficulté liée à la vente de leurs produits les pousse à projeter l'exportation des produits vers d'autres marchés.

³⁶ Organisation mondiale du tourisme, tourisme durable pour le développement, guide renforcement des capacités pour un tourisme durable pour le développement dans les pays en voie de développement

³⁷ <https://journals.openedition.org/etudescaribeennes/6601>

Ainsi, que ça soit le chauffeur de taxi, la vendeuse de fruits et légumes, la boutiquière ou le jardinier, l'argent généré par ces activités dans le monde rural est non négligeable. Il booste l'activité économique crée des emplois et offre aux petits investisseurs des opportunités de création d'emploi. (Dehoorne 2013)³⁸.

³⁸ Olivier Dehoorne, « Tourisme et lutte contre la pauvreté: opportunités et défis », *Études caribéennes* [En ligne], 24-25 | Avril-Août 2013, mis en ligne le 24 février 2014, consulté le 17 juin 2021. URL : <http://etudescaribeennes.revues.org/6601> ; DOI : 10.4000/etudescaribeennes.6601

Conclusion du chapitre 1

Dans ce chapitre, nous avons pu discuter de la place du tourisme dans l'économie sénégalaise, de ses attraits à travers l'offre touristique de chaque région et site ainsi que de la demande internationale attirée en premier lieu par les paysages, le balnéaire, le tourisme d'affaire et l'écotourisme.

Nous avons également analysé le rôle que joue l'État, les populations locales et les autres acteurs qui travaillent sans relâche pour développer le secteur, promouvoir la destination afin de faire du tourisme un moyen efficace de lutte contre la pauvreté.

Nous avons également jugé nécessaire de soulever les difficultés que rencontrent le secteur touristique à travers les nombreuses crises, la concurrence des nouvelles destinations qui volent la vedette à la destination Sénégal.

En outre, nous avons aussi évoqué les impacts que le tourisme a sur les populations vivant sur les sites touristiques ou à proximité, en termes de retombées économiques, d'emplois. Et les impacts sur l'environnement en ce qui concerne les ressources naturelles, les aménagements et la pollution.

Tout cela nous a conduit de remarquer que le tourisme peut jouer un rôle double à la fois positif et négatif. Il peut impacter négativement l'environnement mais peut subir aussi la crise économique et autres maux de la société.

D'un côté nous constatons des avantages qu'il peut avoir et de l'autre côté il a rendu la pauvreté plus visible. (Dehoorne, 2013)

CHAPITRE 2 : AGRICULTURE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE AU SÉNÉGAL

Par sa définition universelle, « *l'agriculture (du latin agricultura), est un processus par lequel les hommes aménagent leurs écosystèmes pour satisfaire les besoins alimentaires en premier et autres de leurs sociétés* ». ³⁹ Elle regroupe l'ensemble des activités et savoir-faire destinés à la culture des terres, et, plus généralement, l'ensemble des travaux sur le milieu naturel qui permettent de cultiver et d'élever des êtres vivants végétaux et animaux, utiles à l'être humain. Cette activité est depuis longtemps un pilier de l'économie sénégalaise, contribuant à la sécurité alimentaire des populations rurales en particulier mais aussi de celles des zones urbaines. En effet, pratiquée par de nombreux sénégalais et fournissant des produits alimentaires de base, l'agriculture constitue pour le pays, un secteur essentiel pour l'atteinte des objectifs économiques, de sécurité alimentaire et de réduction de la pauvreté. Elle est le principal fournisseur de matières premières pour les industries de transformation agroalimentaire telles que les huileries, la sucrerie, la filature et le textile. Selon le ministère de l'agriculture, « *près de 70 % de la population active sénégalaise travaille dans l'agriculture* ». Elle fournit l'essentiel des produits alimentaires, crée des d'emplois ainsi que des revenus à hauteur de 65%. Elle entretient une étroite relation avec les autres secteurs, notamment la transformation agro-industrielle, le transport et le commerce. Toutefois, toujours selon le ministère de l'agriculture, la part de l'agriculture dans la formation du produit intérieur brut a progressivement diminué au cours des dernières décennies. Cependant, malgré la baisse en matière de rémunération, le secteur agricole demeure important grâce à sa capacité de créer des d'emplois pour la population surtout dans le monde rural.

Dans cette thèse, l'agriculture est analysée en tant qu'activité économique viable capable de drainer des revenus malgré ses nombreuses difficultés. Elle est l'une des priorités de la politique économique du Sénégal. En effet, plusieurs grandes stratégies agricoles se sont succédé comme le montrent les Documents de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DRSP I et II) et la Stratégie de croissance accélérée. « *Le PIB agricole a été évalué à 1 217,0 milliards de FCFA en 2018, soit une hausse de 9,1% par rapport à 2017. Le secteur contribue à hauteur de 9,4% du PIB*

³⁹ MAZOYER

national et de 62,8% de la valeur ajoutée du secteur primaire » selon les statistiques du ministère de l’agriculture. En 2023, selon l’institut sénégalais de recherche agricole (Isra), l’agriculture contribue à 17% au PIB.

La stratégie de réduction de la pauvreté du Sénégal repose en grande partie sur l’agriculture qui est ici le seul secteur capable d’assurer la sécurité alimentaire.

Il convient de rappeler que la majeure partie de la population pauvre est répertoriée dans le monde rural, où l’agriculture et ses sous-secteurs constituent la principale ou la seule source de revenus et l’unique pourvoyeur d’emplois. Une bonne saison agricole est pour les populations locales le garant d’un meilleur rendement des produits alimentaires de base. En effet malgré sa dépendance à la pluviométrie et son caractère vivrière et familial, de plus en plus d’agriculteurs commercialisent leurs produits sur le marché national ou sous régional.

Il faut compter aussi sur le rôle des femmes qui sont, à la fois productrices et transformatrices ; elles assurent ainsi une autonomie alimentaire et financière à la suite d’une bonne récolte. En effet, d’après le recensement de 2013, les femmes sont très représentatives dans la population sénégalaise soit 50,1% de femmes. Elles dominent sur les tranches d’âge suivantes : 15-55 (52%), 60-65 (51%), 70-75 (53%), 80-85 (54%) et 90-95 (57%) et 95 ans et plus (61%).

Le dernier recensement de 2023 indique une représentativité des hommes de 50,6 % contre 49,4 % pour les femmes sur une population totale de 18 032 473 résidents. Il indique également qu’en 2023, 908 628 ménages ont une activité agricole, soit 45,6% des ménages du Sénégal.

Le développement de l’activité agricole dans le monde rural est un moyen efficace de lutte contre l’exode rural et l’immigration grâce aux retombées économiques.

En effet, l’exode est motivé par la pauvreté, la faim et le chômage qui poussent la population jeune active vers la capitale et les grandes villes en quête d’une vie meilleure.

L’agriculture sénégalaise est majoritairement constituée par deux filières à savoir la filière arachidière et celle du coton. Ces dernières font face à des contraintes structurelles.

Nous avons ensuite les cultures agro-industrielles avec l’exploitation du sucre et de la tomate industrielle.

Pour son développement, l’agriculture sénégalaise est financée par plusieurs acteurs qui interviennent sous différents angles. Il y a en premier lieu l’État et les partenaires techniques et financiers à travers le biais de fonds, les banques (CNCAS) et les institutions de microfinance. La Caisse Nationale de Crédit Agricole (CNCAS) soutient également l’industrie primaire avec trois fonds logés à la CNCAS : un fonds catastrophe, un fonds d’escompte et un fonds de sécurité.

En termes de chiffre, nous pouvons affirmer que sur la période de 2011-2015, la CNCAS a participé au financement de 17 614 projets pour un total de 204 310 403 108 FCFA dont 89,6% pour l'agriculture et 8,4% pour l'élevage. Cependant, le financement pour les femmes est minime. Il est mis en œuvre dans le cadre du Fonds de promotion de la sécurité alimentaire destiné aux femmes uniquement ; mis en place depuis 2014 et estimé à 706 289 862 FCFA pour seulement 80 projets mis en œuvre. (FAO, 2018).

La CNCAS reste le principal outil de la politique mis en place pour le financement du secteur agricole. De 2016 à 2022, les prêts et subventions atteignent un montant de 15 300 000 €.

Et toujours selon la FAO, dans le domaine des productions végétales, un certain nombre de fonds sont mis en œuvre en plus des ressources financières de la CNCAS, tels que le fonds national de développement agro-sylvo-pastoral (FNDASP), le fonds d'appui au développement du secteur agricole (FADSR) et le Fonds National de la Recherche Agroalimentaire (FNRAA). Le FNDASP, créé en 2014, finance activement des sous-projets régionaux de transfert de technologie, de mise en place d'infrastructures de stockage et de conservation, d'appui à la restructuration des filières agricoles, sans oublier de soutenir et d'accompagner.

Le FADSR, créé en 2014, est actif dans la modernisation, l'intensification et l'amélioration de la production agricole ainsi que dans la promotion de l'emploi par l'entrepreneuriat dans les zones rurales.⁴⁰

2.1. Importance de l'agriculture vivrière

Le bassin arachidier occupe une place non négligeable dans l'économie sénégalaise grâce à son histoire, son économie, sa démographie et son rôle dans l'agriculture vivrière du Sénégal. Il est divisé en deux zones différentes : Centre-Nord (CNBA) et Centre-Sud (CSBA). Il couvre le tiers du pays avec à son sein une bonne partie de la population. En tant que producteur d'arachides et de mil, cette partie du pays a toujours occupé le premier rôle pour la fourniture de produits agricoles. Cette production est surtout vivrière. Elle est marquée par plusieurs cultures, telles que les céréales (riz, mil, maïs, arachide, sorgho et haricot). Mais le plus important reste la culture de l'arachide. La colonisation marque le début du commerce de l'arachide. Pour atteindre cet objectif de développement d'une nouvelle culture, la puissance coloniale a conclu une alliance avec la puissance existante. Dans ce contexte, les autorités traditionnelles ont obligé les agriculteurs à produire des arachides. Le pouvoir religieux a

⁴⁰ <https://www.fao.org/3/CA0044FR/ca0044fr.pdf>

également influencé cette politique de l'arachide avec la multiplication des centres d'apprentissage religieux (dara) remplis de main-d'œuvre gratuite mobilisée pour la production agricole. La création du chemin de fer Dakar-Saint-Louis ouvre de nouvelles perspectives économiques et de nouveaux marchés pour le développement de cette culture. La ville de Mékhé est établie comme un poste commercial stratégique, où sont stationnés des Libano-Syriens, qui sont des commerçants et jouent un rôle clé en tant que collecteurs de la production d'arachide. Ils se sont chargés de collecter les cacahuètes auprès des producteurs lors d'une période de collecte appelée « traite ». Dès 1930, ils ont réussi à créer un système efficace d'équipement et de crédit à la consommation, qui est remboursé par les récoltes futures (Friedmann, 2014).



Illustration 20 : Photo 10 – Récolte de mil
Source : auteure

De nos jours, l'arachide reste un produit agricole majeur au Sénégal et occupe 1 225 171,875 d'hectares de superficie totale plantée. C'est encore la culture la plus courante pour les agriculteurs et la principale source de revenus dans les zones rurales, elle joue donc un rôle donc un rôle socioéconomique important. On estime que la majeure partie de la population sénégalaise vit directement ou indirectement de la culture et de la commercialisation de l'arachide. Néanmoins, le secteur a fait face à des défis majeurs ces dernières années, entraînant une baisse de la production et des difficultés d'approvisionnement des producteurs d'huile d'arachide. Selon le ministère de l'Agriculture, la quantité totale de semences, de transformation en huile et d'exportation d'arachides durant la campagne 2021-2022 est comprise entre 600 000 et 800 000 tonnes.⁴¹

La compagnie sucrière sénégalaise (CSS) occupe une position de monopole, il se trouve dans la vallée du fleuve Sénégal plus précisément à Richard Toll. Cette exploitation s'étend sur 12 000 ha en canne à sucre et produit environ 145 000 tonnes de sucre pour alimenter les marchés locaux. L'objectif d'augmenter significativement la production de sucre pour couvrir entièrement les besoins du marché sénégalais, estimés à 140 000 tonnes, puis de s'étendre au marché ouest-africain a été atteint.⁴² Depuis 2007, CSS produit 12 millions de litres d'éthanol par an à partir de la conversion de la mélasse pour l'industrie locale des spiritueux. Cependant, en 2022, l'usine subi une explosion sur la grande cuve d'éthanol, impactant fortement sur la production de ce dernier. Le groupe Mimran, auquel appartient CSS, est également actif dans le moulin à grains (Grand Moulin de Dakar), produisant de la farine (600 000 tonnes par an) et des aliments pour animaux (10 000 tonnes par an). Les tomates industrielles sont cultivées dans la vallée du fleuve Sénégal et transformées en double concentré de tomates, un produit de base dans les ménages sénégalais. Le secteur est actuellement en crise en raison des importations de triple concentré de tomate. Parallèlement, la production de légumes et d'arbres destinés à l'exportation a connu une forte croissance, avec 241.918,3 de tonnes exportées en 2021. Les exportations de fruits et légumes s'effectuent principalement vers l'union européenne. Le marché est dominé par trois opérateurs : Touba/Senfruit, GDS et SCL. Le Sénégal exporte des fruits et légumes tels que la pastèque, le melon, les tomates cerises, les haricots verts, le maïs doux et les mangues. De nouveaux produits tels que la courge butternut, les oignons verts, les

⁴¹ <https://www.agencecofin.com/oleagineux/1012-93844-senegal-la-recolte-d-arachides-pourrait-baisser-a-1-6-million-de-tonnes-en-2021/2022>

⁴² <https://www.css.sn/developpement-durable-rse/>

radis, les poivrons et piments de qualité supérieure et les asperges commencent à être produits et commercialisés en quantités limitées.⁴³

Les céréales occupent une place importante, la majorité des espaces cultivés leur a été consacrée. Le mil est plus représentatif et arrive en tête suivi du sorgho et du maïs. L'ensemble de cette production céréalière constituée du mil, du riz, du maïs et du sorgho, est estimée en pour la campagne de 2021-2022 à 3 480 394 tonnes, et demeure ainsi inférieure à la demande.

Elle a subi une baisse notable comparée à la moyenne des 5 dernières années. Cette baisse s'explique par la réduction des superficies de 4,61 % et par les mauvais rendements -1,12%.⁴⁴

La filière du riz principalement cultivée dans la vallée du fleuve et en Casamance par l'ethnie diola pour la consommation, subit une forte demande et fait face à l'importation du riz pakistanais, thaïlandais, indien...

En effet la production rizicole du Sénégal est largement inférieure à la demande nationale avec une consommation quotidienne et presque générale de ce produit sur l'étendue du territoire. Les changements climatiques et structurels de l'économie sénégalaise, l'ouverture à l'international et la crise arachidière ont causé de fortes mutations de l'agriculture vivrière du Sénégal. Le pays souhaite ainsi augmenter sa production agricole avec plusieurs programmes afin de pouvoir répondre à la demande locale en riz. Ce besoin tourne autour de 1 409 119,986 tonnes.

Ainsi, pour améliorer cette production agricole, l'État a mis en place des politiques et programmes agricoles qui seront présentés dans les parties suivantes.

2.1.1. La distribution agricole

La distribution de la production agricole du Sénégal s'effectue sur trois axes :

- **Sur le plan national**

Les marchés régionaux mobilisent une grande partie de la production agricole sénégalaise. En effet, ces derniers sont partout sur le territoire. Sur les marchés journaliers et hebdomadaires, des produits agricoles sont mis à la disposition des consommateurs finaux. Les exploitations familiales approvisionnent les marchés nationaux dénommés les « loumas » et les marchés tels que Nguénienne. Les marchés urbains dont les plus grands se trouvent dans les grandes villes à

⁴³ <https://agriculture.gouv.fr/senegal>

⁴⁴ Source : ANSD [Superficie, Rendement et Production agricoles](#)

l'instar de Dakar et sa banlieue avec les marchés tels que le marché de Thiaroye, le marché Kermel, le marché Tilène, sans oublier le marché de Mbour sur la Petite Côte.

Souvent ces échanges se font en circuits court, du producteur au consommateur.

Il est important de préciser le caractère informel des marchés, jouant ainsi un rôle majeur dans la fluctuation des prix. D'où l'intervention de l'État qui régularise ces marchés agricoles, matérialisé par la fixation des prix, par exemple avec l'arachide, la tomate, l'oignon et la subvention d'intrants.

- **Sur le plan africain**

La plupart des producteurs vendent à des revendeurs. Certains de ces grands commerçants jouent à la fois le rôle d'importateur et d'exportateur, approvisionnent les marchés de la sous-région où une autre partie de la production agricole est acheminée auprès des principaux clients comme la Gambie, Guinée Bissau et Guinée Conakry, Mali, Mauritanie, Burkina Faso, Côte d'Ivoire.

- **Sur le plan international**

Selon le document du ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, dénommé les « politiques agricole dans le monde quelques exemples » les principales exportations agro-alimentaires du Sénégal après les produits de la mer (1 %, 213,7 M€ en 2013) sont les préparations alimentaires (98 300 t en 2013) qui représentent 5 % des exports en valeur (98,3 M€) avec en particulier les bouillons cubes qui sont exportés dans la sous-région. Le deuxième poste à l'export des produits agricoles et agro-alimentaire (autre que le tabac) est constitué par les légumes pour une valeur de 40,2 M€ (2 % des exports) et les fruits (21,9 M€). L'huile d'arachide, avec 16 400 t exportées en 2013, ne représente plus que 1,5 % des exportations du pays, en plus de 28 400 t de graines d'arachides exportées en 2013.

Toutefois, selon « Échanges France - Sénégal (sources : douanes françaises) », le Sénégal est un pays importateur net de produits alimentaires et applique de faibles barrières tarifaires sur les produits de première nécessité (riz, huile, lait, viande). Pour une couverture de la demande nationale et ses réexportations destinée majoritairement au Mali, en 2013, le Sénégal a importé 902 000 t de riz, 515 600 t de blé et 131 100 t de maïs. Outre les Céréales, le Sénégal a aussi importé en 2013 du sucre raffiné (152 000 t), l'oignons (1 312 000 t) et la pomme de terre (56 000 t). Cette dépendance à l'import induit le fait que la variation des prix internationaux a un impact direct sur la sécurité alimentaire des ménages urbains.

Toujours selon la même source, l'essentiel des exportations agroalimentaires françaises à destination du Sénégal s'est élevé en 2014 à 224 M€ pour un tonnage de 5 1600 t.

En 2022, se sont près 968 M€ d'exportations globales dont 152 M€ pour les produits agroalimentaires.

Cette source nous renseigne aussi que les ventes françaises à destination du Sénégal sont essentiellement axées sur les céréales. Ce document nous permet de comprendre que les importations sont constituées de céréales, de tabac, de produits de conserve et d'épicerie sèche.

2.1.2 Les politiques et programmes agricoles

Depuis l'indépendance, et dans la logique d'une amélioration pour le développement du secteur agricole, le Sénégal a mis en œuvre diverses politiques et programmes agricoles pour augmenter la production, la diversification, la promotion et le développement technique. Il a ainsi adopté des programmes de politiques publiques visant à inverser de manière durable les tendances de la dégradation des ressources productives, à lutter contre la faiblesse de la productivité agricole et la pauvreté de la population rurale.

En effet, avant 1980 l'État du Sénégal a mené une politique agricole qui était le prolongement de l'héritage coloniale avec une agriculture centrée sur la production de l'arachide destinée principalement à l'exportation. Cette politique était menée par l'office nationale de coopération et d'assistance au développement (ONCAD) et par les autres structures de développement et le mouvement coopératif. Après 1980 plusieurs changements interviennent avec des programmes d'ajustement dans le but d'augmenter la part des biens exportables pour atteindre leurs objectifs. Cette deuxième génération de politiques a élaboré plusieurs stratégies à travers le Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP-I 2003-2005), la Stratégie de Croissance Accélérée (SCA), la Stratégie Nationale du Développement Économique et Social (SNDES) et le Document qui traite des Objectifs de Développement du Millénaire (OMD). Ces programmes visent l'atteinte des objectifs de développement économique et social pour une réduction de la pauvreté.

Pour donner suite à la mise en place des Documents de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DRSP I et II) en passant par la Stratégie de Croissance Accélérée, le Document de Politique Économique et Social (DPES) et la Stratégie Nationale de Développement Économique et Social (SNDES), le Sénégal a adopté le Plan Sénégal Émergent depuis 2014 qui est le résultat de la fédération de l'ensemble de toutes ces politiques. *« Le plan a pour objectif d'atteindre un Sénégal émergent en 2035 avec une société solidaire et dans un État de droit. Il s'articule autour de trois axes à savoir la transformation structurelle de l'économie et la croissance, le capital humain, la protection sociale et le développement durable, la bonne gouvernance, les institutions, la Paix et la Sécurité »* (FAO, 2018).

Son axe numéro 1, qui vise une transformation structurelle de l'économie, comprend le développement de l'agriculture, de la pêche et de l'industrie agroalimentaire et à travers trois actions à savoir le renforcement de la sécurité alimentaire du Sénégal, le rééquilibrage de la balance commerciale, le développement des filières intégrées compétitives à haute valeur ajoutée et la préservation des équilibres socio-économiques afin de dynamiser l'économie

rurale. Le plan a pour ambition de développer l'agriculture commerciale et des fermes agricoles intégrées d'environ 100 à 150 pour la culture de fruits et légumes à haute valeur ajoutée. Il met en avant :

- L'organisation des petits producteurs agricoles ;
- La création de trois points d'approvisionnement de céréales tels que le mil, le riz et le maïs dans le but d'atteindre une d'autosuffisance alimentaire de manière durable ;
- L'établissement de trois pôles de transformation agroalimentaire pour l'essor d'une agro-industrie à haute valeur ajoutée dans le domaine de la transformation des fruits et légumes, des huiles, des produits laitiers, des céréales et de l'aviculture (FAO, 2018) ;
- La relance de la production nationale d'arachide qui est le pilier de l'agriculture sénégalaise ;
- Le développement de l'agriculture familiale par la mise en place de 150 à 200 microprojets qui ont comme objectif d'exécuter au niveau local et qui visent à intensifier la production par l'augmentation de la productivité et une meilleure valorisation des exploitations existantes ;
- La diversification des revenus des agriculteurs ;

Le but est de participer à l'autonomisation et à la promotion des femmes en tenant en compte l'égalité du genre.

Toutefois, malgré le poids du secteur agricole dans le développement de l'économie du pays, l'agriculture fait face à de sérieuses difficultés socio-économiques avec des déficits importants qui freinent sa croissance vers un développement durable. Cependant, le Projet de Modernisation et d'Intensification de l'Agriculture (PMIA) et le Programme DAC (domaine agricole communautaire) ont permis l'émergence d'exploitations agricoles modernes. Nous pouvons aussi nommer des Projets tels que : le Programme d'Appui à la Petite Irrigation Locale (PAPIL), le Projet d'Appui au Développement Rural en Casamance (PADERCA). Ces projets visent à développer des activités visant à une meilleure gestion de l'eau à travers de mini aménagements hydro-agricoles ainsi qu'à sécuriser les revenus de production pour assurer la sécurité alimentaire et la mise en valeur des terres agricoles⁴⁵

⁴⁵ Plan Sénégal Émergent

2.2. Les tribulations des agriculteurs

Étant considéré comme l'un des pays les plus stables d'Afrique, avec un fonctionnement démocratique qui a été conforté par les alternances politiques de 2000 et 2013, le Sénégal est aussi la deuxième puissance économique de l'UEMOA après la Côte d'Ivoire.

Toutefois, les indicateurs de développement humain du pays ne sont pas satisfaisants : 163^e sur 187 au classement 2013 du PNUD⁴⁶. Actuellement, il se trouve au 170^e sur 190 sur le classement de 2021-2022.⁴⁷

Cette économie qui peine à prendre son essor ne repose pas entièrement sur l'agriculture, même si cette dernière en constitue un pilier fondamental selon les politiques de développement du pays. Les produits agricoles, les denrées alimentaires et les produits de la mer constituent l'essentiel des exportations du Sénégal.

Les exportations de produits de la mer forment plus du tiers des exportations agroalimentaires. Le climat de « *type soudano-sahélien du Sénégal a une pluviométrie dans le nord d'environ 300 mm/an, au centre d'environ 600 à 800 mm/an et dans le sud-est d'environ 1 200 mm/an* » selon l'agence nationale de météorologie. Les ressources en eaux sont estimées avec 35 Milliards de m³, constituées majoritairement d'eaux de surface (31 Md de m³) avec les fleuves Sénégal, Gambie, Casamance et Kayanga et aussi d'eaux souterraines d'après les données de FAO, 2018. La superficie cultivée au Sénégal est estimée à 3,4 millions d'hectares, dont 2,5 millions d'hectares. La superficie forestière est de 8,4 Mha.

Cependant, l'agriculture sénégalaise reste assez dépendante de la pluviométrie à hauteur de 95 % pour seulement 130 000 ha de terres sont aménagées alors que le pays dispose d'un fort potentiel irrigable de 350 000 ha (FAO 2018). La mobilisation des eaux souterraines est limitée à 5%, malgré l'aménagement de nouveaux forages par l'État. La production agricole du pays dépend ainsi fortement de la qualité de l'hivernage. Cette agriculture est confrontée à de nombreuses contraintes parmi lesquelles les fortes variations pluviométriques à travers les années. Ce phénomène est l'une des contraintes pouvant provoquer de grands écarts dans la production.

Les produits d'exportation du Sénégal sont soumis à une forte instabilité des variations du marché, il en résulte une instabilité des recettes d'exportation.

Dans le monde rural, la majorité des agriculteurs disposent au moins d'un cheval ou d'un âne mais ils ne pratiquent pas souvent la traction bovine. En guise d'exemple, une enquête de la

⁴⁶ <https://agriculture.gouv.fr/sites/default/files/1506-ci-resinter-fi-senegal.pdf>

⁴⁷ PNUD Rapport sur le développement humain 2021-2022

fédération des Groupements Paysans de Mékhé a révélé « *que 2 % des exploitations sont soit sans équipement ni terre et 20 % des exploitations sont insuffisamment équipées* ».

Les membres des familles qui ne disposent pas de terre ou de moyen d'exploitation travaillent en général pour les autres exploitations servant ainsi de main d'œuvre. L'activité d'élevage qui de concert est pratiquée en même temps que l'activité agricole dans les petites exploitations a connu une certaine régression sous les effets de la cherté de l'alimentation de volaille et de la saturation du marché réduisant ainsi les revenus des agriculteurs.

Toutefois, certaines exploitations agricoles ont à leur possession quelques vaches. L'élevage de moutons et de chèvres occupe cependant une bonne place.

Ces animaux constituent une ressource monétaire pour le ménage en milieu rural.

Mais très souvent, ils servent à satisfaire les besoins de base dans les ménages (alimentation, fournitures scolaires, cérémonies). En effet en ce qui concerne le niveau d'éducation, la plupart des chefs d'exploitation n'ont pas été scolarisés. Certains ont fréquenté ou terminé l'école primaire, et seulement quelques-uns ont fréquenté au moins l'école secondaire. Ces dernières années, les progrès de la scolarisation des enfants ont permis d'augmenter sensiblement le niveau moyen d'instruction des ménages ruraux (Friedmann, 2014).

Cette scolarisation peut avoir un impact sur la productivité agricole. Néanmoins, certains jeunes sont jugés comme n'ayant pas réellement un pouvoir de décision. Mais certains n'ont pas accès aux ressources ni au foncier, et la plupart ne s'intéressent pas à l'agriculture. En revanche cette situation commence à changer avec une prise de conscience de la part des jeunes.

Ces dernières années, pour faire face à l'accès aux financements, les agriculteurs se regroupent en association. Ces regroupements ont d'importantes fonctions d'animation et de conseil agricole, par exemple ils permettent d'accéder à certains crédits via les mutuelles de crédit et d'épargne, d'accéder aux énergies renouvelables telle que l'énergie solaire, mais surtout de s'autofinancer grâce aux systèmes de tontines gérées en générale par les femmes. C'est une forme d'épargne qui leur facilite le préfinancement des activités de petits commerces, l'équipement domestiques et aussi assurer des dépenses exceptionnelles. Néanmoins, comparé à la tradition, les solidarités entre agricultures se sont effritées et les valeurs sociales et traditionnelles ont perdu face à la recherche effrénée de profits.

Le capital financier constitue un frein de l'agriculture sénégalaise.

En effet, outre la pluviométrie, les contraintes pour le développement de l'activité agricole sont le manque de financement et la faiblesse des ressources. Les agriculteurs se débrouillent pour trouver le moyen de mobiliser des financements, selon les circonstances et le type de production. Certains reçoivent parfois des prêts des commerçants qu'ils vont déduire pour

s'approvisionner après la récolte dans des modalités propices aux commerçants qui n'arrangent pas forcément le paysan. Très souvent, seules les exploitations familiales ayant des migrants ont la capacité d'assurer leur propre financement par l'intermédiaire des membres de la famille qui vivent en Europe. D'autres qui ont beaucoup de terres agricoles et qui manquent de moyens techniques et humains, se tournent vers le métayage ou bien le fermage.

Même si les agriculteurs rencontrent d'énormes difficultés pour l'obtention de fonds nécessaires pour l'achat de semences et d'engrais, les exploitations agricoles familiales continuent d'occuper une place importante dans l'agriculture sénégalaise, malgré les éclatements, la modernisation et la modification de la composition des familles et l'héritage.

2.2.1. Variations pluviométriques

L'agriculture au Sénégal est déterminée par deux caractéristiques fondamentales communes à toute la région sahéro-saharienne. Les précipitations varient quantitativement entre le sud et le nord. Les aléas climatiques et surtout pluviométriques, sont parmi les risques auxquels sont confrontés sans cesse les agriculteurs. En effet, un retard de démarrage des pluies, une pause longue des pluies en pleine saison agricole, une faiblesse des précipitations, l'invasion de criquets pèlerins ou autres nuisibles comme les sauterelles, les maladies des cultures sont autant de facteurs qui peuvent compromettre les activités agricoles et la production agricole. Ainsi une pluviométrie insuffisante ou une sécheresse suffisent pour impacter la qualité et la quantité de la production agricole. De même, une pluviométrie trop abondante causant des inondations peut entraîner des dégâts et des pertes au niveau des exploitations. Toutefois, il est rare que ces menaces concernent à la fois l'ensemble du pays. Certaines régions peuvent avoir un hivernage précoce et d'autres un hivernage tardif ou encore certaines une bonne récolte et d'autres une mauvaise récolte. A titre d'exemple et selon l'agence de l'aviation civile et de la météorologie (ANACIM), l'hivernage 2019 a été tardif sur une bonne partie du territoire dans les localités telles que les régions de Thiès, Kaffrine, Kaolack. Des pluies jugées « faux départ » ont été recensées sur le pays, ces pluies ne permettant pas un démarrage normal de la saison agricole car marquées par de longues pauses avec comme conséquence l'obligation de ressemer des graines. Et jusqu'en fin juin, les quantités de pluies recueillies variaient entre 0,5 mm et 50 mm. Elles ont été insuffisantes au Nord et au centre du pays avec une fin de saison précoce. Quant à l'hivernage 2020, la saison des pluies a été précoce (dès le mois de mai dans le sud du pays) et abondante sur l'ensemble du pays, causant d'énormes dégâts et inondation mais les cultures furent épargnées. Les récoltes ont été abondantes. Cela a été bénéfique pour la quasi-totalité de la population, après une année marquée par la crise du COVID entraînant des milliers de gens dans le chômage. Pour ce qui est de l'hivernage 2021, selon les prévisions de l'ANACIM, les conditions ne sont pas encore réunies pour un bon démarrage de la saison des pluies. Elles risquent d'être tardives et peu abondantes dans certains endroits. En 2022, les pluies ont été abondantes mais ont causé des dégâts non négligeables sur la Petite Côte sénégalaise ; en conséquence, les récoltes n'ont pas été bonnes.

Cependant, malgré cette forte dépendance à la pluviométrie, l'agriculture hors hivernage comme la culture de riz et la culture de la canne à sucre sont très représentatives.

2.2.2. Contraintes structurelles et financières

De fortes contraintes structurelles et financières impactent le secteur agricole et accentuent la vulnérabilité des agriculteurs. Nous pouvons rappeler que la dégradation progressive des sols résulte de la monoculture arachidière et du manque d'engrais adaptés. En effet, les obstacles liés à la dégradation des ressources naturelles et ceux liés à la fertilité des sols impactent l'activité agricole. La déforestation est de plus en plus répandue avec la disparition de la faune et des espaces de végétation. Dans certains endroits, on note la présence des cultures fruitières telles que les pommiers d'acajou et les manguiers ou d'espèces forestières dans le but de faire face à la déforestation. On note aussi une baisse notoire de la nappe phréatique poussant la plupart des villages à faire recours à un forage pour la satisfaction des besoins en eau potable.

En ce qui concerne les terres, ces exploitants agricoles possèdent moyennement de « 12,45 ha avec une forte variabilité (de 1 à 49 ha). L'ensemble des terres cultivées par exploitation est d'environ 5,21 ha, soit 0,82 ha par actif et 0,42 ha par personne » (FAO 2018).

Et pour le bétail, un grand troupeau était signe de prospérité. Aujourd'hui, les agriculteurs n'en disposent que rarement. Les quelques bœufs, chèvres ou moutons à leur possession sont finalement vendus ou utilisés pour subvenir aux besoins de la famille surtout lors des grands événements. Actuellement seules quelques rares familles disposent de troupeaux bovins.

Les cultivateurs de céréales disposent de quelques têtes de bétail utilisées pendant la saison sèche par les transhumants qui viennent du nord du pays. Cela joue un rôle dans la reproduction et l'engraissement du bétail mais aussi dans fertilisation des sols.

En outre, l'agriculture sénégalaise en milieu rural n'est pas à l'ère de la modernisation, les moyens techniques toujours utilisés restent rudimentaire et datent de l'année de l'indépendance en 1960. La maintenance de ce matériel vétuste est assurée par l'artisanat local. Or, un matériel agricole vétuste contribue à accentuer la vulnérabilité des agriculteurs et des éleveurs du Sénégal (Barbier, 2009). Comme nous l'avons mentionné dans les pages précédentes, les moyens techniques agricoles font défaut mais ne sont pas la seule limite pour les agriculteurs. Nous pouvons ainsi constater que malgré les nombreuses politiques agricoles, le secteur demeure rudimentaire. Les moyens utilisés ne sont pas assez modernes pour des rendements à grand échelle. D'ailleurs l'image du cultivateur sénégalais reste péjorative à certains endroits, où il est perçu comme un pauvre avec un niveau de vie faible. Cette limite financière est une contrainte pour le développement de leur métier de subsistance.

S'y ajoute les règles du commerce international, jugées délicates et lourdes administrativement pour les pays pauvres sur les normes sanitaires, phytosanitaires et techniques. Cette crise du

monde agricole et les nombreuses transformations socio-économiques qui l'accompagnent ont comme conséquences des mutations dans la composition et les valeurs, les rapports entre famille et exploitation agricole.

En effet, face à cette crise, des chefs de famille parvenant plus à assumer leurs obligations, en particulier de couverture alimentaire, font face à un recul de leur autorité.

Ceci devient inévitablement une source d'effritement de la hiérarchie traditionnelle familiale engendrant l'éclatement des centres de décision. Néanmoins, l'autorité du chef de famille demeure intacte dans la mesure où ses revenus agricoles et non agricoles lui permettent d'assumer pleinement ses responsabilités de chef.

Auparavant, l'aîné de la famille héritait entièrement de l'ensemble des devoirs et obligations du père. Il devenait le gérant du patrimoine foncier et matériel et continuait à assurer les besoins alimentaires de la famille. Quant aux autres membres de la famille, ils avaient l'obligation d'effectuer leur force de travail pour les travaux dans les champs collectifs et ceux du chef de famille ou monnayer leur force de travail auprès des autres exploitants. Toutefois, le recours des paysans à la main d'œuvre rémunérée a presque disparu avec la baisse de la production de l'arachide dont la récolte coïncidait avec une arrivée massive de travailleurs saisonniers en quête de travail. Aujourd'hui, cette main d'œuvre se raréfie

De nos jours, on assiste à un éclatement des familles, entraînant de fortes conséquences à l'instar du morcellement du foncier familial. Cet éclatement de la grande famille est la conséquence de la baisse de la productivité de l'agriculture, de la diversification des activités non agricoles et de l'amplification de l'immigration. Cette situation étant accentuée par la crise de l'agriculture l'est aussi par le processus de lotissement des villages dans les années 1970. Ainsi, chaque membre cherche à s'autonomiser et à se détacher pour des intérêts personnels. La solidarité autour du foncier, qui permettait un partage des terres entre villageois, commence à s'effriter, les parcelles prennent de plus en plus de valeurs foncières surtout quand elles sont héritées par une jeune génération qui se modernise.

Toutefois, les membres d'une même famille peuvent continuer à vivre dans la même concession, tout en disposant de champs séparés et que chaque famille assure ses dépenses quotidiennes. Cependant, grâce à l'entrepreneuriat, à l'immigration et aux activités de transformation des produits agricole, les femmes et les jeunes ont acquis plus d'autonomie et d'indépendance. Ainsi, les décisions familiales importantes sont prises de façon un peu plus collective avec une réelle influence des jeunes et des femmes (Friedmann, 2014).

En effet, la persistance de la crise de l'agriculture a façonné une économie rurale avec l'essor de nouvelles activités plus rémunératrices à savoir l'artisanat, les petits commerces et l'entrepreneuriat. En outre, elle a aussi favorisé une sorte de « révolution » dans les zones rurales qui se manifeste par l'immigration. Ces jeunes migrants se déplacent vers les côtes Mbour, Joal, Kayar, Saint-Louis... Ils travaillent dans le secteur touristique ou dans les autres activités liées à la pêche. Ceux qui se dirigent vers les Niayes travaillent comme ouvriers agricoles et d'autres s'orientent vers la capitale pour s'activer dans le commerce ou dans le bâtiment. En ce qui concerne les jeunes filles, elles vont généralement vers la capitale ou vers les grandes villes comme, Thiès, Mbour, Saint Louis... pour travailler comme employées de maison ou lingères, ou employée de restaurant avec des salaires au mois qui tournent autour de 15000 et 60000 F CFA (22, 90 € et 91,60 €). Avant, dans les zones rurales, la stratégie d'immigration la plus réussie est celle où la famille parvient à envoyer un de ses membres dans un pays européen, par exemple l'Italie, l'Espagne, la France ; pays développé pour un meilleur salaire. Ce voyage d'un membre de la famille est souvent géré de façon collective par l'ensemble des membres actifs. Le chef de famille avait la responsabilité de choisir parmi ses enfants le plus apte au voyage sous des critères tels que la capacité de débrouillardise. Cependant, de nos jours, des familles font face à l'immigration clandestines, d'initiative personnelle, nourrit en secret sans concertation avec les autres membres de la famille (Friedmann, 2014).

Cette analyse nous permet ainsi de comprendre que la crise de l'agriculture a de multiples conséquences sur la vie économique et sociale du monde rural qui se retrouve aujourd'hui obligé d'apporter de nombreux changements de mode de vie et d'organisations sociétales.

2.2.3. Concurrence des produits d'importation

Les deux théories du libéralisme et du protectionnisme continuent d'opposer les économistes. Tandis que certains favorisent le libéralisme avec tous ses avantages liés à la mondialisation, d'autres privilégient le protectionnisme pour une valorisation de la production locale. Cette opposition universelle reste une préoccupation majeure pour le système agricole au Sénégal où les agriculteurs subissent à grande échelle les effets de la forte concurrence des produits d'importation. Force est de remarquer que les produits qui subissent aujourd'hui cette concurrence sont le riz, les produits laitiers, les volailles, l'oignon, l'arachide. Nous allons prendre l'exemple du riz local qui doit faire face à la rude concurrence du riz importé, souvent en provenance d'Asie. Ce riz importé est moins cher sur le marché et a une meilleure facilité de cuisson selon le consommateur final. Il en est de même pour l'oignon importé qui détrône l'oignon local jugé de meilleure qualité selon la clientèle locale. Le même constat est observé avec l'arachide pour son huile. Cette dernière, paradoxalement, peine à trouver une matière première de bonne en raison de la concurrence des pays asiatiques, particulièrement la Chine. En conséquence, l'huile, occupe désormais la première place des importations pour les ménages qui l'achètent à un prix élevé.

Nous pouvons ainsi dire que le Sénégal, classé parmi les Pays les moins avancés, (PMA) avec une population qui s'active majoritairement dans l'agriculture, rencontre d'énormes difficultés à assurer une production agricole suffisante et de qualité.

Il est donc de plus en plus urgent de définir et de mettre en œuvre des politiques et stratégies de transition d'une petite agriculture familiale très peu productive vers une agriculture productive, compétitive et surtout durable.

En effet, des actions autres que la mise en place d'écoles et de postes de santé, de moyens techniques comme des puits, des mini forages et forages, des moulins pour piler le mil afin de soulager les travaux physiques et intenses menés par les femmes, doivent être prises en compte pour permettre le renforcement du système agricole lui permettant de faire face au déficit de la balance commerciale et d'assurer une bonne couverture de la demande.

Cependant, les actions doivent s'accompagner d'une meilleure implication des organisations de producteurs qui maîtrisent au mieux les changements dans l'environnement et les exploitations agricoles.

La majorité des agriculteurs rencontrés se plaignent de « l'importation massive de produits sur le marché ». Toutefois, pour faire face à l'importation des produits de première nécessité, il est essentiel de moderniser l'agriculture, d'augmenter les capacités de production, d'améliorer la qualité des produits, de créer les conditions adéquates de commercialisation.

Dans ce contexte, l'objectif de cette thèse est aussi de démontrer que l'agriculture est capable de s'ouvrir à d'autres opportunités de développement en utilisant le tourisme comme un marché propice pour sa commercialisation.

C'est ainsi un moyen « d'exporter » les produits sans franchir les frontières.

2.3. Développement et développement durable au Sénégal

Il est important de faire un petit rappel historique des théories de développement. Nous avons sélectionné quelques-unes parmi elles qui trouvent toute leur pertinence dans cette étude. Il s'agit donc des théories de la croissance économique, des théories de la dépendance et des théories du développement durable ainsi que des événements qui ont marqué ce dernier. En effet, selon la théorie des étapes de la croissance économique de Walt Whitman ROSTOW,⁴⁸ élaborée en 1960, le développement n'est qu'une question de temps et la croissance économique suit un processus de différentes étapes qui se succèdent et sont déterminées d'avance. Ainsi, selon Walt Whitman ROSTOW le sous-développement n'est qu'un retard de développement car toutes les sociétés ont leur propre rythme en matière de développement et elles doivent traverser d'un moment en un autre le processus de cinq (5) étapes. Il met en exergue ces étapes à savoir la société traditionnelle, le démarrage économique, le décollage économique, la phase de maturité et enfin la société de consommation de masse. La société traditionnelle se caractérise par une prédominance du secteur agricole. C'est une société qui ne vit que de l'exploitation de la terre; son évolution est lente et ses valeurs et croyances sont fondées sur la tradition et le fatalisme. La croissance démographique et l'organisation familiale sont importantes. La majeure partie de sa population travaille dans le secteur primaire. Quant à la période de démarrage économique (take-off en anglais) elle correspond à des mutations profondes dans tous les secteurs. L'épargne, les investissements, les techniques permettent à l'agriculture et aux industries d'obtenir des gains de productivité. Puis arrive le décollage économique, où, selon Rostow, la société finit par renverser les obstacles et les barrages qui s'opposaient à la croissance régulière. Durant cette période, le taux d'investissement passe d'environ de 5 % à plus de 10 % du revenu national. Grâce aux nouvelles techniques qui se généralisent, le secteur primaire libère un réservoir de main d'œuvre qui sera capté par le secteur secondaire. Ce dernier à son tour émerge, produit des biens durables, et facilite le développement du primaire et du tertiaire.

Ensuite vient la phase de maturité lorsque tous les secteurs bénéficient des progrès techniques, des inventions technologiques majeures, et des changements organisationnels importants. Le taux d'investissement avoisine les 20 % et plus.

⁴⁸ https://fr.wikipedia.org/wiki/Modèle_de_croissance_par_étapes_de_Rostow

Enfin la société de consommation de masse, qui se caractérise par le changement de la composition de la main d'œuvre, par une élévation des niveaux de vie, par la satisfaction des besoins fondamentaux (nourriture, logement, vêtement) et des besoins tertiaires (transport, loisir, communication).

Même si cette théorie a suscité de vives critiques, à l'instar de celle d'Alexander Gerschenkron (1982) qui démontre que certains pays en retard de développement, profitant du vécu des pays riches, sautent ces étapes et connaissent un rattrapage accéléré.

À l'évidence, les caractéristiques de l'étape de la société traditionnelle et de l'étape des conditions préalables au décollage, se reflètent respectivement dans la position actuelle des « pays les moins avancés » et celle des pays en voie de développement.

2.3.1 La théorie de la dépendance

Les théoriciens de cette approche, à l'instar de Samir Amin, Celso Furtado, Ander Gunder Frank et Arghiri Emmanuel, se sont intéressés à la situation des pays « sous-développés » et leurs relations économiques avec les pays développés; échange jugé inégal par ces derniers. Ils considèrent que le sous-développement est causé par le transfert du surplus économique des pays du Sud vers les pays du Nord. Il s'est d'abord opéré directement à travers le pillage des ressources et la main d'œuvre durant la colonisation, puis indirectement après les indépendances par le rapatriement des bénéfices des investisseurs du Nord vers leur pays d'origine et aussi par l'intermédiaire de la dette et par la division internationale du travail. Il s'agit ici de la division traditionnelle du travail, processus selon lequel les pays développés fabriquent des biens manufacturés et des services tandis que les pays pauvres occupent le rôle de fournisseurs de matières premières y compris agricoles. De plus, ces matières premières sont achetées à bas prix par les pays riches ; une fois transformées en biens manufacturés, elles sont revendues cher aux pays pauvres, qui se retrouvent donc d'être à la fois fournisseurs et consommateurs. Cette situation a permis aux pays du Nord d'accélérer leur décollage et donc leur développement tandis qu'elle a retardé le développement des pays pauvres d'où l'idée selon laquelle le sous-développement de certains pays serait le résultat du développement des autres. Selon Samir Amin, le sous-développement et la dépendance des pays pauvres envers les pays riches se renforcent et restent perpétuels car le modèle d'échange ne rend pas possible l'industrialisation des pays pauvres. Ces derniers dans la division du monde en un centre et une périphérie, les pays développés occupent le centre et sont aux commandes. Ainsi, certains pays en voie de développement n'arrivent pas à passer l'étape de décollage économique car ils sont enfermés dans un nombre de « cercles vicieux » qui les maintiennent dans la dépendance vis à vis des pays développés. Idem, la dépendance financière se renforce, de même que la dépendance technologique, ce qui freine toute possibilité de développement des pays en voie de développement. Et pour s'en sortir, toujours selon ces théoriciens, les pays pauvres n'ont aucun avantage et doivent modifier leur relation économique avec les pays riches.

2.3.2. Les théories du développement

Les modèles de développement économique d'après-guerre, ne prenaient pas en compte l'environnement. L'idée était de produire plus et de tout reconstruire. Ils étaient basés sur la surexploitation des ressources et le gaspillage. Certaines ressources naturelles se raréfient, d'autres disparaissent. L'environnement subit de fortes pressions de la part de l'homme. Les dérèglements, les catastrophes et les accidents se répètent. Dès 1951 déjà, l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) publia son tout premier rapport sur l'état mondial de l'environnement. Toutefois, la problématique du développement durable voit le jour à partir des années 1970 -1980 suite à une prise de conscience sur l'environnement. C'est ainsi que commencèrent les premiers forums. L'idée étant de concilier l'économie, le social et l'environnement. Les courants écologiques montent en puissance, plusieurs rapports furent publiés. Le club de Rome à travers sa publication « Halte à la croissance » marque un tournant décisif pour un changement de mode de production. Un nouveau modèle mettant en avant l'environnement et développement est proposé par Maurice Strong à Founex (Suisse) à la veille de la conférence des Nations Unies sur l'environnement à Stockholm. Les équipes de chercheurs (du Nord et du Sud), réunies lors de cette conférence ont mis en avant des stratégies de développement socio-économiques équitables et respectueuses de l'environnement avec le terme d'écodéveloppement. Selon l'un des théoriciens de ce modèle, Ignacy Sachs, les modes de développement du Nord et du Sud dégradent l'environnement et génèrent la pauvreté alors qu'environnement et développement sont indissociables. Même si le terme d'écodéveloppement n'a pas fait long feu dans le jargon institutionnel, l'idée d'un développement à la fois économique, social et écologique continue de faire parler avec différentes appellations : développement soutenable, développement vivable et enfin développement durable. Ce dernier fait son apparition en 1980 dans l'ouvrage de la « stratégie mondiale de la conservation » publié par l'Union internationale de la conservation de la nature (UICN). Cependant, c'est le rapport de Brundtland en 1987, de la commission mondiale de l'environnement et le développement de l'organisation des Nations Unies et présidé par celle-ci qui a rendu célèbre le concept de développement durable. Ce rapport, par son message fort « *notre avenir à tous* » s'est fait connaître à travers le monde entier et définit le développement durable comme « *un développement qui répond aux besoins présents sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs* ». (Leander, 1987, p 15)

Dans « *les moissons de la cupidité : une bombe politique au Nations Unis, développement viable et valorisation environnementale. Enjeux, menaces et perspectives* », Jean Marie Breton (dir) nous explique comment « Birgitta Leander est la véritable auteure du rapport de Brundtland, » dont elle explique minutieusement la genèse du rapport et ses conditions d'adoption par les Nations Unies. Elle venait de débiter sa carrière au siège des Nations Unies, et devait préparer l'un des documents de référence de la conférence sur les enjeux environnementaux organisée en 1972 à Stockholm. L'objectif était de favoriser une prise en conscience mondiale des problèmes environnementaux, de concevoir de nouveaux modes de consommation, qui tiennent compte de l'environnement⁴⁹. Pour Birgitta Leander, « les efforts en faveur du développement humain devraient ainsi constituer la finalité de tout développement. Ils devraient prendre en compte les résultats positifs aussi bien que négatifs de la croissance et de s'efforcer de minimiser les seconds au profit des premiers. »

Ainsi, il y eut le sommet de Rio en 1992 à travers « *la déclaration de Rio sur l'environnement et le développement* » et de l'Agenda pour le XXI siècle (Agenda 21) sur le développement social, la population, la pollution, les changements climatiques. Après Rio, les rendez-vous internationaux sur les principes de développement durable se sont succédé. Parmi eux, la conférence de 1994 au Caire sur la population et le développement, suivi du sommet mondial de 1995 de Copenhague. Puis la conférence de l'habitat II sur le développement des établissements humains à Istanbul en 1996 et le sommet mondial de l'alimentation qui s'est tenu à Rome la même année. Ensuite la conférence européenne des villes durables en 1994 à Aalborg et en 1996 à Lisbonne.

En 1997, s'est tenu à New York l'assemblée des Nations Unis pour le bilan de l'action 21. Toujours en 1997, le Traité d'Amsterdam pour l'emploi, la citoyenneté européenne, la lutte contre le terrorisme et la protection de l'environnement. Lors de la conférence annuelle des pays signataires de la convention cadre sur les changements climatiques, le protocole de Kyoto, qui vise la réduction des émissions de gaz à effet de serre fut signé. De surcroît, lors de la conférence de Hanovre en 2000, pour l'évaluation de la conférence de Lisbonne, fut signé la déclaration du millénaire pour un développement mondial qui met en place huit objectifs pour le développement à savoir « *réduire l'extrême pauvreté et la faim ; assurer l'éducation primaire*

⁴⁹ « Les moissons de la cupidité. Une bombe politique au Nations Unis », Jean Marie Breton (dir) Développement viable et valorisation environnementale. Enjeux, menaces et perspectives, Série « Iles et pays d'Outre-Mer », vol. 4, KARTHALA - CREJETA, Paris 2006, pp. 21-44.

pour tous ; promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ; réduire la mortalité infantile ; améliorer la santé maternelle ; combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies ; préserver l'environnement ; mettre en place un partenariat mondial pour le développement. »

En outre, il y eut la conférence de Bonn pour les changements climatiques en 2001 et celle de Johannesburg l'année suivante, axée sur le social.

Nous ne pouvons pas finir cette partie sans parler de la 26e conférence des parties des Nations Unies sur les changements climatiques (COP26), qui se tient actuellement (du 1er novembre au 12 novembre 2021) à Glasgow (Royaume-Uni). Les thèmes portaient sur « *de l'adaptation et la résilience, la nature, la transition énergétique, le transport routier propre, la finance* ». Pendant la conférence, des pays se sont engagés pour la neutralité carbone pour l'aide aux pays pauvres (pour faire face aux dégâts climatiques), à l'arrêt de la déforestation, à la réduction de 30 % des émissions mondiales de méthane. Lors de cette conférence, l'agriculture a été abordée à cause de son impact sur le climat (artificialisation, déforestation, émission de gaz à effet de serre). Des mesures ont été prises afin d'allier production agricole (satisfaction des besoins de la population) et arrêt de la déforestation. Des innovations agricoles sont évoquées pour une agriculture durable. En ce qui concerne le tourisme et selon l'organisation mondiale du tourisme, l'objectif est de réduire de moitié les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 et atteindre zéro émission d'ici 2050.

2.4 L'importance du développement durable au Sénégal

Depuis son introduction dans le paysage médiatique sénégalais suite à la conférence de RIO de 1992 le concept de développement durable est l'idée qui soutient que les sociétés humaines ont l'obligation de vivre et *de répondre à leurs besoins sans compromettre l'avenir des générations futures et leurs capacités à subvenir à leurs propres besoins*.

Les Objectifs de développement durable (ODD), également appelés objectifs mondiaux, constituent un appel mondial à agir pour l'éradication de la pauvreté, la protection de la planète et l'assurance d'une vie saine dans la paix et la prospérité. Malgré quelques évolutions, le Sénégal est grandement en retard afin de pouvoir répondre aux critères de développement durable. En effet, faisant partie des pays pauvres, comme le démontre l'évolution de son indice de développement humain (IDH), le Sénégal demeure un territoire sous développé qui est loin d'atteindre les objectifs du développement durable malgré les avancées constatées dans l'économie nationale. Ainsi, en 2011 et 2014, le taux de croissance est respectivement passé de 2,6% et de 4,9%. Ce qui donne un impact minime dans l'indice de développement humain, dont son évolution est lente. Car entre 2011 et 2014, il est passé de 0,458 à 0,466⁵⁰.

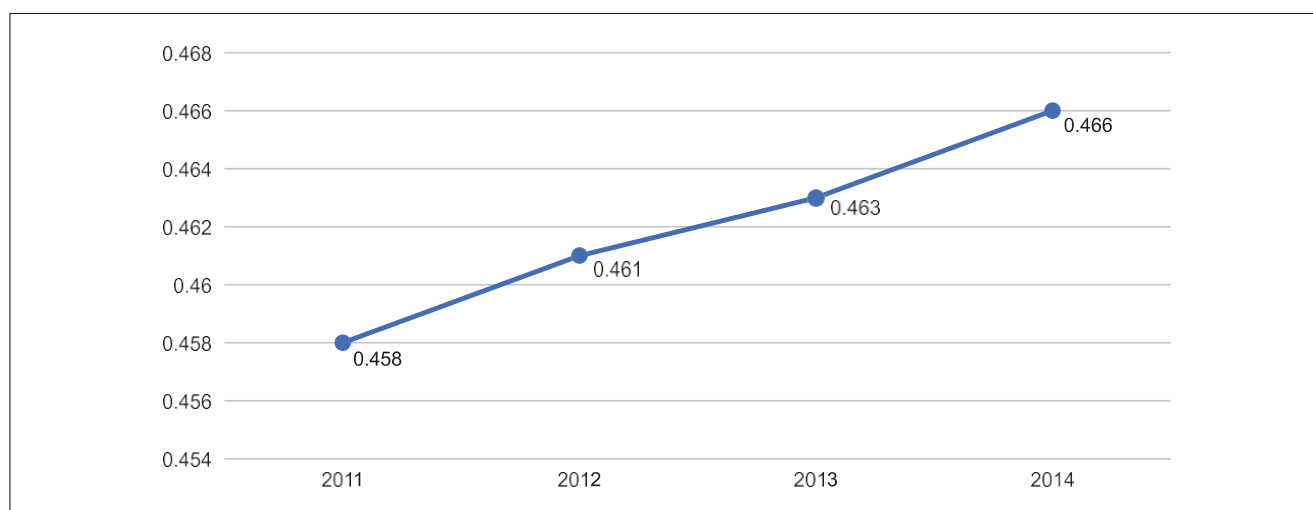


Illustration 21 : Figure 4 – Évolution de l'indice de développement humain au Sénégal

Source : Rapport sur le développement humain en Afrique 2016

⁵⁰ <https://www.fao.org/3/CA0044FR/ca0044fr.pdf>

On note une progression en 2019 qui passe 0,512 selon la même source.

2.4.1. Les politiques de développement durable

Suite à la conférence de Rio en 1992, le Sénégal s'engage à apporter des réponses favorables aux recommandations de l'Agenda 21. Ainsi une commission nationale de développement durable (CNDD) est mise en place. Par la suite, le plan national d'action pour l'environnement (PNAE) est adopté afin de mettre en place la stratégie nationale de développement durable (SNDD) conformément aux engagements de Johannesburg. La stratégie nationale de développement durable sert de référence aux politiques et stratégies environnementales telles que la stratégie pour la réduction de la pauvreté, la stratégie de la croissance accélérée, le programme national de développement local (PNDL), le plan d'action sur les modes de production et de consommation durables (MPCD). Ainsi, les politiques environnementales ont permis de mettre en place des objectifs tels que l'exploitation durable des ressources forestières et des espèces fauniques, la préservation de la biodiversité, l'amélioration de la qualité de vie en milieu rural et urbain, le renforcement de la capacité de gestion des ressources naturelles et enfin la gestion communautaire des aires protégées. Le but de ces politiques est de réduire les inégalités et d'éradiquer la pauvreté afin d'aboutir au développement durable. Actuellement, c'est un nouveau modèle de développement qui assure la continuité de ce qui précède. En effet, le plan Sénégal émergent (PSE), est une politique de développement durable qui consiste à mettre en place un équilibre entre les différentes activités productrices et gérer convenablement l'environnement à travers des axes stratégiques à savoir: *« l'accroissement du niveau de sensibilisation et d'éducation et de connaissances des acteurs pour un développement durable, la promotion de modes de production et de consommation durables, la promotion d'un développement équilibré et harmonieux, le renforcement des mécanismes de coopérations sous-régionales, régionales et internationales en matière de développement durable, le renforcement des principes et mécanismes de bonne gouvernance pour un développement durable et les mesures et actions pouvant contribuer à la prise en compte des questions émergentes et à l'atteinte des Objectifs de développement durable post 2015 »*⁵¹. Ainsi, nous allons approfondir en étudiant de manière plus détaillée les différentes initiatives politiques du Sénégal en faveur du développement durable. En effet, Sénégal a pris d'importantes mesures stratégiques dans le cadre du Développement durable. Il a établi un cadre de planification, juridique et institutionnel

⁵¹ Plan Sénégal émergent

permettant de conduire une implication de plusieurs acteurs qui ont élaboré plusieurs documents stratégiques. Ces documents traitent des recommandations lors des conférences de Rio et des Sommets de Johannesburg, nous pouvons citer le Plan National d'Action sur les Modes de Production et de Consommation Durables, le PANA, Plan National d'Adaptation aux Changements Climatiques le PNA/MPCD, mais aussi le SPNACB, Plan National d'Action pour la Conservation de la Biodiversité sans oublier le PNAE, Plan National d'Action pour l'Environnement). Le Sénégal a aussi mis en place le PGES, le PODES, Plan de Gestion Environnementale et Sociale le Plan d'Orientation pour le Développement Économique et Social, ainsi que le PAN/LCD, Plan d'Action National pour la Lutte contre la Désertification. Il a aussi élaboré le DPES, Document de Politique Économique et Sociale, l'Analyse Environnement Pays (AEP), les Rapports sur l'État de l'Environnement, les lettres de Politique Sectorielle. Ces documents se sont multipliés avec le PAN/LCD, Plan d'Action National pour la Lutte contre la Désertification, la SPNACB Stratégie et le Plan National d'Action pour la Conservation de la Biodiversité le PANA Plan National d'Adaptation aux Changements Climatiques, le PAN/MPCD Plan National d'Action sur les Modes de Production et de Consommation Durables sans oublier le CNIS-GDT, Cadre national d'investissement Stratégique pour la Gestion Durable des Terres.

Dans le cadre du Plan Sénégal Émergent, le Sénégal a élaboré en 2005 le SNDD, projet de Stratégie Nationale de Développement Durable, le DRSP, Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté. Le PSE est aussi accompagné par, la CNDD, Commission Nationale de Développement Durable, le COMNACC, Comité National Changement Climatique sans oublier les Comités régionaux de développement durable ainsi que les Comités régionaux de changement climatique. La durabilité a été rajoutée dans la formulation de l'ensemble des documents de planification. Une démarche a été instaurée dans le système de planification afin d'encourager une gouvernance sur la base des normes du développement durable.

En 2012, le rapport national sur le développement durable a été aussi mis en place. Dans le cadre de la conservation de la biodiversité nous pouvons noter la création des Aires marines communautaires protégées et de Réserves naturelles rurales qui ont contribué considérablement à la protection des zones végétales. En vue de lutter contre la déforestation et la dégradation des terres, le PSP ; le programme de gestion participative des forêts, le programme PROGEDE de gestion durable et participative des énergies traditionnelles et de

substitution, ainsi que le programme d'appui sénégalais allemand pour le secteur des combustibles domestiques PSACD ont été mis en œuvre.

Ces différents programmes et projets ont permis de s'organiser contre la surexploitation du charbon de bois, de mieux gérer les ressources en eau, l'agriculture et de lutter contre l'érosion côtière. Nous pouvons aussi citer le GMV), Projet de la Grande Muraille Verte, celui du Village du Millénaire, et des Bassins de Rétention et des Lacs Artificiels, Programme Eco-villages. Sans oublier l'Appui à la création d'opportunités d'emplois verts dans le milieu rural, le PASEF, Projet d'Amélioration et de Valorisation des Services des Écosystèmes Forestiers), la VALEURS qui est un Projet de Valorisation des Espèces pour une utilisation durable des Ressources et le CPPS, Projet Centre de Production Propre du Sénégal. Ainsi, toutes ces initiatives, démontre l'engagement du Sénégal à mettre en place une économie solide basée sur le développement durable⁵² (ministère de l'environnement et du développement durable, 2015).

⁵² Stratégie nationale de développement durable, Sénégal 2015, ministère de l'environnement et du développement durable

2.4.2. Les obstacles au développement durable

Les politiques et stratégies de développement durable au Sénégal mettent en avant l'éradication de l'extrême pauvreté afin d'améliorer les conditions de vie des populations. Cependant, de nombreux obstacles d'ordre financiers, institutionnels et juridiques, ont entravé le processus pour la gestion de l'environnement avant de conduire à l'échec certaines de ces politiques et stratégies de développement durable. En effet, au niveau financier, les moyens ne suffisent pas pour assurer de manière adéquate la gestion de l'environnement. Certaines collectivités manquent drastiquement de moyens pour faire face à de telles compétences. Au niveau institutionnel, certaines stratégies pour l'environnement n'ont pas été adoptées comme prévu. C'est le cas de la stratégie nationale de développement durable qui, même si elle a servi de référence, elle n'a pas fait long chemin. On note également un manque de coordination et d'implication de certains décideurs. Au niveau juridique, on note un manque de connaissances notoires sur les lois qui régissent l'environnement, la forêt, la chasse, les ordures ménagères et autres déchets dangereux.

En conclusion les initiatives pour un développement durable présentent plusieurs failles parmi lesquelles nous pouvons citer une insuffisance de l'harmonisation des différentes politiques, l'inexistence d'indicateurs de développement durable pour le suivi et l'évaluation des résultats, l'absence ou la faiblesse de financements nécessaires. Le développement durable est aussi confronté à la complexité du phénomène de changement climatique avec l'absence de données sur l'impact des déchets, des transports, de l'utilisation des terres, de la déforestation, du phénomène d'effet de serre ainsi que le manque notoire de moyens matériels de mesures climatiques, l'inexistence de modèles pour une meilleure connaissance des réalités climatiques du pays, l'absence de politique solide de lutte contre les changements climatiques.

2.5. Le concept de développement durable en milieu agricole et touristique et autres activités connexes

Selon l'agence nationale de la statistique et de la démographie du Sénégal, « *le taux de pauvreté monétaire est estimé à 37,8% en 2018/2019, soit une baisse de cinq points par rapport à 2011 (42,8%) à la suite des travaux de raccordement* ». La pauvreté est plus visible dans le monde rural avec la crise de l'agriculture qui a engendré les bouleversements que nous avons d'étudié dans les parties précédentes. Actuellement les données économiques démontrent que le milieu rural présente un retard en matière de développement durable, ce qui se reflète sur plusieurs domaines que nous allons parcourir en fournissant les chiffres des statistiques nationales.

- **Éducation**

D'après les chiffres de l'agence nationale des statistiques du Sénégal, à peu près un Sénégalais sur deux, âgés d'environ dix ans dont 45,4%, sont lettrés. Cependant, le pourcentage est de 53,7% chez les hommes et 37,7% chez les femmes. Les statistiques aux écoles dévoilent 2 852 983 inscrits avec 170 351 soit 6,0%, au préscolaire ; 1 521 572 soit 53,3% au primaire ; 701 577 soit 24,6% au moyen ; 321 799 soit 11,3% au secondaire et enfin 137 684 soit 4,8% au supérieur. On note des écarts entre le milieu rural et le milieu urbain, dus sûrement à l'éloignement des écoles et des moyens financiers. Dans le milieu rural on retrouve 57,3% du nombre total de ces apprenants. Mais les chiffres vont régresser. En effet, au préscolaire, les filles sont plus nombreuses avec 51,2% alors les garçons représentent 48,8%. Le milieu rural commence à enregistrer des baisses et se retrouve avec un pourcentage de 35,4% pendant que le milieu urbain enregistre 64,6%. Au primaire, les zones rurales ont la plus forte proportion d'élèves à 51,2% par rapport aux zones urbaines avec de 49,8. Les filles dominent de 51 % dans les zones rurales et urbaines, alors que les garçons représentent 49 %. Cependant, les zones rurales sont à majorité masculine (51,4%), tandis que les zones urbaines sont à majorité féminine (51,3%). Au premier cycle du secondaire, les trois quarts des élèves sont en zone urbaine et un quart en zone rurale. Toutefois, les filles sont minoritaires en milieu rural (38,7%) mais majoritaires en milieu urbain (45,4%). En ce qui concerne l'enseignement

supérieur, 60,5 % des étudiants sont des hommes contre 39,5 % de femmes. Cet écart résulte du faible taux de féminisation (27,0 %) en milieu rural avec environ 17 240 étudiants.⁵³

Nous pouvons aussi souligner que malgré les grandes évolutions dans le domaine de l'éducation, dus surtout aux différents programmes éducatifs, surtout en milieu rural, le Sénégal a encore de grandes avancées à effectuer pour espérer atteindre un niveau de développement social et durable surtout en ce qui concerne le maintien des filles à l'école... En matière de formation professionnelle, les femmes sont généralement plus défavorisées que les hommes. 92,5% de femmes n'ont pas accès à une formation contre 86,3% d'hommes. Selon l'ANSD.

- **Santé**

Le ministère de la Santé et de l'action sociale du Sénégal a mis en place une politique de santé visant à fournir des services de santé adéquats et équitables à ses citoyens, en tenant compte des conditions de travail. Pour atteindre cet objectif, il faut assurer la décentralisation des services de santé de qualité et la création de conditions de travail décentes pour tous les agents de santé. Selon l'agence Nationale des Statistiques, il y'a un taux brut de mortalité générale de 8%, il reste plus élevé en milieu rural avec (9‰) contre (6‰) en milieu urbain. La mortalité infantile quant à elle est à 54%, dont 61% masculine. Avec (63%) milieu rural et (42%) en milieu urbain. La mortalité maternelle est aussi élevée dans l'ensemble du Sénégal avec 434 pour 100 000 naissances vivantes. En effet, d'après l'ANDS, il y a 459 décès pour 100 000 naissances dans les zones rurales contre 398 dans les zones urbaines. L'espérance de vie à la naissance est estimée à 64,8 ans. Les femmes vivent également plus longtemps que les hommes en moyenne (66,5 ans contre 63,2 ans), selon l'ANSD. On constate également qu'il existe un écart de cinq ans entre le milieu urbain (67,4 ans) et le milieu rural (62,7 ans). Selon l'ANDS, les femmes sénégalaises ont encore une fécondité élevée, une Sénégalaise ayant généralement en moyenne 5,1 enfants en fin de fécondité. Pour les femmes vivant en milieu rural, la proportion est encore plus élevée (6,2 enfants) qu'en milieu urbain (4,1 enfants). Le système de santé reste précaire, ceci justifie les récentes manifestations observées au niveau des hôpitaux. La colère monte, les populations fustigent la prise en charge des patients par le personnel de santé. De l'autre côté, les agents de la santé sont constamment en grève pour dénoncer leurs mauvaises conditions de

⁵³ Agence nationale des statistiques et de la démographie

travail et l'emprisonnement de leurs collègues suite à des événements déplorables tels que l'incendie au niveau de l'hôpital de Tivaoune causant la mort de 11 bébés et la mort d'une femme à l'hôpital de Louga. Ce qui a entraîné des confrontations entre la population et le personnel médical.

Le taux de pauvreté national est passé de 46,7 % en 2011 à 34,6 % en 2015. La part rurale reste élevée à 57,1%, contre 41,2% pour les zones rurales et autres zones urbaines et 26,1% pour Dakar en 2011. 34,7 %.

- **L'élevage**

L'élevage extensif domine encore largement dans la pratique au Sénégal et est caractérisé par la mobilité. Cette activité est jugée par ses effets négatifs environnementaux qui à leur tour, ont un impact négatif sur le système de production d'élevage. Cependant, le Sénégal dispose d'une législation sur l'organisation des itinéraires de transport du bétail et les conditions d'utilisation des pâturages et des abreuvoirs pastoraux. Ce décret réglemente les procédures pour mettre fin aux différends entre agriculteurs et éleveurs en créant un cadre d'arbitrage qui favorise l'entente avec la Commission de conservation des pâturages. Toutefois, sa mise en place sur le terrain est confrontée à des difficultés avec des affrontements fréquents entre acteurs de l'agriculture et de l'élevage. Ceci se manifeste par l'exploitation agricole des rares zones réservées aux parcours des éleveurs et le non-respect de la délimitation des limites de ces derniers par rapport aux zones de culture. Par conséquent nous assistons à un manque de reconnaissance de l'élevage comme activité productive et de son potentiel d'amélioration de la fertilité des sols.

En termes de chiffre, Le cheptel sénégalais se compose principalement d'ovins (37,4%), de caprins (31,9%) et de bovins (21,9%). Le nombre total de troupeaux sénégalais en 2011 était de 15 354 685 (ANDS, 2012). Le secteur avicole comptait 43,6 millions de têtes de bétail en 2011. Sur le plan économique, l'élevage est une source de revenus assez importante, ainsi qu'un moyen d'épargne et d'entrepreneuriat, en particulier dans les zones rurales. La production de lait, de viande et la fourniture de peaux, de cuirs, de fertilisants, fait de l'élevage un important levier de développement économique national.

- **La pêche**

Elle joue un rôle important dans l'économie sénégalaise, contribuant à 7,5% du PIB du secteur primaire et à 2,2% du PIB total en 2012. Les exportations se sont élevées à 254 milliards de francs CFA⁵⁴. La pêche a un impact positif sur les équilibres commerciaux. Elle crée également des emplois puisqu'elle représente plus de 17 % de la main-d'œuvre ; 600 000 personnes y travaillent, dont 400 000 sont engagées dans la pêche traditionnelle. Cette dernière touche une frange de la population et génère un chiffre d'affaires estimé à 106 milliards de FCFA (ANDS, 2012). Toutefois, la pêche est confrontée à de nombreuses contraintes majeures parmi lesquelles nous pouvons citer la présence d'une surcapacité dans la pêche et la surexploitation des stocks clés, ainsi qu'une faible réglementation de l'accès aux ressources halieutiques. Le secteur est confronté à des faiblesses dans la gestion et la réglementation des activités industrielles, ainsi qu'à un manque de consultation et d'implication des parties prenantes dans la gestion des activités. Il existe également des problèmes de financement et de contrôle de la gestion. Or, face à la forte exploitation industrielle, elle nécessite un système de contrôle et de surveillance maritime. Le nombre et la qualité du personnel chargé de la gestion des pêches et de l'infrastructure de base nécessaire au maintien de la chaîne du froid font également défaut.

- **L'industrie**

Les industries sénégalaises se sont développées principalement dans les domaines de l'agro-industrie, de l'industrie chimique, de l'industrie minière, de l'industrie textile et de l'industrie énergétique. Sa part dans le PIB du pays est passée de 19,8% à 20,6% entre 1997 et 1998 (source ministère des finances). Cette tendance s'est accentuée ces dernières années. Toutefois, malgré ces réalisations impressionnantes, le domaine fait face à une faible sophistication technologique et à l'obsolescence des outils de production. Ces carences contribuent à la dégradation de l'environnement constatée à Dakar et dans la Région Est du Sénégal, où sont implantées 90 % entreprises industrielles. En effet cette industrie, confrontée à une absence de politique de développement et de modernisation, rencontre d'énormes difficultés. Elle est caractérisée par une faiblesse des unités de production, des coûts élevés des éléments de production tels l'énergie et les matières premières. De même, l'industrie subit la baisse du pouvoir d'achat et la concurrence des produits importés sur le marché local ainsi qu'aux problèmes de compétitivité à l'international. En outre, nous observons aussi un manque d'une main d'œuvre

⁵⁴ Agence nationale des statistiques et de la démographie

qualifiée, de l'inefficacité des politiques industrielles, sans oublier les problèmes d'accès au financement et le manque d'assistance technique vis à vis des PME.

- **L'artisanat**

Le secteur de l'artisanat sénégalais fait face lui aussi aux problèmes de compétitivités des biens et des services et face aux produits importés. Ceci est le résultat de faibles capacités de production et d'un manque d'organisation et de formation des acteurs. De plus le secteur est caractérisé par un faible niveau d'équipement pour ses acteurs. Les artisans rencontrent des problèmes d'approvisionnement en matières premières, d'accès aux financements adéquats, d'absence de politiques de promotion. Actuellement, l'artisanat subit la crise du tourisme international qui constituait un important marché pour le secteur.

- **Énergie**

La maîtrise de l'énergie et de l'efficacité énergétique est la principale mission des stratégies et politiques énergétiques. L'objectif principal est la réduction de la dépendance du pays dans le domaine de l'énergie, de réduire les factures pétrolières du pays et offrir à la population une énergie accessible et à moindre coût. Le Sénégal entre ainsi dans une nouvelle phase de sa politique énergétique avec la découverte d'importants gisements de gaz et de pétrole au sein du territoire. La découverte de ces ressources naturelles offre des possibilités pouvant permettre au Sénégal d'atteindre la sécurité énergétique et d'accroître l'accès aux zones rurales promouvoir la croissance économique et le développement durable. Pour cela il faut asseoir une politique efficace, transparente et durable des ressources naturelles énergétiques.

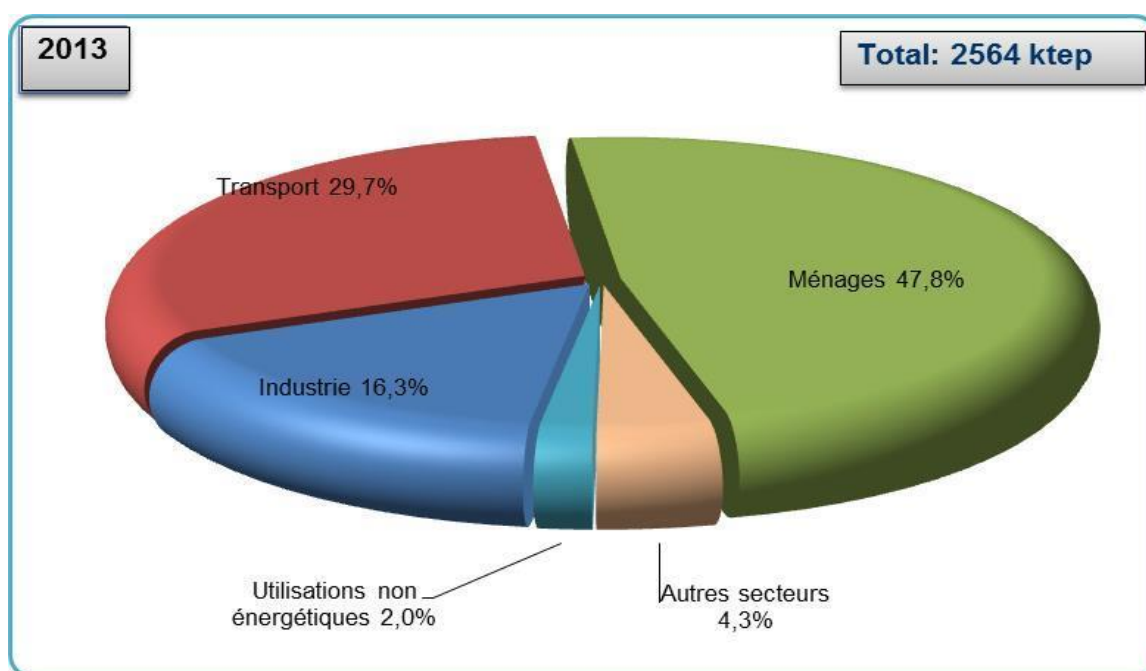


Illustration 22 : Figure 6 – Consommations finales par secteur
Source : SIE-Sénégal 2014

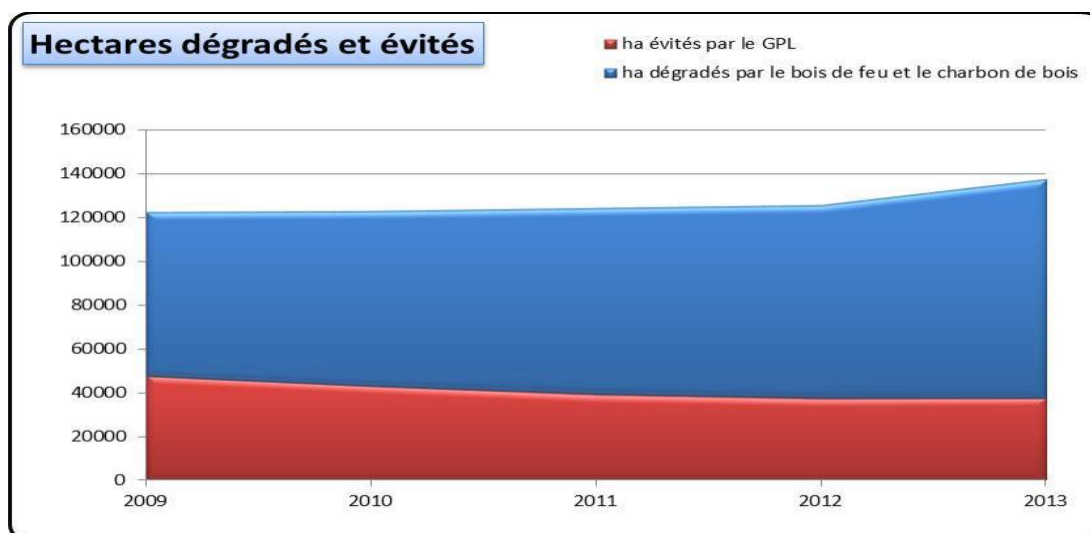


Illustration 23 : Figure 7 – Évolution des superficies de forêts dégradées par l'exploitation du feu de bois et le charbon de bois et préservées par le GPL (Gaz et pétrole lampant)
Source : SIE-Sénégal 2014

- **Le transport**

Le secteur du transport sénégalais est confronté à des difficultés avec le réseau routier qui est inégalement réparti et gravement dégradé. L'offre de services de transports publics urbains est insuffisante et le parc national est vétuste. L'état des véhicules favorise la pollution de l'air surtout dans la région de Dakar, entraînant des effets négatifs sur la santé de la population. Le système ferroviaire territorial est en déclin avec de très faibles performances malgré la création du train express régional (TER) qui parcourt l'axe Dakar Diamniadio. Cependant, le trafic aérien connaît des avancées significatives avec la création d'une compagnie nationale Air Sénégal. Cependant, elle est peu performante mais avec un potentiel peu exploité. Néanmoins, le secteur du transport est confronté à un manque d'organisation ; toutefois, des projets tels que la mise en place des bus rapides transit (BRT) pourront contribuer à moderniser le secteur.

- **Le commerce**

Les problèmes du secteur commercial du Sénégal limitent l'approvisionnement du marché intérieur, sans oublier la cherté des produits. Ces problèmes sont également liés au manque d'opportunités pour intervenir et surveiller le marché ; le marché intérieur et extérieur est faible et peu diversifié. Le secteur d'organisation ainsi que certains segments de marchés sont monopolisés. Toutefois, le secteur est largement dominé par l'informel, nécessitant ainsi une modernisation, grâce au développement de la grande et moyenne distribution et à la mise en place d'une organisation allant du stockage, au conditionnement en passant par la commercialisation des produits locaux.

Cette précédente étude économique nous permet de mesurer le niveau de développement précaire qui caractérise le Sénégal en général et les zones rurales en particulier d'où la nécessité de mettre en place des politiques économiques équitables basées sur la notion de durabilité.

2.5.1 L'agriculture durable

La notion d'agriculture durable est dérivée des 27 principes du développement durable lors de la conférence de Rio 1992. Elle se définit comme étant une agriculture économiquement viable, écologiquement saine et socialement équitable. (Zahm et Al, 2019)

Son objectif est de limiter la contribution de l'exploitation à l'effet de serre, l'utilisation excessive des pesticides, la prolifération de déchets, la dégradation des sols, ainsi que l'utilisation des ressources naturelles. L'objectif premier est de développer de nouvelles pratiques, ou de réinventer certaines pratiques anciennes, sans pour autant nuire aux ressources naturelles tout en augmentant la production agricole dans le but de répondre aux besoins alimentaires de la population.

Auparavant, au Sénégal, les questions de durabilité de l'agriculture n'étaient pas d'actualité. Ceci s'explique par la qualité traditionnelle de l'agriculture, qui est aussi saisonnier et surtout vivrier. En effet, les agriculteurs s'activaient sur de petites surfaces pour les besoins alimentaires familiaux de premières nécessités selon le calendrier des pluies. Cette forme d'agriculture n'avait pas d'impact négatif sur l'environnement. Cependant, depuis plusieurs décennies, l'agriculture, vivrière et commerciale est entrée dans une phase de modernisation suscitant donc des activités responsables de la dégradation de l'environnement. En effet, les politiques accélérées de développement agricole ont entraîné des phénomènes collatéraux impactant négativement l'environnement par des effets touchant les ressources telles que la terre et le végétal et une mauvaise gestion foncière.

Des projets visant à redynamiser l'agriculture en restaurant la fertilité des sols, comme le programme de Phosphatage de fond, ont échoué face aux réalités de la production agricole, et les acteurs ne participant pas à ces réalités n'ont pas pu s'impliquer davantage. Toutefois, avec l'augmentation constante de la demande, les différentes politiques agricoles accélérées, la concurrence des produits importés, les changements climatiques et les besoins d'amélioration des conditions de vie, l'agriculture Sénégalaise doit entrer dans la sphère du développement durable.

En revanche, une agriculture durable au Sénégal nécessite d'abord la résolution des problèmes liés au foncier qui demeure un problème majeur pour les agriculteurs.

De plus, il est primordial de favoriser la décentralisation économique grâce à la mise en place d'acteurs locaux dans la stratégie de création et de la répartition des richesses afin de veiller à ce que les agriculteurs ne soient pas mis à l'écart.

Ils doivent disposer de moyens financiers et matériels nécessaires pour l'atteinte de la durabilité et être au cœur des négociations avec les partenaires de commercialisation (commerçants, industriels).

Nous pouvons affirmer que l'agriculture durable ou soutenable est tout simplement l'application à l'agriculture des principes du développement durable. Il est donc question d'assurer la production de nourriture, de bois et de fibres en tenant compte des limites de l'environnement, économiques et sociales qui assurent la durabilité de la production.

En effet, l'agriculture durable ne doit pas porter atteinte à l'intégrité des personnes et des êtres vivants. Elle doit limiter l'utilisation des pesticides qui peuvent fragiliser la santé des agriculteurs et des consommateurs, et participer à la protection de la biodiversité.

Quant à l'agriculture intensive accélérée, qui est pratiquée depuis des années, elle offre des rendements satisfaisants, cependant elle détruit aussi les sols et pollue l'environnement.

En effet, afin de pouvoir maintenir les rendements, il est nécessaire d'augmenter les quantités d'eau, de matériels, et de pesticides.

Le réveil mondial sur la nécessité de limiter l'utilisation des ressources naturelles et de limiter la pollution des sols, de l'air et de l'eau, conduit vers une nouvelle agriculture durable.

Cette dernière constitue la modernisation des principes mêmes de l'agriculture ancestrale, qui était marquée par la préservation des ressources, le recyclage des déchets et la protection des semences et espèces.

Pour atteindre les normes de durabilité, l'agriculture sénégalaise doit répondre aux principes suivants :

- Préserver les ressources naturelles ;
- Mettre en place un système pour recycler les déchets végétaux et animaux dans le but de maintenir la fertilisation et la préservation de la qualité des sols ;
- Mettre en place un processus pour transformer ces déchets en énergie ;
- Veiller à la limitation des gaz à effet de serre ;
- Favoriser les circuits courts en matière de consommation ;
- Limiter la pollution avec les engrais et pesticides nocifs ;
- Privilégier les alternatives naturelles ;
- Suivre le parcours des produits pour une meilleure sécurité alimentaire ;

- Conserver la biodiversité ;
- Conserver les terres agricoles et lutter contre l'avancée du désert ;
- Prendre soin des animaux ;
- Respecter l'humain, améliorer sa santé et maintenir des conditions favorables au travail ;
- Promouvoir un développement durable local ; (Ebaka, 2022).⁵⁵

Le Sénégal devra faire face à ces divers défis à l'avenir pour assurer la sécurité alimentaire de sa population, améliorer les revenus ruraux et faire face à une planification urbaine massive et à une expansion démographique rapide.

Il sera question non seulement d'une augmentation de la production qui est actuellement déficitaire, mais aussi d'améliorer sa qualité tout en ménageant les ressources naturelles. Les revenus des agriculteurs devront augmenter pour assurer leur bien-être social ainsi que leur sécurité alimentaire. Car l'agriculture est un secteur dont le développement favorise l'amélioration des conditions de vie des populations par l'augmentation des revenus.

Face à ces défis de développement, la politique agricole doit évoluer vers la quête d'une sécurité alimentaire basée sur la préservation des ressources.

Il devient donc urgent de mettre en place de nouvelles politiques de développement agricole qui visent une production rentable dans un environnement sain et compétitif.

⁵⁵ <https://www.adiac-congo.com/content/une-agriculture-durable-pour-un-developpement-durable-142250>

2.5.2. Le tourisme durable

Le tourisme durable est défini par l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT) comme « *un tourisme qui tient pleinement compte de ses impacts économiques, sociaux et environnementaux actuels et futurs, en répondant aux besoins des visiteurs, des professionnels, de l'environnement et des communautés d'accueil* ». Il vise ainsi à atteindre l'équilibre entre les différents piliers du développement durable dans le processus de production et de réalisation de produits touristiques.

Le développement des milieux ruraux et touristiques fragiles est possible dans la mesure où les activités économiques sont diversifiées tout en protégeant les ressources naturelles et le patrimoine culturel.

Le tourisme durable sous ses nombreuses formes sera un instrument important pour le développement économique et social des destinations touristiques et des zones rurales.

Son apport pour l'amélioration des revenus de la population, par le développement durable des productions agricoles et artisanales est essentiel pour la protection de l'environnement.

En définitive, mieux organiser cette activité avec une approche durable cohérente et participative contribuera au développement de nouvelles formes économiques respectueuses des paysages, de la protection culturelle et des critères de durabilité.

Différentes formes de tourisme tournent autour du tourisme durable.

Écotourisme

C'est une forme de tourisme pratiquée en milieu naturel.

L'OMT définit l'écotourisme comme une forme de tourisme qui vise à faire découvrir un milieu naturel tout en préservant son intégrité, qui comprend une activité d'interprétation des composantes naturelles ou culturelles du milieu, qui favorise une attitude de respect envers l'environnement, qui repose sur des notions de développement durable et qui entraîne des bénéfices socioéconomiques pour les communautés locales et régionales.

Ce type de tourisme est entré dans le programme des universités et écoles de tourisme au Sénégal, et est pratiqué au niveau des îles du Saloum, sur la Petite Côte, à Saint Louis et en Casamance.

Tourisme équitable

Destiné à consolider les relations entre les pays riches et les pays pauvres, ce tourisme est une branche du commerce équitable.

Son objectif est de permettre aux communautés locales de mieux s'impliquer dans l'accomplissement de la prestation touristique afin de bénéficier des retombées économiques pour l'amélioration des conditions de vie. Ce type de tourisme prône le partage équitable des retombées économiques, pour faire de l'activité un véritable moyen de cohésion économique en favorisant le recrutement d'un personnel local, l'approvisionnement en produits locaux et le partage des retombées économiques. Le tourisme équitable contribue ainsi à l'amélioration des conditions de vie des populations rurales. Il propose principalement des activités locales mises en œuvre par la population locale, favorisant ainsi la promotion du patrimoine culturel.

La population locale participe à la gestion des hébergements touristiques et à la conception des circuits. Les avantages sociaux, culturels et financiers du tourisme équitable affectent positivement la vie de la population locale.

Tourisme solidaire

Ce type de tourisme vise à créer des relations étroites entre les touristes et la population locale basées sur la notion de solidarité. En effet au cours de son voyage, le touriste va chercher à contribuer à l'amélioration des conditions de vie de la population d'accueil.

Il pose des actes de développement local, par le biais de financements de projets sociaux ou à travers des actions humanitaires de bénévolat.

Le tourisme solidaire concerne un type de voyageur particulier dont le motif de voyage est caractérisé par la volonté de poser des actions concrètes de contributions économiques ou sociales à la vie des autochtones dans le respect des personnes, des cultures et de la nature.

Tourisme responsable

Le tourisme responsable ou éthique prône une nouvelle façon plus responsable de voyager.

Le touriste responsable est celui qui respecte la culture, la tradition et l'environnement du pays hôte.

Tourisme social

C'est une forme de tourisme qui a pour objectif de créer les conditions permettant à toutes les tranches d'âge de la population d'user de leur droit de vacances.

Ainsi, pour réglementer ces différents types de tourisme, l'OMT a élaboré le code mondial d'éthique du tourisme

Toutefois l'aménagement de la station de Saly n'est « pas basé sur les critères de durabilité du tourisme définis par l'OMT ». En effet, l'occupation des terres littorales par les structures hôtelières au niveau du site, privatisant la plage ferme l'accès à la mer pour les habitants. Les espaces jadis réservés aux activités de cultes et de tradition sont de plus en plus occupés par les hôteliers, déformant ainsi l'occupation spatiale de ce village.

L'absence d'un plan d'aménagement répondant aux normes du tourisme durable pour la zone et le manque d'implication des pouvoirs décisionnaires traditionnels de la communauté rurale sur l'implantation des structures dans la station, a favorisé la naissance d'objectifs contradictoires avec des conflits entre les différents acteurs surtout dans le domaine du foncier (Diombera, 2013). A la suite de l'aménagement de Saly, les habitats, autrefois regroupés en concessions, se sont dispersés. Des familles ont éclaté.

Il est important de noter que l'aménagement est une étape importante du tourisme durable. Elle doit avoir comme base la préservation de l'environnement et le respect des libertés et du bien-être de la population par chaque projet sur leur site.

Ainsi, à défaut d'une politique d'aménagement adaptée et une démarche d'intégrité, le développement du tourisme ne sera pas durable (Diombera, 2013). La maîtrise de l'aménagement touristique est donc un élément important du tourisme durable. L'aménagement de Saly n'a pas validé tous les critères pour un tourisme durable.

En effet, c'est le nombre de structures réalisées qui a été privilégié au détriment de la qualité des sites. Par exemple, la société d'aménagement de la Petite-Côte (SAPCO) a omis d'aménager des corridors et des allées de promenades de Saly du Nord au Sud, afin de faciliter l'accès des plages aussi bien aux touristes qu'à la population autochtone. En outre, l'intensification de l'érosion côtière observée sur la Petite Côte n'est que la conséquence du non-respect des critères de tourisme durable lors de l'aménagement.

Cependant, la meilleure façon de forger un tourisme durable au Sénégal est de rompre avec ce type d'exploitation actuel et d'impliquer réellement les populations locales en les protégeant de la pression de certains investisseurs qui ne recherchent que le profit et qui ignorent les futures conséquences de leurs réalisations. Autrement dit, il est question de mener la gestion des processus de développement touristique de manière participative, stratégique et prospective en vue de limiter les conséquences désastreuses sur les populations et sur l'environnement (Diombera, 2020).

Le tourisme durable apparaît alors comme le préalable essentiel à l'offre de tourisme côtier qui avec comme autre but la limitation des effets négatifs sur l'environnement, et surtout de préserver les ressources et le bien être des communautés locales. Il est donc primordial de prendre des mesures nécessaires pour parvenir à lutter contre la dégradation de l'environnement et des ressources naturelles afin de répondre aux conventions internationales lors des prochains aménagements de sites. Il s'agit, ainsi, d'une meilleure organisation de l'activité touristique qui a tendance à échapper à la maîtrise des professionnels et de l'État et qui évolue souvent en dehors du cadre réglementaire (Diombera, 2020).

L'écotourisme est défini comme étant une forme de tourisme responsable, durable, équitable, vert, écologique, et selon une définition qui regroupe l'essentiel des termes ; c'est un tourisme « respectueux de la nature des écosystèmes de l'environnement et qui implique les populations. Un tourisme à la base fait par les populations et pour les populations.

Ce type de tourisme est actuellement promu au Sénégal avec des aménagements tels que l'Aire marine protégée de Bamboung. Cette dernière est située sur le bolong Bamboung, près de Toubacouta, dans le sud du Sine-Saloum. Elle est devenue un bel exemple de tourisme durable au Sénégal. Cet aménagement est composé de 72 espèces de poissons qui y ont été recensés. L'AMP du Bamboung s'étend sur 6 800 ha et est divisée en plusieurs zones :

L'aire marine centrale, d'une longueur de 15 kilomètres et d'une superficie d'environ 3 km² disposant d'une nappe phréatique au niveau de « l'île Coco » en plus des sources d'eau souterraines. Le milieu dispose de conditions favorables capables de maintenir un environnement adéquat pour la faune aquatique.

Ensuite la zone tampon, qui couvre une superficie d'environ 1 km², relie « l'aire centrale et est dotée de mesures de conservation des ressources ichtyologiques et le reste du réseau » du delta du Sine Saloum, qui est ouvert à l'exploitation.

Et enfin la zone terrestre, constituée de mangrove et d'une partie continentale. La végétation y est abondante avec le développement de différentes espèces de palétuviers.

Ces derniers constituent des matières organiques qui permettent de faire vivre la faune estuarienne.

« L'île Coco » représente la zone continentale, elle occupe 15 à 20 % de la surface de l'Aire marine protégée de Bamboung. Cette dernière dispose aussi un campement d'hébergements écologiques dénommé Keur Bamboung avec neuf chambres en cases avec salle de bain privative. Les cases sont fabriquées à base de matériaux traditionnels en terre crue, en paille et en bois et la restauration est purement biologique.

La zone est entièrement gérée par les habitants de 14 villages environnants

Nous pouvons dire que des engagements des gouvernements, des populations locales et des touristes, avec l'exemple de l'air marine protégée de Bamboung sont des alternatives pour un tourisme responsable et durable qui est un espoir de changement.

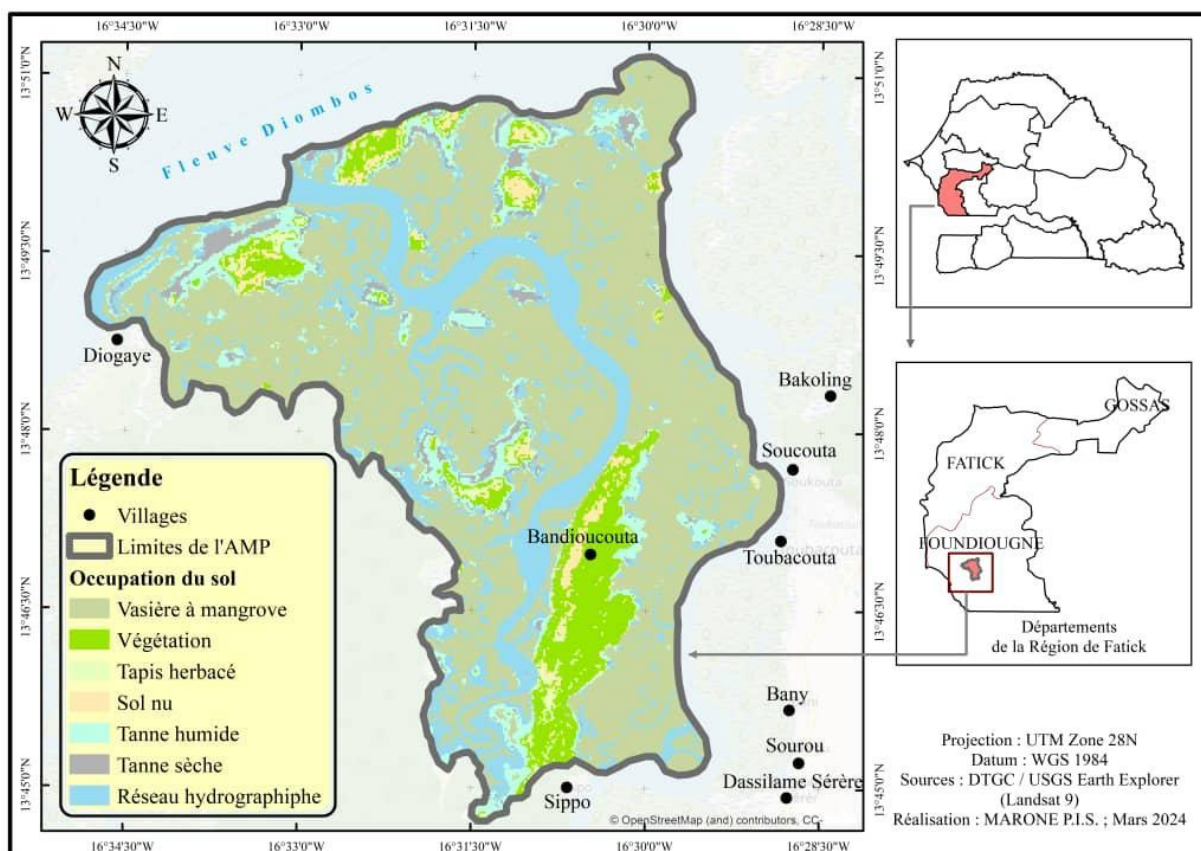


Illustration 24 : Carte 6 – Localisation de l'AMP de Bamboung

Source : Auteure

La création d'espaces similaires peut être facilitée avec les nouveaux règlements qui prônent le développement des activités économiques dans le respect de la protection de l'environnement. En effet, le code de l'environnement sénégalais préconise que *« tout projet de développement ou activité ne doit nullement porter atteinte à l'environnement, de même que les politiques, les plans, les programmes, les études régionales et sectorielles, devront faire l'objet d'une évaluation environnementale. »*

Pareillement, dans la charte du tourisme sénégalais, le ministère du tourisme s'engage à : *« Initier des activités touristiques qui respectent l'équilibre des écosystèmes, la biodiversité tout en préservant les espèces fauniques et florales, les modes de vies et croyances des populations locales, exercer des activités bénéfiques pour l'économie nationale et aux populations dans le strict respect de l'éthique et de la déontologie des métiers du tourisme ; associer les populations aux métiers du tourisme »*

Le Sénégal dispose d'un potentiel naturel qui lui permet de diversifier et de moderniser son tourisme, il y a l'exemple de la région de la verte Casamance qui est souvent pris en exemple pour l'écotourisme. Cette dernière, située dans l'extrême sud du Sénégal est arrosée par son long fleuve de plus de 300kms qui s'étend jusqu'à Ziguinchor, la plus grande ville de la région. C'est le lieu des Diolas qui y représentent l'ethnie majoritaire. Ce sont des peuples authentiques qui sont restés fidèles à la tradition par les modes de vie, la religion et la culture.

On y retrouve des fêtes traditionnelles telle la cérémonie d'initiation à la vie d'adulte. La zone est accessible par la route nationale, par avion et par bateau.

Ziguinchor est situé au sud de la rive de l'estuaire du fleuve de la Casamance, est la plus grande ville de la zone. Ancienne escale pour les négriers portugais au XVIème siècle, son nom est dérivé de « zguinchos », appellation des populations qui y vivaient.

L'île de Carabane marque un passé colonial, elle abrite l'ancien comptoir colon et l'ancienne église bretonne, de même qu'une église portugaise et d'un cimetière où demeure le tombeau de l'ancien commandant de troupes, le capitaine Protêt.

On y retrouve également de nombreux villages au cœur de la forêt tels que Thionk-Essyl, Affiniam, Kafountine. La Casamance abrite les villages du royaume d'Enampore et de Séléki, caractérisés par les cases à impluvium et la riche tradition diola. Le village Oussouye, qui vit toujours le système de royauté est conservateur de la culture et de la tradition. Quant au Cap Skirring, c'est une zone balnéaire dotée de belles plages. Sans oublier le village de Diembering qui attire aussi les touristes. La Casamance se distingue par ses nombreuses potentialités naturelles, dont un fleuve de 300 km de long, un incroyable écosystème marin riche en bolongs

et de vastes forêts et mangroves, de Kafountine en passant par Carabane et Abéné jusqu'au Cap Skirring. Elle dispose de nombreux parcs ornithologiques et de réserves qui attirent de nombreuses variétés d'espèces animalières.

Elle est ainsi un univers d'oiseaux venus du monde entier qui trouvent refuge au niveau de l'île des oiseaux de Kalissaye à l'ornière de Kassel à Djilapaor à d'Elinkine ou à l'île du diable de Sédhiou (Diombera, 2020).

En conclusion, avec ce riche patrimoine, le Sénégal a les moyens de valoriser plusieurs autres types de tourisme qui répondent aux normes de durabilité établies par l'OMT.

Ces différents types de tourisme durable jouent un rôle économique, social et environnemental. En effet, sur le plan économique, ils valorisent les ressources naturelles tout en garantissant une croissance équitable. Sur le plan social ils réduisent les inégalités tout en veillant au respect des traditions. Et enfin sur le plan environnemental, ils participent à la préservation des écosystèmes, à la gestion des ressources naturelles et à la réduction des impacts écologiques.

SCHÉMA DU DÉVELOPPEMENT DURABLE DU TOURISME

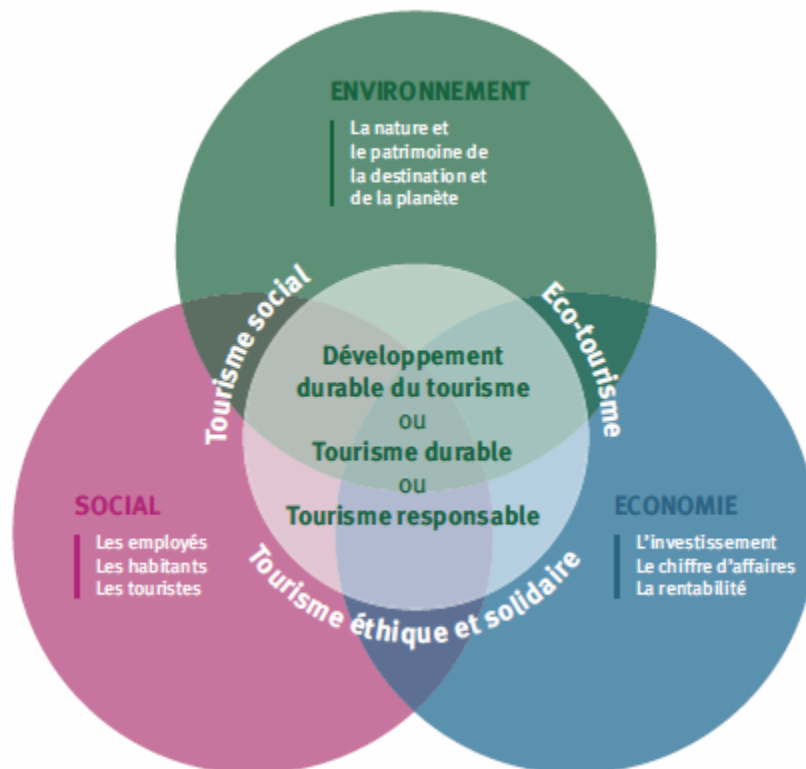


Illustration 25 : Figure 8 – Schéma du développement durable du tourisme
Source : Atout France

Conclusion du chapitre 2

À la lumière de tout ce qui précède, en premier lieu, nous avons pu voir que le principal pilier de l'économie sénégalaise est le secteur agricole qui concerne « 70 % » de la population et fournit de nombreuses matières premières à l'agro-industrie à travers une forte production d'arachides, de coton, de céréales, de fruits et de légumes.

La majorité de la population vit de l'agriculture et cette dernière est assurée par une main d'œuvre émanant généralement du monde rural où agriculteurs et éleveurs s'efforcent de satisfaire les besoins d'une population sans cesse grandissante.

« En effet, le PIB agricole est évalué à 1 217,0 milliards de FCFA en 2018, soit une hausse de 9,1% par rapport à 2017. Le secteur contribue à hauteur de 9,4% du PIB national et de 62,8% de la valeur ajoutée (en terme nominal) du secteur primaire »⁵⁶.

Le Sénégal compte sur le développement de l'agriculture entre autres pour réduire la pauvreté et assurer la sécurité alimentaire. Nous constatons que la majeure partie de la population pauvre vit dans le monde rural, où l'agriculture et ses sous-secteurs constituent la principale ou la seule source de revenus et d'emplois.

Une saison agricole réussie garantit ainsi aux populations un meilleur accès aux produits alimentaires de base et de surcroît une hausse de revenus. Car bien qu'étant une agriculture à prédominance vivrière et familiale, de plus en plus d'agriculteurs se tournent vers la commercialisation de leurs produits. On note une forte présence de femmes dans le milieu qui sont à la fois productrices et transformatrices assurant ainsi une autonomie alimentaire et financière en cas de bonne récolte.

Le secteur agricole dans le monde rural constitue un moyen efficace de lutte contre l'exode rural et l'immigration pour des raisons économiques. Force est de constater que la pauvreté, la faim, le chômage sont des raisons qui poussent la population jeune active à l'exode vers la capitale et les grandes villes ou à l'immigration dans les cas extrêmes.

L'agriculture sénégalaise est confrontée à la forte concurrence des produits d'importation de première nécessité.

⁵⁶ Agence nationale des statistiques et de la démographie, situation économique et sociale du Sénégal 2017-2018

Cependant, les besoins sont contraints par le faible pouvoir d'achat de certains consommateurs urbains, ce qui tend à freiner les opportunités de développement de l'industrie agro-alimentaire. La plupart des consommateurs signalent un problème avec le rapport qualité-prix.

On observe aussi le développement d'une classe moyenne urbaine qui a de nouveaux besoins centrés sur des produits faciles d'emploi, de qualité et de disponibilité régulière.

Toutefois, au regard du dynamisme actuel des « *nouvelles filières vivrières commerciales* » et de leur potentiel diversification, entre autres ; par la voie de la transformation agro-alimentaire, mais face aux nouvelles pratiques de consommation des populations, un large champ d'opportunités pour le développement des filières de produits locaux et sous-régionaux en Afrique de l'Ouest se dégagent logiquement » (Broutin, 2012, p 6).⁵⁷

Dans cette partie, nous avons également pu parler en deuxième lieu du développement et du développement durable. Nous avons fait un bref rappel historique des différentes théories de développement dont nous avons jugé importantes dans cette étude. Nous avons également fait part de la place du développement durable au Sénégal, de son application, des politiques de développement durable, des obstacles au développement durable sans oublier le concept de développement durable en milieu agricole et touristique.

Même s'il n'est pas aisé d'appliquer en bonne et due forme le développement durable de manière globale à cause de sa complexité et des moyens financiers qu'il nécessite, sa mise en place est nécessaire voir indispensable pour tous les pays, Nord comme Sud.

Ce qu'il faut retenir ici pour le cas du Sénégal, c'est la volonté des politiques de parvenir à un développement durable en mettant principalement en avant des stratégies de réduction de la pauvreté, de la difficulté de réduire les inégalités sociales, de répondre aux exigences des populations locales pour l'amélioration des conditions de vie.

Il est également important de retenir qu'il n'est pas aussi facile d'appliquer la durabilité dans le tourisme et dans l'agriculture. Dans ces derniers, les stratégies pour de meilleurs résultats économiques occupent plus de place que les questions liées au social et à l'environnement.

Toutefois, quand on met en perspective agrotourisme et développement durable, on s'aperçoit qu'on a affaire à deux approches différentes. L'un d'eux vient du petit agriculteur qui lutte pour survivre dans l'espace local en agissant comme une entreprise individuelle. Une autre approche consiste à partir d'une réalité plus intelligente, scientifique, imprégnée de certains indices, mais

⁵⁷ <https://www.inter-reseaux.org/publication/58-valorisation-des-produits-locaux-face-aux-defis-une-diversite-de-solutions/comprendre-la-demande-des-villes-pour-valoriser-les-produits-locaux/>

surtout, pas encore existante, statistique et scientifique (météorologie, astrophysique, biologie) pour commencer, climatique) ; l'action politique se situe au niveau planétaire et universel plutôt qu'au niveau proche. D'un côté, les acteurs locaux, de l'autre, les scientifiques et les militants mondiaux. La relation entre ces deux approches est encore moins claire, car l'expression de la volonté n'est pas uniforme dans les deux approches. Certains grands producteurs se targuent d'être les protecteurs de la nature, tandis que certains mondialistes prétendent protéger les intérêts acquis des travailleurs les plus riches. (Gautrat, 2004)⁵⁸.

⁵⁸ www.cairn.info/revue-ecologie-et-politique1-2004-

II. DEUXIEME PARTIE : TOURISME ET AGRICULTURE AU SÉNÉGAL : CONCURRENCE ET NÉCESSITE D'UNE MISE EN DURABILITÉ

Introduction de la partie 2

Comme nous l'avons évoqué précédemment, l'agriculture a toujours été une priorité pour le Sénégal, ce qui se justifie par les financements de l'ordre de 231,797 milliards de FCFA, soit 7,8% et l'accent mis sur la structuration de la filière arachidière, ainsi que sur la mise en place de 150 à 200 microprojets de soutien à l'agriculture familiale selon le plan Sénégal émergent.

Le secteur touristique a aussi bénéficié d'une enveloppe de 47,622 milliards de FCFA destinée à financer des projets de développement touristique. En effet, il est prévu avec le plan Sénégal émergent la création de quatre incubateurs micro-touristiques et la formation de 750 micro-entrepreneurs touristiques. Il faut aussi noter la mise en place du fond d'impulsion, la création de 10 grandes zones touristiques et la conception d'une véritable politique de promotion.

Le secteur de l'agriculture et celui du tourisme représentent ainsi des priorités de développement économique et social pour le territoire sénégalais. Le tourisme est un secteur essentiel de l'économie des pays en développement car les revenus qu'il génère procurent de nombreux avantages économiques. Cette activité intéresse beaucoup les chefs d'entreprise et les partenaires au développement dans de nombreux pays. Le tourisme est un moyen indéniable de contrecarrer la pauvreté car il peut améliorer la situation de la balance des paiements des pays pauvres caractérisée par de nombreux obstacles. Cependant, l'absence d'une politique touristique cohérente et bien planifiée, le manque de financement et la concurrence intense sur les marchés étrangers entraînent une baisse de la part de marché touristique des pays pauvres comme le Sénégal. Cette baisse s'est traduite par un recul dans le classement africain en tant que l'une des cinq premières destinations. La politique touristique mise en place au début des années 1970 visait principalement la diversification, la promotion et la commercialisation des produits, et prévoyait l'ouverture et l'investissement de plusieurs offices de tourisme en Europe. Toutefois, ces deux activités, à savoir le tourisme et l'agriculture, doivent être pratiquées en respectant les normes de durabilité afin de pouvoir s'ériger en leviers de développement durable.

Les conséquences du tourisme et de l'agriculture sur les ressources naturelles, sur la biodiversité et sur la dégradation du milieu de vie des populations doivent pouvoir être limitées par des démarches durables.

Il est donc primordial d'encourager une évolution vers un tourisme équitable qui prend en compte la notion écologique, culturelle et rurale.

Dans ce sillage, le développement des complémentarités agriculture-tourisme dans le cadre de la mise en œuvre de l'agritourisme se présente comme une alternative au tourisme de masse. Ainsi cette étude tentera au mieux de vérifier les hypothèses, selon lesquelles, pour parvenir à un développement équilibré, il est indispensable de prendre en considération tous ces domaines dans un contexte global et durable.

Avec nos études en tourisme, nous avons appris que cette approche ne pourra se faire qu'à travers la vulgarisation de l'agritourisme qui est une alliance entre le tourisme et l'agriculture. Cette forme de tourisme renfermerait des atouts inestimables qui lui permettraient de rivaliser avec ou de compléter les prestations, actuellement en vogue au Sénégal que nous allons étudier tout au long de cette thèse.

CHAPITRE 3 : ANALYSES THÉORIQUES ET EMPIRIQUES

Dans le livre « *fondement d'économie du tourisme* », *de plus en plus de pays à économie émergente, en particulier les pays de l'hémisphère sud ou d'Europe de l'Est, sont de plus en plus attirés par le développement de l'économie touristique comme une opportunité d'intégration dans l'économie mondiale. En général, l'industrie du tourisme, selon le cas, est un moyen d'amorcer un processus bénéfique de développement économique et social pour échapper à la pauvreté.* Jean Louis CACCOMO

C'est cette volonté de sortir du sous-développement que prônent les théories de la dépendance du développement économique. Rappelons que selon ces dernières, il faut en finir avec les causes du sous-développement. Ces théories mettent en avant la cause principale selon laquelle les bénéfices des pays du Sud sont rapatriés vers les pays du Nord. Les pays développés sont aux commandes et ont le contrôle des économies des pays sous-développés à travers les pillages de ressources, les échanges commerciaux inégaux et la fuite des capitaux.

Les autres théories dont nous avons fait état dans cette étude, sont les théories de développement durable. Celles-ci parlent de la nécessité de rompre avec le modèle économique qui conduit à l'épuisement des ressources. Il s'agit là de « *répondre aux besoins présents sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs* ». Ainsi, l'économie, le social et l'environnement sont mis en avant.

Notre étude porte sur des méthodes qualitatives, par la suite complétées par des données quantitatives.

Selon Pierre Paillé et Alex Mucchielli, (2012, p15), l'analyse qualitative « *peut être définie comme une démarche discursive de reformulation, d'explicitation ou de théorisation de témoignages, d'expériences ou de phénomènes. C'est en quelque sorte « une activité de l'esprit humain tentant de faire du sens face à un monde qu'il souhaite comprendre et interpréter, voire transformer. Cette activité fait appel à des processus qui sont ceux de la pensée qualitative de l'être humain ordinaire pensant avec intelligence le monde autour de lui, avec des types de cognition et de présence au monde bien décrits par diverses écoles théoriques* ⁵⁹ . » En effet, cette méthode permet au chercheur d'observer de plus près, d'entrer dans le champ d'étude afin de mieux comprendre via les entretiens et les observations.

⁵⁹ Pierre Paillé et Alex Mucchielli. *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*. Armand Colin, 2012.

Quant à l'étude quantitative, à travers les questionnaires, elle nous permet de chiffrer les faits.

3.1. Un début exploratoire interprétative à une étude approfondie

Cette thèse a débuté par l'exploration des connaissances et des pratiques touristiques et agricoles sur la Petite Côte sénégalaise. Il propose ainsi un survol des travaux scientifiques relatifs au tourisme et à l'agriculture sénégalaise et aux différentes contraintes rencontrées par ces derniers. Cette thèse a épousé au début une posture interprétative. Le but n'était pas d'expérimenter la réalité et d'arriver à des lois. Elle cherchait donc à comprendre et à interpréter en essayant de ressortir le sens profond des phénomènes observés. (Marco Guigni, *Introduction aux méthodes de la recherche en science politique*)

Le statut épistémologique du tourisme a beaucoup fait couler d'encre. Néanmoins, notre recherche partage le point de vue de certains courants. D'une part, elle n'est pas considérée à part entière comme une discipline et d'autre part, elle est considérée comme multidisciplinaire. C'est la raison pour laquelle il est très difficile de se positionner rapidement. Cette étape est sans doute la plus complexe de la recherche.

3.1.1 Objectifs de recherche

Comme nous l'avons déjà évoqué au-dessus, l'objet de cette thèse est d'étudier les relations entre tourisme et agriculture dans une dynamique de développement durable au Sénégal. En s'intéressant aux jeux d'acteurs, elle vise à analyser leurs enjeux économiques, sociaux, politiques et environnementaux qui en découlent.

Ce choix s'explique par l'importance du tourisme dans l'économie nationale et également de la place qu'occupe l'agriculture dans le monde rural.

Leur complémentarité peut contribuer à la valorisation des produits agricoles, des produits du terroir, des cultures locales faisant d'eux des secteurs incontournables pour la lutte contre la pauvreté.

L'objectif principale est donc de déterminer l'effet des activités touristiques sur l'agriculture et le développement durable au Sénégal.

Objectif I

Déterminer l'effet du tourisme sur l'agriculture au Sénégal ;

Objectif II

Mettre en évidence le rôle du tourisme et de l'agriculture dans le processus de réduction de la pauvreté au Sénégal

Objectif III

Mettre en œuvre une stratégie permettant d'assurer la coexistence des activités touristiques, agricoles et le développement durable

3.1.1 Approches méthodologiques qualitatives et quantitatives

Toute étude scientifique nécessite une méthodologie cohérente et logique pour arriver à un résultat dit scientifique. Cette section détaille la méthodologie adoptée pour cette recherche. Elle décrit les quatre étapes fondamentales adoptées en prenant en considération nos objectifs de recherche. Il s'agit de l'observation directe de l'aménagement et du fonctionnement général du tourisme et de l'agriculture dans la Petite Côte, de la recherche documentaire (lecture de livres, thèses, mémoires et articles), de la collecte de données de terrain (à travers les enquêtes de terrain et des entretiens) et d'une analyse et du traitement des données.

3.1.3 Les observations directes

L'observation est très utile en science humaine et constitue d'ailleurs l'étape initiale de tout travail de terrain. Elle permet de mieux appréhender la zone d'étude et de mieux concevoir les étapes suivantes de la recherche. Cette étape nous a permis d'être en immersion sur les sites et de recueillir de nombreuses informations importantes ; de faire l'état de la situation touristique dans la petite côte, son organisation et fonctionnement ainsi que ses relations avec d'autres activités socio-économiques telles que l'agriculture.

L'observation directe est un outil propre à la démarche qualitative et une méthode privilégiée pour les problèmes environnementaux. De plus, elle nous a permis de constater l'état de dégradation avancé de quelques sites liés à l'érosion côtière, à l'abandon de certains et à la pollution liée aux déchets plastiques.

C'est ainsi que les premières conclusions obtenues ont mené à l'étude de l'impact de l'activité touristique sur l'environnement de la Petite Côte sénégalaise.

Ensuite, elle nous a orienté sur l'élaboration du questionnaire et du guide d'entretien (avec le soutien bien sûr de la recherche documentaire).

Ainsi, après cette étape d'observation, nous avons procédé à une autre étape cruciale pour approfondir notre recherche. Il s'agit de la recherche documentaire.



Illustration 28 : Photo 11 – Plage de Nianing
Source : auteure

3.1.4 La recherche documentaire

C'est une phase essentielle dans la recherche scientifique qui consiste à faire une rétrospective des travaux et recherches qui ont été menés dans cette zone. Cela implique alors deux méthodes de recherche documentaire. Il s'agit de la webographie qui consiste à effectuer des recherches sur internet à travers les bibliothèques en ligne et les sites de publications des œuvres

scientifiques. Cette étape nous a permis de mieux cerner notre sujet et de mieux orienter nos travaux et d'asseoir une base de recherche innovatrice dans la compréhension du fonctionnement touristique dans la Petite Côte. Ainsi nous avons eu à consulter différents sites qui traitent de la question du tourisme en général et sur la Petite Côte en particulier tels que Téoros, Cairn infos, Open Edition, HAL, ANSD, au-senegal.com, les sites des ministères du tourisme, de l'agriculture,

L'autre phase de la recherche documentaire consiste à lire des ouvrages physiques dans les différents espaces destinés à cet effet, les bibliothèques. Ainsi, nous avons pu nous rendre dans les bibliothèques de l'Université de Perpignan et de l'Université Cheikh Anta Diop au Sénégal. Nous avons également pu acheter des ouvrages traitant du tourisme.

Tout ce travail a aussi aidé à l'élaboration des outils de collecte de données : questionnaires et guides d'entretiens, qui nous ont permis d'aboutir aux résultats de cette recherche.

3.1.5 Les entretiens semi-directifs

Après le travail exploratoire de terrain à travers les observations directes, il a fallu compléter cela par des entretiens semi-directifs. Ces derniers sont pertinents dans la mesure où ils peuvent permettre de modifier ou d'approfondir les hypothèses de départ.

Ainsi les guides d'entretiens que nous avons élaborés à partir de la problématique, des hypothèses ainsi que les premiers éléments recueillis lors des observations directes contiennent des séries de questions regroupées en quatre thèmes principaux à savoir l'activité touristique et ses effets, l'agriculture et ses obstacles, les politiques de développement et le développement durable.

Ces principaux thèmes ont été subdivisés en plusieurs sous thèmes traitant de l'emploi, des activités traditionnelles, des conditions de vie, de la situation des agriculteurs, des ressources, de la production et de la distribution et enfin de l'impact de l'activité touristique sur l'activité agricole.

Sur ce, nous avons d'abord interrogé les populations locales, les agriculteurs, les touristes et enfin les autorités en charge du tourisme et du développement. À l'exception des derniers dont le siège de la structure dans laquelle ils travaillent se trouve à Dakar dans la capitale, toutes les personnes qui ont participé aux entretiens habitent dans les sites touristiques de la Petite Côte car ils sont les mieux placés pour répondre à bien des faits les concernant.

Ainsi, nous avons procédé à des entretiens individuels auprès des autorités et à des focus groups auprès des populations locales, des touristes et des agriculteurs. Les focus groups se sont déroulés pendant des cérémonies traditionnelles et inaugurales ; l'occasion idéale pour regrouper au même moment plusieurs catégories socioprofessionnelles.

Ainsi, trois types de focus groups par questionnement ont été élaborés en fonction des thématiques et du segment visé. Nous avons jugé plus pertinent de grouper des individus aux profils homogènes.

Le premier focus group concerne les populations locales de plusieurs villages touristiques avec un total de 57 habitants composés de jeunes, de mères et pères de familles, d'étudiants. Parmi ces habitants, 34 sont du village de Nianing, 5 de Warang, 6 de Mbour, 5 de Saly, 7 de Ndoffane. Le deuxième focus group concerne les agriculteurs avec un total de 38, dont 10 à Nianing, 7 à Mbodiène, 5 à Pointe Sarène, 3 à Ndianda, 8 à Ndoffane, 5 à Roff.

Le troisième et le dernier focus group concerne les touristes, 31 au total, dont 7 sont logés aux résidences de Nianing, 4 à l'hôtel Lamantin Beach de Saly, 6 de la Somone, 5 de Mar Ladj, 9 logés chez l'habitant et dans des logements appartenant à des particuliers locaux.

L'ensemble des focus groups avec les populations locales, les agriculteurs, les touristes, nous ont permis d'échanger avec 126 personnes au total.

Ils nous ont permis de collecter des informations parfois concordantes et de faire émerger des opinions collectives par groupe homogène. Puis, analysés de façon hétérogènes, les 3 différents focus groups ont parfois été discordants et ont fait émerger des opinions diverses.

Force est de reconnaître que cette première partie de collectes de données sur le terrain a connu de nombreux manquements et n'a pas donné de données concrètes. Il a fallu retourner sur le terrain et collecter de nouveau afin de compléter celles déjà récoltées.

3.1.6 La collecte d'autres données d'enquête

L'acquisition des données d'enquête est l'étape la plus importante dans la recherche car elle permet de recueillir les données qui nous permettront d'aboutir aux résultats attendus. Pour ce faire nous avons utilisé plusieurs outils de collecte de données dans nos travaux. Il s'agit des

outils conventionnels : le questionnaire qui nous a permis de recueillir des données quantitatives et le guide d'entretien qui nous a permis de recueillir d'autres données qualitatives.

Le questionnaire a été conçu à partir de la plateforme *KoBoToolbox*, un outil de collecte de données disposant par ailleurs d'une application mobile fréquemment utilisée par plusieurs organismes et particuliers intervenant sur des thématiques d'ordre socio-économiques et humanitaires. C'est donc à partir de cette plateforme que nous avons créé notre nouveau projet d'enquête puis élaboré notre questionnaire avant de le déployer sur l'application mobile *Kobocollect* (version compatible avec les smartphones Android) pour la phase de collecte proprement dite. Ce questionnaire qui avait pour but d'évaluer la qualité de l'offre touristique du Sénégal de manière globale a été administré à un effectif de 150 touristes que nous avons rencontrés dans les villages de Nianing, Saly, Ngaparou et Somone. Le choix de cet échantillon aléatoire repose sur le fait que l'enquête a été réalisée en basse saison dans laquelle on note une diminution des arrivées touristiques au Sénégal. C'est un questionnaire ouvert contenant 17 questions réparties en 5 parties : motivations de voyages, durées et activités de séjour, incidences liées au séjour, qualités des produits locaux et suggestions pour améliorer le séjour. Un second questionnaire a été conçu et administré aux acteurs touristiques majeurs de la Petite Côte, c'est-à-dire les hôteliers et restaurateurs. Ainsi nous avons interrogé les responsables des grands établissements d'hébergement (hôtel) et de restauration de la petite côte sur des questions relatives à l'organisation du secteur touristique, à la capacité d'accueil et d'hébergement et aux relations entre tourisme et agriculture dans une vision de promouvoir l'agriculture garant d'un développement local durable. Seuls, les hôtels classés 5 ou 4 étoiles ont été ciblés. Cette catégorisation exige le respect d'un certain nombre de critères : une importante capacité d'accueil, le confort et la qualité des équipements mis à la disposition des touristes, la qualité des services proposés aux touristes et la conformité à la réglementation touristique établie.

Nom de l'établissement	Type	Catégorie	Localisation (village)
Lamantin Beach Resort and Spa	Hôtel	5 étoiles	Saly Portudal
Palm Beach Resort and Spa	Hôtel	4 étoiles	Saly Portudal
Les Amaryllis	Hôtel	4 étoiles	Saly Portudal
Képaranga	Hôtel	4 étoiles	Saly Portudal

Neptune	Hôtel	4 étoiles	Saly Portudal
Rui Baobab	Hôtel	5 étoiles	Pointe Sarène
La Téranga	Hôtel	4 étoiles	Saly Portudal
Les Bougainvillées	Hôtel	4 étoiles	Saly Portudal
Rhino Resort and Spa	Hôtel	5 étoiles	Saly Portudal
Royam	Hôtel	4 étoiles	Saly Portudal

Dans le village de Nianing également, réputé comme zone touristique attractive de la Petite Côte, plusieurs établissements ont été ciblés. Cependant, ne disposant pas de grands hôtels comme à Saly et à Pointe Sarène, nous avons jugé nécessaire de soumettre notre guide d'entretien aux restaurateurs et aux petits réceptifs basés dans le secteur.

Nom de l'établissement	Type	Spécialités
Casa coco	Hôtel - restaurant	Gastronomie étrangère
Maison couleur passion	Maison d'hôtes	Gastronomie européenne
Le Benténier	Hôtel - restaurant	Hébergement et Consommation bio
Coco Diop	Restaurant – bar	Gastronomie locale et étrangère
Saint Gabriel	Restaurant – bar	Gastronomie étrangère
Chez Annick	Restaurant	Gastronomie locale
Au petit bonheur	Restaurant – bar	Gastronomie locale et étrangère
La Calèche	Restaurant - bar	Gastronomie étrangère
Mada 22	Restaurant - bar	Gastronomie étrangère
Chez Georges	Résidence - restaurant	Hébergement, gastronomie étrangère

Le second outil utilisé dans notre phase de collecte de données est le guide d'entretien. En effet l'obtention de certaines informations cruciales ne pouvait s'opérer qu'à partir de discussions ouvertes, et l'outil le plus efficace et adapté dans cette phase de recherche demeure le guide d'entretien.

L'entretien avec la SAPCO a été important car il nous a permis de cerner l'aménagement touristique opéré sur la Petite Côte et les potentiels projets visant à promouvoir le tourisme

sénégalais sur la scène internationale. Les questions foncières ont toutefois été évoquées à travers le voisinage entre activités touristiques et agriculture dans cette entité figée de la Petite Côte où près des 2/3 de l'assiette foncière sont à usage d'habitation et d'aménagement touristique. La SAPCO demeure à cet effet l'acteur principal en mesure de répondre aux inquiétudes sur les conflits d'usage des ressources qui pourraient opposer l'industrie touristique et l'agriculture.

Un dernier guide d'entretien a été élaboré puis soumis à quelques fermiers et acteurs agricoles. Le choix de ces personnes est basé sur leurs impacts directs et indirects sur le tourisme dans la zone. Il a été aussi motivé par les visites de terrain préalables qui nous ont permis d'identifier les différents acteurs et leur niveau d'implication dans le tourisme et la promotion de l'agriculture locale au niveau de la Petite Côte. Ainsi nous avons interrogé 17 fermiers et acteurs agricoles répartis dans les villages de Nianing, Pointe Sarène et Ndoffane. Les discussions étaient essentiellement axées sur les ressources dont ils disposent, les types d'activités qu'ils pratiquent et la rentabilité de ces activités, les difficultés liées à l'exploitation, à la production et à la commercialisation, aux moyens et soutiens de la part de l'État du Sénégal et enfin aux impacts du tourisme sur l'agriculture. Il convient de rappeler que le guide d'entretien n'est pas identique pour tous les acteurs. Ainsi, le guide est adapté en fonction des acteurs, de leur niveau d'intervention et de leur responsabilité.

3.1.7 La collecte des données géo-spatiales

Dans le cadre de notre étude, nous avons eu recours à l'usage de données géo-spatiales pour l'analyse et la présentation cartographique de certains aspects. L'acquisition de ces données a été réalisée en plusieurs phases notamment à travers l'usage des outils adaptés. La plupart d'entre elles ont été obtenues auprès de l'Agence Nationale de l'Aménagement du Territoire (ANAT), structure disposant d'une plateforme en ligne où sont stockées la quasi-totalité des données cartographiques du Sénégal. À notre niveau, seules les données vecteur (shp.files) c'est-à-dire les données de type ligne, point et polygone ont été utilisées. Il s'agit des limites administratives, de la voirie... ; des données qui ont servi à la réalisation des cartes de situation géographiques du Sénégal et de notre zone d'étude (la Petite côte). Par la même occasion, des données touristiques ont été recueillies sur le site internet du Ministère du tourisme et des transports aériens (MTTA). Couplées avec les données géographiques de l'ANAT, elles nous

ont permis de réaliser une présentation et une répartition spatiale des différentes zones géographiques du Sénégal selon les potentialités touristiques.

Comme la plupart des zones littorales, la Petite Côte est affectée par l'érosion côtière, un phénomène d'ordre planétaire engendré par plusieurs facteurs. L'environnement côtier est brutalement dégradé par ce phénomène qui représente bien évidemment une menace sérieuse pour l'activité touristique, en particulier le tourisme balnéaire. Une plage dégradée constituerait sans aucun doute le déclin du tourisme de type balnéaire. Afin d'évaluer l'ampleur de cette situation, l'approche cartographique à travers une étude de la dynamique de la ligne côtière, constitue une option intéressante pour représenter les parties les plus affectées de la Petite Côte et aussi orienter les interventions des autorités compétentes pour atténuer les dégâts. Les données utilisées pour la réalisation de cette étude ont été obtenues sur *USGS Earth Explorer*, une plateforme d'acquisition, de stockage et de distribution de données géo-spatiales appartenant au gouvernement des États-Unis d'Amérique. Nous y avons donc téléchargé des images satellitaires des années 1972, 2000 et 2022 acquises par les satellites Landsat 3, 5 et 9. Le choix de ces années n'est pas fortuit car notre objectif est de représenter les différentes positions des traits de côte puis de faire un état des lieux de la dynamique du littoral (érosion ou accrétion) sur une période globale de 50 ans.

3.1.8 Traitement et analyse de données

Une donnée à l'état brut ne serait d'aucune importance et ne révélerait aucune réalité si elle ne faisait pas l'objet d'un traitement adéquat. L'objectif de ce traitement est d'extraire le maximum d'informations à partir de ces données en vue d'étayer la thématique abordée. Cette étape est la phase ultime avant la rédaction. Elle est effectuée en deux étapes : le traitement puis l'analyse. Le traitement nous a permis à travers différents outils informatiques de traiter nos données. Il s'agit là de rendre les données brutes en informations et résultats capables d'être analysés.

Les données d'enquêtes

Les données issues de nos enquêtes de terrain ; recueillies à partir de l'application mobile Kobocollect ont été dans un premier temps traitées sur la plateforme Kobotoolbox que nous avons utilisée pour créer nos projets d'enquête et nos questionnaires. Logiquement, à la fin de chaque enquête, les données sont transférées vers le serveur central (Kobotoolbox) pour les opérations

de dépouillement. Toutefois elles demeurent encore brutes et nécessitent un traitement plus affiné afin d'obtenir des résultats satisfaisants. Après la phase de dépouillement, les données ont été téléchargées en format CSV (classeur de données chiffrées) et exportées vers Microsoft Excel, un logiciel qui nous a permis de nettoyer et de réaliser le traitement statistique.

Traitement des données qualitatives

Le traitement des données obtenues via des guides d'entretien qualitatif (comme les entretiens semi-directifs ou les entretiens en profondeur) diffère de celui des données quantitatives collectées avec des outils comme Kobocollect. Il est important de rappeler qu'au cours de l'administration des guides d'entretien, nous avons utilisé le dictaphone du smartphone afin d'enregistrer nos discussions avec nos différents interlocuteurs. Il demeure par ailleurs nécessaire de convertir les enregistrements audio en texte pour mieux les analyser. Ce processus peut être manuel ou assisté par des logiciels de transcription. L'option manuelle a été choisie pour convertir nos enregistrements et éviter d'omettre certains passages qui pourraient contenir des informations capitales. Ainsi à partir de Microsoft Word nous avons réalisé la transcription, l'analyse thématique, l'analyse du contenu et la vérification de la fiabilité des enregistrements ; ceci dans l'unique but d'extraire des informations pertinentes pour répondre aux objectifs de recherche.

Traitement des données géo-spatiales

Le traitement des données géo-spatiales requiert l'usage d'outils qui répondent aux normes de la cartographie et de la géomatique. ArcGis 10.5, une puissante plateforme de SIG (Système d'Information Géographique) qui permet de manipuler, analyser et visualiser des données géographiques, est le logiciel que nous avons utilisé pour le traitement des données géo-spatiales. Les données acquises auprès des agences gouvernementales (ANAT et MTTA) ont été directement incorporées dans le logiciel pour la réalisation des cartes de situation géographique du Sénégal et de la Petite Côte ainsi que la carte des potentialités touristiques du Sénégal. La réalisation d'une carte sur ArcGis suit plusieurs étapes ; allant de l'ajout des données sur l'interface de travail à l'exportation de la carte en passant par la représentation et l'étiquetage des couches et par la personnalisation de la mise en page. Puisqu'il s'agit de données qui couvrent toute l'étendue du territoire national, une opération d'extraction s'imposait pour simplement enlever les données couvrant notre zone d'étude. Et via l'outil *clip*

(couper) de la fonctionnalité *Extract* se trouvant dans *Arctoolbox* (Boîte à outils de l'interface Arcmap) nous avons lancé l'opération de découpage pour détacher les données de notre zone d'étude du reste du Sénégal ensuite nous avons entrepris de réaliser des cartes.

La télédétection est le processus que nous avons utilisé pour le traitement des images satellitaires acquises dans le cadre de la cartographie de l'occupation du sol de l'AMP de Bamboung et la dynamique du trait de côte sur la Petite Côte. C'est une méthode qui permet d'analyser les composantes de la surface terrestre prises par des satellites.

Les bandes des images ont été superposées pour générer des compositions colorées qui permettent d'avoir des images en couleur en considérant la signature spectrale des objets. Elles résultent de la superposition de trois bandes spectrales sur les trois niveaux de couleurs primaires (rouge, vert et bleu) et sont fréquemment utilisées pour mettre en évidence les différents types de surface sur les images multi-spectrales. A partir des compositions colorées, nous avons procédé à la classification ; une étape indispensable du processus de traitement d'images satellitaires par télédétection. La classification consiste à regrouper les éléments (pixels) d'une image en fonction de leurs correspondances. En effet, on les associe généralement en tenant compte de leurs valeurs radiométriques en classes prédéfinies. Cette association est réalisée à l'aide d'un algorithme de classification, qui utilise la signature spectrale (couleur) des cibles pour les assembler en une classe. Il existe en télédétection deux types d'approches à distinguer : la classification supervisée ou assistée et la classification non supervisée. La classification supervisée fut choisie pour regrouper les caractéristiques des images en composition colorée dotées d'une signature spectrale similaire en classes. Elle implique une bonne maîtrise de la zone d'étude au préalable. Dans le menu SCP, des échantillons correspondant aux différentes classes thématiques prédéfinies ont été collectés sur les images à classer, puis l'algorithme **Maximum de vraisemblance** (*Maximum Likelihood*) déployé s'est chargé de regrouper les objets ayant les mêmes signatures spectrales (couleurs) en classes d'occupation du sol. Obtenus sous format raster, les résultats de la classification ont aussi subi un autre traitement appelé **polygonisation** (conversion du raster en vecteur) avant leur exportation vers ArcGis pour l'étape cartographique.

L'analyse de la progression du trait de côte du littoral demande le choix d'un indicateur. Plusieurs méthodes sont utilisées pour extraire le trait de côte et suivre la dynamique du linéaire côtier (Moore 2000 ; Le Berre, 2016). Dans la présente étude, le but est de mettre en œuvre le traitement numérique pour analyser la mobilité du trait de côte. Cette analyse, incluant le choix d'un élément de référence, la limite de la végétation a été utilisée comme élément pour

représenter de la position du trait de côte. En effet toutes nos images ne disposant pas des mêmes résolutions spatiales, une analyse minutieuse s'imposait pour extraire l'intersection entre terre et mer. Notre choix porté sur l'usage de la limite de la végétation comme marqueur du trait de côte est partagé par plusieurs chercheurs (Bird, 1985 ; Morton et Paine, 1985 ; Morton et Speed, 1998 ; Faye, 2010) qui soutiennent que « la limite côté mer de la végétation dunaire (*Vegetation line, seaward edge of dune vegetation*) et la limite côté mer de la végétation pérenne (*Line of permanent, stable, long-term vegetation*) peuvent servir de repère pour déterminer l'évolution du trait de côte ». Ce choix est valable à notre niveau parce que la végétation est non seulement bien présente sur la côte de la Casamance, mais aussi, elle est visible sur nos données géospatiales malgré la résolution spatiale élevée (68 m) de l'image satellitaire de l'année 1972. L'extraction des repères s'est faite sur les images satellitaires traitées par télédétection. La numérisation des traits de côte de nos trois images satellitaires a été réalisée sur le logiciel ArcGIS 10.5, à partir duquel, les calculs statistiques de l'évolution du trait de côte sont effectués à l'aide de l'extension DSAS4.5. En effet, DSAS est une extension généralement utilisée pour faire la cinématique du linéaire côtier et calculer les distances qui séparent au minimum deux traits de côte à différentes dates déjà digitalisés sur des images satellitaires. L'extension DSAS4.5 déployée dans ArcGis, réalise des calculs des taux d'évolution. Ce processus exige une maîtrise et des manipulations précises. Le principe général de cet outil est de mesurer les écarts entre les traits de côte d'une même série mais aussi de calculer les statistiques des taux d'évolution (en m/an). L'exercice recommande la conception d'une base de données géographique (*personal geodatabase*) à partir de laquelle une ligne de base (*baseline*) et des transects équidistants seront également créés. Cette *personal geodatabase* doit toutefois comporter une estimation de l'incertitude liée à la méthode ainsi qu'au choix des statistiques de calculs des taux d'évolutions (Juigner, 2012 ; Crowell et al., 1994). A partir du moment où tous les éléments d'entrées sont correctement saisis, DSAS4.5 génère automatiquement selon la distance prédéfinie des transects. Ces transects sont perpendiculaires aux traits de côte et déterminent les écarts moyens entre les différents traits de côte.

En résumé, les observations directes que nous avons menées sur les sites touristiques de la Petite Côte sénégalaise dès les premiers jours, nous ont révélé à première vue le degré de l'érosion côtière qui progresse de plus en plus. En même temps nous avons également constaté l'état d'avancement des travaux d'aménagement des nouvelles zones touristiques telles que Pointe Sarène qui vise à développer l'offre d'hébergement touristique. Ces travaux concernent entre

autres la mise en place d'un réseau hydraulique et d'électrification, des travaux d'assainissement et de voiries. Après Pointe Sarène, ce sera au tour des autres sites tels que Mbodiène, et Joal Finio. Ce sont officiellement en tout 1478 hectares 35 ares et 10 centiares de terres pour la construction d'hôtels de luxe, de résidences, de structures de loisirs, de commerces mis à disposition des investisseurs. L'impact environnemental est considérable d'autant plus qu'il s'agit d'espaces peuplés de différentes espèces.

Les entretiens individuels auprès des autorités nous ont permis d'évaluer leur niveau d'implication dans le secteur touristique et dans le secteur agricole et les différentes politiques mises en place pour ces derniers.

Les focus groups avec les agriculteurs nous ont permis de saisir la portée des problèmes agricoles. Les problèmes liés au foncier et à l'eau sont récurrents

Nous nous sommes en outre rendus compte que certains paysans n'ont toujours pas encore été dédommagés et certains déplorent « des promesses non tenues », ou « la lenteur administrative » ou encore « une mafia foncière haut placée ». Ils nous ont fait part des marches qu'ils ont eu à faire pour alerter l'opinion sur « l'accaparement des terres » par « des promoteurs étrangers en étroite collaboration avec la SAPCO ». D'autres décrivent « une sorte de népotisme », « d'abus de pouvoir », « de partage des terres entre autorités ».

Parmi ces paysans quelques-uns ont eu des projets touristiques sur leurs propres terres semblables aux projets promus par la SAPCO mais l'incompréhension perdure, la question à savoir pourquoi cette dernière ne les soutient pas revient. Ainsi ils déplorent un « favoritisme envers les investisseurs étrangers plus fortunés et aptes à verser des pots de vin ».

Il faut noter que certains de ces sites sont spécialisés dans la culture de céréales. Nous pouvons prendre comme exemple le village agricole de Mbodiène réputé pour la culture du sorgho avec ses terres fertiles.

Les focus groups avec les populations locales nous ont permis d'appréhender les effets socioéconomiques du tourisme et de cerner la perception qu'elles ont sur le tourisme de manière générale.

Et enfin les focus groups avec les touristes nous ont permis d'avoir une vision globale sur l'offre et la demande, d'interpréter leurs motivations sur le choix de la destination, leur quotidien pendant leur séjour en matière de consommation, de comportement et leurs implications et engagements dans la vie locale.

En résumé, ces différents entretiens et discussions nous ont permis d'appréhender le niveau de vie des populations locales vivant dans ces sites, l'impact environnemental, le rétrécissement

des terres agricoles, la disparition ou la désorganisation des activités traditionnelles, les fuites des recettes touristiques.

Ils ont ainsi mené à l'étude de l'impact du tourisme sur les populations locales et sur les activités agricoles de ces sites.

Les différentes conclusions tirées au terme de ces études de terrain, nous ont permis de vérifier les hypothèses, de mettre en évidence la nécessité d'une mise en complémentarité tourisme agriculture pour aboutir à un développement économique local et durable.

En effet, le secteur touristique et le secteur agricole peuvent coexister dans la mesure où ils sont mis efficacement en complémentarité. Les ressources notamment les terres, l'eau et l'énergie sèment parfois la discorde pour une gestion équitable. La consommation des produits locaux, la proposition de logements insolites, la vente directe des produits de la ferme et les activités en pleine nature sont de nouvelles offres qui se distinguent des offres touristiques classiques. Dans cette dynamique, le tourisme gastronomique se développe davantage et constitue un motif de déplacement de la part des touristes en quête de nouveaux mets. Ainsi, les agriculteurs ont besoin de l'appui des professionnels du tourisme et des touristes pour valoriser et écouler leurs produits à travers l'agritourisme.

Pour un développement durable et équitable, valoriser et consommer les produits locaux permet de réduire en grande partie les importations et en même temps les fuites de recettes touristiques. Cette valorisation touristique permet aux pays d'accueil de bénéficier des retombées économiques générées par le tourisme. Il s'agit également de stopper le gaspillage causé par le pourrissement des fruits et des légumes et de faire vivre les familles de paysans.

3.2 . Analyse des externalités négatives du tourisme sur l'agriculture

Dans la partie précédente, nous avons parlé de l'impact du tourisme sur l'environnement naturel et social de la Petite Côte. Dans cette partie, il nous paraît important de parler d'abord des externalités négatives du tourisme sur l'agriculture afin de faire émerger l'importante question sur la mise en complémentarité de ces deux secteurs.

Aussi bien que le tourisme soit un secteur pourvoyeur de devises, ses impacts sur l'environnement sont nombreux. Différents types d'impacts sont répertoriés quasiment partout où les activités touristiques sont déployées.

Il s'agit entre autres de ceux que nous avons évoqué dans les parties précédentes, à savoir

- La destruction de l'environnement et la modification du paysage ; (Exemple des constructions d'hôtels et autres structures touristiques en bord de mer) ;
- La pollution de la mer par les paquebots de croisière et autres activités nautiques,
- Les nuisances sonores et visuelles ;
- Les perturbations subies par les animaux et les plantes par les nombreuses fréquentations des touristes ;
- La consommation d'espace ;

De même, bien que le tourisme ait des effets d'entraînement sur les autres secteurs d'activités, il arrive qu'il ait des effets de concurrence et d'éviction au niveau de la main d'œuvre, du capital financier, et en ce qui concerne l'utilisation des services collectifs à savoir l'électricité, l'eau et le foncier ⁶⁰ .

Mais c'est sur ces derniers que nous allons consacrer une partie de ce chapitre.

Comme nous l'avons déjà mentionné plus haut, le tourisme sur la Petite Côte sénégalaise se rivalise de plus en plus avec des activités traditionnelles qui constituent une source de subsistances.

L'exemple le plus intéressant ici est celui de l'agriculture vivrière. Cette dernière est de plus en plus impactée par les activités touristiques. C'est ainsi la raison pour laquelle une mise en complémentarité tourisme agriculture est plus que jamais indispensable pour un développement à long terme.

⁶⁰ Vellas 2011 : impact économique du tourisme : une analyse économique du tourisme durable

Ainsi dans ce chapitre, outre les effets de concurrence entre le tourisme et l'agriculture par rapport aux ressources naturelles (eau et terre) qu'ils se disputent, nous allons également parler de l'agriculture familiale, qui est en voie de disparition. Mais aussi de l'impact du tourisme sur le commerce des produits agricoles à travers la concurrence des produits de consommation, la rareté des produits et l'instabilité de la distribution. Et pour finir ce chapitre, nous aborderons les autres bouleversements des activités traditionnelles par le biais de l'interdiction d'accès et de privatisation de l'espace public ainsi que le rétrécissement des exploitations agricoles.

3.2.3 Les effets de concurrence entre tourisme et agriculture

Ces recherches nous ont permis de comprendre que, en vérité, la nature, le tourisme, l'industrie et l'artisanat sont en étroite relation avec l'agriculture. C'est pourquoi il est essentiel d'analyser le secteur de l'agriculture dans un contexte global. En effet, la nature est la base de l'agriculture et le capital, le travail et la terre sont les trois piliers de l'agriculture. Par conséquent, la nature est fortement influencée par l'agriculture et celle-ci est façonnée d'une certaine manière par l'agriculture. En plus des fonctions de production de base, la nature façonnée par l'agriculture est une partie importante du paysage culturel du Sénégal, et donc aussi une "prestation"⁶¹. Nous pouvons ainsi dire qu'à travers l'exploitation de la terre, l'agriculture contribue à la modification des espaces naturels qui constituent les bases de plusieurs prestations touristiques et culturelles telles que l'écotourisme, le tourisme de découverte, etc.

Cette étroite relation se manifeste aussi par une certaine concurrence entre les deux secteurs.

3.2.2. L'usage de l'eau

« Quelque 2,1 milliards de personnes, soit 30 % de la population mondiale, n'ont toujours pas accès à des services d'alimentation domestique en eau potable et 4,4 milliards, soit 60 %, ne disposent pas de services d'assainissement gérés en toute sécurité, d'après un nouveau rapport commun de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et de l'UNICEF ⁶². »

L'accès à l'eau est encore une préoccupation majeure pour les populations surtout celles vivant en milieu rural. Paradoxalement, les populations vivant dans les milieux touristiques ne sont pas épargnées par le manque d'eau. Aux besoins en eau pour usage domestique, s'ajoute le besoin pour usage agricole et les besoins pour usage touristique. Se pose ainsi la concurrence entre deux activités pour la même ressource. Cette situation crée des tensions dans les zones où le manque se fait ressentir. Paradoxalement, quand le réseau d'eau alimente hôtels, piscines, terrains de golf et pelouses, et tout le besoin en eau des autres activités nautiques ; les populations locales vivant à proximité de ces zones subissent des coupures intempestives d'eau ou l'écoulement d'une eau impropre à la consommation. Cette eau non potable consommée en permanence est à l'origine de plusieurs maladies telles que le choléra et la dysenterie. Rappelons que, la consommation d'un touriste est souvent supérieure à celle d'un habitant et cela pour les

⁶¹ <https://regiosuisse.ch/sites/default/files/2016-09/cosf-eco-tourisme-espace-feuille-de-resultats-3-090609-fl.pdf>

⁶² <https://www.unicef.fr/article/21-milliards-de-personnes-n-ont-pas-acces-l-eau-potable-salubre>

mêmes besoins. En milieu agricole, même si la majorité des agriculteurs se base sur l'eau des pluies pour leurs cultures, de plus en plus de jeunes se tournent vers l'agriculture hors saison pluviale. Le principal problème dans ce contexte est qu'à défaut d'eau courante, beaucoup optent pour des puits ou des forages. Là aussi, nombreux sont ceux qui ne peuvent pas s'offrir ce privilège faute de moyens financiers. Pour certains, cette option n'est pas une meilleure solution, car même si les puits assurent un arrosage hors saison pluvieuse, certains agriculteurs ne sont pas à l'abri du manque d'eau, il arrive qu'en cas de fortes sécheresses que les nappes phréatiques s'épuisent et que les puits tarissent. Et d'autres, en fonction de la position géographique subissent le problème de salinisation de l'eau.

En outre, la pollution de l'eau demeure une préoccupation majeure. Le tourisme balnéaire entraîne une perturbation de la croissance de plusieurs plantes aquatiques. La traversée des eaux et l'érosion peuvent entraîner une « *augmentation du volume de matière en suspension, réduisant ainsi la clarté et la qualité de l'eau* » (Pomeanu 2013, p.25). La quantité d'eau consommée par les structures d'hébergement reste assez élevée augmentant ainsi le volume d'eau usée. Ce fait est observé aussi au niveau des hébergements informels tels que les campements et les villas de luxe.

En plus, les déchets produits par l'activité touristique impactent sur la qualité des eaux (Zhong et al 2011).

Nous observons une pollution des eaux usées évacuées par les hôteliers, qui, pour la plupart ne disposent pas de micro stations d'épuration. La Sapco avait prévu une station d'épuration qui n'a jamais fonctionné.

En fin de compte, le fort usage d'eau potable par les vacanciers entraîne des manques d'eau dans beaucoup de zones de la petite côte sénégalaise où l'eau se raréfie. Or une grande quantité d'eau est mobilisée car indispensable pour le confort et le bien-être des touristes.

3.2.3. La gestion foncière

En sciences économiques, la terre et l'agriculture occupent une place importante. Plusieurs auteurs comme Adam Smith (1776) et David Ricardo (1817) dans la théorie de la rente foncière en ont fait part dans leurs écrits. Pour ces auteurs, la terre est une source de rente, bien qu'il y ait des limites aux ressources naturelles. Cette limite des ressources foncières, accompagnée du développement des activités touristiques et autres activités économiques contribuent à des conflits d'usages qui grignotent les terres dédiées à l'agriculture. Jean Cavailhès, Annie Mesrine et Céline Rouquette (2012) ⁶³.

Dans les pays en voie de développement, à l'instar du Sénégal, le secteur agricole est confronté à des difficultés en matière de sécurité alimentaire qu'il ne parvient pas à assurer mais aussi à la vente des terres agricoles à des investisseurs nationaux et occidentaux.

En outre on assiste ces dernières années à une vente accrue de terres agricoles à des spéculateurs, des investisseurs mais aussi à des touristes investissant dans des maisons de vacances ou dans un projet générant des revenus. En effet, les espaces agricoles et forestiers perdent de plus en plus de terres au profit des activités touristiques et de l'agrobusiness.

Face à l'achat des terres par divers acteurs, plus fortunés, qui proposent des prix défiant toute concurrence, force est de constater que les jeunes locaux peinent de devenir propriétaires de terres agricoles. Jadis, les nouveaux exploitants qui n'avaient pas de terre pouvaient s'en acquérir grâce à la solidarité au niveau local et au système traditionnel qui permettait de céder des terres à d'autres ; d'où l'expression « la terre appartient à celui qui la cultive ». D'ailleurs aujourd'hui, on assiste à l'ambiguïté entre la législation foncière du droit positif et les pratiques coutumières.

Actuellement, les terres se font rares, « l'accaparement des terres à grande échelle », la location ou la vente changent la donne. Des affectations et des transactions de terres font partie du quotidien des ruraux. Des milliers d'hectares de terres sont désormais la propriété de puissants nationaux et occidentaux. Par conséquent, des scandales fonciers et des conflits naissent à la suite des mécontentements des populations. C'est le cas dans la commune de Malicounda et la commune de Nguénienne pour ne citer que ceux-là. Rappelons ici que les agriculteurs eux-mêmes sont en général au cœur de ces transactions à côté des autres acteurs tels que les habitants, les conseillers ruraux et municipaux ainsi que les chefs de village.

⁶³ Économie et statistiques, N°444-445

On sait déjà que, la hausse du prix du foncier agricole s'explique d'une part par l'inflation dans les zones touristiques mais aussi par la suite des politiques agricoles et touristiques qui en ont fait une vaste campagne de promotion, confirmant ainsi la terre comme valeur-refuge. En effet, on constate que les terres agricoles qui se trouvent dans les zones touristiques, une fois rachetées et transformées en structures touristiques génèrent des revenus plus importants que les revenus issus de l'agriculture traditionnelle. Mori (1998). À titre d'exemple, en 2012 dans les villages de Nianing, Pointe Sarène et Ndoffane, le prix des terres agricoles était environ 500 milles FCFA. Actuellement, les prix sont à 5 millions voire 15 millions. En l'espace de 10 ans, ils ont doublé, voire triplé.

Certes, sur la Petite Côte sénégalaise plus particulièrement dans la commune de Nguénienne, les villages de Ndoffane et de Ndianda, les terres agricoles sont confrontées à de nouvelles acquisitions d'envergure nationale et internationale. Les nouveaux acquéreurs proviennent en général des grandes villes environnantes ou de la diaspora. D'autres acquéreurs privés, conscients du potentiel agricole des pays en voie de développement, proviennent des pays développés à l'instar de la France, de l'Espagne, de l'Inde et de la Chine. Ces derniers, surtout la Chine, de plus en plus présente, investissent dans une production vivrière pour ensuite exporter dans leur pays d'origine. L'élargissement des compétences de la Sapco en 2004 est une réelle menace pour les collectivités territoriales.

Les prix proposés par ces derniers pour acheter des terres, dépassent de loin les prix jusqu'ici fixés. Cela engendre des ventes massives motivées par l'argent en jeu et on assiste ainsi à la plus grande commercialisation de terres agricoles jamais connue auparavant dans le monde rural. Conséquence, les agriculteurs deviennent des cultivateurs sans terre, des employés sur leurs propres terres. (Ndour, 2020)

A la lumière de ce qui précède, la gestion du foncier occupe les débats et devient un sujet qui fâche certaines autorités sénégalaises.

3.2.4. Une agriculture familiale en voie de disparition

Revenons à l'agriculture familiale, qui peut être définie comme étant un système agraire reposant sur des exploitations de petites tailles sous la gestion d'une famille. Selon la FAO, *« elle englobe toutes les activités agricoles reposant sur la famille, en relation avec de nombreux aspects du développement rural. L'agriculture familiale permet d'organiser la production agricole, forestière, halieutique, pastorale ou aquacole qui, sous la gestion d'une famille, repose essentiellement sur de la main-d'œuvre familiale, aussi bien les hommes que les femmes »*⁶⁴.

C'est ainsi une agriculture vivrière souvent destinée à l'autoconsommation.

Toutefois, les agricultures familiales alimentent aussi les marchés. Elles ne sont pas uniquement des agriculteurs de subsistances, ce sont aussi des agriculteurs commerciaux pour la satisfaction des autres besoins tels que l'achat d'autres produits de premier nécessité, l'habillement, l'éducation, la santé, l'habitat...

L'agriculture familiale est un moyen de lutte contre la faim, la pauvreté, et génère des revenus aux familles. Elle est indispensable pour assurer la nourriture et la survie des familles qui les pratiquent de même que les autres consommateurs qui s'approvisionnent sur les marchés locaux. *« Elles assurent environ 80 % de la production alimentaire mondiale, contribuant ainsi à la sécurité alimentaire »*⁶⁵.

Au Sénégal, l'essentiel de la production agricole est assuré par les agricultures familiales (7 familles sur 10). Leur taille varie entre 1 et 5 hectares. (ANSD, 2014)

Cependant, cette agriculture est souvent mise à rude épreuve ; d'abord par des contraintes structurelles, les aléas climatiques, les crises, la rareté des ressources mais également par des contraintes politiques. En général, le monde rural est un peu mis à l'écart par des politiques qui s'y intéressent peu. En outre, les systèmes mis en place dans le milieu agricole sont désuets et ne sont plus adaptés de nos jours, la plupart datent de l'époque coloniale.

La définition de la FAO sur l'agriculture familiale met l'accent sur son capital qui est indissociable au patrimoine familial. Elle met également l'accent sur la main d'œuvre familiale. En effet, on constate que la main d'œuvre employée par les agricultures familiales est supérieure à celle employée par les grandes exploitations gérées par les entreprises, car ces dernières disposent du matériel et des technologies innovantes réduisant le besoin de main d'œuvre. Néanmoins, cette dernière comme nous l'avons déjà souligné ci-dessus se fait de plus en plus

⁶⁴ FAO 2014, L'agriculture familiale : nourrir le monde, préserver la planète

⁶⁵ FAO 2014, L'agriculture familiale : nourrir le monde, préserver la planète

rare pour les agricultures familiales. En effet, il y a de moins en moins de jeunes qui s'investissent dans le secteur à cause des faibles revenus qu'il génère mais aussi en raison des besoins grandissants des autres secteurs en développement à l'instar du tourisme. Cette main d'œuvre est récupérée en général par le secteur touristique plus prometteur et de plus en plus rémunérateur. Dans le cas où elle n'est ni récupérée par le tourisme ni par les autres secteurs, elle est sujette à l'exode rural ou à l'immigration clandestine. La population jeune active en milieu rural est y est plus exposée. Une bonne partie migre dans les grandes villes en quête de travail, tandis que l'autre partie tente l'immigration par voie maritime ou terrestre.

Il est important de préciser que le recul de l'agriculture familiale sur la Petite Côte sénégalaise est une conséquence de la mauvaise gestion du foncier mais aussi des autres ressources.

Ce recul n'est donc pas seulement dû au développement du secteur touristique mais également au développement des autres secteurs y compris celui des autres formes d'agriculture gérées par des entreprises ou des investisseurs et qui utilisent de grandes superficies et davantage de ressources.

En matière de développement durable, les agricultures familiales jouent un rôle important. Elles participent à la protection de l'environnement car elles utilisent des techniques de production traditionnelles qui ne sont pas néfastes à ce dernier et contribuent à la préservation des sols via les matières organiques. De surcroît, quand on parle d'agritourisme, il ne s'agit pas de l'agriculture industrielle mais plutôt des agricultures familiales qui participent à l'attrait des paysages et à la mise en vente de leurs produits.

3.3 L'impact du tourisme sur le commerce des produits agricoles

L'agriculture peut offrir les produits de base nécessaires à l'industrie de transformation, à l'artisanat et au tourisme. Cependant, la mise en tourisme dans un environnement rural, face à l'agriculture familiale, peut avoir un impact négatif sur cette dernière si une démarche durable n'a pas été mise place.

3.3.1 Importation des produits de consommation

« Une partie de la dépense alimentaire du touriste est importée ; le touriste ne renonce pas à sa consommation habituelle de coca-cola ou de whisky, et l'hôtel qui l'héberge préfère lui vendre ces produits, sur lesquels il réalise souvent une marge plus élevée. » Gilles Caire, Pierre le Masne, (2007, p.40). C'est une réalité dans les hôtels et restaurants de la Petite Côte sénégalaise, nous avons constaté pendant nos travaux sur le terrain que la majeure partie des produits destinés à la consommation des touristes sont des produits importés. Nous constatons que cela a un lien avec certains problèmes que rencontrent les agriculteurs.

En effet, ces derniers peinent à écouler efficacement certains produits de leurs récoltes. Et à défaut de moyens de conservation et de transformation, une partie de la récolte s'abîme. Nous pouvons ici prendre l'exemple des tonnes de fruits et légumes qui pourrissent chaque année à défaut de trouver des acheteurs. Pendant ce temps, hôteliers et restaurateurs importent les mêmes produits pourtant disponibles sur le marché local.

Une utilisation ou consommation plus élargie des produits agricoles sénégalais tels que le riz local, le maïs, le mil, le niébé ou le sorgho au sein des établissements touristiques serait un avantage considérable pour la production agricole locale. Il serait primordial de proposer une démarche viable comme en Gambie.

En effet, l'appropriation du label « consommer sénégalais » dans le secteur du tourisme pourrait redynamiser l'agriculture qui est actuellement en crise réduisant ainsi les problèmes de distribution agricole et par la même occasion réduire l'ampleur du phénomène de l'exode rural, du chômage et de la pauvreté.

Toutefois, force est de constater que ce phénomène est amplifié par le parc d'hébergement sénégalais, majoritairement constitué d'hôtels qui disposent d'une clientèle attirée par le balnéaire et axée sur le luxe.

En effet, pour satisfaire la demande, ces établissements utilisent des produits de luxe importés car proposant le plus souvent une autre gastronomie.

Des sociétés agroalimentaires qui commercialisent des produits importés sont ainsi les principaux fournisseurs des hôtels au détriment de l'industrie nationale qui exploite la production agricole. L'approvisionnement de l'éconamat d'un complexe hôtelier ou de restauration est effectué sur la base des besoins exprimés par le chef de cuisine selon les menus proposés aux clients. La chaîne d'approvisionnement est définie comme étant « *l'ensemble des étapes permettant d'obtenir des matières premières à la source ; de les transformer en produits vendables et de les distribuer aux clients* » comme l'exemple de la Tunisie.

Ces différentes étapes impliquent généralement une collaboration avec plusieurs fournisseurs spécialisés. Le type de clientèle et les services proposés déterminent la nature des fournitures d'approvisionnement. Il devient ainsi indispensable de développer les formes de tourisme plus authentiques qui proposent aux clients la découverte des plats locaux dans des établissements plus modestes. Ces types d'infrastructures vont attirer une clientèle plus responsable, motivée par la découverte de la culture et de la gastronomie locale, pour qui l'authenticité est à la base de leur motivation sur le choix de la destination. C'est le cas de l'exemple de la Gambie.

3.3.2 Rareté des produits

Force est de reconnaître que l'importation de produits de consommation est dans certains cas une réponse à la rareté de certains produits. Et de l'autre côté, cette dernière est une conséquence d'une forte demande. Les produits se raréfient ainsi sur le marché local. C'est souvent le cas des produits halieutiques. Certes, le tourisme peut provoquer une hausse de prix, et quand hôteliers et touristes s'intéressent à un produit, ce dernier se raréfie. Les pêcheurs ont tout à gagner de revendre leurs produits aux plus offrants. C'est le cas également de certains produits agricoles comme les légumes verts.

	Jan	Fév.	Mar.	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept	Oct.	Nov.	Déc
Tomate	x	X	x	x	x							X
Citron	x	X	x	x					x	x	x	X
Maïs	x	X	x	x	x	x	x					X
Patate douce	x	X	x	x	x	x	x	x	x	x	x	X
Pomme de terre	x	X	x	x	x							X
Aubergine	x	X	x	x	x	x				x	x	X
Piment	x	X	x	x	x	x	x			x	x	X
Carotte	x	X	x	x	x	x				x	x	X
Navet	x	X	x	x	x	x				x	x	X
Chou	x	X	x	x	x	x				x	x	X
Gombo	x	X	x	x	x			x	x	x	x	X

	Jan	Fév.	Mar.	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept	Oct.	Nov.	Déc
Oignons	x	X	x	x	x	x	x	x				
Oignons Vert	x	X	x	x	x							
Mangues				x	x	x	x	x	x	x	x	
Courgette	x	X	x	x	x	x				x	x	X
Papaye	x	X	x	x	x				x	x	x	X
Ananas	x	X	x	x	x	x	x	x	x	x	x	X
Haricot vert	x	X	x	x								X
Melon	x	X	x	x	x	x	x					X
Poivron	x	X	x	x	x							
Banane	x	X	x	x	x		x	x	x	x	x	X
Pamplemouss	x	X	x	x							x	X
Pastèque	x	X	x	x	x		x	x	x	x	x	X
Fraise	x	X	x								x	X

Illustration 26 : Tableau 10 – Calendrier des disponibilités des fruits et légumes
Source : ministère de l’agriculture

Ce tableau désigne la disponibilité des fruits et légumes selon les mois.

Par exemple pour la mangue, elle est disponible sur le marché d’avril à novembre.

Avec l'augmentation et la diversification de la demande alimentaire, la sécurité alimentaire est un enjeu important, posant des défis à plusieurs secteurs tels que l'agriculture, l'élevage et

l'agroalimentaire. Tous ces départements ont le potentiel de production nécessaire pour atteindre cet objectif⁶⁶.

Toutefois pour arriver à un tel résultat, il est nécessaire d'améliorer les productivités agricoles et animales dans le but de satisfaire la demande alimentaire face à la croissance de la démographie nationale. En effet, l'augmentation de la demande alimentaire sera constante, induisant des changements non négligeables de la composition structurelle.

Cette amélioration des productivités ne se fera que par le biais d'une intensification durable et d'une diversification des productions sans oublier de prendre en compte la disponibilité des terres, de l'eau et des ressources qui répondent aux normes de développement durable afin d'assurer l'efficacité des systèmes alimentaires.

De plus, les menaces telles que les maladies qui attaquent les cultures et des animaux, et qui ont un impact défavorable sur la productivité devront être, prévenues et éradiquées grâce à des mesures internationales. L'invasion des criquets pèlerins qui ravageaient les récoltes au Sénégal et en Mauritanie, venaient de l'Afrique orientale et du Proche Orient.

Les changements des habitudes alimentaires révèlent de nouveaux défis dans le cadre de la diversification des produits alimentaires proposés sur le marché local.

Une nécessité d'augmenter les investissements dans le cadre des fonds d'appuis aux producteurs agricoles, animaux et agroalimentaires se présente.

En outre, certains producteurs sénégalais ont un besoin de renforcement de capacité, de conseils et de vulgarisation dans le domaine de la recherche-développement, dans le but d'améliorer la qualité de la production et de mieux maîtriser le marché d'écoulement.

Le renforcement des politiques agricoles est aussi une nécessité pour se conformer aux changements des habitudes alimentaires et leurs impacts sur les chaînes de valeur alimentaires. L'agriculture doit être considérée sur une échelle plus large incluant d'autres secteurs de l'économie nationale pour une meilleure efficacité.

La production de céréales, de tubercules et de maraîchage est insuffisante pour la demande nationale, tandis que la production de légumes est satisfaisante.

Nous remarquons ainsi que les besoins sont essentiellement dominés par les céréales et les racines tubercules. Les besoins en légumes sont parfaitement assurés par la production nationale, il en est de même pour la production arachidière.

⁶⁶ https://www.ifad.org/documents/38714170/43334911/Sénégal_IFAD+Futur+de+l%27agri.pdf/6ec32c0d-92c5-1038-0ba9-5bbdc0d8f83e?t=1625228825636

Cependant pour les céréales, l'offre est largement inférieure à la demande et cet écart ne cesse de se creuser. En effet, *les besoins en céréales avoisinent les 15 millions de tonnes pour une production nationale de 2,6 millions de tonnes*, selon le ministère de l'agriculture.

Il devient donc urgent d'envisager des investissements importants afin de booster le secteur.

Il est nécessaire d'augmenter les rendements en injectant des fonds d'ici 2030, 2050 et 2100.

Les tubercules telles que le manioc, la pomme de terre, l'oignon, la patate douce, offrent aussi des productions largement inférieures à la demande nationale, à tel point qu'il faudra quadrupler la production actuelle pour pouvoir fournir suffisamment le marché national.

La même situation est observée pour les Cultures maraichères qui vont devoir être multipliées par trois pour espérer couvrir les besoins.

3.3.3. Instabilité de la distribution agricole

L'instabilité de la production et de la distribution des produits agricoles est d'abord une conséquence de l'agriculture pluviale avant d'être impactée par le tourisme. D'un côté, elle dépend de la saison des pluies. Or, comme nous l'avons déjà mentionné, une mauvaise pluviométrie remet en cause toute la campagne agricole. Ce phénomène est fréquent au Sénégal, les pluies se raréfient, et le manque d'eau persiste.

C'est pourquoi, il est important de noter ici que la principale raison qui pousse les hôteliers et restaurateurs à se tourner vers le marché international pour s'approvisionner, est due à l'instabilité de la distribution. En effet, ils importent souvent les produits destinés à la consommation des touristes car les produits dont ils ont besoin ne sont pas en permanence disponibles à toutes les saisons. Leur distribution n'est pas assez régulière pour répondre à une demande permanente. Les études ont mis en évidence l'importance de mieux organiser la distribution afin de mettre un terme à l'incertitude des approvisionnements et à l'instabilité des prix. En effet, pour renforcer les chaînes d'approvisionnement, il est nécessaire au préalable de comprendre les besoins des hôteliers et des touristes afin de pouvoir mieux y répondre. Pour cela, la quantité, la continuité et la qualité des produits doivent être au rendez-vous. Il faudra ainsi mettre en place une chaîne d'approvisionnement solide qui relie exploitants agricoles, hôtels et restaurants.

Les agriculteurs ruraux rencontrent d'énormes difficultés pour satisfaire la demande des hôteliers et restaurateurs du fait de la saisonnalité de certains produits agricoles entre autres. La deuxième raison est pour certains, la qualité des produits. Certains produits sont malheureusement jugés non conformes au « bon calibrage ».

Force est de reconnaître que le marché touristique est très exigeant. Ces différents manquements accentuent le recours à l'importation et aux aides alimentaires en provenance des pays industrialisés. Toutefois, la production maraîchère tente de couvrir les autres besoins alimentaires. L'avantage de cette dernière est sa capacité à produire en saison des pluies et en saison sèche. Le tourisme peut impacter la production et la distribution lorsqu'il participe aux bouleversements des activités traditionnelles et agricoles.

3.4 . Bouleversement des activités traditionnelles

Le tourisme est fréquemment identifié comme un facteur d'acculturation contribuant à l'émergence d'un « *art d'aéroport* », selon la formule de Nelson Garburn (1976).

Nos enquêtes conduites sur la petite côte sénégalaise, au niveau des différents sites montrent ce même constat, de plus en plus d'objets en vente hors des critères d'un « *art indigène* », « *c'est-à-dire fabriqués par les populations locales, et à leur usage* ».

Depuis plusieurs années, le Sénégal subit une baisse du tourisme de découverte, de culture et de traditions. L'exploitation touristique de la petite côte sénégalaise avec la présence d'autres modes de vie, et le changement des sphères économiques favorise un recul des traditions, un détachement de la culture et une dégradation des mœurs pour certains. Et pour d'autres, c'est une source de richesses.

De nos jours, certains auteurs à l'instar de Diombera, affirment avec certitude qu'aujourd'hui, la plupart des jeunes de la Petite Côte ont adopté un mode de vie à l'occidentale sous l'influence du tourisme et de la mondialisation et que nous assistons à la mise en tourisme des cultures à forte valeur traditionnelle.

En effet, la petite Côte sénégalaise dispose de plusieurs villages tels que Yenne, Toubab Diallaw, Ndayane, Popenguine, Somone, Ngaparou qui sont traditionnellement très riches en us et coutumes qui attisent la curiosité des touristes. Au sud, il y a les villages de Nianing, à une vingtaine de minutes de Mbour, Pointe Sarène, Mbodiène et Joal Fadiouth.

Dans ces villages il existe plusieurs manifestations culturelles et traditionnelles telles que le khoy, le Simb, ou danse du faux lion, les régates, la sortie du « Kankourang, les luttes royales, et les rites d'initiation, etc...

Ces pratiques jadis sacrées, sont très souvent folklorisées et vendues comme produit touristique pour satisfaire la curiosité des visiteurs.

3.4.1. Interdiction d'accès et privatisation de l'espace public

Dans de nombreuses zones touristiques de la Petite Côte sénégalaise, des tensions se soulèvent entre populations locales et exploitants touristiques à cause de la privatisation des espaces. En effet, de plus en plus d'endroits leur sont interdits d'accès ou de circulation. Des lieux autrefois publics et des plages entières sont privatisées et désormais interdites à toute personne extérieure. En effet des plages entières sont devenues des propriétés privées. Nul besoin de mentionner que « *l'accès est interdit à toute personne étrangère* ». « Quel paradoxe d'être étranger dans son propre village. »

Le Domaine de Nianing par exemple avait refusé qu'un brave Monsieur passe sur la plage avec son cheval. Si ce n'était pas le courage de cet homme, de s'imposer à chaque altercation en rappelant être bien chez lui, nous pensons que plus personne dans le village ne pourrait continuer à profiter de la plage, ne serait-ce que pour se promener ou aller chercher du poisson. Cela crée des sentiments de frustration et d'injustice. Les tensions montent quand les espaces en question touchent des endroits où des activités économiques locales sont exercées. C'est le cas des activités de fumage et de séchage des poissons en bord de mer, du ramassage des coquillages, des zones d'embarquement des pêcheurs, des lieux de vente des produits artisanaux.

3.4.2. Rétrécissement des exploitations agricoles

Plus la demande touristique s'accroît, la nécessité d'extension du parc d'hébergement suit son cours, et plus des arbres sont abattus pour laisser la place à la construction de structures. (Les moissons de la cupidité)

Le rétrécissement des terres agricoles en milieu rural est une des conséquences liées aux nombreux problèmes fonciers. Des exploitations agricoles familiales sont morcelées, surexploitées voire confisquées. Cette surexploitation touche également les espaces classés. Ce fait met en évidence la vulnérabilité des populations rurales face aux risques fonciers. En effet, rappelons que la gestion foncière sénégalaise est régie par deux éléments juridiques : le droit coutumier et le droit positif de la loi 64-46 du 17 juin 1964 sur le domaine national.

Ces derniers entrent en confrontation sur le terrain en particulier dans le monde rural où le droit coutumier est ancré et qui plus est, prime auprès de certains anciens ruraux

Actuellement dans la commune de Malicounda, à Nianing, un litige foncier de 18 hectares de terres classées secoue la commune. Ce sont 25 hectares de plus à Pointe Sarène et 55 hectares à Mbodiène. C'étaient des terres du domaine agricole en général.

C'est dans ce contexte que le tourisme gagne de plus en plus de terrain, au sens propre du terme au détriment des autres secteurs. L'exemple la plus récente est la création de nouvelles stations balnéaires dans la Petite Côte à l'instar de Pointe Sarène, Mbodiène et Joal Finio. Des hectares de terres agricoles sont récupérés des mains des agriculteurs. Depuis des décennies beaucoup d'agriculteurs sont sans terre pour cultiver et attendent toujours un dédommagement qui tarde à venir sans justification valable.

En effet, « les espaces agricoles ne sont plus en mesure de résister à l'extension progressive et rapide du tourisme ». (Diombera, 2012)

Conclusion du chapitre 3

À partir de cette analyse sur les externalités négatives du tourisme sur l'agriculture, ce qu'il y a lieu de retenir ici est que même si le tourisme est un créateur de richesses et d'emplois, ses effets positifs doivent être examinés avec attention. (Diombera 2012)

En effet, les réserves foncières s'épuisent au Sénégal, l'érosion côtière s'accroît, des structures non répertoriées prolifèrent. Tous ces manquements ont poussé les responsables de la SAPCO à mettre en place de nouveaux sites sur la Petite Côte, dans le but de développer le secteur, de désengorger la station balnéaire de Saly, de rénover les anciens sites, d'améliorer les infrastructures existantes et d'augmenter la capacité d'accueil.

Cependant, malgré les compétences qui lui sont attribuées, la société d'aménagement se trouve dans l'incapacité de régler les problèmes fonciers et d'assurer l'aménagement même des nouveaux sites touristiques. Ceci conduira inévitablement à long terme, à une répétition des mêmes erreurs que celles commises à la station de Saly ainsi qu'aux autres sites ayant connu le même sort.

Comme nous l'avons vu dans ce chapitre, les effets de concurrence en ce qui concerne l'usage des ressources ont un fort impact sur l'agriculture. Ce dernier, même s'il est le secteur qui utilise le plus d'eau pour l'irrigation des terres et pour l'élevage ne cesse d'être concurrencé par les autres secteurs de l'économie à savoir l'industrie et le tourisme.

Néanmoins, l'accent est mis sur le fait que ce n'est pas seulement le tourisme qui concurrence l'agriculture à propos des ressources. C'est également le même cas par rapport au foncier, le tourisme n'étant pas le seul concurrent. Cependant, dans les zones touristiques, les activités touristiques sont des concurrents directs de l'agriculture face au foncier et à l'eau.

L'affectation des terres est très souvent sujette à de vives polémiques et ce sont en général les agriculteurs les premiers victimes.

Dans ce chapitre, nous avons également parlé de la rareté des produits, de l'instabilité de la distribution, du recours à l'importation. Ces derniers sont aussi les conséquences de la hausse des prix provoquée par le tourisme, du bouleversement des activités agricoles par le secteur touristique qui contribue ainsi à la baisse du pouvoir d'achat de certaines catégories de la population locale et donc sur le long terme, à leur appauvrissement.

CHAPITRE 4 : UNE MISE EN COMPLÉMENTARITÉ TOURISME ET AGRICULTURE EN MILIEU RURAL

Reconnu par certains comme étant un vecteur de développement socio-économique et culturel, le tourisme, du fait de son caractère ambivalent, et comme toute autre activité contribue également à la dégradation de l'environnement mais aussi à la paupérisation dans certains milieux selon d'autres. C'est dans ce contexte que la charte du tourisme durable appelle au *« développement des formes alternatives de tourisme respectant les principes du développement durable ainsi que la diversification des produits touristiques constituent des facteurs de stabilité, à moyen comme à long terme. Il convient, dans ce sens, et en particulier dans le cas de nombreuses petites îles et des zones écologiquement fragiles, de favoriser et de renforcer de manière active la coopération régionale »*⁶⁷.

Le tourisme durable est ainsi de plus en plus ancré dans la conscience collective. On assiste à une demande importante d'une forme de tourisme engagé de la part de touristes responsables conscients des effets du tourisme sur leurs lieux de départ et sur leurs destinations.

Le tourisme durable continue de faire l'objet de conférences à travers le monde. D'ailleurs, le thème, de la journée mondiale du tourisme 2021, célébré chaque année le 27 septembre, porte sur « Tourisme et croissance inclusive ». C'est un thème intéressant dans la mesure où le développement inclusif appelle à la participation de toutes les populations (quel que soit leur statut, âge, sexe, ethnie), au partage des bénéfices et aux prises de décisions.

En effet, comme le montrent de nombreuses expériences de tourisme de masse, le tourisme lui-même fait partie d'une économie mondiale plus ou moins durable. Pour que le tourisme soit durable et viable pour le développement, il doit faire partie d'un nouveau programme de développement visant à améliorer la vie des communautés d'accueil.

(Jean Marie Breton, 2006)

Au cours de nos recherches nous avons trouvé peu de références scientifiques sur l'agritourisme au Sénégal. L'offre agritouristique est exceptionnelle dans le pays. L'activité demeure marginale, absente dans les discours et rare dans la pratique. Toutefois ces recherches que nous venons d'entreprendre ont permis de comprendre que la nature, le tourisme, l'industrie et

⁶⁷ Charte du tourisme durable

l'artisanat sont étroitement liés à l'agriculture. C'est pourquoi il est essentiel d'analyser le secteur de l'agriculture dans un contexte global.

La nature est la base de l'agriculture, avec les ressources financières, la force de travail, elles représentent les grands piliers de l'exploitation agricole.

En dehors de sa fonction de base de production, sous l'influence de l'agriculture, le paysage devient une partie importante du potentiel culturel sénégalais ce qui en fait une prestation.

Nous pouvons ainsi dire qu'à travers l'exploitation de la terre, l'agriculture peut contribuer à la modification des espaces naturels qui constituent les bases de plusieurs prestations touristiques et culturelles telles que l'écotourisme, le tourisme de découverte, l'agrotourisme.

En effet, pour le tourisme, l'agriculture peut jouer plusieurs rôles majeurs.

Elle façonne et reconfigure le paysage naturel. Une partie importante de la surface du pays est influencée par l'agriculture, « *le paysage culturel du pays devient donc un produit issu de l'activité agricole* ».

D'autre part, l'agriculture fournit des produits agricoles, (fruits, légumes, céréales...) qui font la particularité de chaque région. Elle peut, dans une démarche durable, contribuer à la conservation du paysage et des espaces de vie permettant au tourisme d'en faire un produit attractif. Enfin, il est prouvé que l'importance d'aliments sains fabriqués de manière durable et à partir de sources locales continue de gagner du terrain. Cela profite à une nature vierge avec une grande biodiversité⁶⁸.

⁶⁸ <https://regiosuisse.ch/sites/default/files/2016-09/cosf-eco-tourisme-espace-feuille-de-resultats-3-090609-fl.pdf>

4.1. État actuel de la complémentarité tourisme agriculture sur la Petite Côte sénégalaise

Au cours de nos recherches, nous n'avons pas trouvé de complexe agricole qui propose l'agritourisme au sens propre du terme sur la Petite Côte actuellement.

Ces deux activités sont pratiquées séparément avec une complémentarité très limitée.

En effet, zone de pêche, de tourisme, d'agriculture et d'élevage ; la Petite côte était un espace qui n'attirait les touristes que pour des raisons balnéaires en général.

Cependant, notre attention fut attirée par **Maroneme Ferme**. En l'étudiant en profondeur, l'on se rend compte que cette dernière a toujours été une sorte d'agrotourisme sans dire vraiment son nom.

Historique de la ferme

Créé par un ancien comptable monsieur Paul MARONE, la ferme a d'abord été un poulailler qui comptabilisait 2000 poulets de chair par mois ; le positionnant ainsi comme premier producteur de poulets de chair dans le département de Mbour à 87 km de la capitale sénégalaise. Mais la catastrophe qui se produisit le 26 avril 1986 à Tchernobyl en Ukraine dans une centrale nucléaire, eut des répercussions catastrophiques pour les aviculteurs sénégalais. En effet, des produits douteux avaient inondé le marché sénégalais. Ces derniers aimant la nouveauté, l'exotisme et les produits bon marché, se ruèrent sur la chair importée (poulets, cuisses de dinde, ailes de dinde et autres produits d'élevage). Qui comme d'habitude, coûtait moins chers que la volaille locale. A titre d'exemple, pour ce poulailler, le poulet de chair d'environ 1,2 kg ; vidé et nettoyé pour un coût de production de 875 FCFA était revendu à 1200 FCFA le kg. Pour la même période, l'importateur de cuisses et ailes de dinde les avait rendus à Dakar et dédouanés à 220 FCFA le kg et revendus à 600 FCFA le kg. Il n'y avait donc pas de concurrence possible, et face aux innombrables difficultés, les aviculteurs locaux firent faillite.

Après l'élevage de poulets de chair, l'idée d'élevage de porcs vit le jour ; la filière était presque inexistante et les potentialités énormes. La toiture d'un des poulaillers fut enlevée et le bâtiment transformé en porcherie semi plein air donc sans toiture mais abrité uniquement par des arbres. Une porcherie de 100 m² fut disponible dès les premiers jours avec 4 porcelets dont 3 femelles et 1 mâle castré. La reproduction fut assurée par la location d'un autre mâle. Durant la troisième année de reproduction sans vente, un événement majeur est venu contribuer à l'essor de la

ferme. C'est cet événement qui a provoqué son développement fulgurant à savoir l'invasion des criquets en 1988. Ce dernier fut un désastre pour les cultures car les criquets dévorent tout à leur passage, tout ce qui se trouve dans les champs et sur les arbres. Mais ce fut une manne tombée du ciel pour Maroneme Ferme. Un grand nuage de criquets qui s'épandait sur plusieurs km alla passer la nuit sur les filaos des villages de vacances. Les avions français, canadiens et marocains qui portaient secours au Sénégal avaient traité au niveau de Club Aldiana, sur l'ensemble de la forêt de filaos. Le lendemain, une couche de 15 cm tapissait tout le sol. Les responsables de l'hôtel avaient engagé une armée d'ouvriers pour nettoyer. Un camion faisait la navette pour déverser des tas de criquets hors des villages de vacances. Il s'est avéré que des animaux en divagation mangeaient les criquets. Ce sont ainsi des tonnes de criquets qui ont servi pendant plus de 2 ans à nourrir le cheptel porcin qui avait dépassé 200 porcs tout compris : porcelets, nourains, cochettes, côches et mâle reproducteurs. Les marges bénéficiaires étaient énormes, ce qui a permis d'acheter tous les vergers voisins pour augmenter la surface de la ferme ; qui passa de 0,5 hectare à 05 hectares. Et plus tard, une clôture en dure a permis de sécuriser et de mieux valoriser la ferme.

Cependant, Maroneme Ferme a subi une série de pestes porcines africaines, les dernières remontent de 2007, 2009, 2011, 2013. Malgré cela, la ferme a toujours pu se relever et en outre développer d'autres types d'élevages à savoir l'élevage de bovins et de chevaux.

Maroneme Ferme : une sorte de ferme agrotouristique

A la base, c'est une ferme agropastorale qui a développé des activités agrotouristiques sans vraiment s'y attendre. En effet, depuis la période du poulailler jusqu'aux élevages de porcs, de bovins et de chevaux, les principaux clients de la ferme sont les villages de vacances, hôteliers, restaurateurs... Les hôteliers se déplaçaient eux même en camionnette pour s'approvisionner en porc charcutier.

Les chevaux élevés à la ferme servaient aux travaux champêtres et à l'activité touristique pour des balades à cheval en brousse. Les activités telles que l'agriculture, l'horticulture et le maraîchage occupent également une place importante. La ferme regroupe en son sein plusieurs espèces végétales et animales, jouant un rôle important dans la biodiversité. Jamais auparavant, une ferme sur la Petite Côte sénégalaise n'avait pu regrouper en son sein autant d'espèces, que ce soit végétales ou animales. Les fruits et légumes produits à la ferme alimentaient les marchés locaux et approvisionnaient les établissements touristiques.

L'hébergement à la ferme est l'une des activités importantes pour une ferme agrotouristique mais Maroneme Ferme ne proposait pas d'hébergement directement à la ferme. Cependant, l'activité d'hébergement se déroulait gratuitement dans la maison familiale à quelques mètres de la Ferme pour les amis, touristes français et autres. C'était une sorte de tourisme chez l'habitant. Les repas quant à eux étaient organisés soit à la ferme soit à la maison avec les produits issus de la ferme tels que le porc, les fruits et légumes.



Illustration 27 : Photo 11 – Maroneme Ferme
Source : auteure, janvier 2020

A défaut de trouver d'autres structures agrotouristiques sur la Petite Côte, nos recherches nous ont orientés vers d'autres endroits à l'instar de la ferme de Kaydara aux îles du Saloum, la ferme de Djibelor à Ziguinchor, la ferme de Nguiguélakh à Saint Louis et la ferme de Nguiguiss Bamba à Louga.

Nous allons étudier ces quatre fermes en guise d'exemples qui peuvent être reproduits sur la Petite Côte sénégalaise où il est indispensable de promouvoir une alliance entre tourisme et agriculture par le biais de l'exploitation des fermes agrotouristiques.

La ferme KAYDARA

Située au centre du village de Keur Samba Dia dans la Commune de Fimela, région de Fatick, la ferme de Kaydara est Aménagée de façon à recréer à l'image d'une forêt.

Elle regroupe plusieurs espèces d'arbres locales, d'animaux, d'herbes et de fleurs.

Elle dispose de quelques chambres destinées à l'hébergement des visiteurs dans le cadre d'un séjour personnalisé et convivial, avec la possibilité de participer à la préparation de la nourriture avec les produits de la ferme et d'effectuer une promenade agréable au sein de la ferme en visitant ses petites cultures. L'établissement favorise un recrutement de la population locale en leur offrant des formations de renforcement de capacités. Les activités sont ainsi entièrement gérées par les villageois favorisant ainsi des retombées économiques réelles et une amélioration des conditions de vie des villageois. Elle respecte les normes de protection de l'environnement par l'utilisation de sources d'énergies renouvelables, la fabrication de compost, la protection du littoral et la mise en place de pratiques agricoles biologiques.

La principale activité proposée aux clients à la ferme de Kaydara est la découverte de ses diverses cultures, de ses espèces, ainsi que les méthodes de cultures pratiquées.

La clientèle est invitée à la participation des activités de la ferme. L'établissement favorise la visite de la population locale et propose d'assister à des activités traditionnelles telle que la lutte, les déplacements en pirogue ou en charrette, et de prendre connaissance de l'histoire de la zone.



Illustration 28 : Photo 12 – Kaydara
Source : Senef.fr

La ferme de DJIBELOR

Située environ à 3,5km de Ziguinchor, la ferme écologique de Djibelor qui se trouve dans une région traversée par de multitudes bolongs propices à la riziculture, est créée en 1988 par un Français, Gérard Wartraux. Sur une superficie de 15 hectares, la ferme comprend des arbres fruitiers, des cultures horticoles, un élevage de crocodiles (d'environ 500 crocodiles en 1988) et abrite aussi divers animaux. Cette structure propose des hébergements fabriqués par des matériaux locaux et d'une restauration biologique avec des produits naturels et authentiques. C'est un univers d'exploitation agricole tropicale à l'allure d'un petit paradis grâce à sa végétation et à ses animaux. La ferme de Djibelor est un site exceptionnel qui propose des produits provenant de son exploitation tels que les fruits, les légumes, le cuir et la viande de crocodile, les fleurs, les objets de souvenirs, les plantes médicinales...etc.



Illustration 29 : Photo 13 – Élevage de crocodiles du Nil ;
Source : <http://news.bbc.co.uk/2/hi/africa/4582300.stm>

La ferme de Nguiguélakh

Située dans la commune de Gandon, est à 20 km au sud-est de Saint Louis. Elle a été créée à l'initiative de Doudou et Ousmane SOW dans les années 1980 dans le but de sédentariser les populations peulhs semi-nomades et de participer à la création d'emplois. Elle couvre une superficie de 19 hectares et s'articule autour d'activités qui trouvent leur cohérence dans le développement communautaire, telles que l'élevage, l'agriculture, la santé, la formation, la transformation et la commercialisation de produits locaux (lait de chèvre et de vache, fromage, yaourt, miel). La production d'énergie se fait à partir de panneaux solaires et deux biodigesteurs produisent du gaz et de l'engrais liquide.

L'activité touristique y est bien ancrée, la structure offre l'hébergement et la restauration. Elle bénéficie de l'appui financier de la coopération technique belge (CTB).

La ferme de Nguiguiss Bamba à Mbacké Kador dans la région de Louga est une commune située au Nord-Ouest du Sénégal, dans le département de Kébémér. Mbacké Kador est fondée en 1880 par Mame More Anta Saly Mbacké, père de Cheikh Ahmadou Bamba, fondateur du mouridisme. Mbacké Kador est un symbole de la spiritualité à travers l'histoire de Cheikh

Ahmadou Bamba. La voie du mouride est née dans cette commune en 1883. « Nguiguiss Bamba » est l'endroit où Mame Cheikh Ibrahima FALL a fait allégeance à Cheikh Ahmadou Bamba. Créée en 2018, la ferme de Nguiguiss Bamba, appelé bio ferme par SOL (Alternatives Agro-écologiques et Solidaires), s'étend sur 6 hectares. Elle a été construite dans le but de créer des revenus pour les populations afin de freiner l'exode rural. Elle a aussi pour but de répondre aux enjeux de l'autosuffisance alimentaire, de la création d'emploi, de la protection de l'environnement et de la solidarité pour le Sénégal et le Sahel. La ferme fait partie du projet de l'ONG des villages de Ndem.

Nguiguiss Bamba est une ferme de démonstration et de formation agro-écologiques multidisciplinaire tels que l'élevage, le maraîchage, la pisciculture, l'arboriculture autres grandes cultures, la transformation alimentaire et conservation, la reproduction de semence. La ferme bénéficie également d'une unité artisanale avec la couture, la teinture...

Des boutiques de ventes ouvertes à Dakar, à Mbour et à Touba assurent la commercialisation des produits issus de la ferme.

L'exploitation agricole, au niveau de ces deux dernières fermes, repose sur la pratique de polyculture-élevage (culture maraîchère, culture fourragère, apiculture, arboriculture, la pisciculture, l'élevage semi-intensif...) et dans un moindre mesure la culture saisonnière (céréales, arachide, niébés).

En effet, l'exploitation agricole, au niveau de ces deux fermes, tourne autour de la production de légumes et fruits, la transformation et la vente en directe. S'agissant de la production des légumes (la culture maraîchère), elles produisent l'oignon, la salade, la carotte, le tomate, l'aubergine, les plantes aromatiques, le chou, le redis, le navet, le piment, etc. Au niveau de la ferme de Nguiguiss Bamba, la culture maraichère est l'activité la plus importante en termes de revenu. Elle assure la sécurité et la souveraineté des populations de la commune de Mbacké Kador. Les produits sont vendus dans les marchés de la zone et à Touba. La ferme de Nguiguélakh fournit les hôtels de Saint-Louis et les autres marchés environnants.

Concernant l'arboriculture, les arbres fruitiers cultivés dans ces deux fermes sont nombreux. Nous y trouvons des variétés de cocotiers, de manguiers, de corossols, de citronniers. Pour la culture fourragère, le maralfalfa, le leucaena, et le panicum sont cultivés dans ces exploitations agricoles. Elle y occupe une place importante. En effet, le fourrage est utilisé pour l'aliment des bétails. Il contribue largement à la production pour le bétail.

Les exploitants de ces fermes se sont aussi engagés dans la transformation afin de valoriser leur production. Le lait provenant des chèvres et vaches est transformé en yaourt et en fromage. Les légumes et fruits sont transformés en jus et confitures. Cette transformation offre des avantages comme la sécurité alimentaire et la qualité des aliments.

Les offres agritouristiques proposées par ces exploitations concernent quatre activités à savoir : l'hébergement qui est l'activité la plus importante en termes de revenus, la restauration à la ferme ; la vente directe, ainsi que diverses autres activités comme la visite à la ferme.

S'agissant du logement, le type d'hébergement utilisé par la ferme de Nguiguélakh est une maison d'accueil. Plusieurs choix sont proposés tels que chambre individuelle, salle de bain privée, dortoir. La pension complète pour une nuitée s'élève à 14 000 F CFA (21€).

A Nguiguiss Bamba, les habitants ont construit des logements traditionnels pour accueillir les visiteurs. Ces logements sont des cases construites en paille. Une grande maison traditionnelle sert à loger le personnel de la ferme. Des chambres individuelles sont réservées aux touristes. La pension complète s'élève entre 10 000 F CFA et 30 000 F CFA. (15€ et 45€).

Pour la restauration, ces deux exploitations offrent des plats variés. Il s'agit du mythique « Ceebu Jen Penda Mbà » (classé patrimoine mondial immatériel de l'UNESCO), le Mafé, le Domada, le Yassa, le Lakh. Outre la restauration et l'hébergement, la ferme de Nguiguélakh et celle de Nguiguiss Bamba offrent un service de vente directe aux voyageurs. Ces derniers ont l'opportunité d'acheter les fromages, les yaourts, les jus, les confitures, les produits médicinaux et les produits artisanaux dont apprécient les touristes. A l'image de la ferme de Nguiguélakh, Nguiguiss Bamba propose également à la vente directe les produits tels que l'huile de Moringa, l'huile de Baobab, la poudre de feuille de Moringa, les infusions à l'hibiscus, des tisanes de Kinkéliba.

Des visites guidées sont organisées dans ces fermes afin de faire découvrir les exploitations et le quotidien des populations locales. A Nguiguélakh la visite permettra de découvrir les cultures maraichères, l'atelier de fabrication de fromage, les lieux de traite ainsi que l'atelier de confection de vêtements, la salle de teinture, la salle d'expositions et ventes.

Après la découverte de l'exploitation les visiteurs ont la possibilité de rencontrer les villageois afin d'en apprendre davantage sur les traditions et la vie quotidienne des hommes, des femmes et des enfants. Comme à Nguiguélakh, la ferme de Nguiguiss Bamba propose aux visiteurs de s'immerger et de vivre l'authenticité.

Les touristes ou visiteurs peuvent découvrir une grande diversité d'animaux, les pépinières, les maraichères, les arbres fruitiers, les techniques utilisées ainsi que les activités artisanales telles

que la fabrication des articles textiles, la couture, la teinture. Ils peuvent aussi visiter les lieux sacrés de la zone comme Nguiguiss Bamba et le Baobab de Mame Cheikh Ibrahima Fall. Ces visites guidées organisées par les exploitants permettent aux visiteurs d'apprendre à mieux connaître les métiers de l'exploitation et la vie du monde rural.

La clientèle des deux dernières fermes :

Cette clientèle qui vient visiter les deux fermes est constituée à 80% des touristes étrangers. La majorité des touristes étrangers sont français, belges, suisses, italiens. Sur l'ensemble des visiteurs étrangers que la ferme de Nguiguiss Bamba et Nguiguélakh ont reçu, plus de la moitié sont venus durant la période de la haute saison. Les raisons de leurs venus sont variées : villégiature, convivialité, authenticité, qualité de vie, calme et voyages pédagogiques. Les sénégalais n'ont pas encore connu ce type de tourisme. En effet, la plupart d'entre eux sont venus uniquement pour effectuer des recherches.

Les moyens de promotion :

Pour positionner leurs entreprises en tant que leaders, ces deux fermes ont choisi minutieusement les canaux à privilégier. Elles utilisent des moyens de communication tels que la bouche à l'oreille, l'Internet et l'évènementiel.

S'agissant de l'Internet, les deux fermes ont leurs propres sites. Mais pour toucher un public de masse, elles sont actives sur les réseaux sociaux, plus particulièrement sur Facebook. Les exploitants communiquent via ce réseau social pour se démarquer en publiant des articles et en partageant des photos.

Pour informer leurs clients et leurs partenaires des actualités de leurs exploitations, la ferme de Nguiguiss Bamba participe à des foires ; comme la foire internationale de l'agriculture et de ressources animales (FIARA), pour promouvoir leurs entreprises. La ferme de Nguiguélakh organise des événements au niveau international pour faire la promotion de leurs produits. Elle participe à des festivals et fait des expositions.

Impact de l'agritourisme autour des deux fermes :

L'agritourisme a un impact intéressant. Tout d'abord il permet aux exploitants d'accéder à un complément de revenu pour la pérennité de leurs exploitations. Ce complément de revenu issu des différentes activités (la vente directe, l'hébergement, la restauration) leur procure une autonomie financière. En effet, les dépenses liées aux fonctionnements de ces fermes sont prises en charges par les fermes eux-mêmes. L'agritourisme dans ces deux fermes a bien d'autres avantages pour les acteurs publics. Elle contribue à préserver des habitats naturels et à

diversifier les paysages agricoles. Elle promeut l'agriculture biologique, tout en apprenant aux populations à être plus responsables dans leurs habitudes alimentaires.

L'agritourisme permet également d'attirer de nouveaux clients car ceux qui recherchent ces produits seraient différents de ceux qui recherchent les produits balnéaires. Ces clients ont des attentes particulières et sont soucieux de la composante durable. Grâce à l'agritourisme, ils bénéficient d'une alimentation de qualité produite dans le respect de l'environnement.

L'agritourisme permet d'avoir un étalement touristique. En effet, l'espace rural connaît peu de variations de fréquentation liées à la saisonnalité du fait que l'agritourisme est praticable en toute saison.

L'existence de ces fermes agricoles, bien que n'étant pas nombreuses, constitue déjà des exemples à suivre vers un modèle concret de développement local durable. En effet, ces fermes permettent de diversifier le revenu des agriculteurs, de valoriser les produits locaux et les traditions locales, de créer des emplois et de lutter contre l'exode rural et l'immigration clandestine, d'encourager des pratiques écologiques pour la protection de la nature.

4.1.1. Une complémentarité limitée

Comme nous l'avons déjà souligné plus haut, la complémentarité entre tourisme et agriculture sur la Petite Côte existe à certains endroits mais est très limitée et donc insuffisante pour en tirer un quelconque développement sur le long terme. Toutefois c'est un bon début qui mérite un travail plus approfondi.

De plus en plus d'activités émergent pour faire face aux besoins des consommateurs avec une forte participation des femmes et des jeunes entrepreneurs.

En général, ils s'organisent sous forme de GIE, s'assurent de la production et de la vente.

Nous allons, dans les parties suivantes, mieux développer sur ces activités déjà mentionnées.

4.1.2. Les femmes productrices

L'exemple des femmes productrices est une belle illustration d'une certaine mise en complémentarité entre tourisme et agriculture. A travers diverses activités, ces femmes parviennent à produire des produits de qualité qui entrent dans le circuit très sélectif destiné à la consommation touristique. Individuellement ou en groupe, elles essayent de tirer profit du tourisme grâce aux produits artisanaux (pagnes, paniers, objets d'art, colliers de perles...) ou simplement aux fruits et légumes frais ou transformés (mangues séchées, confiture, jus, sirop...) provenant de leurs exploitations agricoles.

Les sites touristiques de la Petite Côte regorgent de produits divers et variés. La valorisation et la mise en tourisme de ces derniers constitue un avantage important pour un développement économique local. Rappelons que ce sont en général les femmes et les jeunes entrepreneurs qui sont au cœur des productions, des transformations et de la mise en vente de nombreux produits locaux. Sur la Petite Côte sénégalaise, elles sont regroupées sous forme de groupement d'intérêt économique (GIE). Elles cultivent, transforment et vendent. Certaines sont propriétaires, d'autres locataires de champs, parcelle ou local.

Parmi les GIE et les microentreprises figurent le GIE Sokhna Maï, Mane Naturelle, secret de femme, **Café Toubà Porokhane**... Ils transforment les produits issus de l'agriculture locale à savoir les céréales, les fruits et légumes, plantes et arbustes.

GIE Sokhna Maï transforme les céréales, fruits et légumes en poudre, granulés, produits séchés, jus, confiture, sirop...

Mane Naturelle s'active dans la production de savons, Karité, Miel, compléments alimentaires, huiles, sérum... le tout à base de plantes, arbres et arbustes, de matières premières locaux.

Secret de Mame confectionne des infusions, des sirops, poudre, fruits séchés, jus, fruits en pâte, avec les produits des agriculteurs locaux.

Cependant, au niveau des chaînes de valeur agricoles et malgré leur forte présence,

Les femmes occupent des rôles moins intégrés et moins qualifiés que les hommes en raison du niveau d'alphabétisation qui reste faible pour certaines femmes, de faibles revenus et d'un accès limité aux facteurs de production (capital, terre) et à la finance. Alors que les hommes occupent des postes cadre, elles sont souvent des employés. En effet, les hommes sont dominants dans les activités à plus forte valeur ajoutée grâce à leur pouvoir d'achat leur permettant d'acquérir des moyens de production. Dans le sous-secteur de la production végétale, les femmes sont davantage impliquées dans l'ensemencement, la plantation, la récolte, la transformation, le

stockage et la commercialisation des produits agricoles à différents niveaux de liaison dans la chaîne de valeur agricole. Les hommes sont plus impliqués dans l'approvisionnement et la production d'intrants (traitement des plantes, irrigation, préparation du sol, application d'engrais). Les femmes sont nombreuses dans la transformation artisanale et dans l'industrie. Elles jouent un rôle important dans la commercialisation des produits agricoles. Mais, elles rencontrent des difficultés pour accéder à l'information, à la formation et aux services pour les marchés émergents, le marketing, l'emballage, l'étiquetage (produits labellisés, certification biologique) et les marchés émergents. Elles subissent la concurrence des grands fabricants et des exportateurs. Pour le secteur agricole, elles sont responsables de la vente des produits horticoles, en particulier des légumes, mais vendent également des produits agricoles transformés tels que les jus, les huiles, les pâtes et les céréales (FAO,2018).⁶⁹

Toutefois, l'exemple des femmes productrices est une belle illustration d'une certaine mise en complémentarité entre tourisme et agriculture.

⁶⁹ <https://www.fao.org/3/CA0044FR/ca0044fr.pdf>

4.1.3. Les activités de maraichages

Le début du maraichage sénégalais est très ancien : il a commencé dans la région du Cap-Vert vers 1837. C'est une activité en plein essor et joue un rôle indispensable pour atteindre la sécurité alimentaire, l'économie et l'emploi des femmes et des jeunes. Ces derniers s'y intéressent davantage et y investissent de plus en plus car le financement est moins lourd et les bénéfices non négligeables. Il suffit de disposer d'une surface, des intrants, d'une source d'eau, de quelques matériaux, des connaissances de base et de définir son mode de distribution.

Auparavant destiné à l'autoconsommation, c'est désormais une activité indépendante et une source de revenus non négligeable. Toutefois, si certains sont propriétaires de leur terre, d'autres en revanche louent des terres pour la saison agricole à 30.000 FCFA le champ ou 60.000 FCFA en fonction de la surface et de la disponibilité en eau.

Contrairement à l'agriculture pluviale, le maraîchage ne dépend pas forcément de la saison des pluies et peut s'effectuer durant toute l'année en tenant compte du calendrier des fruits et légumes de saison mais aussi de la disponibilité de l'eau dans les puits, les forages ou les bassins de rétention d'eau douce. La production maraîchère complète celle de l'agriculture pluviale et concerne en général les légumes : oignon, tomate, carotte, navet, aubergine, chou, gombo, piment, oseille, poivron, concombre, haricot vert, herbes aromatiques, ...

Mais, par moment, le maraichage rencontre des problèmes tels que le manque de stabilité des marchés des producteurs impliquant ainsi des changements sur l'approvisionnement et les prix selon la période de l'année.

4.2. Une mise en complémentarité dans le but d'améliorer les conditions de vie des populations locales

En guise d'introduction pour cette partie, nous tenons à rappeler et souligner tous les manquements qui freinent le tourisme durable et ainsi mettre l'accent sur l'importance de ce dernier pour le Sénégal en général et surtout les sites tels que la Petite Côte sénégalaise.

En effet, les potentialités touristiques de la zone littorale sont mal exploitées alors que les zones intérieures du pays regorgent d'immenses richesses touristiques, qui ne sont pas valorisées par les politiques et les professionnels. Le défrichement et de terrassement des arbres dans le cadre de l'aménagement des zones touristiques qui se situent sur la plage, ou sur la mangrove ont conduit à une dégradation avancée de la nature tout en perturbant et fragilisant l'équilibre de la vie des espèces de la faune et de la flore. Ces phénomènes contribuent ainsi à la fragilisation du littoral et de la biodiversité. A l'heure actuelle, la promotion de la destination est toujours orientée vers son potentiel balnéaire, vendant ainsi le soleil et la mer.

Toutefois, le tourisme sénégalais fait face à une forte concurrence avec l'avènement des autres destinations à l'instar du Cap-Vert qui attire actuellement de plus en plus de touristes balnéaires ; l'ensemble des hébergements, hôtels haut de gamme, résidences, auberges ou campements proposent les mêmes activités de loisir ou sportives entre piscine, baignade plage, tennis, planche à voile, ski ou soirées discothèques. Les établissements haut de gamme rajoutent la thalassothérapie et le golf.

Nous pouvons donc noter un manque de touche d'originalité de l'offre touristique

Toutefois, le tourisme est devenu le fondement de l'économie de la Petite-Côte sénégalaise.

Les tours opérateurs commercialisent le Sénégal sous la formule de forfait tout compris par le bais de leurs chaines hôtelières établies sur le territoire réduisant ainsi considérablement les chances pour la population autochtone de bénéficier des retombées de l'activité.

Outre, les hôtels longent le long de la mer établissant un système de privatisation des places qui deviennent accessibles qu'à leurs clients. La population autochtone est ainsi interdite d'accéder à certains endroits à la mer ou à la plage au niveau de plusieurs zones littorale. La pratique de l'activité touristique sur la petite côte sénégalaise se caractérise par trois aspects qui poussent une partie de la population à porter un regard négatif sur le secteur : son coût élevé, la dégradation de l'environnement et des mœurs pour certains, la privatisation de l'espace public. Le tourisme Sénégalais présente donc un bilan mitigé.

En effet, malgré ses nombreuses retombées économiques, il a des impacts socioculturels non négligeables sur la population locale. Pour certains auteurs, il favorise la pédophilie, le proxénétisme, la prostitution. En effet, Le « Sun, Sand, Sea » reflète très souvent l'image d'une destination de tourisme sexuel attirant ainsi des voyageurs mal intentionnés qui utilisent la pauvreté pour « pervertir » les jeunes de la localité d'accueil.

Le coût socio-économique du tourisme a fait de la Petite Côte une localité où les biens et les services, les denrées alimentaires et le foncier sont devenus extrêmement chers allant à l'encontre du pouvoir d'achat de la population créant ainsi de fortes inégalités sociales.

Les retombées économiques du tourisme balnéaire profitent peu aux populations de la Petite Côte (Diombera, 2012). Cette dernière vit une crise sociale à cause du mécanisme de domination économique et de dépendance vis-à-vis de l'activité. La majorité des investissements et de la clientèle viennent de l'Occident, ce dernier établit un cercle économique fermé qu'il contrôle entièrement. Les voyagistes vont jusqu'à sensibiliser les touristes à éviter les éventuels contacts avec la population d'accueil. Au sein des hôtels de type « All inclusive », des équipes d'animation spéciale s'occupent des loisirs pour que les touristes ne ressentent guère la nécessité d'aller à la rencontre de la population locale.

La majorité des bénéfices générés par l'activité retournent aux grands groupes de voyagistes étrangers qui contrôlent la plupart des structures hôtelières de la Petite Côte.

De nos jours, le tourisme balnéaire inquiète malgré tout. Le nombre de touristes baisse. Le tourisme sénégalais est ainsi confronté à de nombreuses difficultés, c'est donc une nécessité de mettre en place une politique cohérente, dynamique, dans le but de créer de nouvelles formes de tourisme plus durables et plus bénéfiques en termes de retombées économiques. En effet, le Sénégal a tout l'intérêt de réorienter sa politique touristique.

Pour cela, il faut créer un cadre de concertation entre tous les acteurs, recueillir l'avis de la clientèle, celui des professionnels et celui des populations locales.

Revaloriser la relation entre le tourisme et les autres secteurs de l'économie tels que l'agriculture est nécessaire pour mettre en place et développer de nouvelles formes alternatives au tourisme de masse telles que l'agritourisme.

C'est ainsi que pourrons être regroupés les différents attraits du pays, valoriser l'offre, créer de nouvelles sources de revenus afin de répondre aux critères du tourisme durable.

Les investissements publics comme privés destinés au tourisme et à l'agriculture devront être utilisés de manière cohérente dans un cadre qui permettra en même temps, un développement du tourisme, une valorisation des exploitations agricole, une vente directe des produits

agricoles, une promotion des arts culinaires sans oublier la protection de l'environnement et du patrimoine.

L'agritourisme est un moyen efficace de lutter contre la monotonie de l'offre dominée par le balnéaire

Promouvoir et mettre en tourisme les activités traditionnelles est un grand pas en avant pour une mise en complémentarité entre tourisme et agriculture efficace. Dans ce cas, il est indispensable de proposer des offres qui intéressent les hôteliers, restaurateurs et touristes. Les activités traditionnelles concernent à la fois des produits de consommation (fumage et séchage de poisson à l'ancienne, transformation des autres produits halieutiques, toujours à l'ancienne) et les activités de divertissement (promenade à charrette ou à cheval, courses d'ânes ou de pirogue, soirée langouste sur la plage...) ce sont autant d'activités intéressantes à développer et à proposer à la clientèle touristique. Dans ce cas, il est nécessaire de parvenir à mettre en place un agenda touristique et de proposer ces activités à date fixe pendant la saison touristique.

Nous tenterons ici de vérifier l'hypothèse selon laquelle si l'activité touristique est bien organisée, elle pourra contribuer au développement de l'agriculture et ainsi au développement économique local. Nous nous basons sur l'idée selon laquelle cette approche ne pourra se faire qu'à travers la vulgarisation de l'agrotourisme qui est une alliance entre le tourisme et l'agriculture. Cette forme de tourisme renferme de nombreux atouts qui lui permettront de compléter les prestations qui sont actuellement en vigueur dans le pays.

En effet, le balnéaire ne cesse de montrer ses limites à travers ses effets néfastes sur l'environnement et la population. Il peut favoriser le dépeuplement de la campagne sénégalaise comme nous l'avons étudié précédemment. A l'inverse l'agritourisme est un moyen efficace de dissuader cette migration en permettant aux agriculteurs de rester dans la zone tout en continuant leur activité familiale et traditionnelle. Il propose au paysan des nouveaux moyens d'octroyer un nouveau souffle à l'agriculture familiale, de s'adonner à une vente directe de la production et de diversifier les revenus avec des services d'hébergement et de restauration à moindre coût d'investissement.

L'agritourisme permet ainsi aux résidents qui en font leur activité secondaire, de conserver leurs terres. L'agriculteur est ainsi motivé à entretenir son espace rural, de veiller à son esthétique, et sa propreté afin de pouvoir attirer non seulement des touristes internationaux mais aussi les populations urbaines actives qui ont la possibilité ; grâce aux moyens informatiques, peuvent continuer leur activité professionnelle à distance.

Les paysans vont ainsi prendre en main le rôle de la protection culturelle, de la conservation du patrimoine qui sera un élément essentiel pour la promotion de leurs exploitations agritouristiques.

L'agritourisme est un moyen de subsistance pour les petites exploitations familiales des campagnes qui ne bénéficient d'aucune subvention de la politique agricole sénégalaise.

De plus l'agritourisme ne présente pas uniquement des avantages financiers, en effet, un épanouissement des campagnes à travers cette activité peut favoriser un développement plus large de la localité qui est promu à travers le monde.

L'agritourisme est une innovation qui s'inscrit dans le cadre du tourisme durable dans un contexte de décentralisation du tourisme issue d'initiatives économiques dont la visée est la création de service et l'amélioration des conditions de vie.

La pratique de l'agritourisme est l'avenir de la diversification agricole car étant à la fois un moyen de lutter contre l'exode rural tout en créant de la richesse.

Elle permet notamment de maintenir des exploitations agricoles qui rencontrent des difficultés financières et leur permet par la même occasion d'être indépendante par rapport aux contraintes des marchés et à la pluviométrie.

L'agritourisme a des effets bénéfiques sur la biodiversité car, l'augmentation de la productivité ne se fera que dans un cadre écologique.

Elle peut aider à relever les défis d'une alimentation saine face à certains aliments hyper transformés industriels car au niveau des fermes agritouristiques les produits proposés sont directement issus de la production agricole.

Cette recherche nous a permis de souligner la pertinence de l'agritourisme dans le cadre d'une prise de conscience de son impact positif sur le milieu rural. Nous saisissons ainsi les moyens de sa vulgarisation et les pistes que devront adopter les exploitants agricoles afin de mieux diversifier leurs activités par le biais de l'agritourisme.

Une mise en complémentarité du tourisme et de l'agriculture au niveau de la Petite Côte va donc considérablement contribuer à l'amélioration des conditions de vie des agriculteurs en particulier et de la population locale en général.

4.2.1. Développement et mise en tourisme des activités traditionnelles

« Pour participer au développement durable, le tourisme doit se baser sur l'éventail de possibilités qu'offre l'économie locale. Les activités touristiques doivent pleinement s'intégrer dans l'économie locale et contribuer de manière positive au développement économique local ⁷⁰. »

Promouvoir et mettre en tourisme les autres activités traditionnelles est un grand pas en avant pour une mise en complémentarité tourisme agriculture efficace sur la Petite Côte sénégalaise. Parmi les autres activités traditionnelles qui ont subi des pressions, figurent le fumage et le séchage de poissons en bord de mer et l'élevage de type pastoral.

Ce dernier se différencie de l'élevage en cage dont le bétail est attaché et nourri sur place. Pour l'élevage de type pastoral, le bétail est regroupé en troupeau et guidé par des éleveurs vers les pâtures à la quête de nourriture. Leur alimentation de base se trouve dans les champs (herbes, feuilles d'arbres et arbustes ainsi que le reste des récoltes.

Toutefois, nous constatons que ce schéma est bouleversé, la précarité foncière constituant le principal obstacle. Les réserves disparaissent sous le poids des privatisations et des clôtures des terrains. Le pâturage devient quasi impossible.

Or, promouvoir, développer et de mettre en tourisme cette activité serait bénéfique grâce à sa contribution à l'alimentation avec la production de viande, de lait, de cuir.

Nous constatons que les activités traditionnelles concernent à la fois des produits issus de l'agriculture et des produits issus de la pêche (fumage et séchage de poisson, transformation des autres produits halieutiques, à l'ancienne) et les activités de divertissement (promenade à charrette, calèche ou à cheval, courses d'ânes ou de pirogue, soirée langouste sur la plage...) Ce sont autant d'activités qui peuvent être mises en tourisme. Il est important dans ce cas, de mettre en place un agenda touristique en question et de proposer ces activités à date fixe pendant la saison touristique.

L'agritourisme est originaire de l'Europe germanique. Cette activité, dans la région du Tyrol en Autriche, pendant cette période, les paysans offraient des services d'hébergement au sein de

⁷⁰ Charte du tourisme durable

leurs fermes. Ces revenus supplémentaires permettaient aux fermiers d'augmenter leurs revenus mensuels.

Jusque dans les années 60, sur le continent européen l'agritourisme était juste pratiqué de manière occasionnelle. Cependant grâce au phénomène de retour à la campagne et au développement de l'urbanisation, l'agritourisme a pris un essor. Ce développement a permis la mise en place de plusieurs fermes agritouristiques à travers le monde agricole.

A l'origine, l'agritourisme, ne concernait que l'hébergement, de nos jours on observe une diversification de l'offre avec la proposition de plusieurs autres activités telles que la restauration, la promotion et la vente des produits issus de la ferme et de la région, les circuits touristiques etc. L'agritourisme est une forme de tourisme durable et une source financière importante pour les agriculteurs facilitant la pérennisation de leurs activités.

Il favorise la valorisation de la culture des zones rurales.

Cette activité privilégie à fois la consommation des produits issus de la ferme tout en éliminant les émissions de gaz à effet de serre causées par l'industrialisation.

Les gérants de fermes agritouristiques jouent un rôle essentiel dans la protection de l'environnement. Leurs produits sont entièrement biologiques voire biodynamiques.

Cette forme de tourisme qui a aussi pour but la découverte et le partage des savoir-faire d'un milieu à vocation agricole se pratique de plusieurs manières parmi lesquelles nous pouvons citer, la visite de la ferme, l'hébergement, la restauration ainsi que la vente de produits frais.

Au Sénégal, la plupart des zones rurales vivent dans des situations socioéconomiques assez difficiles. Les pouvoirs publics s'activent ainsi à une modernisation de ces zones ainsi qu'à l'amélioration des conditions de vie des locaux.

Néanmoins, les zones rurales sont actuellement confrontées à de nouveaux défis qui concernent surtout la conservation de la nature, du paysage et du patrimoine culturel.

En outre, le caractère authentique de ces localités suscite de plus en plus un intérêt international. Dans plusieurs localités, les zones rurales essayent de développer des activités touristiques leur permettant ainsi de créer de la valeur ajoutée, de valoriser leur patrimoine et d'avoir des revenus conséquents afin de sortir de la pauvreté.

La diversification des produits touristiques devient ainsi une source de développement équitable. Les revenus qu'elle va engendrer va constituer un levier pour l'économie rurale.

Ainsi, des activités telles que l'agritourisme sont essentielles pour l'épanouissement des agriculteurs, mais il mérite néanmoins d'être étudié plus profondément afin de pouvoir

contraindre d'éventuels inconvénients de son fonctionnement dans ces milieux assez particuliers.

Pour un développement de l'agritourisme dans les zones rurales il nécessite une implication notoire des investisseurs et des politiques.

Les agriculteurs pourront ainsi bénéficier de financement pour les aménagements nécessaires en plus de formation sur les notions d'accueil et du tourisme.

4.2.2. Valorisation des produits locaux

Les produits locaux portent en eux leur origine et la qualité, qui sont des éléments importants non seulement aux yeux des consommateurs locaux avertis mais aussi aux yeux des touristes. Ces produits véhiculent l'image du lieu en question. Ils racontent une histoire, un savoir-faire et attirent les touristes en quête d'authenticité. Les valoriser permet non seulement de promouvoir la destination mais aussi de réduire les importations, de donner une visibilité aux producteurs et de développer les circuits courts. Lorsque qu'on parle des produits locaux sur la Petite Côte sénégalaise, on pense surtout aux céréales locales (mil, riz, sorgho, maïs).

Cependant, il existe d'autres variétés de produits locaux dont on ne parle pas souvent et qui méritent d'être promus. C'est le cas des cacahuètes sucrées ou salées, les haricots secs, les alcools locaux et jus locaux, les beignets et pains à la farine de mil, de la pâte d'arachide et l'huile d'arachide, les produits halieutiques séchés...

Toutefois pour une meilleure valorisation, le recensement de tous les produits et acteurs est dès lors indispensable, pour ainsi développer et structurer les circuits de proximité.

Certains produits ont attiré notre attention lors des travaux de terrain du fait de leur disponibilité et de leur particularité. C'est le cas de l'oignon violet et du poulet dit « bicyclette ». L'oignon violet comme son nom l'indique est une variété d'oignon de coloration violette, d'un goût prononcé, épaississant en sauce et se conservant plus longtemps. La majorité des producteurs cultivent cette variété qui est facile à entretenir.

En ce qui concerne le poulet « bicyclette » comme l'appellent les touristes, il s'agit de la volaille locale, différente des poulets dits de chairs, importés ou élevés en cage dans des poulaillers et dont la croissance est très rapide, environ entre 35 jours à 45 jours.

Le poulet bicyclette tire son appellation de sa façon de courir, en quête permanente de nourriture dans la nature. Ils cohabitent avec les habitants dans les maisons, dans des sortes de mini poulaillers, ils sont libérés tôt le matin, passent leurs journées dehors, élevés en plein air, se nourrissent dans la nature avec des végétaux, d'insectes, des restes des récoltes ou repas. Ils reviennent au domicile au crépuscule. Leur croissance est très lente et dépasse les 120 jours mais sa chair a du goût. Ces deux exemples sont très prometteurs et sont réputés par leurs goûts prononcés.

Les sites touristiques de la Petite Côte regorgent de produits divers et variés. La valorisation et la mise en tourisme de ces derniers constitue un avantage important pour un développement économique local.

Selon l'étude d'OCDE, d'ici 2025, les 5 pays de la CEDEAO compteront près de 400 millions d'habitants. Cette croissance démographique s'accompagne de plusieurs aspects parmi lesquels un important développement urbain qui risque de bouleverser les rapports entre les villes et les campagnes avec une répercussion inévitable sur la répartition des populations en faveur des villes. Ce phénomène pose d'énormes problèmes pour la sécurité alimentaire.

En effet, la population urbaine est majoritairement importatrice de produits alimentaires. En plus d'être un lieu de forte concentration de la demande agricole, les villes ont la particularité de s'ériger en un lieu d'évolution notoire des modes de vie entraînant de nouvelles formes de consommation et d'habitudes alimentaires.

Dans ce contexte, depuis plusieurs années, on remarque une évolution de la production alimentaire dans les pays d'Afrique de l'Ouest, entraînant une grande diversification des produits sur le marché. Les acteurs ravitaillent le marché de produits diversifiés afin de répondre à la demande. Ainsi, la production se moderniser d'avantage car n'étant plus uniquement centré sur la consommation locale mais elle suit un effet de mondialisation et de modernisation. Des améliorations techniques et technologiques sont apportées dans le domaine de la transformation alimentaire. Mais les mentalités changent, les consommateurs ont le choix avec les produits importés et sont de plus en plus exigeants entraînant ainsi d'énormes difficultés pour les petits producteurs locaux qui ont tout l'intérêt d'être compétitifs. Ainsi, pour proposer des produits alimentaires répondant aux attentes des consommateurs, les producteurs sont appelés à combattre la faiblesse des réseaux de distribution, de réguler les produits sur le plan quantitatif et qualitatif, d'assurer le respect des conditions d'hygiène dans le processus de production et surtout perfectionner le conditionnement des produits et de communiquer avec le consommateur.

Le produit local doit être revalorisé afin d'améliorer l'image que lui porte la majorité de consommateurs face aux produits importés. Pour cela, il faut impérativement assurer une bonne maîtrise du processus allant du champ à l'assiette en passant par l'administration.

Le secteur de la transformation agroalimentaire dispose d'un potentiel de développement économique en termes d'emplois et de revenus.

En effet il permet d'assurer la disponibilité de produits alimentaires avec un coût accessible.

Néanmoins, le secteur demeure largement informel avec des micros entreprises et des métiers informels exercés par certains sans aucun statut professionnel reconnu. Ceci, associé à l'absence d'autres politiques publiques risquent de réduire les chances de ce secteur de pouvoir faire face

à la concurrence de certaines petites et moyennes entreprises (PME), de l'agroalimentaire qui se développent de plus en plus.

Toutefois, certains acteurs sont porteurs d'initiatives, et espèrent apporter une touche de changement et d'innovation afin de développer leur secteur.

4.2.3. Promouvoir des offres agrotouristiques

Au Sénégal et particulièrement sur la Petite Côte, et dans plusieurs autres pays d'ailleurs, le tourisme a d'abord été présenté *dans l'imaginaire collectif comme la contrepartie des désagréments de l'industrialisation*, figure parmi les industries de service néfastes à l'environnement et aux équilibres écologiques. Pour pallier cela, les acteurs incitent à l'adaptation de nouveaux types de tourisme plus responsables qui favorisent le développement d'autre secteur tels que la production agricole locale. C'est dans ce contexte qu'il est nécessaire voir indispensable de mettre en place un type de tourisme tel que de l'agritourisme qui est une composante du tourisme vert. Les exploitants agricoles ont désormais l'intérêt de proposer sur leur exploitation des activités de restauration, d'hébergement, de loisirs, de vente directe de produits, voire de multiples activités sur leur exploitation en même temps. Ce type de tourisme est ouvert à tous les acteurs agricoles, qu'ils soient publics, privés ou associatifs, qui peuvent assurer l'hébergement, la restauration et les loisirs en milieu rural. Les agriculteurs peuvent ainsi accueillir les touristes en mettant à leur disposition une chambre en location dans leur ferme pour un séjour de longue durée en famille ou entre amis. Cette rencontre entre l'hôte et le client se déroule dans un espace rural et familial caractérisé par sa culture et son histoire, modifiant le paysage du tourisme de masse, notamment du tourisme à vocation exotique, et rapprochant les touristes de la population d'accueil. L'autre découverte était essentiellement basée sur les différences entre les deux, expliquées de loin par le guide et les organisateurs. Le tourisme de masse a favorisé une relation spectaculaire entre visiteurs et visités, réduits aux rôles d'acteurs prescrits par les organisateurs.

Ce type de tourisme visait à donner aux voyageurs une vision déformée d'un monde qu'ils n'avaient pas vraiment découvert (Gautrat, 2004).

Or l'agritourisme est une alternative permettant de rencontrer et de vivre avec les autochtones dans une relation d'échange culturel et gastronomique. Il s'agit d'une activité touristique liée aux activités agricoles, qu'elle soit réalisée dans l'exploitation agricole ou en utilisant une partie de celle-ci, c'est donc une union solide de deux secteurs qui favorisent le développement. Cette forme de tourisme, qui peut inclure l'hébergement, la restauration et les loisirs, fait partie de l'activité agricole rurale qu'un agriculteur peut choisir pour diversifier son exploitation.

Il tente de favoriser ainsi la valorisation des produits locaux qui sont proposés aux touristes au sein des fermes d'accueil. Cette approche de la différence, est une réplique essentielle à

l'importation massive des produits viviers. L'agrotourisme permet d'ouvrir la connaissance mutuelle dans cet espace ouvert, qui n'est pas un aménagement particulier, mais l'espace de vie du visiteur où le tourisme découvre et consomme tous les produits issus de la ferme de son hôte. Un développement large de l'agritourisme serait un moyen de lutte contre la dévalorisation des produits locaux ouvrant ainsi un marché direct et sans intermédiaire aux producteurs locaux. L'agrotourisme peut ainsi développer le capital social et les réseaux humains entre les personnes appartenant à différentes catégories sociales et régions de la Petite Côte sénégalaise. Il promeut l'environnement local, les échanges et le patrimoine personnel et collectif de ces zones rurales. (Gautrat, 2004).

Ce type de tourisme peut être considéré comme un atout durable car les services commercialisés de l'agrotourisme permettent aux habitants de vivre sur la terre sans exploitation nuisible. La consommation commerciale de l'agrotourisme permet donc une consommation sans destruction. Un produit vit longtemps parce qu'il n'est pas détruit par le prix de sa commercialisation. Il peut être un moteur pour le développement de l'agriculture rurale en créant des emplois et en générant des revenus. À travers le monde, les organisations paysannes l'ont bien compris avec des initiatives individuelles ou collectives qui se développent dans un environnement porteur de développement durable. En effet, lors de la Conférence de Rio de 1992, 10 recommandations ont été formulées dans le cadre de l'Agenda 21, à savoir la minimisation des déchets, la conservation et la gestion de l'énergie, la gestion des ressources en eau potable, le traitement des eaux polluées et des substances dangereuses, les transports propres et l'utilisation des sols et sa gestion, où les employés, les clients et diverses communautés sont impliqués dans les questions environnementales, prévoyant de maintenir et de créer des partenariats pour la durabilité. Nous voyons qu'une meilleure valorisation des produits locaux nous permet de répondre aux normes internationales de développement durable⁷¹ (Gautrat, 2004).

À la suite de l'épidémie de la Covid19 et les confinements, de nombreux touristes rêvent de vacances, de sécurité et de liberté. À l'approche de la saison haute, les séjours sur la Petite Côte sénégalaise et à la campagne se multiplient malgré tout.

Après la Covid19, une nouvelle clientèle intérieure émerge et opte pour la découverte des territoires sénégalais. L'occasion aux acteurs du tourisme de lancer une campagne de communication dédiée à l'agritourisme. Objectif : promouvoir les vacances à la ferme.

⁷¹ <https://preprod.cairn.info/revue-ecologie-et-politique-sciences-cultures-societes-2004-1-page-81.htm>

La communication étant un des leviers que les acteurs du tourisme et de l'agriculture doivent activer afin de vulgariser la pratique agritouristique. Dès lors, il incombe aussi au ministère du tourisme d'orienter une stratégie solide dans le but de développer l'économie par un développement du tourisme. Dans le monde rural, cela peut se faire par le développement de l'agritourisme. Nous insistons sur le fait que la pratique agritouristique est synonyme de protection de l'environnement et surtout de préservation de la biodiversité de la Petite Côte.

Cela constitue en outre une offre qui peut contribuer favorablement à l'attrait de cette dernière. De même, les parties prenantes doivent développer des stratégies pour lutter contre les incendies de forêt, l'exploitation forestière illégale et le défrichement qui conduisent à la destruction des habitats naturels des plantes et des animaux pour lesquels cet environnement est connu. Ce faisant, les touristes nationaux et étrangers sont invités à les découvrir grâce à des offres promotionnelles initiées par les opérateurs économiques de ces zones.

Rappelons qu'au cours de nos recherches nous avons eu à étudier trois fermes agritouristiques, Maroneme Ferme, la ferme de Kaidara et la ferme de Djybelor que nous avons présenté plus haut. Après analyse, nous pouvons dire que plusieurs éléments peuvent constituer un frein pour ces dernières :

- Le manque d'information

Nombreux sont les agriculteurs qui ne savent pas qu'ils ont la possibilité de proposer au sein de leurs établissements des services d'hébergement et de restauration ;

- Le manque de volonté

Certains agriculteurs ne sont pas prêts en plus de leurs activités, de gérer le surplus de travail engendré par cette activité. Pour pallier cela, il est important de leur expliquer les avantages socioéconomiques que peuvent apporter l'activité non seulement pour leur propre épanouissement mais surtout pour le développement de leur terroir ;

- La situation géographique

Une structure très éloignée peut être un frein pour un développement de nouvelles activités agrotouristiques. Cependant, il faut exploiter cet aspect et en faire le charme de l'exploitation, favoriser le calme et le ressourcement ;

- Les moyens financiers

Ils peuvent aussi constituer une contrainte. Car, plusieurs agriculteurs rencontrés doutent de la rentabilité de l'activité. Pour cela, il faut donner la possibilité aux exploitants de bénéficier de financements au niveau des banques. Il est aussi important de leur octroyer des formations en gestion hôtelière.

- Mauvaise image du tourisme

Pour certaines populations des zone rurales, qui juste là, n'ont pas suffisamment bénéficié des avantages du tourisme, cette activité est pour certains d'entre eux vouée à des dépenses supplémentaires pour des revenus moindre.

En guise d'exemple de l'étude, nous allons établir les forces et les faiblesses de ces trois fermes dans un cadre comparatif :

	Maroneme Ferme	Kaidara	Djybelor
Accessibilité	Bien desservie, Désormais entouré par le village	Bien desservie	Routes sinueuses, Améliorations en cours
Entités paysagères	Grande variété d'arbres traditionnelles, fruitiers et médicinaux	Grande variété de paysages	Produits fruitiers tropicaux, Recul agricole Étalement urbain
Hébergements	Pas d'hébergement, Tourisme chez l'habitant	Chambres propres Accueil chaleureux Construction artisanale	Très familiale, Accueil chaleureux, Offre limitée Projet immobilier en cours
Événements	Manque d'animation touristique		Manque d'animations festives et de

		Organisation de cérémonies traditionnelles	manifestations sportives et culturelles
Patrimoine culturel	Près du site archéologique de Thiamasas et du baobab sacré	Villages de caractère Particularité religieuse Authenticité et respect des traditions	Faible exploitation du patrimoine culturel
Patrimoine naturel	Village attractif de la Petite Côte et très prisé des touristes	Sites remarquables de qualité Beauté des paysages Tranquillité	Menaces sur des zones naturelles sensibles Peu d'avantage économique
Gastronomie	Spécialiste des grillades de porc entier à la broche	Des spécialités culinaires, Des produits du terroir	Valorisation de ses produits locaux, Seule ferme à proposer de la viande de crocodile

Illustration 30 : Tableau 13 – Forces et faiblesses des fermes, Maroneme, Kaydara et de Djibelor

Nous allons par la suite étudier les attentes des clients potentiels dans le cadre d'un voyage agritouristique :

	Choix de l'agritourisme Les destinations rurales font partie intégrante de leur vie et sont vraiment une question de choix.
--	---

Touristes internationaux	<p>Les limites liées aux objectifs sont consciemment acceptées</p> <p>Les attentes</p> <p>Cette clientèle recherche la ruralité, la spécificité paysagère, la campagne pure, l'authenticité paysagère, les vacances (un changement avec une coupure de la vie quotidienne).</p> <p>Le séjour doit refléter la « Téranga sénégalaise »</p>
Touristes nationaux internes	<p>Choix de l'agritourisme</p> <p>Cette campagne est une petite partie du projet du séjour</p> <p>Les attentes</p> <p>Le motif principal est un séjour pour le travail. La plupart sont des chercheurs qui effectuent des travaux sur la zone.</p>

Illustration 31 : Tableau 14 – La clientèle de l'agritourisme sénégalais

Nous avons ensuite étudié les attentes des agriculteurs des deux fermes

Au niveau de la ferme	<p>Promotion des produits de la ferme</p> <p>Fidélisation les clients</p> <p>Amélioration de l'offre</p> <p>Amélioration de la communication</p>
-----------------------	--

Au niveau collectif	Mise en place d'un réseau professionnel (renforcement des échanges) Amélioration de la pédagogie
Au niveau territoriale	Formation des agriculteurs Valorisation des produits locaux Obtention de financements

Illustration 32 : Tableau 15 – Visions et attentes des exploitants agritouristiques

Par conséquent, sur la base des données qualitatives des diagnostics agrotouristiques, nous réaliserons les stratégies de développement appropriées et ferons des suggestions.

- Sensibiliser sur l'agritourisme

La sensibilisation des agriculteurs sénégalais sur les avantages de l'agritourisme en terme économique, environnemental et culturel est essentielle.

Il nécessite aussi de booster l'entrepreneuriat allant dans ce sens, en appuyant les jeunes qui souhaitent créer une activité agritouristique. Cette campagne de sensibilisation concerne aussi les autres populations locales concernée directement par cette activité, comme un moyen de vivre de nouvelles expériences, de redécouvrir leur pays, de participer au développement économique de leur zone rurale et surtout d'être en symbiose avec les agriculteurs

La population locale doit donc s'ériger tel un ambassadeur de l'offre touristique.

C'est aussi un moyen pour les agriculteurs de travailler avec les écoles, dans le but de partager avec la nouvelle génération des nouvelles formes de tourisme responsables.

Une documentation pédagogique sur le tourisme national destinée aux enseignants doit être élaborée par le ministère du tourisme et de l'éducation afin de permettre aux élèves de s'imprégner des potentiels touristiques du Sénégal et surtout de comprendre l'enjeu du tourisme durable. Cette clientèle scolaire ou estudiantine peut servir de levier de promotion agritouristique.

Dans le cadre de la promotion du tourisme intérieur qui demeure très peu développé au sein du territoire sénégalais, « *il est important de cibler les résidents secondaires et les habitants permanents en tant que premiers « consommateurs » et prescripteurs de l'offre touristique.*

Cette action a pour vocation d'amener les habitants à découvrir davantage le territoire et de mieux apprécier leur lieu de vie et la richesse du territoire afin de pouvoir agir dans et pour ce territoire ».

Le potentiel écologique du Sénégal est sous-exploité et très souvent méconnu de la population locale. Il est donc nécessaire d'apprendre davantage sur les caractéristiques du territoire sénégalais et de participer à la valorisation des ressources naturels.

La promotion des traditions orales et la promotion du patrimoine culinaire peuvent jouer un rôle indispensable pour le développement de l'agritourisme.

L'éducation, l'information et la sensibilisation sont des facteurs importants pour le développement durable.

- Renforcer l'offre agritouristique existante

Pour un développement de l'agritourisme au Sénégal, il est important d'appuyer ces deux fermes afin de les ériger en exemple d'épanouissement professionnel. Elles seront ainsi une base de promotion et surtout source de motivation auprès des autres agriculteurs pour l'essor d'autres fermes agrotouristiques.

- Soutenir l'entrepreneuriat et financer l'agritourisme

Comme nous l'avons étudié tout au long de cette thèse, l'agriculture sénégalaise est en crise, et le monde rural subit en premier cette crise.

Force est donc de remarquer que les agriculteurs ne pourront pas réaliser des projets agrotouristiques sur fond propre, l'État devra mettre en place un plan d'investissement agrotouristiques solides. Nous revenons et insistons sur ce point.

Le ministère de l'agriculture et le ministère du tourisme doivent mettre en place système efficace pour accompagner les jeunes qui souhaitent entreprendre dans l'agritourisme.

Ils pourront ainsi présenter leurs projets et obtenir des subventions.

Des projets bien préparés et accompagnés en amont par les acteurs seront ainsi plus crédibles auprès des banques.

- La formation

Vu le niveau d'alphabétisation des agriculteurs, il devient aussi primordial de mettre en place des formations sur les bases de la technique d'accueil ainsi que les règles d'hygiène à respecter.

- Réunir les acteurs autour d'un réseau

Afin de créer un rapport de force collectif, il est nécessaire de construire un réseau d'échanges entre les acteurs de l'agrotourisme.

Dans le cadre de cette organisation, les acteurs pourront ériger des standards et normes d'une pratique agrotourisme en termes d'hébergement et de restauration sous la tutelle du ministère du tourisme.

Nous avons dénommé ce futur réseau sénégalais des acteurs de l'agrotourisme

« Dalal thi tole ».

Cette organisation va aussi fédérer les stratégies de communication en mettant en place un site commun de réservation destiné à la clientèle.

C'est ainsi qu'un projet agrotouristique est né durant cette thèse. (Cf. annexe)

4.2.4. Hébergement et restauration à la ferme

La découverte de la gastronomie locale, représente près d'un tiers des dépenses des touristes (OMT, 2012). D'un point de vue académique, le tourisme gastronomique intéresse de plus en plus les chercheurs. Le touriste favorise sa visite touristique à un produit alimentaire local (Salvador, 2012).

Le modèle de tourisme balnéaire dans un hôtel « all inclusive » est de moins en moins attractif. De nouveaux types de touristes cherchent le contact direct avec les populations locales. Ils se veulent plus responsables et recherchent l'authenticité. Loger chez l'habitant ou à la ferme, consommer les produits cultivés sur place sont devenus des arguments de vente.

Ainsi, l'hébergement et la restauration à la ferme sont des moyens très efficaces pour promouvoir une complémentarité entre le secteur touristique et le secteur agricole. Des chambres chez les exploitants agricoles, des repas à la ferme avec les produits cultivés sur place sont autant de nouvelles offres qui s'offrent aux agriculteurs. C'est l'occasion pour eux d'acquérir de nouveaux clients, de faire connaître et de valoriser leurs activités ainsi que leur terroir, d'acquérir de nouvelles compétences dans le tourisme et surtout de pérenniser leurs exploitations.

En plus de la contribution de ces offres dans le développement des structures agricoles, l'augmentation des revenus et la création de nouveaux emplois, la pratique de prestations touristiques par les agriculteurs dans leurs exploitations peut générer d'autres impacts positifs.

D'une part, elle peut freiner le rétrécissement des terres agricoles et d'autre part l'offre touristique qui jusqu'ici était dominé par le balnéaire.

De nos jours, l'agritourisme offre des services d'hébergement et de restauration diversifiés.

Ces offres s'adaptent à tous les types de clients selon leurs besoins.

Il y a ainsi, différents types d'hébergements et de restauration, de loisirs, le sport, la culture et les traditions, l'activité répond désormais à diverses demandes.

Ainsi, l'hébergement et la restauration se déroulent au sein l'exploitation en milieu rural.

A travers le monde, les agriculteurs proposent des hébergements sous forme de gîtes ruraux, chambres d'hôtes, d'aires de camping, de roulottes, sans oublier les cabanes perchées sur les arbres...

La restauration des fermes agritouristique est assurée par des produits frais et de bonne qualité produite à la ferme.

Ces produits sont cultivés selon les normes de l'agriculture biologique, avec une participation active des vacanciers aux travaux de l'exploitation. Pour agrémenter les séjours, les agriculteurs proposent des activités telles que l'équitation, la randonnée, la pêche et la cueillette. Les touristes peuvent ainsi découvrir la culture et le patrimoine du territoire d'accueil et participer à des activités culturelles et éducatives. L'agritourisme est un type de tourisme durable dans le domaine socioéconomique et environnemental.

En effet, étant une source de revenus supplémentaires pour les agriculteurs, il permet à ces derniers de renforcer la préservation de leur patrimoine culturel et naturel.

Toutefois, pour développer un projet d'hébergement et de restauration, il est impératif d'effectuer préalablement :

- Une mise en place de réseau de signalétique en bord de route ;
- Assurer l'accès à internet pour la promotion ainsi que pour le confort des clients ;
- Mettre en place des procédures et des règles de fonctionnement de la vie à la ferme ;
- Mettre en place une organisation interne et établir des protocoles pour chaque domaine professionnel ;

S'agissant maintenant de la restauration, parmi les types de restauration à la ferme nous pouvons citer :

- La ferme auberge ;

C'est un lieu de restauration installé au niveau d'une exploitation agricole dans le but de diversifier les activités de productions animales ou végétales.

La capacité d'accueil dépend de la dimension de l'exploitation ainsi que la main d'œuvre disponible pour les deux activités.

Pour une meilleure qualité de l'accueil, en France, la capacité de la ferme auberge est limitée à 100 personnes. Les produits qui figurent sur les menus doivent provenir majoritairement de la ferme.

- La table d'hôte

C'est un type de restauration qui est proposée en complémentarité de l'hébergement. La capacité d'accueil est souvent limitée à 15 personnes maximum.

L'hébergement et la restauration sont donc proposés sous forme de forfait.

La cuisine est de type familial et les produits sains et frais en général.

- Petite restauration à la ferme

La petite restauration comporte plusieurs branches qui laissent place à la créativité pour une meilleure utilisation et la promotion des produits de l'exploitation.

Il y'a plusieurs prestations authentiques et originales telles que la dégustation de produits frais (fruits et légumes), de produits finis (les conserves), la transformation et l'assemblage de produits destinés à la consommation.

- Les sacs à pique-nique

Ils sont composés de produits salés et sucrés et de boissons selon la demande du client, le sac doit aussi comporter des couverts de service.

Les assiettes et les verres sont jetables en rapport avec le contenu et la capacité du sac. Cependant, de plus en plus de contenants réutilisables ou compostables sont proposés pour remplacer les contenants jetables.

4.2.5. Vente directe des produits agricoles

Ce type de commercialisation permet aux agriculteurs de faire écouler plus rapidement et efficacement leurs produits et éviter ainsi des pertes.

Il permet également aux touristes de voir où et comment sont produits les biens qu'ils consomment.

Tous les agriculteurs rencontrés s'adonnent à ce type d'activité et leurs principaux clients sont les femmes transformatrices ou revendeuses en vrac. Quelques touristes résidents font également partis de la clientèle. Il s'agit de là de mieux promouvoir et développer cette activité et de travailler pour une mise en tourisme efficace afin de générer plus de revenus. Il est donc nécessaire de multiplier les modes de commercialisation, vente à la ferme, sur les marchés, vente dans les épiceries.

L'agritourisme peut aider les agriculteurs à améliorer ce système de vente directe. En effet, au niveau des fermes agritouristiques la production agricole est directement proposée aux clients ce qui favorise le développement du tourisme gourmand et culinaire.

Pour réduire au mieux la chaîne de commercialisation, des relations professionnelles doivent être entreprises entre les producteurs agricoles, les transformateurs, les chefs cuisiniers et les restaurateurs avec une proposition d'une offre de restauration traditionnelle qui reflète l'image du terroir.

De plus, la restauration à la ferme donne à l'agriculteur la possibilité d'effectuer une vente directe de sa production dans un cadre partage convivial, de découverte culturel et culinaire.

Force est de remarquer que l'agritourisme bénéficie mondialement d'une bonne image de marque avec des valeurs d'authenticité, de territoire, de patrimoine et de protection de l'environnement.

La Petite Côte sénégalaise doit retrouver dans ce nouveau type de tourisme, un moyen efficace de lutte contre les méfaits du tourisme de masse et ainsi renforcer la valorisation de ses agriculteurs et de son milieu.



Illustration 33 : Photo 14 – Ferme de KAI DARA

Source : <https://jardins-afrique.org/ferme-ecole-kaydara/#kaydara>

La commercialisation directe des produits agricoles nécessite une participation allant de la vente de produits à l'utilisateur final en passant par la production.

Cette méthode commercialisation directe des produits agricoles donne aux agriculteurs la possibilité d'exercer une grande influence sur la production et la vente d'un produit en lui octroyant la possibilité de définir ses propres prix de vente.

Formes de commercialisation directe

Il existe différentes méthodes de commercialisations directes en tenant en compte des types de produits, des compétences des agriculteurs ainsi que de l'accès au marché.

Nous avons ainsi les ventes effectuées au sein du domaine agricole et les ventes extérieures.

- **Étalages routiers**

Cette forme de commercialisation directe qui consiste à présenter les produits issus des fermes sous forme d'étalage, plus souvent au bord des routes, nécessite peu d'investissements. Elle est accessible et offre une grande visibilité.

Toutefois elle ne répond pas souvent aux normes d'hygiène car exposant le plus souvent les fruits et légumes à découvert

- Marchés ou boutiques à la ferme

Ce type de vente est souvent saisonnier ; ouvert durant la période de récolte, elle offre aux consommateurs des produits frais à moindre coût.

C'est une autre occasion pour les producteurs d'être en contact directe avec leur clientèle.

- Autocueillette

Cette forme est la plus répandue au Sénégal, elle est plus souvent pratiquée par les fermes vendeuses de fruits et légumes aux autres revendeuses.

- Marchés des producteurs :

Communément appelé « louma au Sénégal, les marchés communautaires sont très populaires.

C'est souvent un rendez-vous d'échanges hebdomadaires durant lequel les agricultures apportent leurs récoltes qu'ils commercialisent grâce à la clientèle locale.

Chaque marché se particularise par ses produits phares selon sa zone et ses cultures de prédominance, ils portent chacun un nom particulier.

Par exemple, le « altiné Ngaye » marché des producteurs de Ngaye Mékhé est caractérisé par la vente de l'arachide et de ses dérivées.

- Marché des producteurs de Diaobé

Elle se caractérise par la particularité de la vente de tous les produits du pays.



Illustration 34 : Photo 15 – Marché des producteurs de Diaobé

- Commandes directes en ligne

C'est un type de commercialisation actuellement utilisé dans les pays développés.

Les agriculteurs disposant de l'internet peuvent permettre aux clients de commander des produits grâce aux nouvelles technologies.

Ces différents types de vente favorisent de solides relations de confiance entre les consommateurs et les producteurs qui vont augmenter leurs revenus en réduisant les différents intermédiaires.

Conclusion du chapitre 4

Dans ce dernier chapitre traitant de la mise en complémentarité du tourisme et de l'agriculture sur la Petite Côte sénégalaise, nous avons jugé nécessaire de parler en premier lieu de l'état actuel de cette complémentarité. Nous avons constaté par le biais des études de terrain qu'il y a un début de complémentarité mais que cette dernière est limitée à certaines activités. Les activités de maraîchage et les productions faites par les femmes sont en premier.

Ensuite, en second lieu nous avons évoqué le but de la complémentarité tourisme agriculture. Cette partie est importante car elle vise l'amélioration des conditions de vie des populations locales en zone touristique. Elle montre également comment le tourisme peut renforcer l'agriculture et à son tour comment l'agriculture peut renforcer le tourisme. Pour cela, nous avons jugé pertinent le développement et la mise en tourisme des activités traditionnelles et la valorisation des produits locaux.

En réalité, le tourisme et l'agriculture peuvent être intimement liés dans la mesure où ils sont efficacement mis en complémentarité. Ce qui confirme l'hypothèse de départ.

L'agriculture et le tourisme au Sénégal étant tous deux saisonniers, le premier peut estomper la saisonnalité du dernier. Et ce dernier peut participer au développement du monde rural, aux activités du monde agricole.

Au Sénégal, nous avons trouvé que quelques fermes agritouristiques mais cette étude nous a permis d'analyser leurs forces, leurs faiblesses et les attentes. Le caractère impopulaire de cette activité au sein du territoire sénégalais se manifeste par le fait qu'il n'y avait aucun agriculteur au niveau des autres fermes visitées au cours de cette thèse qui connaissait la pratique agritouristique.

Toutefois face à la crise agricole, l'agritourisme devient une véritable opportunité de développement pour les exploitations agricoles des zones rurales, aujourd'hui menacées.

C'est ainsi un moyen efficace pour motiver les jeunes à s'intéresser de leurs terres luttant ainsi contre le phénomène de l'exode rural.

Cette forme de tourisme peut aussi aider les chefs de famille à retrouver leur place de leader familial par le biais d'une activité lucrative.

Il permet aussi aux campagnes de revivre et de rompre la monotonie du quotidien grâce aux arrivées touristiques. Les campagnes peuvent ainsi se faire connaître davantage grâce à internet qui va promouvoir l'ensemble des potentiels.

Les agriculteurs des deux fermes (Kaydara et Djibelor) offrent une nouvelle attraction qui se démarque des services touristiques existants tels que les hôtels, les plages, les cafés, les bars et les restaurants, et contribue à renforcer l'attractivité du paysage.

Ils proposent aux touristes de découvrir la vie à la campagne, dans une ambiance familiale, de profiter de la nature, de s'imprégner des savoir-faire et de goûter aux produits locaux.

Ils peuvent de même mettre en place des visites de proximité auprès des populations autochtones.

Toutefois, l'agritourisme sénégalais qui est en phase embryonnaire avec une offre extrêmement faible, est confronté à de nombreuses difficultés telles que le manque d'informations, les moyens financiers et humains, le manque de volonté.

Le développement agritouristique nécessite un territoire attractif possédant des richesses naturelles et culturelles attractives.

Les activités proposées doivent être diversifiées, l'accueil doit être de qualité afin d'attirer les clients et de les fidéliser. Le développement de l'agritourisme dépend non seulement des potentiels environnementaux mais aussi de la volonté politique des dirigeants.

Les politiques touristiques favorisent la redynamisation des territoires qui seront un lieu attractif pour les investisseurs et les touristes. Pour appuyer ces activités, il est nécessaire de soutenir les agriculteurs impliqués ainsi que les entrepreneurs.

CONCLUSION GÉNÉRALE

L'objectif de cette thèse est de traiter des relations entre le tourisme et l'agriculture dans une dynamique de développement durable au Sénégal. Ce choix se justifie par l'impact du tourisme dans l'économie nationale, où il occupe la seconde place après la pêche, mais aussi par la place qu'occupe l'agriculture dans le monde rural.

Nous tenons à rappeler que l'idée de cette étude n'est pas de dénigrer le secteur touristique ni le secteur agricole mais plutôt de montrer comment le tourisme peut renforcer l'agriculture et comment l'agriculture, à son tour, peut renforcer le tourisme.

Notre terrain de recherche est la Petite Côte sénégalaise. Nous avons utilisé des guides d'entretiens semi-directifs à réponses libres auprès des populations locales, des agriculteurs, des touristes, et de quelques autorités, pour recueillir des informations qualitatives et quantitatives.

Les entretiens sont répertoriés par thématique et ont pour but de vérifier les hypothèses de départ. Les résultats obtenus grâce aux travaux de terrain à travers des observations directes et les guides d'entretien ainsi que les statistiques existantes montrent globalement l'importance qu'il y a de renforcer l'agriculture par le tourisme ; et le tourisme par l'agriculture.

Afin d'apporter des réponses aux questions suscitées par la problématique, il est possible et indispensable de concilier tourisme et agriculture pour le développement durable de la Petite Côte sénégalaise.

Dans le premier chapitre, nous avons fait un état des lieux du tourisme sénégalais à travers une analyse sur l'offre et la demande, les politiques touristiques ainsi que les faiblesses et crises du secteur ; mais aussi les impacts socio-économiques et environnementaux aussi bien positifs que négatifs.

Ensuite, dans le deuxième chapitre, nous avons fait part de la place de l'agriculture dans l'économie sénégalaise. Ce qui nous a conduit à parler de l'agriculture comme moyen de subsistance, de ses méthodes de distribution, ses politiques et programmes agricoles. Mais aussi des difficultés que rencontre le secteur et ses acteurs.

En outre, nous estimons que le développement durable n'est possible que si tous les secteurs d'activités, en particulier le tourisme et l'agriculture (principaux secteurs de l'économie sénégalaise) s'inscrivent sans plus tarder dans une démarche durable. Pour cela, nous avons fait

un petit rappel des théories de développement à savoir la théorie de la dépendance et les théories de développement durable. Nous avons aussi fait part de la place du développement durable au Sénégal, de ses politiques et ses obstacles ainsi que du tourisme durable et de l'agriculture durable.

Puis au troisième chapitre, nous avons fait part des analyses théoriques et empiriques, aux méthodes qui nous ont permis de mener cette étude. Nous avons aussi jugé nécessaire de faire une analyse des externalités négatives du tourisme sur l'agriculture. Pour cela, nous avons évoqué les effets de concurrence en ce qui concerne l'usage des ressources à savoir l'eau, le foncier et la main d'œuvre. Nous avons également évoqué les impacts du tourisme sur les produits agricoles et sur les activités traditionnelles.

Enfin, au quatrième chapitre, nous avons évalué la mise en complémentarité du tourisme et de l'agriculture en milieu rural, le but de cette complémentarité et les différents moyens d'y parvenir pour un développement durable.

Rappelons que la Petite Côte sénégalaise est un choix pertinent, elle a la caractéristique d'être à la fois un milieu rural et une destination touristique très prisée ; où l'agriculture nourrit la population et où le tourisme est perçu comme un espoir de développement. C'est aussi le lieu où les enjeux pour les populations locales sont d'autant plus cruciaux et les conflits entre agriculteurs, éleveurs et autorités publiques plus aigus.

- **Principales implications de politiques économiques**

Mobilisation des acteurs concernés

Les populations locales sont souvent en marge des décisions qui les concernent. En effet, elles sont les dernières à être au courant des décisions prises par les autorités. Toutefois, étant en permanence sur le terrain et connaissant mieux les problèmes, leur participation aux décisions qui les concernent éviterait certaines ambiguïtés et mésententes. Une concertation préalable entre autorités et populations locales permet une meilleure convergence et une meilleure gestion des conflits.

Convergence entre autorités et populations locales

Il arrive que des stratégies politiques soient mises en place sans vraiment correspondre aux réalités locales. C'est ce que déplorent les populations locales rencontrées lors des études de terrain. Ces incohérences entre stratégies et réalités locales expliquent que bon nombre de politiques agricoles et touristiques n'ont pas pu atteindre les résultats escomptés.

- **Une stratégie de développement de long terme**

« La décentralisation est un processus d'aménagement de l'État unitaire qui consiste à transférer des compétences administratives de l'État vers des entités (ou des collectivités) locales distinctes de lui ⁷². »

Elle est assimilée au développement local dans le monde rural. L'État central partage des pouvoirs avec les collectivités locales. Comme d'habitude ce partage s'est fait dans un contexte de crise économique. En effet, l'échec des différentes politiques y compris les politiques agricoles ont impacté négativement la situation des populations rurales contrairement aux résultats attendus. Il est donc clair que la mobilisation des acteurs et l'action de développement local part souvent d'un élément déclencheur qui fait naître des revendications nécessitant des négociations entre acteurs pour aboutir à des projets et à des initiatives.

Toutefois, le système de décentralisation a été freiné dans son élan par les inégalités économiques au niveau des collectivités locales. Ces dernières n'ont pas les mêmes ressources, certaines sont plus dotées, tandis que d'autres croulent sous le poids de la pauvreté. La plupart des communautés rurales ne disposent pas suffisamment de budgets aptes à réaliser des investissements importants. (Mamadou Niang, 2008)

Le développement local escompté de la décentralisation peut donc être défini *« comme un processus grâce auquel la communauté participe au façonnement de son propre environnement dans le but d'améliorer la qualité de vie de ses résidents. Cette démarche nécessite une intégration harmonieuse des composantes économiques, sociales, culturelles, politiques et environnementales. »* (Sommet de Montréal, 2002)

Selon Bernard Husson, le développement local c'est aussi *« rechercher et définir de façon négociée entre acteurs les solutions aux problèmes identifiés et analysés par la population, ordonner les solutions suivant leurs priorités, les secteurs qu'elles concernent, les*

⁷²<https://www.vie-publique.fr/fiches/20168-quest-ce-que-la-decentralisation>

Consulté le 11/10/2021

responsabilités des différents partenaires, les moyens locaux ou extérieurs, existant ou à rechercher. »

On peut dire que les premières expériences de développement local ont été amorcées sur des territoires ruraux qui demeuraient marginalisés ou oubliés par la grande économie. (Pierre-Noël, 2008)

Le développement local a ainsi pour but d'améliorer le bien-être des populations locales. Il tire donc ses débuts au niveau local, à travers des problématiques sociales, économiques et environnementales ; en détectant et en valorisant les potentialités locales et ses ressources afin d'apporter des solutions via un projet de développement pour un avenir meilleur. La participation d'acteurs divers mais surtout les populations locales est indispensable dans un projet de développement local. Ces dernières, selon leurs différentes compétences sont appelées à être au cœur des démarches, du début à la réalisation des projets.

Aujourd'hui, les préoccupations environnementales et sociales font que la question du développement local est inhérente à la notion de durabilité, les différents acteurs et porteurs de projets ont intérêt à penser en termes de durabilité pour un développement durable. Le développement local repose sur une stratégie de développement à long terme. Toutes les activités, qu'elles soient traditionnelles ou modernes sont toutes concernées par les enjeux environnementaux.

- **Lutte contre la pauvreté**

Le tourisme est perçu par les pays en voie de développement comme un moyen efficace de lutte contre la pauvreté. C'est un secteur en pleine croissance qui perdure malgré les nombreuses crises, et qui plus est, il est une des possibilités qui s'offrent aux pays pauvres pour sortir de la précarité à laquelle ils sont confrontés au quotidien. Et cela jusqu'aux endroits les plus reculés, exclus ou oubliés par les politiques de développement ; ce qui n'est pas rare en milieu rural dans les pays pauvres. Il crée des emplois, emploie une main d'œuvre importante et par la même occasion et par des effets d'entraînement participent au développement des autres secteurs économiques. Il offre une possibilité considérable aux jeunes et surtout aux femmes qui jusqu'ici, étaient peu représentées dans les activités économiques. Aujourd'hui, ces dernières occupent une place importante dans le secteur touristique grâce à l'entrepreneuriat féminin. Elles constituent la majorité des effectifs de la main d'œuvre, y tirent profit et bousculent ainsi les stéréotypes, créent leur propre entreprise, deviennent de plus en plus autonomes. (Journée internationale de la femme 2019, rapport OMT, ONU-Femme)

Le tourisme facilite ainsi donc l'entrepreneuriat. La création d'entreprise dans les zones touristiques est rapide avec des coûts moindres. Même si cela se fait souvent dans l'informel. En effet, le secteur informel occupe une place prépondérante dans l'économie sénégalaise. La plupart des emplois proviennent de ce secteur, qui comme tous les autres secteurs, contribue à la création de richesses. Cette économie, dite de subsistance ou de survie, méconnue ou négligée, génère plus d'emplois que le secteur formel dans certains endroits. Le secteur informel repose sur des savoirs faire qui tendent constamment sur la valorisation des ressources locales. La vente informelle est quasi présente dans les zones touristiques de la Petite Côte sénégalaise. Il s'agit de biens et de services proposés par les locaux aux touristes. Que ça soit la vente de produits artisanaux, des visites guidées ou autres, cela permet aux familles pauvres de générer directement des revenus du tourisme.

À vrai dire, les activités traditionnelles dans le monde rural sont souvent dans l'informel. Développer durablement ces activités de base représente un moyen non négligeable de lutte contre la pauvreté. Pour parvenir à un tel résultat, il faudra mettre en place des initiatives qui permettront aux jeunes entrepreneurs de l'informel de régulariser leur situation afin de tirer de meilleurs profits sans oublier de les former à mieux comprendre les besoins des touristes. Il faut aussi mettre en permanence de nouvelles stratégies afin de mieux renforcer les liens entre le tourisme et l'agriculture, les agriculteurs et les acteurs du tourisme, les touristes et les populations locales, effectivement entre fournisseurs et utilisateurs. Ainsi par la même occasion, cela aboutit à une amélioration des chaînes de distribution pour un approvisionnement efficace des produits agricoles. Outre, il est important que les touristes soient au courant de tous les produits locaux disponibles et les lieux où ils se trouvent. Pour se faire, l'information doit être disponible dans les offices de tourisme, les sites d'hébergement, l'internet.

Également, l'aide à la création de nouvelles entreprises locales peut améliorer l'offre touristique, pour cela, il faut des formations qui tiennent en compte des critères de qualité pour aider les locaux à améliorer leurs produits et services, améliorer la fiabilité de l'approvisionnement et la quantité nécessaire. En effet, pour résoudre le problème des emplois subalternes, la mise en place d'une formation de haut niveau pour former les futures cadres des structures touristiques est indispensable.

- **Une meilleure gestion des ressources**

Une utilisation non durable des ressources naturelles engendre non seulement des dégâts environnementaux mais aussi des dégâts économiques menaçant ainsi l'existence même de l'Homme. La prise de conscience de tels dégâts a conduit à une mise en place d'une gestion durable des ressources naturelles. Ainsi, l'un des fondements de la durabilité est une meilleure gestion des ressources en tenant compte des besoins des générations actuelles sans compromettre celles des générations à venir. En effet, une meilleure gestion des ressources permet d'éviter leur surexploitation avec les conséquences qui s'en suivent à la suite de leur épuisement.

Le tourisme est un secteur qui dépend directement de l'environnement par rapport à l'attraction de ce dernier et aussi à l'utilisation des ressources naturelles. En effet, le tourisme a un fort besoin en eau, terre, énergie et d'espaces attractifs. Et étant donné qu'il fait usage de ressources non renouvelables, il est important dorénavant de compléter ses besoins avec des ressources renouvelables et adopter une démarche raisonnable avec les ressources non renouvelables. Dans cette optique, une gestion équitable des ressources est nécessaire. Il faut donc réduire et utiliser de façon responsable les ressources.

Dans le monde rural, le besoin en eau se fait largement ressentir. Les populations locales des zones touristiques de la Petite Côte sénégalaise sont impactées par le manque d'eau courante, les coupures d'eau répétitives, la qualité de l'eau qui laisse à désirer. Pour le bien-être des populations, l'usage de l'eau en zones touristique et par les touristes doit être plus raisonnable afin de permettre à tous d'accéder à cette ressource vitale.

De surcroît, il est indispensable de résoudre le problème de la pollution générée par les déchets. On constate une pollution avancée de la terre, la mer et le ciel quand on se rend dans certaines zones touristiques où les déchets sont mal gérés. Une meilleure gestion et réduction des déchets évite par exemple l'omniprésence du plastique et du verre dans la nature et dans les eaux.

- **Une meilleure répartition des retombées économiques**

Pour que le tourisme puisse profiter pleinement aux pauvres et aux populations locales, un travail en amont et en aval est nécessaire. En effet, il est important de commencer dès la préparation du voyage au pays d'origine des touristes jusqu'à la destination finale ; durant le séjour jusqu'au retour. En réalité, cela sera difficile à réaliser, autant qu'il est difficile de calculer les fuites de recettes touristiques. En effet les touristes dans les pays en voies de

développement proviennent en général des pays développés. L'ensemble du voyage du début à la fin est assuré par les entreprises des pays d'origine. Ils voyagent avec des moyens de transport provenant de ces pays, logent dans des hôtels appartenant à des propriétaires de ces mêmes pays. Gilles Caire, Pierre Le Masne (2007).

Les pays en voie de développement sont appelés à mettre en place des politiques et stratégies efficaces qui leur permettront de s'appropriier et de garder sur place la plus grande part des recettes générées par le secteur touristique. Pour y parvenir, il faut que les pays du Nord autorisent et facilitent la présence sur leur territoire des voyagistes du tiers monde, que les populations locales s'investissent davantage dans le secteur, qu'ils soient à la tête de structures touristiques. En outre, pour mieux répartir les retombées économiques, l'emploi des personnes à faible revenu dans toutes les activités du tourisme et agricole est nécessaire. Des formations appropriées peuvent permettre aux employés subalternes d'occuper des postes qualifiés et mieux rémunérés avec tous les avantages socio-professionnels qui vont avec.

Toutefois, pour un partage équitable des revenus du tourisme, la participation des autorités est indispensable. Pour ce faire, les impôts et taxes prélevés du tourisme doivent servir à améliorer la situation des pauvres. Et cela peut se réaliser par différents moyens. Nous pouvons prendre les exemples d'une mise en place de dispositifs d'aide à la création d'entreprises rentables, à la création d'infrastructures profitant à la fois aux pauvres et aux touristes, à la mise en place de structures sanitaires, à des écoles de formation en tourisme, en hôtellerie et en restauration dans les zones touristiques. Ces dernières étant, jusqu'ici implantées en zones urbaines.

Alléger la fiscalité des autoentrepreneurs est également un moyen de motivation des porteurs de projets.

BIBLIOGRAPHIE

ADITYA R. KHANAL, Ashok K. MISHRA, Agritourism and off-farm work: survival strategies for small farms, 2014 <https://doi.org/10.1111/agec.12130>

AGENDA DAKAR, 28-30 avril - Agri Numa 2019, 1er symposium de l'agriculture numérique en Afrique de l'Ouest Africa Presse Paris. (2022, 13 février). Africa Presse Paris. <https://www.africapresse.paris/AGENDA-DAKAR-28-30-avril-AgriNumA-2019-1er-symposium-de-l-agriculture-numerique>

Agrotourisme – attentes de l'agriculture et du tourisme, Feuille de résultats #03
Co SF Coordination NPR- Politiques sectorielles – économie rurale, tourisme et espace vital, 2009

ALAMI Sophie, DESJEUX Dominique, GARABUAU-MOUSSAOUI Isabelle, 2013. Que sais-je ? Les méthodes qualitatives. Presses universitaires de France, 127p.

AMIROU Rachid, BACHIMON Philippe et al., Tourisme et souci de l'autre, Paris, L'Harmattan, coll. « Tourisimes et Sociétés », 2005, 362 p.

ANDÉHN Mikael, DECOSTA J. N. Patrick L'Espoir,
Authenticity and Product Geography in the Making of the Agritourism Destination, 2021, <https://journals.sagepub.com/doi/pdf/10.1177/0047287520940796>

ANNES Alexis, WRIGHT Wynne, Creating a room of one's own: French farm women, agritourism and the pursuit of empowerment,
2015, <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0277539515001260>

Agene Nationale des statistiques et de la démographie (ANSD), Recensement général de la population, de l'habitat, de l'agriculture et de l'élevage (RGPHAE) réalisé en 2013.

ARCUSET Laurent, La prise en compte de la diversité des acteurs dans un processus de tourisme durable. Thèse de doctorat en économie et finances, Université de Grenoble, Pierre MENDES, soutenue publiquement le 10 octobre 2013

Assistance technique à l'élaboration de la contribution prévue déterminée au niveau national (CPDN)/SENEGAL. Étude prospective pour un développement Economique résilient au changement climatique, 24/08/2015, 108 p

BACK Robin M, DA TASCI Asli, MILMAN Ady, Experiential consumption of a South African wine farm destination as an agritourism attraction, 2020, <https://journals.sagepub.com/doi/pdf/10.1177/1356766719858642>

BHAT Adi, Recherche exploratoire : types et caractéristiques, consulté le 16 mai 2024. <https://www.questionpro.com/blog/fr/exploration-recherche/>

BASSE Ousmane, Tourisme et populations en Basse Casamance : enjeux et gestion pour un développement local, Thèse de Doctorat, Science du tourisme, Université de Perpignan, 2014 <https://theses-public.univ-perp.fr/2014PERP1267.pdf>

BATAILLOU Christian, Tourisimes, patrimoines, identités, territoires, Perpignan, Presses universitaires de Perpignan, coll. « Études », 2010, 600 p.

BATAILLOU Christian, SCHEOU Bernard, Tourisme et développement : regards croisés, Presses universitaires de Perpignan, 2007, 483 p.

BATAZZI Claudine, LAUDATI Patrizia, Engagement entrepreneurial et territoires, Communication & Organisation N° 50, décembre 2016, Pu Bordeaux, 2017, 327 P

BARBIERI Carla, A comparison of agritourism and other farm entrepreneurs: Implications for future tourism and sociological research on agritourism, 2014, <https://www.fs.usda.gov/research/treesearch/17158>

BARBIERI Carla, TEW Christine, "Perceived Impact of Agritourism on Farm Economic Standing, Sales and Profits" (2016). Travel and Tourism Research Association: Advancing Tourism Research Globally. 34. <https://scholarworks.umass.edu/ttra/2010/Oral/34>

BAZIN Gilles. Le développement de l'agritourisme en France, Rencontres Internationales de Fez sur le Développement des zones défavorisées, Paris, INRA (Institut scientifique de recherche agronomique), 1993.

BEN MASSOU Si Mohamed, La mise en tourisme dans la smart city: le cas de la ville de Marrakech, 2021, https://www.openscience.fr/IMG/pdf/iste_ct21v1n1_1.pdf

BERNIER Josianne, BRYANT Christopher et ETTABAA Idriss « Le rôle social de l'agrotourisme : le cas du Québec ». Tourisme & territoires, 2012 https://www.researchgate.net/publication/266023319_Le_role_social_de_l'agrotourisme_Le_cas_du_Quebec

BERTHIER Nicole, 2010. Les techniques d'enquête en sciences sociales, méthodes et exercices corrigés. Armand Colin, 350p.

BERTHELOT Jean-Michel. 2001. Epistémologie des sciences sociales. Quadriges manuels, puf. 593p.

BESSIÈRE Jacinthe, BUGNI Valeria, Tourisme et gastronomie, Téoros, 2016

BOCQUET Anne Marie, BORG Xavier, Concilier tourisme et développement durable, Téoros, 2017

BOTTI Laurent, PEYPOCH Nicolas, SOLONANDRASANA Bernardin, Économie du Tourisme, Topos Dunod, 2013, 126 p.

BOTTI Laurent, PEYPOCH Nicolas, SOLONANDRASANA Bernardin. Ingénierie du tourisme : concepts, méthodes et applications. De Boeck sup ; 1er édition, 2008, 167 p.

BOURDEAU, L., Doyon, M. & Donne, D. (2001). Une typologie des agriculteurs qui diversifient leurs activités vers le tourisme : une approche phénoménologique. *Téoros*, 20(1), 63–71. <https://doi.org/10.7202/1071913ar>

BOURDEAU Laurent, MARCOTTE Pascal et DOYON Maurice, *Revue de littérature*
Les définitions de l'agrotourisme, Groupe de concertation sur l'agrotourisme au Québec, 2002
https://d1wqtxts1xzle7.cloudfront.net/65314411/uldefinitions-libre.pdf?1609535165=&response-content-disposition=inline%3B+filename%3DLe_touriste_gourmand_vu_par_lui_meme.pdf&Expires=1709738158&Signature=M8d2xFsRrGCpR1qi9NNHA-Vhamq41G4buZ3Ct8HtNvLR23RJg5rpaN1CRcCH7~I9uCbScahi-DwgSqVGNHv63BPiB4U~GGtO-ERICXCeJJTFNwdnZrepTUryHYMmL1rV~1MA0xftySWJUmcbbPHhiC3fMvj0SbSH2FNZmxyN-yIgdXK~i~LyMrJDPZ2jhT8m7u9B1aRkpIH1pZM28nkECsSfSbIDguy-r0Kx5oihJ3qbaxij7wyPHSORA7LyYAarALqQ9oC9wHb9kyZUvCbt7CMCjpSz1rHfLZSXBcg4TIyHJofWU4Eno3rPFGZ9Ip5diSMuGBusppyBHZQ7CeyJAg__&Key-Pair-Id=APKAJLOHF5GGSLRBV4ZA

BOUTILLIER Jean-Louis, COPANS Jean et al., *Le Tourisme en Afrique de l'Ouest : panacée ou nouvelle traite ?* Paris, La Decouverte, coll. « Dossiers africains », 1978, 139 p.

BRELI Agnieszka, *Agritourism activity as an example of diversification of agriculture*, 2011, <https://js.wne.sggw.pl/index.php/aspe/article/view/4007/3533>

BRETON, Jean Marie. *Droit et politique du tourisme*. Dalloz Juris Corpus, 2016, 718 p

BRETON Jean-Marie, *Aires protégées, gestion participative des ressources environnementales et développement touristique durable et viable dans les régions ultrapériphériques*, *Études caribéennes* avril 2009, <https://journals.openedition.org/etudescaribeennes/3560>

BRETON Jean-Marie, *Développement viable et valorisation environnementale : enjeux, menaces et perspectives*, 2006, 486 p

BRIEC Walter, PEYPOCH Nicolas, Microéconomie de la production : La mesure de l'efficacité et de la productivité, De Boeck sup, 2010, 251 p.

BROUTIN Cécile, GRANDVAL Fanny, DELMAS Patrick,
Comprendre la demande des villes pour valoriser les produits locaux, 2012
<https://www.inter-reseaux.org/publication/58-valorisation-des-produits-locaux-face-aux-defis-une-diversite-de-solutions/comprendre-la-demande-des-villes-pour-valoriser-les-produits-locaux/>

BRUNE Sara, KNOLLENBERG Whitney,
VILA Olivia, Agritourism resilience during the COVID-19 crisis, 2023,
<https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0160738323000117>

CACCOMO Jean-Louis, Fondements d'économie du tourisme. Acteurs, marchés, stratégies. De Boeck Supérieur, « Les métiers du tourisme », 2007, 228 p.

CACCOMO, Jean Louis. ET SOLONANDRASANA, Bernardin. « L'innovation dans l'industrie touristique : enjeux et stratégies. », 2ème Ed. L'Harmattan, Paris, 2006, 176p

CAIRE, Gilles ; LE MASNE, Pierre. La mesure des effets économiques du tourisme international sur les pays de destination In : Tourisme et développement : Regards croisés, Perpignan : Presses universitaires de Perpignan, 2007

CAUVIN-VERNER Corinne, « Les objets du tourisme, entre tradition et folklore », Journal des africanistes, 76-1 | 2006, 187-201.

CAVAILHES Jean, MESRINE Annie et ROUQUETTE Céline, Le foncier agricole : une ressource sous tensions, Économie et statistiques, N°444-445, 2012

CAZES et LANQUAR (2000), L'aménagement touristique et le développement durable, Presses universitaires de France, Collection Que sais-je ?

CAZES et KNAFOU, cité dans FRANCE Loubet, p61

Analyse de l'impact du tourisme sur le développement des territoires ruraux marginaux : application de l'approche par les capacités à l'étude de l'espace rural rhônalpin. Économies et finances. Université de Grenoble, 2011

<https://theses.hal.science/tel-01058938v1/document>

CHARVET Jean-Paul, 2018. Atlas de l'agriculture. Mieux nourrir le monde. Troisième édition, Autrement, 95p.

CHIN Wei Lee, MUSA Siti Fatimahwati Pehin Dato, Agritourism resilience against Covid-19: Impacts and management strategies, 2021

<https://doi.org/10.1080/23311886.2021.1950290>

CIOLAC, R.; Adamov, T.; IANCU, T.; POPESCU, G.; LILE, R.; RUJESCU, C.; Marin, D. Agritourism-A Sustainable Development Factor for Improving the 'Health' of Rural Settlements. Case Study Apuseni Mountains Area. Sustainability 2019, 11, 1467. <https://doi.org/10.3390/su11051467>

CIOLAC, R.; IANCU, T.; BRAD, I.; POPESCU, G.; MARIN, D.; ADAMOV, T. Agritourism Activity—A “Smart Chance” for Mountain Rural Environment's Sustainability. Sustainability 2020, <https://doi.org/10.3390/su12156237>

CLERGEAU Cécile, BOTTI Laurent, PEYPOCH Nicolas, SOLONANDRASANA Bernardin, Économie du tourisme, Mondes du Tourisme, 8 | 2013

CLERGEAU Cécile, PEYPOCH Nicolas, La recherche en management du tourisme, <https://www.furet.com/media/pdf/feuilletage/9/7/8/2/3/1/1/4/9782311406825.pdf>

COËFFÉ Vincent, Le tourisme. De nouvelles manières d'habiter le Monde, Ellipses Marketing, capes/Aggregatio, 2017, 456 p.

COLY Adama, la redynamisation des établissements d'hébergements touristiques a Sédhiou : enjeux et stratégies de développement, mémoire de master, 2018

Contributeurs aux projets Wikimédia. (2023). Développement durable. [fr.wikipedia.org](https://fr.wikipedia.org/wiki/D%C3%A9veloppement_durable). https://fr.wikipedia.org/wiki/D%C3%A9veloppement_durable

COUGHLIN Emma, Tourisme durable au Sénégal, un tourisme alternatif parmi d'autres ? Univ Européenne, OMN.UNIV. EUROP. 120 p

CREȚU Romeo Cătălin, ȘTEFAN Petrică, GHEORGHE Silviu, BIBICIOIU Sorin, New challenges for rural tourism. Specialization of agritourism guest houses, 2015, https://managementjournal.usamv.ro/pdf/vol.XV_1/Art15.pdf,

CUVELIER Pascal, TORRES Emmanuel et GADREY Jean. 1994. Sciences humaines et sociales, dossiers patrimoines, modèles de tourisme et développement local. L'Harmattan, 223p.

DAFF Mamadou, analyse des déterminants de la demande touristique du Sénégal, Diplôme d'études approfondies (DEA) en politique, économique et gestion de l'économie de l'institut africain de développement économique et de planification (IDEP), 2005

DECRET N° 80-268 DU 10 MARS 1980, portant organisation des parcours du bétail et fixant les conditions d'utilisation des pâturages

DE HOLLY George, ELLEN L. Rilla, Agritourism and Nature Tourism in California, second edition, 2005, https://books.google.fr/books?hl=fr&lr=&id=Z3FqwBIHFyQC&oi=fnd&pg=PR4&dq=Agritourism&ots=sRQPudDuql&sig=8XudICZ3DFhQ2Rg5PnDC4g4S8R4&redir_esc=y#v=onepage&q=Agritourism&f=false

DEHOORNE OLIVIER, « Tourisme et lutte contre la pauvreté : opportunités et défis », Études caribéennes [En ligne], 24-25 | Avril-Août 2013, mis en ligne le 24 février 2014, consulté le 17 juin 2021. URL : <http://etudescaribeennes.revues.org/6601> ; DOI : 10.4000/etudescaribeennes.6601

DEHOORNE Olivier, FURT Jean-Marie, TAFANI Caroline, L'éco-tourisme, un « modèle » de tourisme alternatif pour les territoires insulaires touristiques français ? Discussion à partir

d'expériences croisées Corse-Martinique, Études caribéennes, 2011, <http://journals.openedition.org/etudescaribeennes/5303>;

DEHOORNE OLIVIER, DIAGNE Abdou Khadre. Tourisme, développement et enjeux politiques : l'exemple de la Petite Côte (Sénégal). Études Caribéennes, Université des Antilles, 2008, P., 2007, Le tourisme, un phénomène économique, La documentation française, Paris.

DELAPLACE Marie et SIMON Gwendal, 2017. Touristes et habitants : conflits, Complémentarités et arrangements. Infolio archigraphy poche-Futurs Urbains, 171p.

DELISLE, Marie Andrée. ET JOLIN, Louis. 2008. « Un autre tourisme est-il possible ? Éthique, acteurs, concepts, contraintes, bonnes pratiques, ressources. », Presses de l'Université du Québec, Le Delta, 166p.

DENIEUIL Pierre Noël, (2008). Développement social, local et territorial : repères thématiques et bibliographiques sur le cas français. *Mondes en développement*, 142, 113-130. <https://doi.org/10.3917/med.142.0113>

DÉPELTEAU François, 2003. Méthodes en sciences humaines. La démarche d'une recherche en sciences humaines. De la question de départ à la communication des résultats. De boeck, 417p.

DELISLE Marie-Andrée et JOLIN Louis. 2007. Un autre tourisme est-il possible ? Presses de l'Université du Québec, 144p.

DIENG Aliou, impacts des politiques agricoles sur l'offre céréalière au Sénégal, de 1960 à 2003 : évaluation à partir d'un modèle d'analyse statistique par zones agro-écologiques, thèse en sciences économiques, soutenue en novembre 2006

DIOUF Papa Ibrahima, Management du tourisme et de l'hôtellerie Université de Thiès, 2011

DIOMBÉRA Mamadou, 2017, « Le développement touristique et l'occupation des espaces littoraux : quels enjeux pour les territoires de la Petite Côte sénégalaise ? », Études caribéennes,

DIOMBERA Mamadou, 2010. Aménagement et gestion touristique durable du littoral sénégalais de la Petite Côte et de la Basse Casamance, Thèse de doctorat en Tourisme, Saint-Louis (Sénégal) : Université Gaston Berger, 343 p.

DIOMBERA Mamadou, « Le tourisme sénégalais à la recherche d'une nouvelle identité », Téoros [En ligne], 31 | Février 2012, mis en ligne le 01 Aout 2015, consulté le 15 Mars 2024. URL : <http://journals.openedition.org/teoros/2299>

DIOMBERA Mamadou, « Dynamique territoriale et développement touristique : quelles stratégies environnementales durables à Saly (Petite Côte, Sénégal) ? », Études caribéennes, [En línea], 6 | Décembre 2020, Publié le 15 décembre 2020, consulté le 15 mars 2024. URL : 2020, <https://journals.openedition.org/etudescaribeennes/19388>

DIOMBERA Mamadou, « Les impacts socioéconomiques de la COVID-19 sur le tourisme littoral : le cas de la station de Saly Portudal (Sénégal) », Études caribéennes [En ligne], 49 | Août 2021, mis en ligne le 30 août 2021, consulté le 23 mars 2024. URL : <http://journals.openedition.org/etudescaribeennes/21099> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudescaribeennes.21099>

DIOMBERA Mamadou, « Tourisme et développement local : vers une redéfinition des relations au niveau de la Petite-Côte sénégalaise ? », Études caribéennes [En ligne], 26 | Décembre 2013, mis en ligne le 15 décembre 2013, consulté le 30 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/etudescaribeennes/6736> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudescaribeennes.6736>

DIOP Kader, Le monde diplomatique, l'industrie du tourisme progresse régulièrement, 1982, <https://www.monde-diplomatique.fr/1982/10/DIOP/36962>

DJIMET-BABOUN, 2006. Agriculture et développement dans le monde. Ellipses, 143p.

DLIMI Dounya, L'agriculture des pays en développement face à l'organisation mondiale de commerce, Harmattan, 2014, 358 pages.

DUPUIS Christine, Tourisme Et Développement Durable En France, La Documentation Française, Les Avis Du Conseil Économique Social Et Environnemental, 2015, 270 p.

DURRANDE-MOREAU Agnès, COURVOISIER François, Anne-Marie Bocquet.

DUFUMIER Marc, 2007. Agricultures africaines et marché mondial. Fondation Gabriel Péri, 86p.

DUMEZ Hervé, 2016. Méthodologies de la recherche qualitative, les questions clés de la démarche compréhensive. Vuibert, 245p.

DUTERME Bernard, DELCOURT Laurent, DE WILDE Yvon, DOUXCHAMPS Christophe, LEROY Aurélie, POLET François, CUETO Enrique. 2006. Expansion du tourisme : gagnants et perdants. Point de vue du Sud. Centre tricontinental et éditions Syllepse, 236p.

DUVAT Virginie, « Mondialisation touristique et environnement dans les petites îles tropicales », Les Cahiers d’Outre-Mer [En ligne], 236 | Octobre-Décembre 2006, mis en ligne le 01 octobre 2009, consulté le 15 mars 2024. URL : <http://journals.openedition.org/com/616> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/com.616>

EPENDA Augustin. 2017. Pièges et étapes du processus de recherche. De la théorie à la présentation des résultats. L’Harmattan, 235 p.

ETCHEVERRIA Olivier, 2019. Le restaurant, une approche géographique, de l’invention aux destinations touristiques gourmandes. Volume 3, ISTE éditions, 303p.

ETCHELECOU André dans Environnement et Santé, une évidence pour l’opinion, un défi pour la Connaissance, Université de Pau et des Pays de l’Adour

Ebaka Boris Kharl, une agriculture durable pour un développement durable, chronique : édition du samedi, octobre 2022, <https://www.adiac-congo.com/content/une-agriculture-durable-pour-un-developpement-durable-142250>

Étude de faisabilité pour la mise en place d'une agropole dans la zone nord du Sénégal, <https://www.unido.org/sites/default/files/files/2021-11/ANNEXE%201%20-Termes%20de%20Référence.pdf>

FAYE, Paul (2005) « Paupérisation des populations locales par le tourisme international de masse : Quelle interaction entre le DSRP et les politiques touristiques au Sénégal », Le Journal, lundi 13 juin, p. 18-19. Cité par DIOMBERA Mamadou dans « Le tourisme sénégalais à la recherche d'une nouvelle identité »

FAYE Ibrahima B. Dynamique du trait de côte sur les littoraux sableux de la Mauritanie à la Guinée-Bissau (Afrique de l'Ouest) : Approches régionale et locale par photo-interprétation, traitement d'images et analyse de cartes anciennes. Géographie. Université de Bretagne occidentale - Brest, 2010.

FAYE Seny, Les enjeux d'une gouvernance de l'estuaire du Sine Saloum dans la perspective d'une préservation durable des patrimoines de la Réserve de la Biosphère du Delta du Saloum (RBDS au Sénégal), une zone humide d'interface homme- nature en dégradation, dans un contexte de réchauffement climatique. Thèse de doctorat de l'Université de LYON, Soutenue publiquement le 29 novembre 2017

FRANCE Loubet. Analyse de l'impact du tourisme sur le développement des territoires ruraux marginaux : application de l'approche par les capacités à l'étude de l'espace rural rhônalpin. Thèses économies et finances. Université de Grenoble, 2011

FRIEDMANN Harriet. Diversité des agricultures familiales : Exister, se transformer, devenir. Nouvelle édition [en ligne]. Versailles : Éditions Quæ, 2014 (généré le 26 février 2021). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/quae/29400>>. » Extrait de : Harriet Friedmann. « Diversité des agricultures familiales. » Apple Books.

FAO, Profil national genre des secteurs de l'agriculture et du développement rural, Sénégal, série des évaluations Genre des Pays, 2018

GAGNON Christiane, GAGNON Serge. 2010, l'écotourisme entre l'arbre et l'écorce. De la conservation au développement viable des territoires. Presses de l'Université du Québec, 414p.

GASPARD Claude, (2021, 24 mars). Méthodes inductives et déductives : méthodologie et exemples. Scribbr. Consulté le 14 mai 2024, de <https://www.scribbr.fr/methodologie/methodes-inductives-deductives/>

GAUTRAT, J. (2004). Agritourisme et économie solidaire. *Écologie & politique*, 28, 81-91. <https://doi.org/10.3917/ecopo.028.0081>

GARBURN Nelson (1976), cité par Corinne Cauvin-Verner dans, *Les objets du tourisme, entre tradition et folklore*, 2006, p 1

GAYE Aliou, *Tourisme et patrimoine culturel : valorisations, enjeux et stratégies de développement local à l'île de Gorée et en pays Bassari (Sénégal)*,
Thèse de doctorat en Géographie Aménagement Urbanisme, soutenue publiquement le 29 juin 2020 à l'Université Lumière Lyon 2

GOH Damien Mekpo, *Agriculture éco-spirituelle pour un développement durable en Afrique à l'ère de la crise écologique : le projet agro-pastoral Songhaï du Bénin*, Thèse Religions, Université de Strasbourg, 2014

Gorgui Ciss, *le développement du tourisme sur la Petite Côte sénégalaise*,
Thèse de doctorat en institut de géographie et d'études régionales Université de Bordeaux III, 1983

GRAWITZ Madeleine, 2001. *Droits publics et sciences politiques. Méthodes des sciences sociales*. Dalloz, 1019p.

HALIM, M.F.; BARBIERI, C.; MORAIS, D.B.; JAKES, S.; SEEKAMP, E. Beyond Economic Earnings: The Holistic Meaning of Success for Women in Agritourism. *Sustainability* 2020, 12, 4907. <https://doi.org/10.3390/su12124907>

HANN Aly Ben Abdoulaye, *Organisations Paysannes et développement rural durable au Sénégal*, Univ Européenne, OMN.UNIV. EUROP. 428 p.

HILLALI Mimoun, « Du tourisme et de la pauvreté en Afrique : duel ou duo ? », *Études Caribéennes*, 2013

HILCHEY Duncan, LYSON Thomas A. Considerations for agritourism development, 2000
Center for Civic Agriculture and Food System, https://www.researchgate.net/profile/Duncan-Hilchey/publication/237325220_Considerations_for_agritourism_development/links/5bead95d4585150b2bb38d6e/Considerations-for-agritourism-development.pdf

HOLLAND, R.; KHANAL, A.R.; DHUNGANA, P. Agritourism as an Alternative On-Farm Enterprise for Small U.S. Farms: Examining Factors Influencing the Agritourism Decisions of Small Farms. Sustainability 2022, 14, 4055. <https://doi.org/10.3390/su14074055>

HOLLY George, ELLIE Rilla, Agritourism Enterprises on Your Farm or Ranch : Where to Start, 2008,
https://books.google.fr/books?hl=fr&lr=&id=FV1KLE8XwosC&oi=fnd&pg=PA4&dq=Agritourism&ots=E1TulK3p89&sig=rCejZVRbhBlAeMLiWiB4tlYmWEI&redir_esc=y#v=onepage&q=Agritourism&f=false

HERNER Jean-Michel, Géopolitique du tourisme, Paris, Armand Clin, coll. « Perspectives géopolitiques », 2008, 180 p.

HERNER Jean-Michel et SICART Catherine, La science du tourisme, Précis franco- anglais de terminologie, Baixas, Balzac, coll. « Homo Touristicus », 2003, 200 p.

HUGUES François, « Le tourisme durable, une organisation du tourisme en milieu rural ». Revue d'économie régionale & urbaine, 2004, https://www.cairn.info/revue-d-economie-regionale-et-urbaine-2004-1-page-57.htm?try_download=1

HUNG Wei-Ting, DING Hsiu-Yin, LIN Sen-Tyan, Determinants of performance for agritourism farms: an alternative approach, 2015, <https://doi.org/10.1080/13683500.2015.1037254>

Hunziker W., Kraft K., (1942), General tourism guide. Polygraphischer Verlag A.G. Publishing House, Zurich, Switzerland

JOLLY Desmond, Agricultural Tourism: Emerging Opportunity, Small Farm News Summer, 1999, <http://www.sfc.ucdavis.edu/pubs/SFNews/Summer99/merge.html>.

JORON Philippe, MAMONTOFF Anne-Marie, SANCHEZ Lionel, PICOD Claire, MAFFESOLI Michel, GALINIER Martin, PICOD Yves, WECKEL Philippe ...

Comment les sociétés perçoivent-elles les risques liés au tourisme ? Sentiment de vulnérabilité ou déni du risque, rôle des médias dans la représentation du danger.

Colloque Sécurité et conservation des territoires mas des Arcades, Perpignan 2017

Journal officiel du Sénégal, loi n° 2009-27 du 8 juillet 2009, <https://faolex.fao.org/docs/pdf/sen92640.pdf>

Kao (à Dakar), Mboro (à Thiès et Saint-Louis), Thèse de Géographie. Université Toulouse le Mirail - Toulouse II ; Université de Saint-Louis (Sénégal), 2012

KONDOH, K., KURATA, H, Agritourism, Unemployment, and Urban-Rural Migration, 2021, Food and Agricultural Tourism: Theory and Best Practice
https://www.jsie.jp/Annual_Meeting/2022s_Hirosaki_Univ/pdf/D-1.pdf

LAMIE R. David, CHASE Lisa, CHIODO Emilio, DICKES Lori, FLANIGAN Sharon, SCHMIDT Claudia, STREIFENEDER Thomas, Agritourism around the globe: Definitions, authenticity, and potential controversy 2021, <https://foodsystemsjournal.org/index.php/fsj/article/view/945/918>

Laplante, M. (2003). Compte rendu de [Mimoun Hillali, Le tourisme international vu du Sud, PUQ, Québec, 2003]. Téoros, 22(3), 63–64. <https://doi.org/10.7202/1071352ar>

LEROUX Erick, « Tourisme durable et enjeux stratégiques. Introduction », Management & Avenir, 2012/6 (n° 56), p. 94-99. DOI : 10.3917/mav.056.0094. URL : <https://www.cairn.info/revue-management-et-avenir-2012-6-page-94.htm>

LESAUVAGE Bernard, La demande en matière d'agritourisme, Agritourisme et développement local, ENITA-IREST, (École nationale d'ingénieurs des travaux agricoles, Institut de recherche et d'études supérieures du tourisme), Sorbonne, 1995

Les politiques agricoles à travers le monde. Quelques exemples, Sénégal 2015
<https://agriculture.gouv.fr/sites/default/files/1506-ci-resinter-fi-senegal.pdf>

Le nouvel agritourisme intégré, une tendance du tourisme durable. Téoros. Revue de recherche en tourisme, Université de Montréal, 2017, Concilier tourisme et développement durable, 36 (1). Hal-01555233

L'avenir de l'agriculture au Sénégal : 2030-2063

Étude de cas : défis et opportunités pour les projets financés par le fida, 2020

MAHALIYANAARACHCHI Rohana P,

Agri Tourism as a risk management strategy in rural agriculture sector : with special reference to developing Countries, 2016, <https://storage.googleapis.com/jnl-sljo-j-jassl-files/journals/1/articles/8075/submission/proof/8075-1-28499-1-10-20160107.pdf>

MAHALIYANAARACHCHI, R., ELAPATA, M., ESHAM, M., MADHUWANTHI, B. (2019). Agritourism as a sustainable adaptation option for climate change. Open Agriculture, <https://doi.org/10.1515/opag-2019-0074>

Magdalou, B. (2014). Évaluation du bien-être et de la pauvreté en économie : théorie normative et expérimentation. Études Caribéennes, 24-25. <https://doi.org/10.4000/etudescaribeennes.6484>

MAGNO Francesca, CASSIA Fabio, Effects of agritourism businesses strategies to cope with the COVID-19 crisis : The key role of corporate social responsibility (CSR) behaviours, 2021, <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0959652621034776>

Mamdy, Jean François, Agritourisme, levier de développement local, Agritourisme et développement local, ENITA-IREST, (École nationale d'ingénieurs des travaux agricoles, Institut de recherche et d'études supérieures du tourisme), Sorbonne, 1995

MAMONTOFF Anne-Marie,

Dynamique de la fonction identitaire des représentations sociales dans le cas d'une rencontre entre deux cultures, 2008, <https://www.redalyc.org/pdf/970/97017403007.pdf>

MAMONTOFF Anne-Marie, HOERNER Jean-Michel, Pour une nouvelle recherche en tourisme, coll. "Homo Touristicus", éd. Balzac, 2009.

Mamontoff Catherine, Tourisme et sécurité des territoires. Synthèse générale. Sociétés, 143, 2019, <https://doi.org/10.3917/soc.143.0107>

MANSURY Yuri, HARA Tadayuki, Impact of Organic Food Agritourism on a Small Rural Economy: A Social Accounting Matrix Approach, 2007, https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=954331

MARCOTTE Pascale (2006, 1 septembre). Agrotourisme, agritourisme et tourisme à la ferme ? Une analyse comparative. <https://journals.openedition.org/teoros/1091?lang=fr>

MARCOTTE Pascale, BOURDEAU Laurent, SARRASIN Bruno, Tourisme et développement durable. Un exercice d'adaptation, d'intégration et de conciliation, Téoros, 2017, <https://journals.openedition.org/teoros/2979>

MASSOT Véronique, MERASLI Saida. Les signaux de qualité formels, facteurs de performance en tourisme ? Annales du Tourisme, 2013, Géopolitique 4, p.51-66. {hal-03693499}

MAZOYER Marcel et ROUDART Laurence, Histoire des agricultures du monde. Du Néolithique à la crise contemporaine, Points histoire, 2002

McElroy Jerome L. Department of Business and Economics Saint Mary's College

Notre Dame, IN 46556 USA, 2003

ftp://192.188.55.6/Facultades/CienciasHumanas/Ecoturismo/ArticulosTurismo/Art%C3%ADculos%20cient%C3%ADficos/Turismo%20y%20desarrollo/desarrollo_pequenas_islas.pdf

MCGEHEE Nancy G, KIM Kyungmi, JENNINGS Gayle R.,

Gender and motivation for Agritourism entrepreneurship, 2007, <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0261517706000276>

Marsac Antoine, Lebrun Anne Marie, Bouchet Patrick « Tourisme durable et expériences touristiques : un dilemme. Proposition d'un dispositif d'analyse appliqué à l'itinérance en milieu rural ». In Management & Avenir, 2012.

MERASLI Saïda, L'engagement de la firme touristique dans les stratégies de tourisme durable, Revue de l'économie méridionale. 2006

MERASLI Saïda, la qualité dans l'industrie du tourisme : un impératif majeur pour un tourisme durable... Téoros. Revue de recherche en tourisme, 2004, <https://journals.openedition.org/teoros/634>

MIRANDA GONCALVES Alexandra, comment la connaissance de la demande agrotouristique peut nous permettre de développer ce nouveau tourisme en Corse, 2013,

MITCHELL Jonathan, ASHLEY Caroline, Tourism and Poverty Reduction: Pathways to Prosperity, Earthscan, London. 2010.

MONTEFRIO Marvin Joseph F., SIN Harnng Luh
Between food and spectacle: The complex reconfigurations of rural production in agritourism, 2021, <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0016718521002542>

MORARU Radu-Adrian, UNGUREANU George, BODESCU Dan, DONOȘ Dan
Motivations and challenges for entrepreneurs in agritourism, 2016, https://repository.uaiaasi.ro/bitstream/handle/20.500.12811/1689/LSA_v.59_nr.1_Motivations...pdf?sequence=1&isAllowed=y

MOORE Laura J, Shoreline mapping techniques. Journal of Coastal Research, vol. 16, n°1. p.111-124

Ministère des sports et du tourisme Sénégal,
<https://tourisme.gouv.sn/le-senegal-veut-atteindre-3-millions-de-visiteurs-selon-le-dpt/#:~:text=Le%20Directeur%20de%20la%20promotion,lancée%20en%20fin%20octobre%20dernier.>

Ministère de l'environnement et du développement durable, lettre de politique du secteur de l'environnement et du développement durable, 2016-2020

Ministère de l'environnement et du développement durable, cinquième rapport national sur la mise en œuvre de la convention internationale sur la diversité biologique, rapport final mars 2014

NDAO Mariétou. Dynamiques et gestion environnementale de 1970 à 2010 des zones humides au Sénégal : étude de l'occupation du sol par télédétection des Niayes avec Djiddah Thiaroye

NDIAYE El Hadji Mounirou, Économie du Sénégal, Revues analytiques transversales, Harmattan, 2016, 206 pages

NDIAYE El Hadji Mounirou, Quelles alternatives socio-économiques au Sénégal ? Une contribution programmatique, Harmattan, 2018, 148 pages

N'DIAYE Adama, Communication, tourisme et développement durable au Sénégal : enjeux et risques, Thèse de doctorat en Sciences de l'Information et de la Communication, Présentée et soutenue publiquement le 30 mars 2012 à l'Université Michel de Montaigne Bordeaux 3, 375 pages.

Ndiaye Ousmane, Analyse des politiques agricoles et commerciales au Sénégal : sécurité et souveraineté alimentaire compromises ? Essai présenté au centre universitaire de formation en environnement et développement durable en vue de l'obtention du grade de maître en environnement

NOSEL, José « Les interactions du tourisme et de l'environnement, Accessibilité et attractivité : le cas du Parc Naturel Régional de la Martinique ». In : Breton, Jean Marie. (Ed.), Tourisme, environnement et aires protégées (Antilles-Guyane / Haïti / Québec), 2004, Éditions Karthala, Paris

ORIADE Ade, ROBINSON Peter, Rural Tourism and Enterprise, Management, Marketing and Sustainability, Lavoisier, 04-2017, 352 p

PAILLE Pierre et MUCCHIELLI Alex. *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*. Armand Colin, 2012.

PAULIAN R., 1989 – Les déchets d'origine humaine et les équilibres naturels dans les milieux insulaires. In : Îles et tourisme en milieu tropical et subtropical. Actes du IX^e colloque de la SEPANRIT, Bordeaux, 9-10 avril 1987. CRET – CEGET, Îles et archipels n° 10 : Pessac, p. 55-58. Cité par Virginie Duvat, dans « Mondialisation touristique et environnement dans les petites îles tropicales »

PIVETEAU Alain, « Décentralisation et développement local au Sénégal. Chronique d'un couple hypothétique », *Revue Tiers Monde*, 2005/1 (n° 181), p. 71-93. DOI : 10.3917/rtm.181.0071. URL : <https://www.cairn.info/revue-tiers-monde-2005-1-page-71.htm>

PEROFF Deidre M, MORAIS Duarte B, SILLS Erin,
The Role of Agritourism Micro entrepreneurship and Collective Action in Shaping Stewardship of Farmlands, 2022, <https://www.mdpi.com/2071-1050/14/13/8116>

PETIT Sylvain, Une analyse du tourisme international : fragmentation de la production, flux croisés, effets redistributifs, économies et finances. Thèse, Sciences et Technologies, 2010, Université de Lille 1

PEYPOCH Nicolas, SPINDLER Jacques, Le Tourisme hivernal : Clé du succès et de développement pour les collectivités de montagne ? L'Harmattan 2019, 244 p. Plan Sénégal Émergent, 2014 ;

<https://extranet.who.int/nutrition/gina/sites/default/filesstore/SEN%202014%20Plan%20Sene gal%20Emergent.pdf>

Plan Sénégal émergent (PSE), Programme d'accélération de la cadence de l'agriculture sénégalaise (PRACAS), volet agricole 2014

PLATANIA Marco, Agritourism farms and the Web. An exploratory evaluation of their websites, in economics and informatics, 2014, https://www.researchgate.net/profile/Marco-Platania3/publication/286941068_Agritourism_Farms_and_the_Web_An_Exploratory_Evaluation_of_their_Websites/links/57d70ba508ae5f03b494e0a0/Agritourism-Farms-and-the-Web-An-Exploratory-Evaluation-of-their-Websites.pdf

PNUD, Rapport sur le développement humain, 2021-2022

<https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/2023-02/hdr2021-22frpdf.pdf>

POMEANU Elena Elisabeta. Études sur le tourisme durable et sa contribution au développement régional, Sciences de l'information et de la communication, Université de Toulon ; Universitatea tehnică "Gheorghe Asachi" (Iași, Roumanie), 2013. Français. NNT : 2013TOUL0021. Tel-01540680

PONROUCH Adrien, Processus de mise en œuvre du développement durable par les collectivités Suivi-évaluation et adaptation du SD21000,
Thèse de doctorat en Sciences de l'environnement. École Nationale Supérieure des Mines de Saint-Etienne, 2008

RAMSEY Melissa, SCHAUMLEFFEL Nathan A., Agritourism and Rural Economic Development, 2006, http://www.ibrc.indiana.edu/ibr/2006/fall/articles/3_agri.pdf

ROMAN Michał, GRUDZIEN Piotr,
The Essence of Agritourism and Its Profitability during the Coronavirus (COVID-19) Pandemic, 2021, <https://www.mdpi.com/2077-0472/11/5/458>

RIGOUZZO Luc et Al, Faut-il promouvoir le tourisme dans les pays en développement ?
La revue de Proparco, Secteur privé et développement, numéro 7, septembre 2010, 29p,
<https://www.proparco.fr/fr/ressources/faut-il-promouvoir-le-tourisme-dans-les-pays-en-developpement>

Rapport Royal Haskoning DHV, Étude d'Impact Environnementale et Sociale (EIES) des travaux physiques de restauration, protection et entretien de plages de Saly, 2016

Recueil de déclarations de l'OMT, 2016, <https://www.e-unwto.org/doi/pdf/10.18111/9789284419326>

SALVADOR-PERIGNON Marielle, « Tourisme culinaire et valorisation des produits artisanaux : vers un tourisme durable », Management & Avenir, 2012/6 (n° 56), p. 114-133.
DOI : 10.3917/mav.056.0114.

URL : <https://www.cairn.info/revue-management-et-avenir-2012-6-page-114.htm>

SARRASIN Bruno, TARDIF Jonathan, FLORES Georgina Arreola, *Tourisme et lutte contre la pauvreté : de la confusion des termes à la construction d'un discours scientifique ?* Téoros, 2012

SAVAGE Ann E, BARBIERI Carla, JAKES Susan, 2020,
Cultivating success: personal, family and societal attributes affecting women in agritourism
<https://doi.org/10.1080/09669582.2020.1838528>

SCHEOU Bernard, *du tourisme durable au tourisme équitable, quelle éthique pour le tourisme de demain ? Les métiers du tourisme*, De Boeck Supérieur, 2009, 312 p.

SCHÉOU Bernard, Pierre Martin-Gousset. L'ASSOCIATION TDS. Quand les voyageurs deviennent des villageois. *Espaces tourisme & loisirs : revue mensuelle de réflexion du tourisme et des loisirs - Espaces : tourisme et loisirs - Espaces : tourisme, loisirs, environnement*, 2004, *Tourisme solidaire et responsable*, 220, pp.38-45. hal-03437694

SCHMIDT Fiona, *Benchmarking de l'agritourisme en Autriche, Allemagne et Suisse*

SCHMITT Mathilde, *Agritourism From Additional Income to Livelihood Strategy and Rural Development*, 2010, <https://benthamopen.com/contents/pdf/TOSSCIJ/TOSSCIJ-3-41.pdf>

SICART Catherine, *L'aménagement touristique et ses nouveaux enjeux*, Paris 2017, L'Harmattan, 190 p.

SICART Catherine, HOERNER Jean-Michel, *Tourisme, une affaire de classe*, Balzac, 2015, 102 p.

SICART Catherine, *L'aménagement touristique et ses nouveaux enjeux*, Paris, L'Harmattan, 2017.

SONKO Seedou Mukthar. *Le tourisme rural et la réduction de la pauvreté*.

Thèse en économie et finance. Université Toulouse le Mirail - Toulouse II, 2013

SGROI Filippo, DONIA Enrica, MINEO Angelo Marcello

Agritourism and local development: A methodology for assessing the role of public contributions in the creation of competitive advantage, 2018, <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0264837717311626>

SHAH Chetan, SHAH Shipra, SHAH Govind Lal, Agritourism as a Local Economic Development Tool for Rural Hill Regions, 2020, https://www.researchgate.net/profile/Chetan-Shah3/publication/343569529_Agritourism_as_a_Local_Economic_Development_Tool_for_Rural_Hill_Regions/links/5f47268292851c6cfde3df4a/Agritourism-as-a-Local-Economic-Development-Tool-for-Rural-Hill-Regions.pdf

SOPHIE BONIN, « AMIROU Rachid, BACHIMON Philippe (dir.), 2000, Le tourisme local - Une culture de l'exotisme, Paris, L'Harmattan », Cybergeog : European Journal of Geography [En ligne], Revue de livres, mis en ligne le 03 mai 2001, consulté le 20 octobre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/cybergeog/928> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cybergeog.928>

SZNAJDER M, PRZEBORSKA L, Identification of Rural and Agri-Tourism Products and Services. Journal of Agribusiness and Rural Development, 3(359), 2004, <http://www1.up.poznan.pl/jard/index.php/jard/article/view/1027>

Stratégie nationale de développement durable, Sénégal 2016, ministère de l'environnement et du développement durable

TARDIF Jonathan, Écotourisme et développement durable, Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement [Online], Volume 4 Numéro 1 | mai 2003, <http://journals.openedition.org/vertigo/4575>

TAFANI Caroline, Agriculture, territoire et développement durable. Analyse systémique d'une agriculture littorale sous pression touristique : l'exemple de la Balagne en Corse. Thèse de doctorat en géographie, présentée et soutenue publiquement le 10 décembre 2010 à l'Université de Corse Pascal Paoli, 544 p.

Tafani, Caroline, (2013). Complémentarités agriculture-tourisme dans les territoires insulaires : un système d'indicateurs comme outil d'accompagnement. Études Caribéennes, 23. <https://doi.org/10.4000/etudescaribeennes.6249>

TANINA Anna, KONY SHEV Evgeny, TSAHAEVA Kamilya, Agritourism Development Model in Digital Economy, 2020, <https://dl.acm.org/doi/abs/10.1145/3444465.3444518>

VIOLIER Philippe, Tourisme et développement local, Paris, Belin, coll. Belin Sup Tourisme, 2008, 180 p.

Virginie Duvat, « Mondialisation touristique et environnement dans les petites îles tropicales », Les Cahiers d’Outre-Mer, 236 | 2006, 513-539.

WALKER Martha A, Agritourism: Ideas and Resources, 2009, https://vtechworks.lib.vt.edu/bitstream/handle/10919/47467/310-004_pdf.pdf?sequence=1

WHITT Christine, LOW Sarah A, VAN Sandt, Anders, 2019, Agritourism Allows Farms to Diversify and Has Potential Benefits for Rural Communities, <https://ageconsearch.umn.edu/record/302882/>

WRIGHT Wynne, ANNES Alexis, Farm Women and Agritourism: Representing a New Rurality, 2014, <https://hal.science/hal-01564767/document>

WIDED Boubaker, Eco-innovation, Performance environnementale et impact économique sur les entreprises : étude de cas des groupes Papetiers présents en France. Thèse économie et finances. Université Nice Sophia Antipolis, 2015

WILSON Joshua, THILMANY Dawn, SULLINS Martha, Agritourism: a potential economic driver in the rural west, 2006, <https://webdoc.agsci.colostate.edu/DARE/EDR/EDR06-01.pdf>

Yzatbek Berenaliev. Le tourisme au Kirghizstan : enjeux d'un développement durable. Thèse en économies et finances. Université de Grenoble ; Université nationale kirghize, 2014. Français

ZAGRE Ambroise, 2013. Méthodologie de la recherche en sciences sociales. Manuel de la recherche sociale à l’usage des étudiants. L’Harmattan, 127p.

ZAHM Frédéric, ALONSO Ugaglia Adeline, BARBIER Jean Marc, BOUREAU Héloïse, DEL’HOMME Bernard, GAFSI Mohamed, GASSELIN Pierre, GIRARD Sydney,

GUICHARD Laurence, LOYCE Chantal, MANNEVILLE Vincent, MENET Amandine, REDLINGSHÖFER Barbara, 2019, Évaluer la durabilité des exploitations agricoles, La méthode IDEA v4, un cadre conceptuel combinant dimensions et propriétés de la durabilité. Cah. Agric. 28: 5. Consulté le 1er mars 2022

ZAWADKA Jan, Agritourism in multifunctional development of rural areas, (2014). In: Challenges for the Agricultural Sector in Central and Eastern Europe. Agroinform Kiadó, Budapest, http://real.mtak.hu/29379/1/Challenges_for_the_Agricultural-2014máj18-DOI_CrossRef-Chapter_1.6.pdf

Zhong L., Deng J., Song Z., Ding P., (2011), Research on environmental impacts of tourism in China: Progress and prospect, Journal of Environmental Management, 92, 2972-2983

ANNEXES

Plusieurs guides d'entretiens semi-directifs à réponses libres ont été réalisé auprès des populations locales, des agriculteurs, des touristes, et de quelques autorités.

Ces entretiens sont répertoriés en thématiques et ont comme but de vérifier les hypothèses de départ.

Annexe 1 : Guide d'entretien destiné aux populations locales

L'activité touristique et emploi

Travaillez-vous dans le tourisme, si oui, quel poste occupez-vous ?

Avez-vous suivi une formation ? Lequel ?

Quel est votre niveau d'étude ?

Si vous avez un contrat de travail ? Si oui, quel type de contrat avez-vous ?

Combien d'heures de travail effectuez-vous par jour ?

Depuis quand vous travaillez ?

Sans indiscretion de notre part, à combien s'élève votre salaire ?

Quelles améliorations auriez-vous souhaité ?

L'activité touristique et les activités traditionnelles

Quelle (s) activité (s) exercez-vous ?

Est-ce un complément de revenu ou vous permet-elle de vivre ?

Quels sont les avantages du tourisme sur vos activités ?

Y'a t-il des inconvénients liés au tourisme sur vos activités ? Si oui lesquels ?

L'activité touristique et amélioration des conditions de vie

Qu'est-ce que le tourisme a apporté de plus dans votre localité ?

Jugez-vous suffisantes les retombées économiques du tourisme ?

En bénéficiez-vous suffisamment ?

En général quels impacts négatifs le tourisme a t-il dans votre vie quotidienne ?

Qu'attendez-vous de plus du tourisme ?

Annexe 2 : Guide d'entretien destiné aux agriculteurs

L'activité agricole et situation des agriculteurs

Quelles sont les différentes activités que vous exercez ?

Possédez-vous vos propres terres ?

Si oui, depuis quand ?

Avez-vous des titres fonciers pour vos terres ?

L'agriculture vous permet-elle de faire vivre votre famille ?

L'activité agricole et ressources

Quelles ressources vous font défaut ?

Comment pensez-vous y remédier ?

Vous arrive t'il de vendre de vos terres ? Pourquoi ? A quel prix ?

Qui sont les acheteurs ?

L'activité agricole : production et distribution

Quels types de cultures faites-vous ?

Travaillez-vous uniquement pendant la saison des pluies ou faites-vous du maraîchage hors saison pluviale ?

Produisez-vous pour vendre ou uniquement pour nourrir votre famille ?

Si vous vendez, sur quels marchés vous écoutez vos produits ?

La production est-elle assez suffisante pour répondre à la demande ?

Vous arrive t'il d'exporter ?

Que pensez-vous des produits importés ?

Les hôteliers et restaurateurs vous achètent ils vos produits ?

Où et comment stockez-vous vos produits ?

Vous arrive-t-il de subir des pertes ?

L'activité agricole et activité touristique

Avez-vous déjà été exproprié ?

Avez-vous été dédommagé ? Si non pourquoi ce retard ?

Si oui le dédommagement a t'il été à la hauteur de vos attentes ?

En quoi l'activité touristique gêne-t-elle votre activité ?

Sinon, quels avantages le tourisme peut-il avoir sur l'agriculture ?

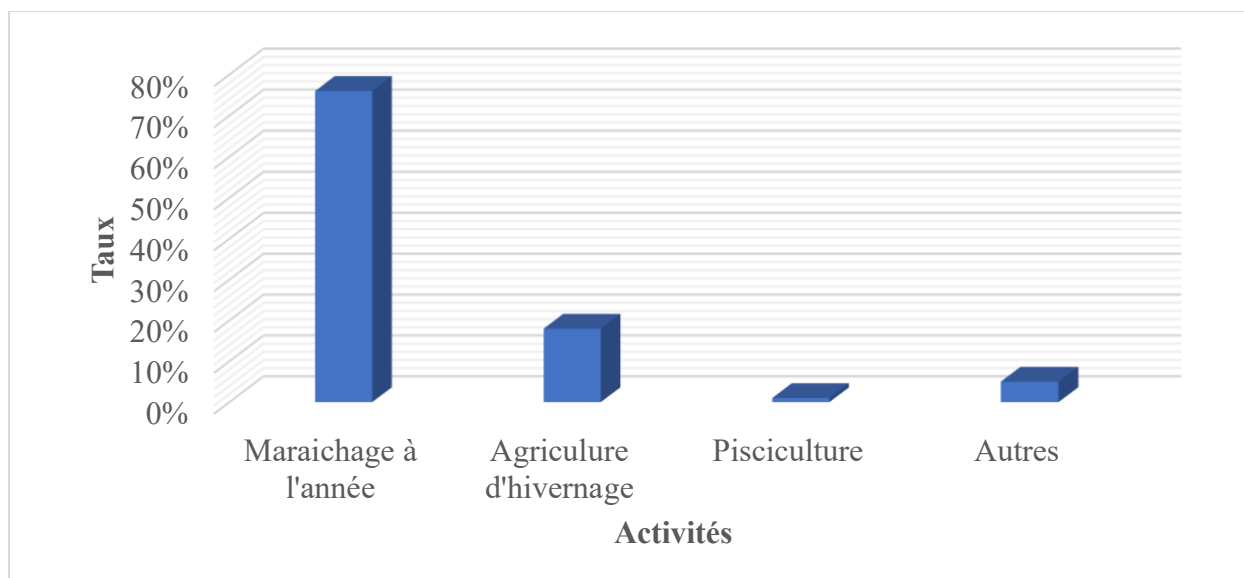
Avez-vous déjà entendu parler de l'agritourisme ?

Qu'est-ce que vous en pensez ?

Quelles activités auriez-vous proposé pour les touristes ?

Résultats de l'enquête menée auprès des agriculteurs

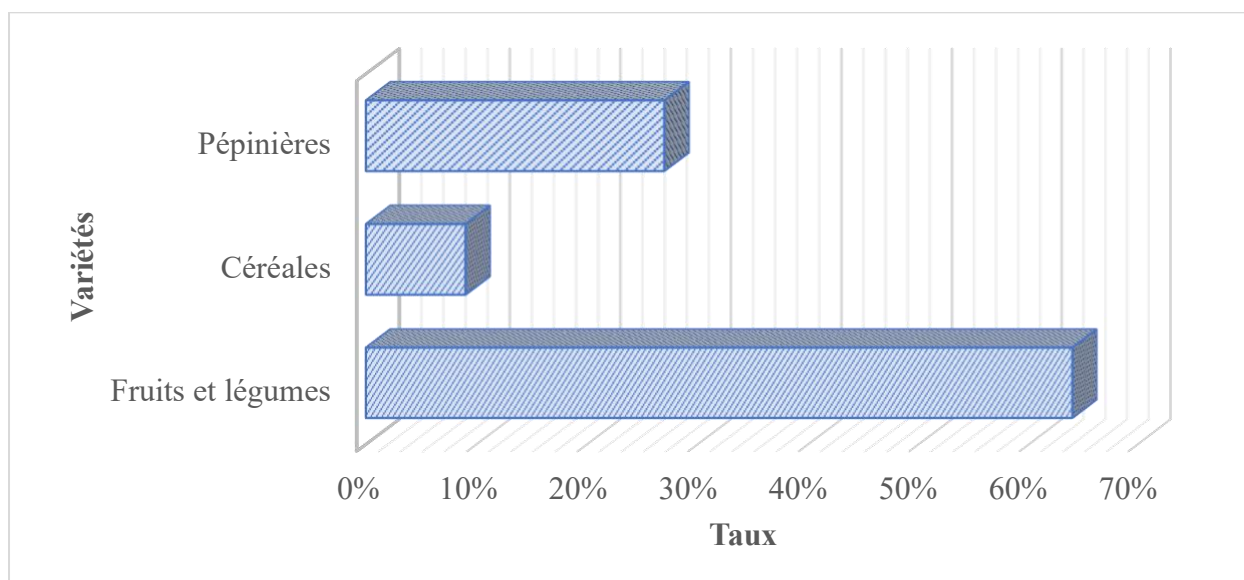
1. Quelles sont les différentes activités que vous pratiquez ?



2. Travaillez-vous uniquement pendant la saison des pluies ?

- Oui : 22%
- Non : 78%

3. Quelles variétés de culture faites-vous ?



4. Possédez-vous vos propres terres ?

- Oui : 100%
- Non : 0%

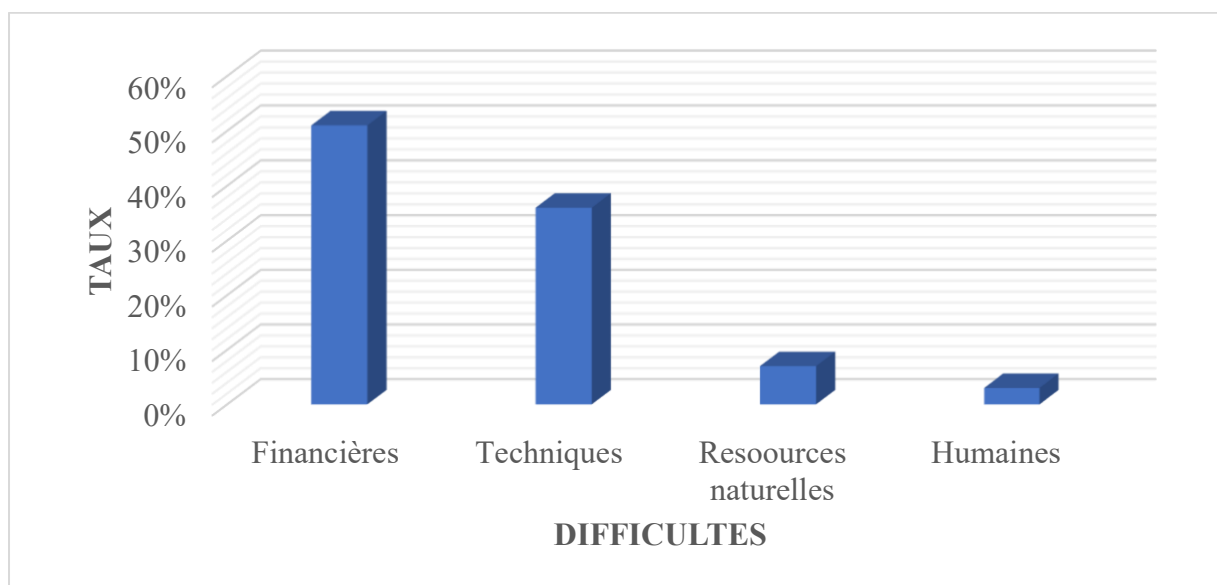
5. Avez-vous des papiers conformes pour vos terres ?

- Oui : 100%
- Non : 0%

6. L'agriculture vous permet-elle de faire vivre votre famille ?

- Oui : 83%
- Non : 17%

7. Pour une meilleure exploitation, quelles ressources vous font-elles défaut ?



8. Avez-vous déjà vendu de vos terres agricoles ?

- Oui : 91%
- Non : 9%

9. Quelles sont les raisons de la vente de vos terres agricoles ?

- Besoins familiaux
- Raisons financières
- Autres raisons

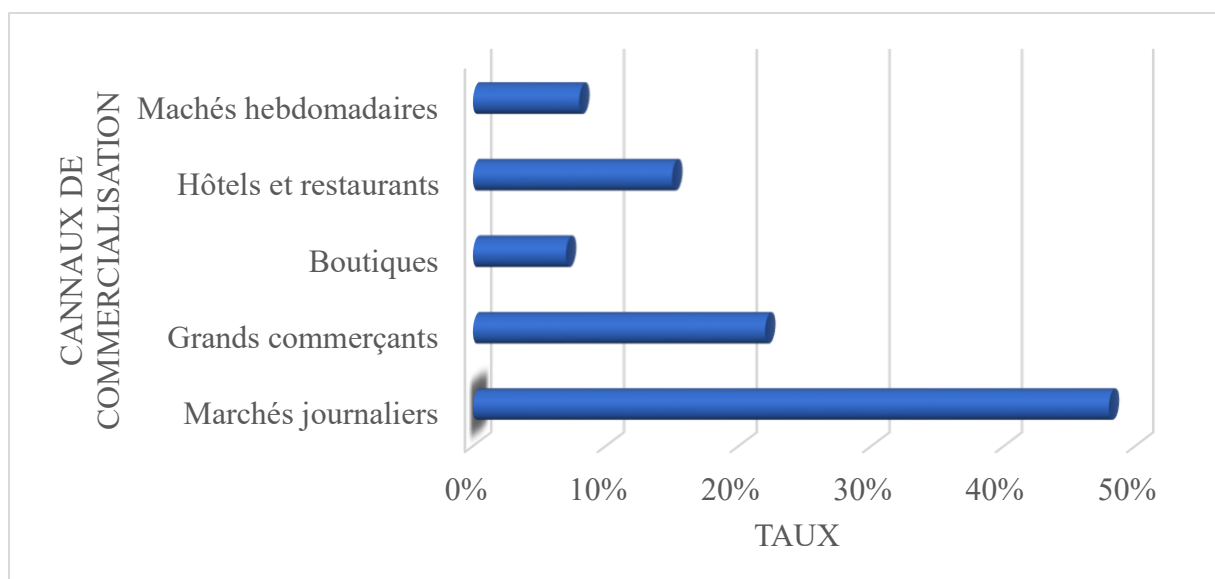
10. Qui sont les acheteurs ?

- A dominance des Sénégalais
- Des étrangers

11. Produisez-vous pour vendre ou uniquement pour nourrir votre famille ?

- Vente : 62%
- Consommation familiale : 38%

12. Si vous vendez, par quels canaux écoutez-vous vos produits ?



13. La production est-elle suffisante pour répondre à la demande ?

- Oui : 36%
- Non : 64%

14. Vous arrive-t-il d'exporter ?

- Oui : 4%
- Non : 96%

15. Pensez-vous que l'importation de produits est un moyen de concurrence vis-à-vis de l'agriculture locale ?

- Oui : 79%
- Non : 21%

16. Les hôteliers et restaurateurs s'approvisionnent-ils auprès de vous ?

- Fréquemment : 26%
- Rarement : 57%
- Occasionnellement : 17%

17. Êtes-vous en collaboration avec les acteurs touristiques ?

- Oui : 31%
- Non : 69%

18. Si oui, précisez-vous ?

- Hôteliers
- Restaurateurs (dominants)
- Guides touristiques

19. Où et comment stockez-vous vos produits ?

- Aux champs : 75%
- A domicile : 25%

20. Subissez-vous des pertes ?

- Effectivement ; mais il s'agit de faibles pertes. D'où l'importance de se munir des moyens nécessaires pour éviter les éventuelles énormes pertes.

21. Recevez-vous des subventions de la part de l'Etat ?

- Pas de subventions de la part des autorités mais nous espérons en obtenir de la part de ce nouveau gouvernement. Et nous saluons au passage les initiatives qu'il a engagé pour promouvoir l'agriculture à l'échelle nationale. Désormais l'agriculture est au centre des préoccupations du gouvernement. Ça s'annonce bien parce que l'autosuffisance et la sécurité alimentaire sont désormais des objectifs qu'il faut impérativement atteindre. Valorisons nos terres

22. Avez-vous une fois été expropriés de vos terres agricoles pour des raisons touristiques ?

- Oui : 34%
- Non : 66%

23. Si Oui, avez-vous été dédommagé ?

- Oui : 27%
- Non : 83%

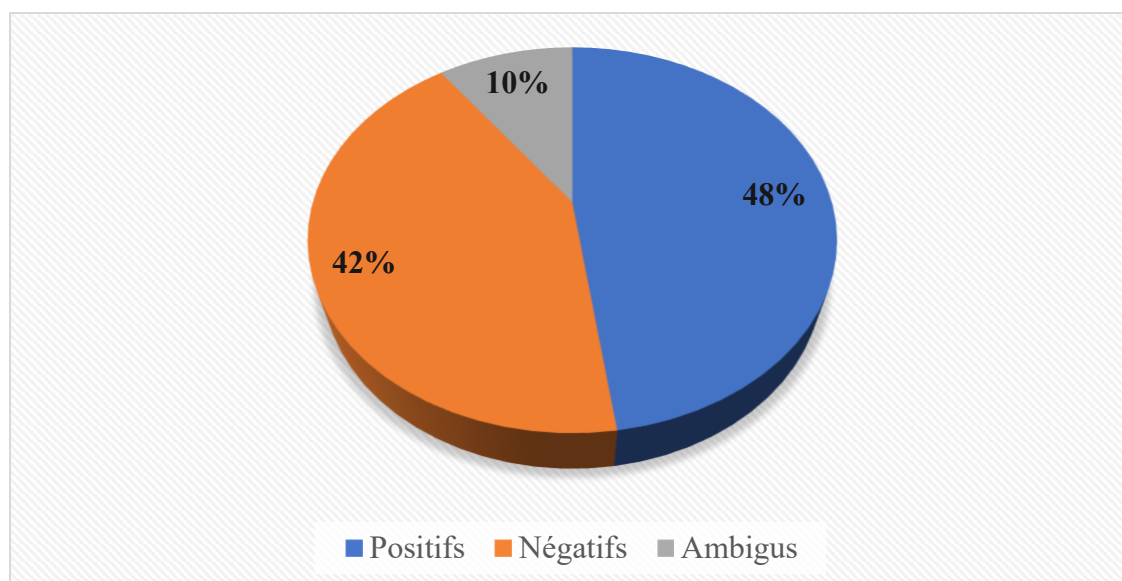
24. Le dédommagement a-t-il été à la hauteur de vos attentes ?

- Non

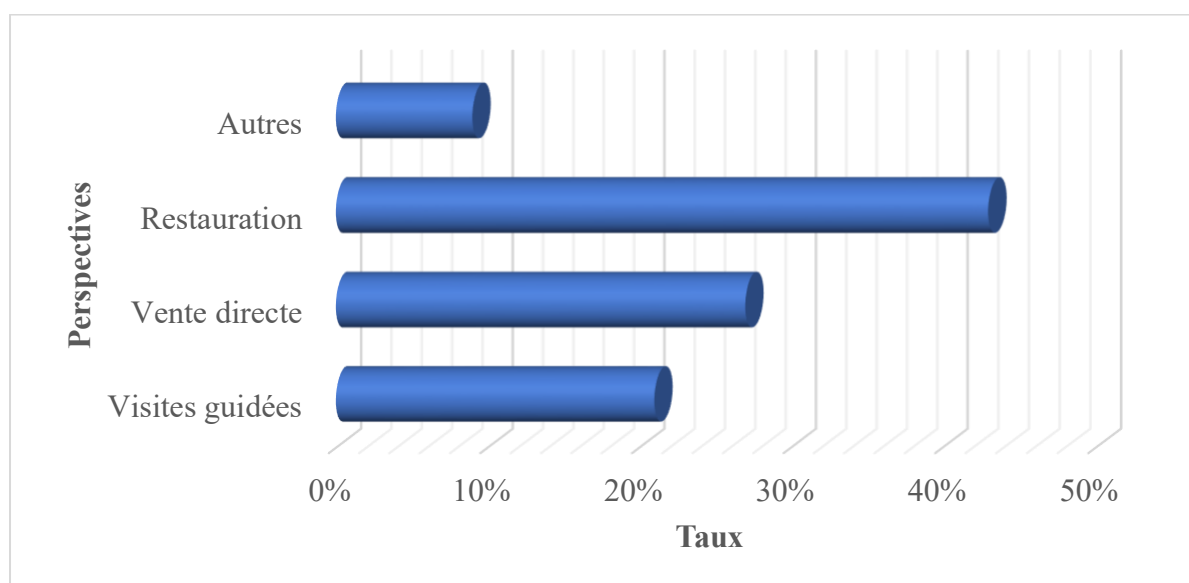
25. En quoi le tourisme gêne-t-il votre activité agricole ?

- Pressions foncières
- Pressions sur les ressources telles que l'eau
- Autres pressions

26. Quels sont les impacts du tourisme sur l'agriculture ?



27. Pour une meilleure promotion de vos produits, que proposeriez-vous aux touristes ?



Annexe 3 : Guide d'entretien destiné aux touristes

Destination Sénégal

Pourquoi vous avez choisi le Sénégal ?

Est-ce la première fois ?

Si non depuis combien de temps vous venez ?

Qu'est-ce qui vous a poussé à revenir ?

Que pensez-vous du Sénégal par rapport aux autres destinations d'Afrique ?

Séjour

Combien de temps allez-vous rester ?

Où logez-vous ? A l'hôtel ou chez l'habitant ?

Que faites-vous pendant votre séjour ?

Quels sont les problèmes auxquels vous êtes confrontés lors de votre séjour ?

Quelles améliorations souhaitez-vous ?

Consommation

Où achetez-vous vos souvenirs de vacances ?

Qu'est-ce que vous achetez aux près des commerçants locaux ?

Quels produits locaux consommez-vous le plus quand vous êtes logés à l'hôtel ?

Consommez-vous locale lors de votre séjour ?

La gastronomie est-elle un critère important pour le choix de votre destination ?

Quels sont vos plats locaux préférés ?

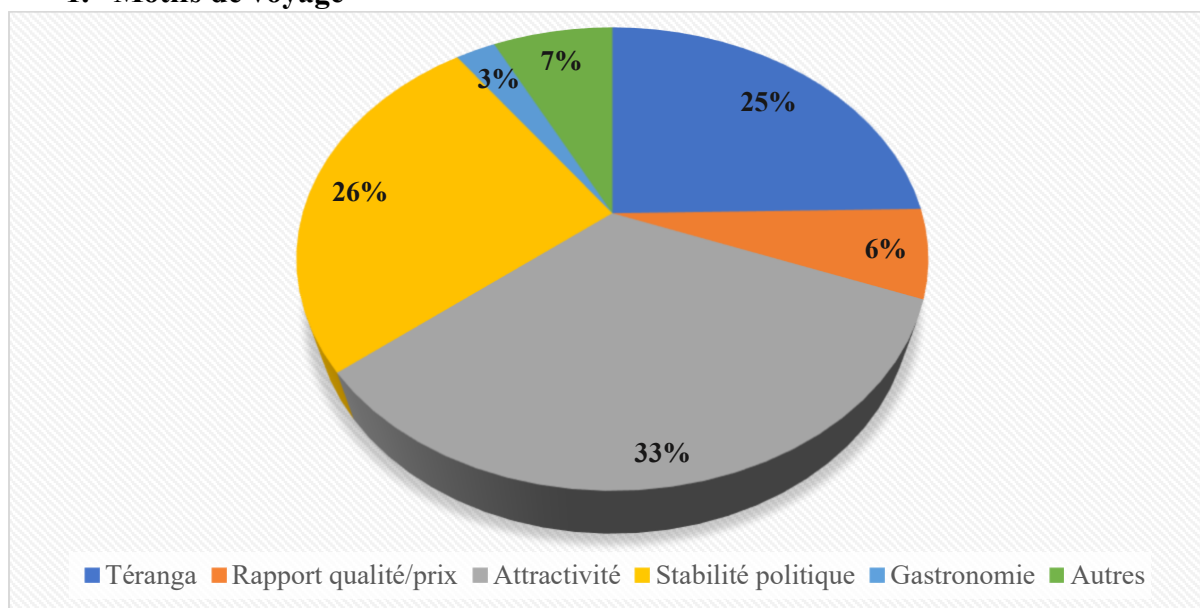
Tourisme durable

Que pensez-vous du tourisme durable ?

La Petite Côte sénégalaise est de plus en plus sujette à l'érosion côtière, que pensez-vous de ce phénomène ?

De nouvelles zones touristiques sont en cours d'aménagement pour « un tourisme de luxe » selon les autorités, qu'est-ce que vous en pensez ?

1. Motifs de voyage

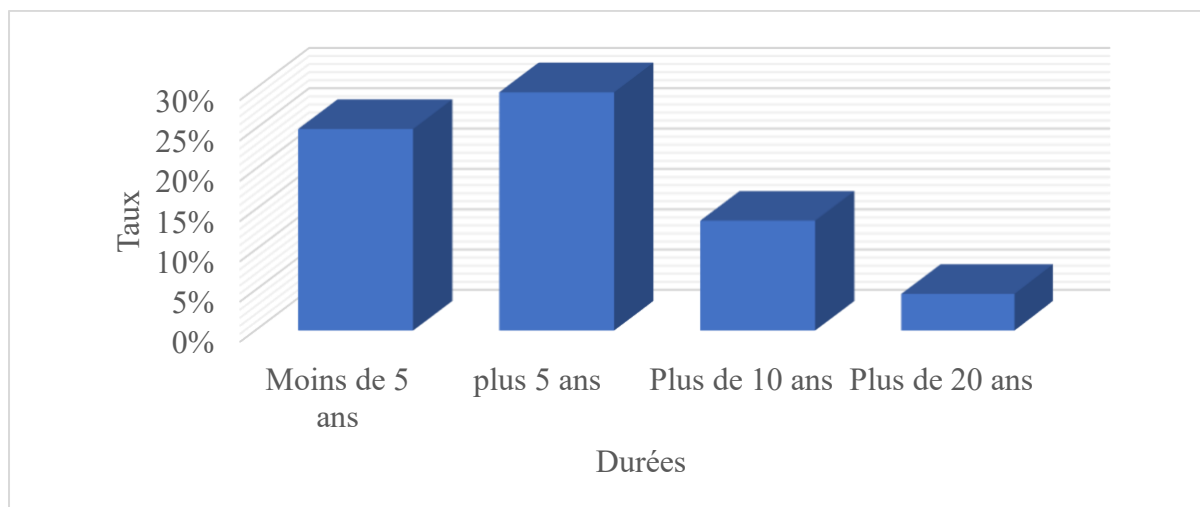


2. Est-ce la première fois que vous venez au Sénégal ?

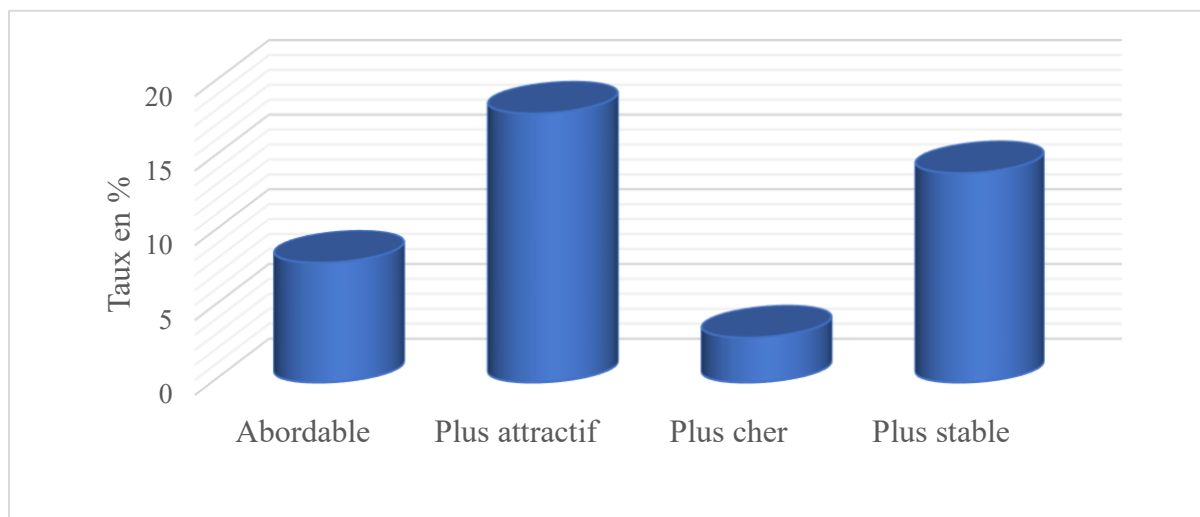
Oui : 27,73%

Non : 72,27%

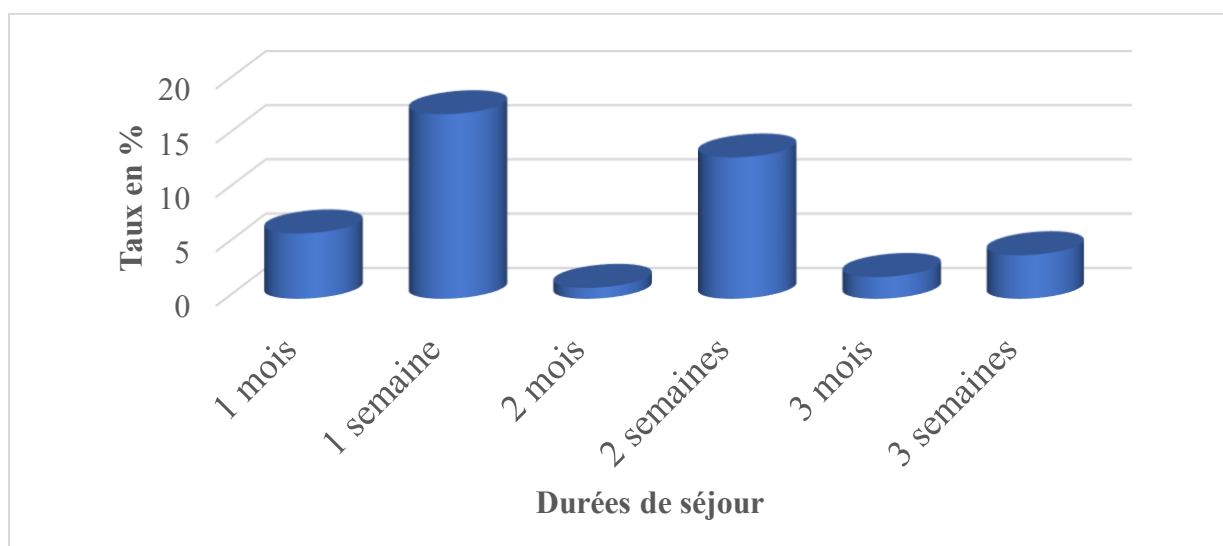
3. Si non depuis quand vous venez au Sénégal ?



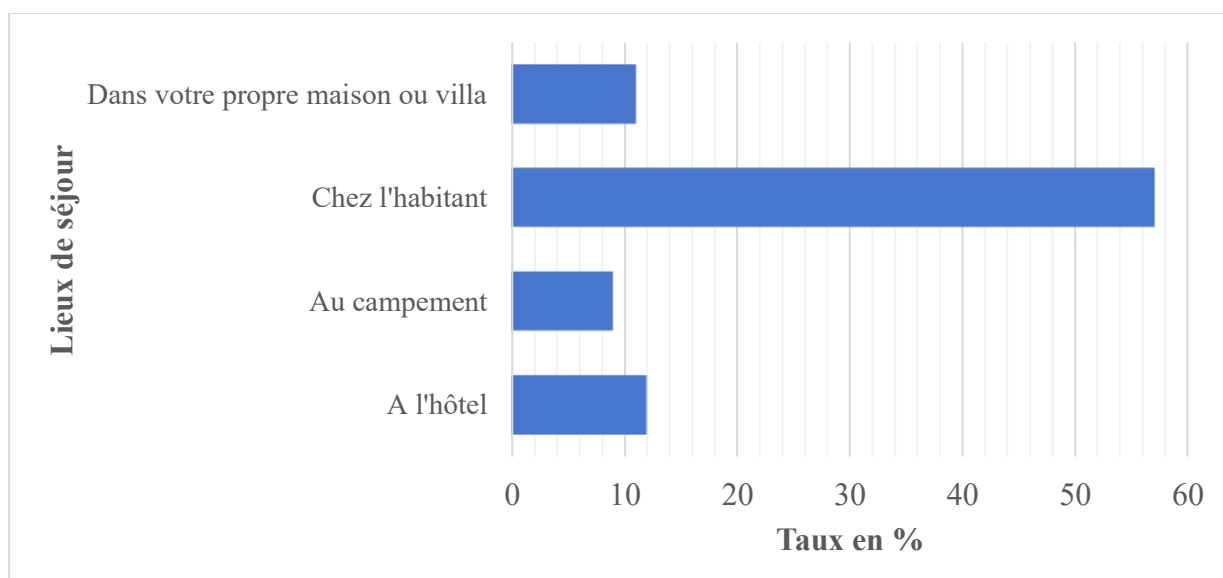
4. Que pensez-vous du Sénégal par rapport aux autres destinations touristiques d'Afrique ?



5. Combien de temps allez-vous rester ?



6. Où logez-vous ?



7. Que faites-vous pendant votre séjour ?

Activités de séjour	Taux
Loisirs	31%
Excursions	36%
Visites guidées	17%
Visites en solo	7%
Travail	2%
Autres	7%

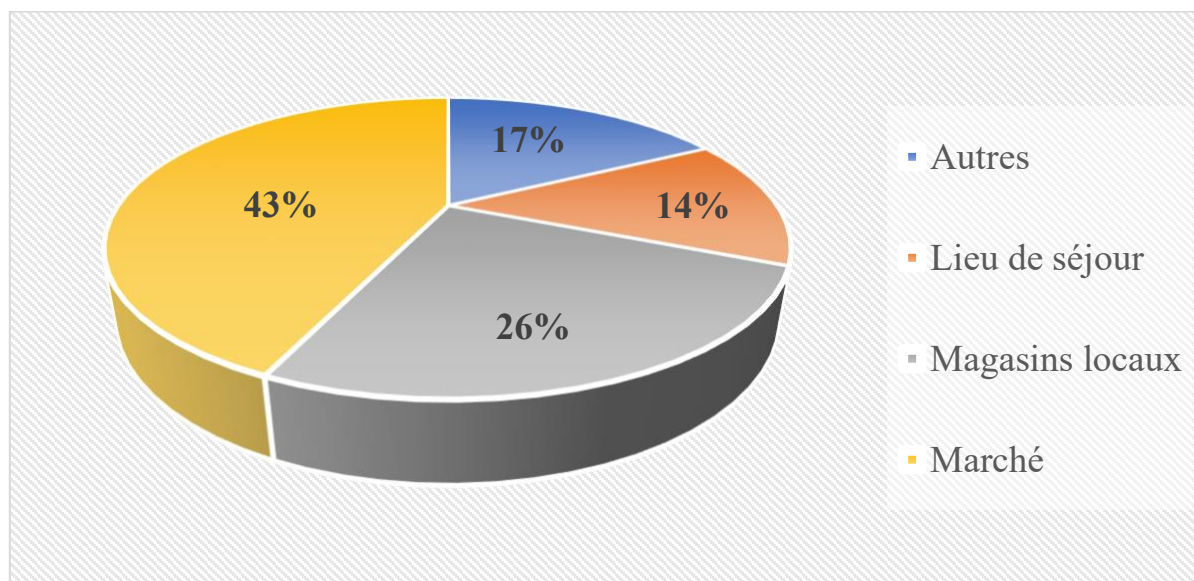
8. Quels sont les problèmes que vous avez rencontrés durant votre séjour ?

Problèmes	Taux
Harcèlement	16%
Racket	43%
Autres	41%

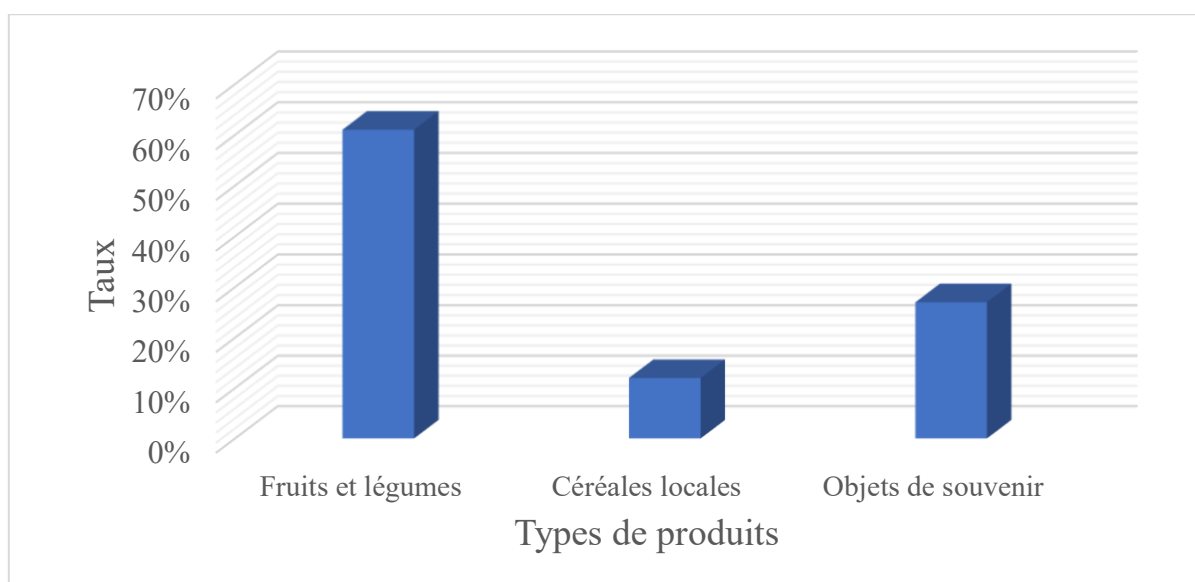
9. Que proposez-vous pour améliorer votre séjour ?

- Améliorer la sécurité
- Diversifier l'offre touristique
- Visiter plus de localités
- Diversifier les circuits courts
- Réduire les tarifs
- Réduction du billet d'avion et de l'hébergement
- Pas grand-chose. Je trouve le cadre exceptionnel
- Développer les circuits de nature
- Développer les circuits de nature
- Mieux découvrir le Sénégal
- Structurer les activités touristiques
- Diversifier les opportunités d'affaires
- Réorganiser le tourisme afin d'accueillir plus de visiteurs
- Régulariser les frais de voyage et d'hébergement. La description est chère et ceci risque de détériorer la visibilité du Sénégal à l'international
- Réorganiser les acteurs touristiques. Mieux les former

10. Achat des objets de vacances



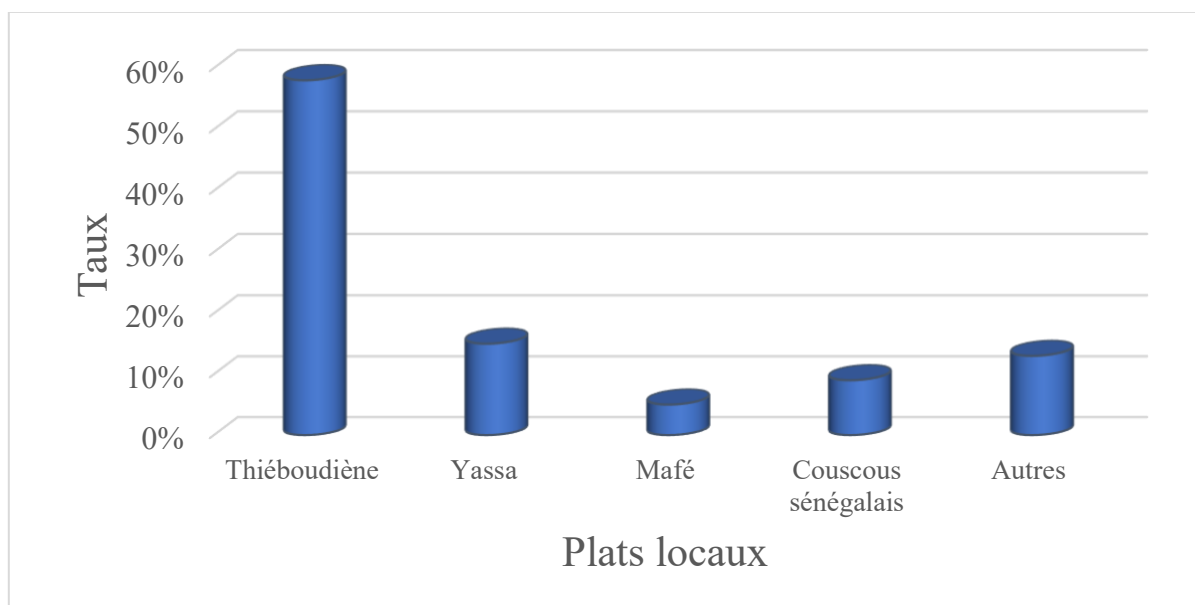
11. Qu'est-ce que vous achetez le plus souvent auprès des commerçants locaux ?



12. Consommez-vous local durant votre séjour ?

- Oui : 97%
- Non : 3%

13. Plats locaux préférés ?



14. Que pensez-vous du tourisme durable ?

- Excellente initiative plus attractive et lucrative
- C'est un mode de tourisme plus écologique et rentable pour les sociétés d'accueil
- Un tourisme responsable et plus attractif
- Une solution au tourisme classique
- Une alternative au tourisme balnéaire
- Une meilleure approche pour pérenniser les activités touristiques
- C'est bien d'intégrer cette notion de durabilité au tourisme. C'est une manière de préserver cette richesse naturelle attractive
- Une nouvelle approche pour une meilleure prise en compte du développement durable
- C'est une bonne chose de penser au développement durable mais il faut surtout le concrétiser par des actes fondamentaux
- Une bonne chose de penser au tourisme durable mais le plus important serait de poser des actes
- C'est en conformité avec les engagements du développement durable. Donc je trouve que c'est une excellente initiative pour mieux préserver les destinations touristiques
- En parfaite adéquation avec les objectifs du développement durable, c'est important de préserver les ressources des destinations d'accueil

- Très important dans la mesure où nous penchons vers une nouvelle transition marquée par une gestion rationnelle des ressources naturelles. Et je crois que tous les vecteurs économiques devraient adopter cette nouvelle doctrine
- Parfait pour répondre aux objectifs du développement durable. Le tourisme est un secteur économique en plein essor qui comme tous les autres secteurs d'activités a une incidence sur la dégradation des écosystèmes. Il urge donc d'appliquer cette notion de durabilité au tourisme
- Tant qu'il est bien de protéger les destinations touristiques, je trouve que le tourisme durable est une excellente initiative
- C'est une branche du développement durable qui consiste à la gestion rationnelle des ressources naturelles. Cela permettrait aux destinations d'accueil de préserver leur authenticité
- C'est une nécessité au regard de la dégradation infernale des écosystèmes au niveau des destinations d'accueil
- C'est utopique dans la mesure où les textes n'ont jamais été appliqués. Le respect et la protection de la nature ne sont pas négociables car il y va de l'avenir de l'humanité.
- Dans tout aspect de durabilité, il y a une grande part de bien. Cela démontre que nous pensons à la prochaine génération de visiteurs. C'est très important que les pouvoirs publics et organisations sociales aient pris conscience de la dégradation de notre cadre de vie puis d'acter un usage plus rationnel et responsable des ressources qui sont à notre disposition
- Nous sommes en un point où toute activité doit aspirer à la durabilité. Protéger le potentiel et les ressources disponibles devrait se ranger parmi les priorités du moment. Ceci s'inscrirait dans une logique de permettre aux générations futures de profiter pleinement de ses ressources
- Tout comme le développement durable, le tourisme durable serait une aubaine pour la présentation des écosystèmes attrayants et les lieux de vacances
- Ah c'est bien d'intégrer le tourisme dans une phase de durabilité. Je crois que toute activité économique doit intégrer l'aspect durable dans ses objectifs
- C'est une très bonne initiative. Mais tout ce qui a été dit à propos du développement durable n'a toujours pas été appliqué.

15. La petite côte est de plus en plus sujette à l'érosion côtière ; que pensez-vous de ce phénomène ?

- C'est un phénomène d'ordre planétaire.
- C'est un fléau qui sévit un peu partout dans le monde. Il affecte plus les communautés vulnérables
- C'est un phénomène planétaire dû en partie aux comportements de l'espèce humaine sur les ressources
- L'érosion côtière est un phénomène planétaire qui affecte toutes les zones côtières dans le monde. Je vois qu'à Saly, des digues ont été aménagées pour sauvegarder la plage. Je crois qu'il faut encourager ces initiatives au niveau de toutes les plages du pays

- L'érosion côtière affecte l'ensemble des zones côtières. Des solutions concrètes doivent être proposées sinon beaucoup d'hôtel situés sur le littoral vont s'effondrer
- C'est un phénomène planétaire, il est partout et dégrade considérablement les plages. Malheureusement il n'y a pas de solutions concrètes à ce problème
- Elle affecte toutes les zones côtières. Prenons le cas de Saly, si la plage disparaît il n'y aura plus de tourisme. Donc il faut trouver des solutions pour protéger le littoral
- L'érosion côtière n'épargne aucune zone côtière. Les communautés vulnérables sont les plus affectées
- Il n'existe toujours pas de solutions efficaces pour stopper ce phénomène
- C'est un fléau mondial et malheureusement toutes les solutions apportées pour lutter contre ce phénomène ne sont pas concrètement efficaces
- C'est partout donc il faut juste s'adapter et espérer trouver des solutions efficaces parce que les précédentes sont nulles
- C'est un phénomène qui dégrade considérablement le littoral de toute la côte et je crois qu'il est temps de travailler sérieusement pour trouver des solutions efficaces
- C'est catastrophique et les populations locales vulnérables feront face à de sérieux problèmes si rien n'est fait
- C'est terrifiant et la plage risque de disparaître totalement si des solutions viables ne sont pas apportées
- C'est partout l'érosion côtière. Maintenant il faut trouver des solutions efficaces et les concrétiser à travers des ouvrages pour limiter les dégâts. Des ouvrages ont été aménagés à Saly, ce que je trouve pertinent. Maintenant il faut en implanter sur toutes les zones littorales
- C'est un fléau mondial. Il faudra reconsidérer nos comportements vis-à-vis de l'environnement
- L'érosion côtière est tributaire du réchauffement climatique. C'est un phénomène planétaire qui secoue considérablement les zones côtières
- La côte est sérieusement dégradée mais des actions ont été entreprises pour limiter les dégâts et préserver les portions de plage restantes
- L'érosion côtière est l'une des nombreuses conséquences du réchauffement climatique inhérent du comportement de l'espèce humaine vis-à-vis de la nature. Les dégâts sont considérables et il faut limiter l'exploitation abusive des ressources
- Les côtes de Saly risquent de disparaître si les actions entreprises pour limiter les dégâts de l'érosion ne sont pas encouragées
- Les populations locales et le tourisme balnéaire sont directement affectés par l'érosion côtière et il faudra trouver des solutions adéquates
- Il faut protéger les plages sinon l'offre balnéaire, principal atout touristique du Sénégal va s'effondrer
- L'érosion côtière affecte toutes les zones côtières et les populations résidant à proximité. C'est un fléau et aucune solution adoptée n'a montré son efficacité
- C'est une catastrophe au regard des dégâts causés sur les écosystèmes côtiers et les désagréments vis-à-vis des populations riveraines.
- C'est un désastre environnemental. Les conséquences de ce phénomène sont lourdes, surtout vis-à-vis des communautés vulnérables comme celles de la petite. Il faut vite agir

- Ce sont les conséquences de la croissance démesurée. L'humanité est en constante évolution, une évolution qui dégrade considérablement les écosystèmes. L'érosion côtière n'épargne aucune zone côtière. Il faudra revoir nos comportements vis-à-vis de l'environnement
- Bah c'est malheureusement les conséquences de nos activités économiques. C'est irréversible et la meilleure solution est de s'adapter
- Voilà un fléau qui sévit depuis plusieurs décennies et qu'on n'arrive toujours pas à freiner. Ce phénomène dont les conséquences sont désastreuses pour les écosystèmes et communautés côtières doit vite faire l'objet d'un diagnostic profond dans le but de trouver des solutions efficaces et durables
- C'est partout, l'érosion côtière. Maintenant il faut juste s'adapter et trouver des solutions pour minimiser les dégâts et risques sur l'ensemble du littoral
- Ah oui c'est une catastrophe environnementale de grande envergure. La quasi-totalité des côtes sont soumises aux effets de l'élévation du niveau de la mer. Les dégâts causés par ce phénomène sont d'une ampleur significative et c'est le moment de se remuer un peu pour trouver des solutions sérieuses à ce problème
- C'est un phénomène engendré par l'exploitation irrationnelle et irresponsable des ressources naturelles. À présent, le seuil est atteint. Nous devons juste nous adapter et trouver des solutions efficaces pour minimiser les dégâts
- C'est un phénomène à grande échelle. Et si rien de concret et responsable n'est fait, nous risquons de voir dans les prochaines décennies des zones côtières entières englouties par les eaux
- Oui, une bonne partie de la plage est déjà dévorée par les eaux. Les aménagements réalisés pour freiner cette érosion ont pour le moment montré leur efficacité. Mais je trouve qu'il y a mieux à faire
- Les plages de Saly étaient toutes dévorées par les vagues. Heureusement que des infrastructures ont été aménagées afin de stopper cette agression des vagues et également de revitaliser les plages qui sont l'attraction principale de la petite côte. Ces initiatives doivent être poursuivies partout dans la petite côte mais également en Casamance plus précisément à Kafountine où la situation est alarmante
- C'est alarmant, ce que je vois sur la petite côte. Des mesures ont été prises mais je trouve qu'elles ont été prises tardivement. Si ce projet de protection de la plage a été initié depuis longtemps, nous aurions toujours ces luxueuses plages qui étaient l'identité de la petite côte.
- C'est une situation qui n'arrange pas la zone qui est réputée pour ses belles plages. Il faut davantage encourager les projets de protection des plages pour conserver les parties restantes
- Il faut vite et bien agir pour éviter le pire. Souvenez-vous que ces dernières années avant l'aménagement des digues, toutes les plages de la petite spécialement celles de Saly étaient à moitié englouties par les eaux de mer. Heureusement que les autorités ont agi. Maintenant il faut davantage encourager ce type d'aménagement sur le long de la petite côte
- Elle résulte de l'élévation du niveau de la mer. Toutes les zones côtières subissent cette situation désastreuse. Au moins des actions ont été entreprises pour essayer de réduire les risques et protéger la bande de plage restante à Saly. Des actions que je juge très importantes. Maintenant il faut continuer sur cette trajectoire de protection du littoral

16. Que pensez-vous du tourisme de luxe promu par les autorités de ce pays ?

- Pas besoin de développer un tourisme de luxe. En effet c'est un type de tourisme pas adapté à toutes les couches sociales
- Si le luxe nous attirait ici, je crois que personne d'entre nous ne viendrait visiter le Sénégal parce qu'il y a un luxe partout en Europe. Je pense qu'il faut développer un tourisme adapté aux réalités environnementales et sociales du Sénégal
- Il faudrait plutôt développer un tourisme de découverte et culturel
- C'est pas du tout intéressant au regard du potentiel existant dans la zone. Il faudrait plutôt développer un tourisme orienté sur les écosystèmes et la culture
- C'est nul comme idée. Aucun étranger en provenance de l'Europe n'est attiré par ce luxe dont ils parlent. Le mieux serait d'orienter ces politiques vers un tourisme écologique et culturel
- Pourquoi promouvoir un luxe, et pour qui ? La nature et la culture sont les plus grandes richesses. Alors il faudrait développer un tourisme adapté à ces richesses
- Il faudrait plutôt adapter le tourisme aux réalités locales
- La priorité est ailleurs
- Pourquoi développer un tourisme de luxe alors que l'environnement lui-même est le plus grand luxe ?
- Ce n'est pas important. Le luxe se trouve dans la nature
- Pourquoi développer un tourisme de luxe alors que la nature est luxuriante
- C'est bien mais je trouve qu'il faut surtout adapter le tourisme aux réalités locales
- C'est sûrement un moyen pour concurrencer les grandes destinations touristiques. A mon niveau le tourisme de nature serait la meilleure alternative
- Je préfère la sobriété et la nature
- C'est une alternative visant à relever un défi de taille afin de mieux vendre la destination Sénégal
- Je ne suis pas très intéressé par le luxe sinon je serai resté en Europe. Le plus important c'est de maintenir l'authenticité de la destination
- Une importante alternative pour pallier au balnéaire en déclin
- Je pense qu'il faudrait dans un premier temps essayer de préserver le peu de plage qui nous reste
- Il faut tout d'abord mieux vendre la destination avant de songer à développer un tourisme de luxe
- Sûrement pour essayer de placer la description au rang des premières destinations touristiques d'Afrique
- Je ne suis pas adepte du luxe. Et si les autorités songent à développer un tourisme de nature luxueuse au Sénégal, c'est qu'il y a bien une raison
- Un tourisme de luxe ? J'aurais proposé un tourisme en parfaite adéquation avec les objectifs du développement durable
- La nature est ce qu'il existe de plus luxe sur terre. Au lieu de penser à développer un tourisme de luxe, j'aurais suggéré aux autorités de développer un tourisme écologique et culturel
- Qu'entendez-vous par tourisme de luxe ? Je crois qu'il faudrait plutôt structurer et organiser le tourisme afin d'attirer plus de touristes
- Il faut d'abord songer à la diversification de l'offre touristique et à sa durabilité

- En général, ce n'est pas le luxe qui nous attire. Nous sommes surtout attirés par les aspects culturels et également le balnéaire. Le luxe, nous l'avons chez nous en Europe
- Il faut d'abord essayer de régler les problèmes actuels du tourisme sénégalais avant de prévoir le développement d'un tourisme de luxe
- Avant de songer à promouvoir un tourisme de luxe, il faudrait dans un premier temps essayer de réparer les externalités négatives du tourisme sur la zone. Développons un tourisme écologique et adapté aux réalités locales. Le luxe est relatif
- J'apprécie cette initiative car elle permettra à coup sûr au Sénégal de se placer parmi les plus grandes destinations d'Afrique subsaharienne.
- Pourquoi toujours vouloir impressionner les gens par le luxe ? C'est quoi le luxe d'ailleurs ? À mon humble avis, le luxe est relatif. C'est-à-dire que chacun d'entre nous a sa propre perception du luxe. Si j'étais à leur place, j'aurais investi des moyens nécessaires pour vendre la destination Sénégal à l'international en participant aux salons touristiques
- Cette idée s'inscrit sûrement dans le cadre d'une promotion de la destination Sénégal. En tout cas il y a beaucoup de choses à faire pour placer le Sénégal au rang des destinations très prisées
- Un tourisme de luxe, si je comprends bien ; c'est juste pour attirer une clientèle haut de gamme. Alors si dans cette optique que le gouvernement entend développer ce tourisme de luxe, je pense que ce n'est pas une priorité. Il serait préférable de réorganiser le secteur touristique et de l'adapter à toutes les bourses
- Il faudrait d'abord régler les problèmes actuels du secteur touristique avant de penser à développer un tourisme de luxe
- Il y a suffisamment d'autres facettes du tourisme à développer. Je prends l'exemple du tourisme culturel, de l'agrotourisme et de l'écotourisme qui sont beaucoup plus pertinents et importants que ce tourisme de luxe
- Un luxe pour attirer sûrement les grandes fortunes. À mon niveau, je ne suis pas attiré par le luxe. Les priorités doivent être orientées vers la promotion de la destination Sénégal
- Les priorités sont ailleurs. Redorer l'image de la destination Sénégal semble plus urgent que mettre sur la table des investissements colossaux pour développer un tourisme de luxe

Annexe 4 : Guide d'entretien destiné aux autorités

Ministère du tourisme

Thème : développement du secteur touristique

1. Quels sont les vrais chiffres récents, par rapport au nombre d'arrivée de touristes ?
2. Pouvez-vous nous parler des politiques touristiques et programmes touristiques ?
3. Quelles stratégies de développement touristique envisagez-vous en milieu rural ?
4. Certains sites touristiques sont à l'abandon depuis un certain temps, qu'envisagez-vous de faire ?
5. Quelles solutions envisagez-vous contre les fuites de recettes touristiques ?
6. Certains prétendent que les nationaux ne sont pas soutenus pour l'investissement des nouvelles zones touristiques ; qu'en pensez-vous ?
7. Avez-vous mis en place de nouvelles initiatives pour promouvoir le tourisme durable ?

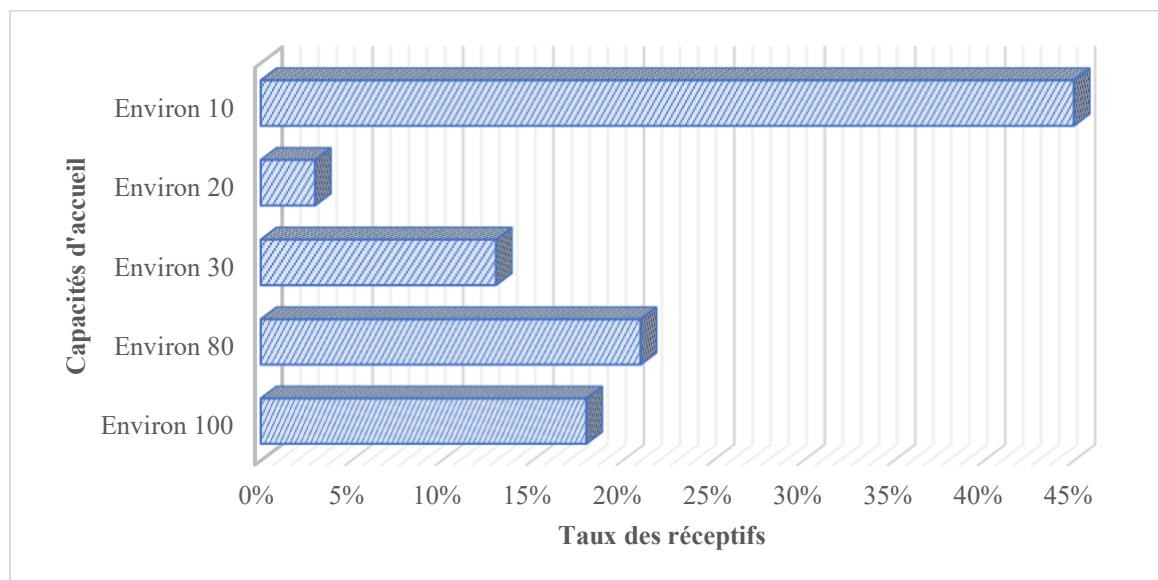
Annexe 5 : Guide d'entretien destiné aux autorités

Thème : Politique agricole, productivité et croissance à long terme

1. Comment évaluez-vous le secteur primaire, secondaire et tertiaire ?
2. Pouvez-vous nous parler des politiques et programmes agricoles ?
3. Comment évaluez-vous vos relations financières avec les collectivités territoriales ?
4. Les agriculteurs du monde rural se sentent lésés en matière de financement, qu'en pensez-vous ?
5. En ce qui concerne les taxations touristiques et agricoles, qu'envisagez-vous pour un tourisme durable et une agriculture durable ?

Résultats des enquêtes réalisées auprès des hôteliers et restaurateurs

1. Au maximum combien de touristes pouvez-vous accueillir par jour ?



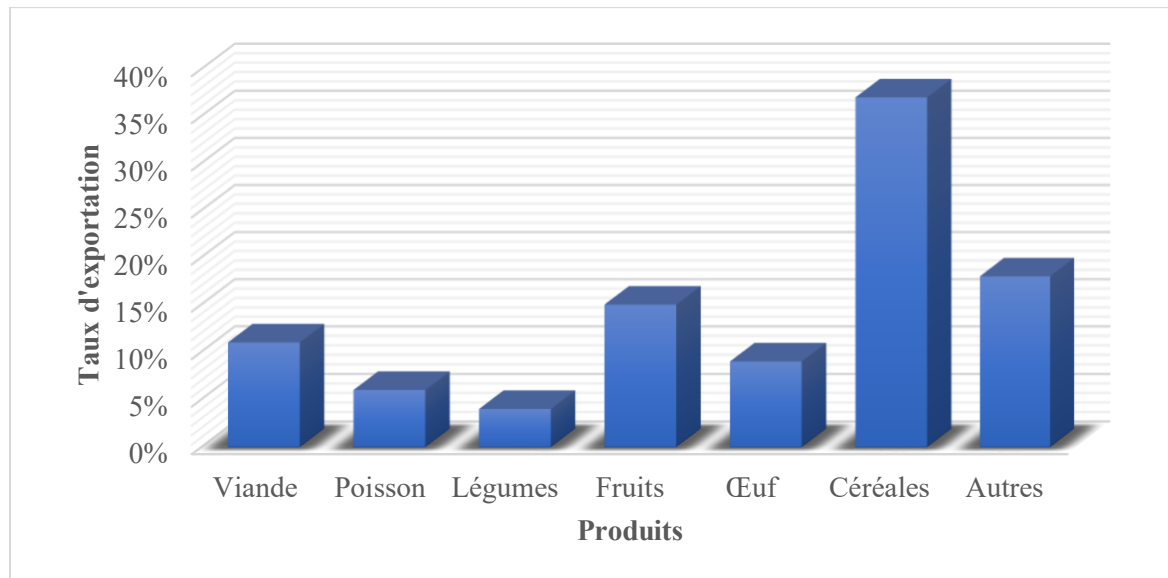
2. Êtes-vous en partenariat avec les agriculteurs locaux ?

- Oui : 29%
- Non : 71%

3. Importation des produits

Taux d'exportation	Nombre de réceptifs
Environ 100%	0
Environ 60%	3
Environ 40%	4
Environ 25%	8
Environ 15%	2
Environ 5%	3

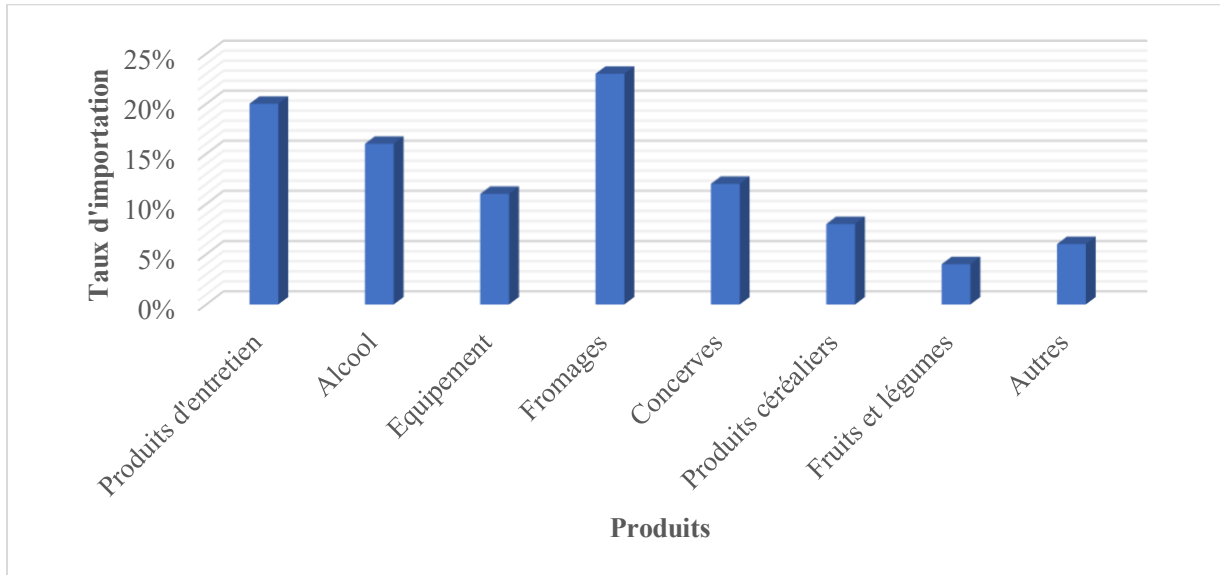
4. Quels sont les produits agricoles locaux que vous achetez le plus souvent pour votre établissement ?



5. La quantité

- Grande quantité : 24%
- Quantité moyenne : 18%
- Selon la clientèle : 41%
- Petite quantité : 17%

6. Quels sont les produits que vous importez le plus ?



7. Lesquels (en détails)

- Fromage, alcool, viande ...
- Du vin
- Tous produits importés pour la gastronomie européenne
- Produits destinés à la gastronomie étrangère
- Épices et autres produits d'entretien
- Tout produit destiné à la préparation de menus occidentaux
- Produits achetés auprès des firmes d'approvisionnement étrangères

8. Quels sont les principaux critères que vous prenez en compte lors de l'achat des produits locaux ?

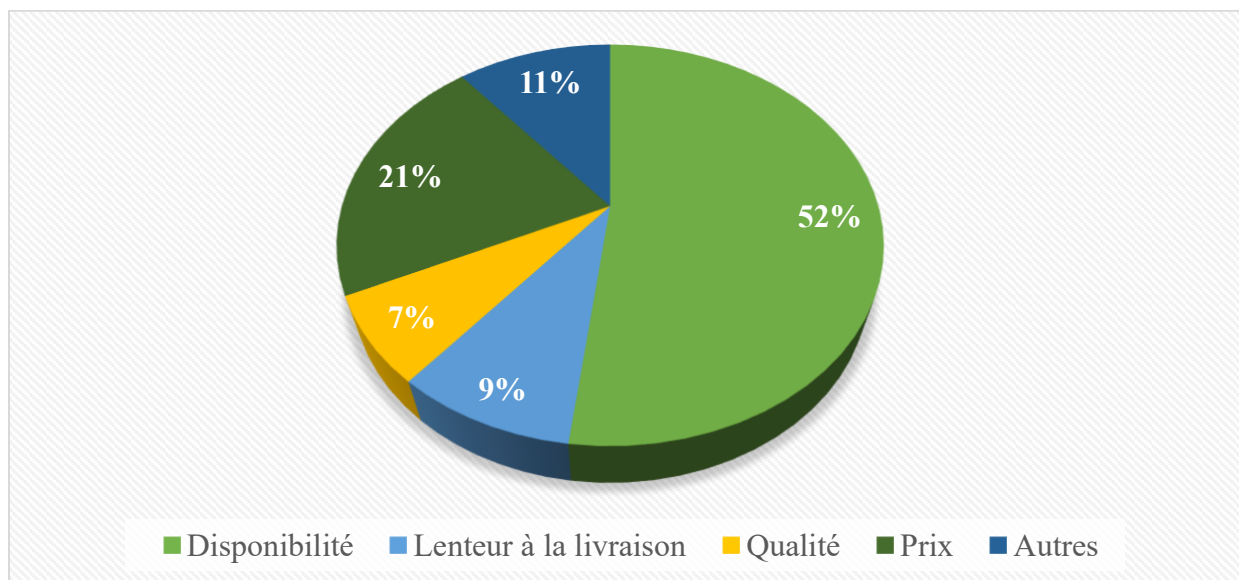
- Qualité : 63%
- Disponibilité : 31%
- Prix : 6%

9. Comment estimez-vous les impacts du tourisme sur la demande et les prix des produits agricoles dans les sites touristiques ?

- Pas de lourds impacts

- En haute saison touristique, les prix des produits locaux augmentent
- Flambée du prix du poisson. Toutes les denrées locales
- Produits abordables
- Fluctuations des prix des produits locaux
- Le tourisme engendre une hausse des prix
- Hausse des prix en raison de l'environnement du marché
- Parfois coûteux
- La présence du tourisme fait flamber le prix de certains produits dans le marché local

10. Quels sont les problèmes auxquels vous êtes confrontés lors de l'approvisionnement en produits locaux ?



11. Avez-vous mis en place des actions ou pris des engagements pour promouvoir la consommation des produits locaux ?

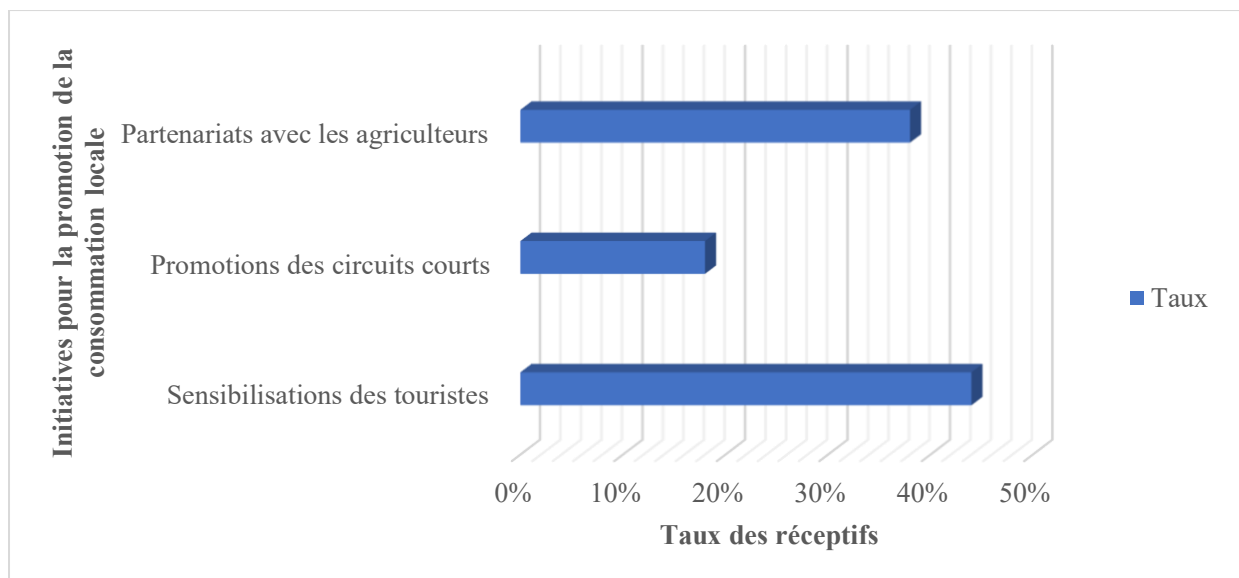
- Oui : 67%
- Non : 33%

12. Si oui, lesquels ?

- Partenariats avec les pêcheurs et agriculteurs
- Promotion du consommer local. Nous avons de fidèles clients

- Collaboration avec un fournisseur qui joue un rôle d'intermédiaire entre nous les agriculteurs. Le coût de notre réceptif dépend de la qualité des produits locaux
- Amélioration et proposition de plats à base de produits locaux. Mise en place et organisation d'événements durant lesquels nous mettons à la disposition de la clientèle des menus 100% locaux. Exemple du thiakry, beignets dougoug...

13. Plus de détails



14. Pouvez-vous expliquer comment le développement de la chaîne de valeur agricole locale pourrait être bénéfique particulièrement à votre établissement et au secteur touristique sénégalais en général ?

- Promouvoir la consommation locale au niveau des réceptifs
- Faire davantage la promotion. Autosuffisance alimentaire. Consommation de légumes produits ici. Manger sainement
- Développer l'agriculture bio. Promouvoir la consommation saine
- Développer l'agriculture et respecter les normes de production
- Collaboration avec les agriculteurs locaux
- Promouvoir une agriculture extensive. Le Sénégal peut développer l'agriculture sur toute l'étendue du territoire national pour booster l'économie. Former des coopératives

agricoles et collaborer avec des fournisseurs étrangers d'engins agricoles. Restructurer l'agriculture qui est le levier d'un développement durable

- Dans le sens où les grands réceptifs s'approvisionnent dans le marché local, le tourisme pourrait facilement contribuer au développement de l'agriculture locale
- Le tourisme est pourvoyeur d'emplois. Il est bénéfique pour toutes les couches sociales. Une agriculture développée et performante serait tout de même bénéfique au tourisme dans le sens où les importations de produits agricoles diminueront considérablement.
- L'approvisionnement en produits locaux serait une aubaine pour les hôteliers et restaurateurs. Si toutefois l'agriculture locale est bien développée, cela serait très avantageux pour l'économie locale et le tourisme
- Approvisionnement en produits locaux bio, faire découvrir nos menus locaux, promouvoir l'agriculture de manière générale, privilégier la disponibilité de produits cultivés sur place et en toute période

15. Avez-vous des suggestions par rapport à la manière dont le tourisme et l'agriculture pourraient travailler afin d'asseoir un développement locale durable ?

- Concertations entre les ministères du tourisme, de l'agriculture et de la pêche.
- Les agriculteurs doivent proposer leurs produits aux restaurateurs et hôteliers de la zone et tisser des partenariats
- Propositions d'offres en produits locaux bio. Organiser des foires d'exposition de produits bio et inviter les hôteliers et restaurateurs. Diversifier l'offre en produits locaux
- Développer et diversifier l'agriculture
- Collaboration étroite
- Promouvoir l'agriculture locale
- Développer l'agriculture partout au Sénégal. Former la jeunesse dans les métiers de l'agriculture. Créer des pôles agricoles. Organiser l'agriculture. Fonder des plantations clés en main pour garantir l'emploi des jeunes et retenir la jeunesse
- Organiser l'agriculture, collaboration entre hôteliers, restaurateurs et agriculteurs
- D'abord organiser l'agriculture puis créer une grande chaîne d'approvisionnement pour tout le secteur touristique. Une agriculture également orientée vers le tourisme garantirait un développement local durable

- Redynamiser le tourisme puis développer une agriculture à grande échelle afin de pouvoir approvisionner le marché
- Développer l'agri tourisme. Mettre en place des fermes dans lesquelles sont pratiquées l'agriculture et l'hébergement afin que les produits cultivés dans la ferme soient consommés par les touristes qui y logent. Promouvoir le slogan " de la terre à la table"

Annexe 6 : Projet agrotourisme : « Dalal thi tole »

Comme nous l'avons déjà mentionné, cette thèse a donné naissance à un nouveau projet agrotouristique murement réfléchi et en cours de réalisation.



Logo « Dalal thi Tol »

En collaboration avec Rokhaya GAYE et autres

La création de cette plateforme unique est un des moyens efficaces pour positionner l'agritourisme sur l'ensemble du territoire sénégalais, mais surtout à l'étranger.

C'est un lieu de fédération des atouts qui permettra de concentrer les forces et de travailler avec des prestataires. Ainsi, cette organisation devra être en mesure de proposer un choix varié et complet de possibilités de séjours et d'hébergements à la ferme et l'organisation au niveau national de rassemblements agri culturelles tout au long de l'année.

L'événementiel est un élément essentiel du tourisme, il est important car permettant d'attirer une clientèle de passage qui est intéressé par une manifestation locale.

Nous avons donc pensé, qu'il est primordial de créer un événement pour drainer de potentiels clients agritouristiques. Actuellement, la majorité des festivals sénégalais sont principalement des événements musicaux et culturelles. Pour pallier cela, nous souhaitons proposer des produits touristiques toute l'année dans le cadre d'activités « agri culturelles » pour compléter le calendrier événementiel sénégalais.

Comme son nom l'indique, il s'agit d'activités culturelles qui seront organisées au niveau des exploitations agricoles animées par les agriculteurs et la population locale.

Ainsi, pendant la saison sèche, certains agriculteurs pourraient ouvrir leurs fermes pour le public, accompagné d'activités didactiques et de dégustation à l'occasion de l'événement que nous allons dénommer « Tole Ba Tole », d'une ferme à une autre.

Nous pourrions ainsi promouvoir une image positive des zones rurales sénégalais et leurs populations, à travers des animations et des activités diverses.

Au cours de ces rencontres, des repas traditionnels seront servis dans les exploitations agricoles sans oublier la découverte des modes de vie de population d'accueil.

Des nuitées touristiques au sein des exploitations seront proposées permettant aux visiteurs de découvrir la campagne à travers, les fruits tropicaux, les plats locaux, le métier de l'artisanat.

C'est un bon moyen de faire découvrir les savoir-faire et les spécialités par biais de séances de lutte traditionnel, de Tam- Tam, de contes etc.

Par la même occasion, des circuits de découverte du patrimoine matériel et immatériel seront organisés pour une meilleure connaissance de l'histoire de ces terroirs.



Logo « Tol Ba Tol »

Création d'une agence de tourisme à vocation agritouristique

« Une agence de voyages est une entreprise commerciale qui compose et vend des offres de voyages. Elle joue le rôle d'intermédiaire et/ou d'agrégateur de services entre les clients et les différents prestataires sur le marché du tourisme »

Afin de vulgariser l'agritourisme sur le territoire sénégalais nous proposons la création d'une agence de voyage spécialisée dans ce domaine précis.

Toutefois, il faut préciser que cette étape est la dernière et elle ne pourra se réaliser que lorsque nous aurons établi une offre agritouristique assez solide.

L'agence dénommée Agrivoyage sera entièrement spécialisée dans l'organisation de voyages agritouristiques. Ainsi, ses partenaires en matière d'hébergement seront exclusivement les fermes qui pratiquent l'agritourisme.

Pour le statut juridique, l'entreprise sera une société à gérant majoritaire (SARL).

Notre structure va promouvoir des voyages centrés sur l'authenticité et les traditions, des activités liées à l'agriculture d'une région mais aussi au tourisme gourmand.

La dégustation de fruits inconnus sur le marché, la participation à la cueillette, les randonnées pour apprendre les techniques culturelles, participer aux divertissements agri culturelles proposées par les fermiers sont différentes activités qui seront proposées par Agri voyage.

Nos circuits seront formulés comme suit :

Circuits de découvertes

Circuits ethnologiques

Activités agri culturelles

Dégustation de produits locaux

Découverte de la gastronomie locale

Détente balnéaire

Nous allons organiser ces circuits selon trois critères :

Selon l'approche du client : long séjour, week-end, circuits accompagnés.

Selon le contexte du voyage : voyage de noce, voyage en famille, voyage handicap, voyage en groupe d'amis.

Selon l'envi du client : nature, gastronomie, culture, patrimoine, repos.

Le caractère spécialisé d'un tour opérateur ne le dispense en rien d'observer les règles propres à celles de son métier de voyageur. Un bon tour opérateur spécialisé ajoute, aux contraintes propres à sa profession les exigences liées à sa spécialisation. Ainsi comme tout organisateur de voyage notre structure sera basée sur les éléments suivants :

Investigation, recherche et conception

Agrivoyage va s'appuyer sur une équipe formée et spécialiste en tourisme. Il va aussi nouer des partenariats avec des fermes professionnelles de renom afin de proposer aux clients des prestations de qualité internationale. Dans le but de vérifier le respect des normes, les spécialistes d'Agrivoyage devront effectuer des visites régulières au sein des fermes agritouristiques.

Construction du programme et choix des visites

Pour chacune de ses voyages agritouristiques, Agri voyage devra être attentif, dans l'élaboration du programme, à veiller à sa cohérence, à son équilibre et à son rythme.

Les programmes devront être constitués d'activités saines, instructives tout en respectant sa particularité agritouristique.

Le but de notre structure sera de permettre aux touristes de profiter pleinement de la richesse agritouristique de ses voyages tout en permettant à ces derniers d'assurer la détente et le repos. Agri voyage devra donc être attentif au rythme des voyages. Il faudra aussi prendre en compte la capacité de charge des fermes et les notions de protection de l'environnement. Ainsi il sera nécessaire d'associer harmonieusement les temps de découverte et de détente. Dans ce sens, Agrivoyage va limiter l'effectif de chaque voyage agritouristique à vingt participants.



Logo Agrivoyage

Afin de répondre aux exigences du monde moderne, notre structure devra obligatoirement être présent sur le net, avoir un site internet.

En effet, Internet est un outil incontournable pour les entreprises professionnelles en raison de ses nombreux avantages. Premièrement, il permet de traiter directement avec des clients potentiels, ce qui réduit le temps de traitement d'une demande par rapport au temps passé en agence, notamment pour les séjours à la carte. Deuxièmement, il permet de répondre plus rapidement et de manière plus complète aux demandes des clients qui souhaitent réserver un voyage sur mesure. Cela permet également de contrôler les coûts, en particulier lors du traitement des demandes de devis de voyage personnalisés.

Dans le cadre de sa promotion et pour ses perspectives de développement Agri voyage aura besoin de l'appui de l'agence sénégalaise de la promotion touristique. En effet ceci facilitera sa présence sur le marché mais surtout donnera à la structure la possibilité de participer aux foires et salons internationaux.

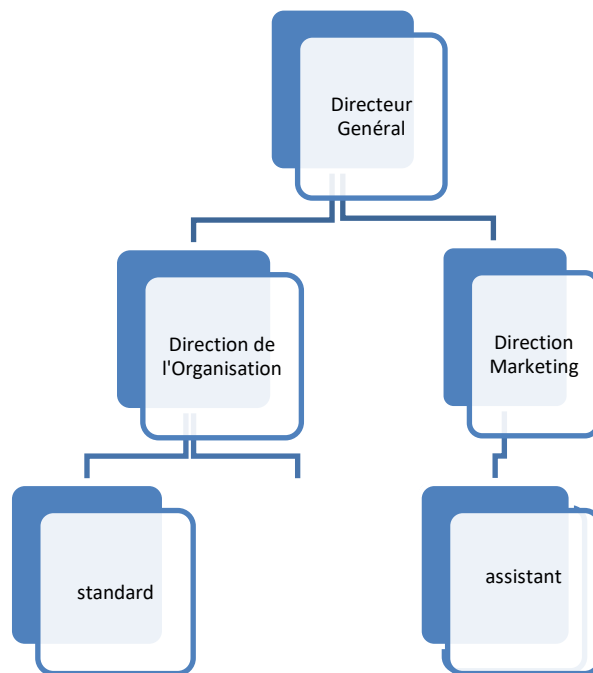


Figure 13 : Organigramme Agrivoyage

Au niveau de l'agence, le vendeur va aider le client à choisir son voyage à l'aide des catalogues, ce dernier peut demander un devis ou un pré réservation.

Pour effectuer une pré réservation le vendeur doit s'enquérir des disponibilités auprès de la direction générale. La pré réservation sera enregistrée qu'après paiement de l'acompte par le client. Un formulaire de réservation sera donc remis pour servir de facture. La réservation ne sera définitive que lorsque le client aura payé la totalité due. Nous allons offrir au client la possibilité d'effectuer un paiement échelonné.

En cas de paiement non immédiat, il verse d'abord un acompte de 10 % du total et paye le solde dans un délai de 8 jours sous peine d'annulation de la réservation.

En cas de paiement échelonné le vendeur va ouvrir un dossier pour y inscrire des informations telles que l'adresse, le numéro de téléphone, les copies des derniers bulletins de salaires etc.

La structure s'ouvrira de 09h à 12h et de 14h à 19h du lundi au samedi.

COMPOSANTE	COÛT EN F CFA	% EN COÛT TOTAL
Frais d'établissement	5 000 000	33,33%
Frais marketing	5 000 000	33,33%
Matériels et mobiliers de bureau	3 000 000	20%
Fonctionnement	1 500 000	10%
Fonds de roulement	500 000	3,34%
TOTAL	15 000 000	100%

Tableau 16 : Cout estimation du projet

Cet investissement sera réparti entre les frais de lancement et les frais fixes des premiers mois de fonctionnement.

COMPOSANTES	MONTANT EN F CFA	% EN COÛT TOTAL
FONDS REQUIS		
Projet proposé	15 000 000	100%
Dépenses d'investissement	8 000 000	53%
Dépenses d'exploitation	6 500 000	43%
Autres frais financiers	500 000	4%
SOURCES DES FONDS		
Apport de capitaux	1 000 000	7%
Prêt bancaire	10 000 000	66%
Subvention	3 000 000	20%
Autres sources (dons...)	1 000 000	7%

Tableau 17 : Plan de financement du projet

PERODES/ANNEES	CAPITAL RESTANT Dû F CFA	INTERET à 10 %	AMORTISSEMENT	REMBOURSEMENTS
1	10 000 000	1000 000	2 000 000	3 000 000
2	8 000 000	8000 000	2 000 000	2 800 000
3	6 000 000	600 000	2 000 000	2 600 000
4	4 000 000	400 000	2 000 000	2 400 000
5	2 000 000	200 000	2 000 000	2 200 000
TOTAL	0	3 000 0000	10 000 000	13 000 000

Tableau 18 : tableau de l'amortissement de l'emprunt

Comme tout projet cette création d'une agence de tourisme spécialisée comporte des risques. Tout d'abord parce que l'agritourisme demeure encore dans le pays une activité en phase de lancement. L'offre est insuffisante et les fermes ne sont pas encore bien structurées.

Le fonctionnement d'une agence de tourisme peut engendrer des couts très élevés notamment ceux de la communication.

Enfin le tourisme sénégalais est actuellement en crise à cause des problèmes tels que la cherté de la destination, l'ampleur de certaines épidémies sans oublier l'insuffisance de la promotion touristique.

Annexe 7 : Décret n°2005-145 du 2 mars 2005 portant réglementation des établissements d'hébergement touristique

DECRET n°2005-145 du 2 mars 2005 portant réglementation des établissements d'hébergement touristique.

DECRET n° 2005-145 du 2 mars 2005 portant réglementation des établissements d'hébergement touristique.

RAPPORT DE PRESENTATION

Le développement de l'activité hôtelière, et para hôtelière au Sénégal continue de susciter de nombreuses vocations aussi bien chez les nationaux que chez les étrangers. Cette activité, quelle que soit son importance pour l'essor de l'industrie touristique est caractérisée par une réglementation incomplète, inexistante voire obsolète.

En effet, aucun texte ne régit les conditions d'ouverture et d'exploitation des établissements d'hébergement touristique, à l'exception des normes juridiques relatives au classement des hôtels et des restaurants de tourisme. Du fait de l'inexistence de texte dans ce domaine, il a été constaté la création anarchique d'établissements touristiques dans beaucoup de régions du pays et l'intervention de plusieurs autorités administratives qui délivrent des autorisations de natures diverses, permettant à certaines personnes de s'installer et d'exploiter des établissements d'hébergement touristique. Désormais, ces établissements doivent respecter le schéma d'aménagement touristique défini par le Ministre chargé du Tourisme et mis en œuvre par la SAPCO, devenue Société d'Aménagement de la Petite Côte et des zones touristiques, dont les compétences ont été élargies à l'ensemble du territoire national.

Compte tenu des nouvelles techniques de gestion et d'exploitation des établissements d'hébergement touristique et des normes de classement au niveau de la sous région, il est apparu nécessaire d'élaborer une réglementation nouvelle pour permettre au pays de disposer d'infrastructures hôtelières de qualité, offrant les meilleures prestations dans des conditions de sécurité appropriées.

Telle est l'économie du présent projet de décret.

Le Président de la République,

Vu la Constitution, notamment en son article 43 ;

Vu la loi n° 94-69 du 22 août 1994 fixant le régime d'exercice des activités économiques ;

Vu le Règlement C-REG-14/12/99 du 7 décembre 1999 portant adoption des normes de classement et des conditions d'homologation des hôtels, auberges et motels de tourisme ;

Vu l'ordonnance n° 91-41 du 3 septembre 1991 instituant la taxe parafiscale dénommée taxe de promotion touristique ; Vu le décret n° 92-736 du 4 mai 1992 fixant les modalités de gestion de la taxe de promotion touristique ; Vu le décret n° 2004-1211 du 6 septembre 2004 portant création et fixant les règles d'organisation et de fonctionnement de l'Agence nationale touristique ;

Vu le décret n° 71-1172 du 2 novembre 1971 relatif au classement des hôtels ;
Vu le décret n° 73-1107 du 11 décembre 1973 relatif au classement des restaurants de tourisme ;

Vu le décret n° 2004-103 du 6 février 2004 portant organisation du Ministère du Tourisme ;
Vu le décret n° 2004-579 du 30 avril 2004 relatif aux attributions du Ministre du Tourisme et des Transports aériens ; Vu le décret n° 2004-1406 du 4 novembre 2004 portant répartition des services de l'État et du Contrôle des établissements publics, des sociétés nationales et des sociétés à participation publique, entre la Présidence de la République, la Primature et les ministères, modifié ;
Décrète: Chapitre premier. - Dispositions générales.
Article premier. - Est considérée, au titre du présent décret, comme établissement d'hébergement touristique, toute entreprise commerciale offrant à une clientèle principalement touristique l'hébergement, la restauration et/ou l'organisation de loisirs. Sont notamment des établissements d'hébergement touristique : les hôtels, les motels, les villages de vacance, les auberges, les campements villageois, les résidences hôtelières et les appartements meublés.
Art. 2. - Les restaurants de tourisme ne sont pas régis par les dispositions du présent décret.
Art. 3. - Les conditions d'hygiène dans les établissements d'hébergement touristique, l'aménagement et l'équipement des locaux sont fixés par arrêté conjoint du Ministre chargé du Tourisme et du Ministre chargé de l'Hygiène publique.
Art. 4. - L'aménagement des établissements d'hébergement touristique ainsi que leur exploitation sont régis par les dispositions du présent décret.

Chapitre II. - Agrément des Etablissements d'hébergement touristiques

Art. 5. - Toute personne physique ou morale qui se propose d'aménager un établissement d'hébergement touristique est tenue d'adresser au Ministre chargé du Tourisme une demande d'agrément accompagnée d'un dossier technique et financier.

Art. 6. - Le dossier technique et financier comprend les pièces et documents suivants :

1. une demande adressée au Ministre chargé du Tourisme indiquant :

- l'enseigne, l'adresse et la localisation exacte de l'établissement

- Les nom et prénom, adresse du propriétaire du fonds de commerce
- Les nom, prénom et adresse de l'exploitant ou du responsable de l'établissement
- La forme juridique de l'établissement.

2. un budget prévisionnel d'exploitation sur trois ans ; 3. une demande de classement comprenant :

- Le plan détaillé de l'établissement projeté conforme aux normes de classement établies par les lois et règlements en vigueur ;
- La description des prestations à fournir précisant la capacité d'hébergement et/ou de restauration de l'établissement et des activités annexes s'il y a lieu.

Art. 7. - L'agrément est accordé par arrêté du Ministre chargé du Tourisme après avis de la commission nationale d'agrément et de classement des établissements d'hébergement touristique.

Toutefois, des autorisations temporaires peuvent être accordées aux promoteurs afin de leur permettre d'établir leur projet et d'en obtenir l'agrément. Ces autorisations ne peuvent excéder six mois.

L'agrément ne dispense pas les bénéficiaires des autorisations et certificats imposés par les lois et règlements en vigueur notamment l'autorisation d'installation et d'inscription au registre de commerce et du crédit mobilier, l'autorisation de construire, l'obligation du respect des normes d'architecture, d'urbanisme, d'hygiène et de sécurité.

Art. 8. - La concession ou la location de terrains domaniaux à des fins d'exploitation touristique ne peut être accordée qu'à des opérateurs ayant reçu l'agrément du Ministre chargé du Tourisme.

Art. 9. - Tout refus d'agrément doit être motivé et notifié par voie administrative au demandeur. Chapitre III. - Classement des établissements d'hébergement touristique

Art. 10. - Les établissements d'hébergement touristique bénéficient d'un classement qui leur permet de traiter la clientèle et d'afficher un panneau d'identification. A cet effet, ils sont obligatoirement classés en catégories qui portent attribution d'étoiles selon les normes en vigueur au Sénégal :

1 - Les hôtels et les résidences meublées sont classés en cinq catégories :

• • • • •

Auberges, les villages de vacance, les campements touristiques, les motels et appartements meublés sont classés en trois catégories :

- • Catégorie A : 3 étoiles (***)
- • Catégorie B : 2 étoiles (**)
- • Catégorie C : 1 étoile (*)

Art. 11. - Le classement est prononcé par arrêté du Ministre chargé du Tourisme après avis de la commission nationale de classement et d'agrément des établissements d'hébergement touristique.

Art. 12. - Il est créé une commission nationale de classement et d'agrément des établissements d'hébergement touristique chargée d'étudier les dossiers de demande d'agrément et de classement.

Art. 13. - La commission nationale d'agrément et de classement est composée comme suit : Président :

2 - Les

Catégorie luxe : 5 étoiles (*****)

Première catégorie : 4 étoiles (****)

Deuxième catégorie : 3 étoiles (***)

Troisième catégorie : 2 étoiles (**)

Quatrième catégorie : 1 étoile (*)

- • Le Directeur de la Réglementation et du Contrôle Membres :
- • Un représentant de la Primature ;
- • Un représentant du Ministère de l'Intérieur ;
- • Un représentant du Ministère de la Santé ;
- • Un représentant du Ministère du Commerce ;
- • Un représentant du Ministère de l'Habitat et de la Construction ;
- • Un représentant du Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature ;
- • Un représentant du Syndicat national des Industries hôtelières du Sénégal ;
- • Un représentant du Syndicat national des Agences de Voyages, de Tourisme et de Transports touristiques.

Art. 14. - La commission peut s'adjoindre de toutes autres compétences dont l'expertise s'avère nécessaire.

Art. 15. - La commission se réunit sur convocation de son président au moins une fois tous les deux mois.

Art. 16. - Des commissions régionales de classement peuvent être créées par arrêté du Ministre chargé du Tourisme.

Elles communiquent le résultat de leurs travaux à la commission nationale de classement et d'agrément.

Art. 17. - Les établissements d'hébergement touristiques classés sont astreints à la pose sur leur façade principale d'un panneau indiquant la catégorie de l'établissement.

Les caractéristiques du panneau sont déterminées par arrêté du Ministre chargé du Tourisme.

Art. 18. - Le déclassement d'un établissement peut être prononcé par arrêté du Ministre chargé du Tourisme sur proposition de la Commission nationale de Classement lorsque :

- • Son exploitation ne répond plus aux normes exigées pour la catégorie à laquelle il a été initialement classé ;
- • Et dans tous les cas où son exploitation cesse d'être assurée dans les conditions satisfaisantes de moralité et

De compétence professionnelle.

Art. 19. - Toute documentation publicitaire concernant un établissement d'hébergement touristique doit obligatoirement mentionner la catégorie à laquelle cet établissement a été officiellement classé.

Chapitre IV. - Exploitation des établissements d'hébergement touristique

Art. 20. - Nul ne peut être autorisé à gérer un établissement d'hébergement touristique, s'il ne remplit pas les Conditions ci-après :

1. N'avoir subi aucune condamnation pour faits contraires à la probité et aux bonnes mœurs ;

2. Fournir une attestation de police d'assurance responsabilité civile.

Art. 21. - Il est interdit à tout exploitant d'établissement d'hébergement touristique de :

1. S'engager pour des prestations qu'il n'est pas en mesure de fournir ;

2. Fournir des prestations de qualité inférieure à celles correspondant à la catégorie à laquelle l'établissement a été classé ;

3. Annoncer dans la documentation publicitaire mise à la disposition du public des prestations qui ne sont pas effectivement fournies à la clientèle dans les conditions requises.

Art. 22. - Tout exploitant d'établissement d'hébergement touristique doit tenir à jour des statistiques ainsi que tous les documents comptables et financiers sur les activités de son établissement et les communiquer aux services publics compétents conformément aux lois et règlements en vigueur.

Art. 23. - L'accès aux établissements d'hébergement touristique est libre et ouvert au public. Toute pratique discriminatoire ou toute interdiction abusive est sanctionnée

selon les lois et règlements en vigueur.

Cependant cet accès est interdit aux mineurs non accompagnés et aux adultes qui ne respectent pas les règles de l'ordre public et des bonnes mœurs.

Art. 24. - Des inspections sont périodiquement effectuées dans les établissements d'hébergement touristique par les services compétents du Ministère du Tourisme pour contrôler l'application des dispositions du présent décret, notamment :

1. L'état des locaux et l'environnement de l'établissement ;

2. l'étendue des activités et la qualité des prestations ; 3. la qualification et la bonne tenue du personnel.

Art. 25. - Les établissements d'hébergement touristique sont tenus de contribuer à la promotion du tourisme conformément au décret portant création du fonds de promotion touristique.

Chapitre V. - Dispositions finales Art. 26. - Toute infraction commise par l'exploitant dans l'exercice de ses activités est punie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Art. 27. - Les modalités d'application du présent décret seront fixées par arrêté du Ministre chargé du Tourisme.

Art. 28. - Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret notamment le décret n° 71-1172 du 2 novembre 1971 relatif au classement des hôtels. Art. 29. - Le Ministre du Tourisme et des Transports aériens est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel.

Fait à Dakar, le 2 mars 2005. Abdoulaye WADE. Par le président de la République : Le Premier Ministre, Macky SALL.

Annexe 8 : Résumé Plan Sénégal Émergent

1. Depuis plus de cinq décennies, le Sénégal a connu des taux de croissance économique proches du croît démographique. Ces contreperformances n'ont pas permis une réduction durable de la pauvreté. Dans l'ensemble, la baisse de l'incidence de la pauvreté s'est avérée particulièrement faible en milieu rural. Cette situation contraste avec les objectifs affichés dans les documents de politique économique et sociale jusqu'ici adoptés.
2. Seule la décennie 1995-2005 a permis de maintenir l'économie sénégalaise sur une bonne trajectoire de croissance qui a valorisé le revenu par tête. Depuis 2006, le sentier de croissance s'est infléchi avec l'essoufflement des moteurs traditionnels (BTP, télécommunications, services financiers), le faible dynamisme du secteur privé, la forte progression des dépenses publiques et la persistance du déficit du compte courant de la balance des paiements (7,9% du PIB).
3. Avec près de 14 millions d'habitants en 2014, le Sénégal connaît encore une forte dynamique de croissance démographique (2,7%) même s'il a entamé sa transition démographique. La population à dominante jeune est confrontée aux possibilités limitées d'accès aux services sociaux de base et d'insertion dans le marché du travail. La question de l'emploi demeure actuellement la première priorité des ménages et des politiques publiques.
4. La perspective d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) à l'horizon 2015 s'éloigne de plus en plus, notamment en matière de réduction de la pauvreté, de baisse de la mortalité maternelle et infantile, d'amélioration du taux d'achèvement du cycle élémentaire et d'accès à l'assainissement.
5. De même, la politique d'aménagement du territoire appliquée jusque-là s'est avérée inappropriée au regard de l'inégale répartition spatio-temporelle des populations, des activités économiques, des infrastructures et des équipements, entraînant ainsi une macrocéphalie de la région de Dakar et une concentration de l'essentiel des activités sur la frange ouest et le centre du pays.
6. La faiblesse de la croissance du PIB est expliquée en partie par les niveaux insuffisants de productivité, ceux des infrastructures de soutien à la production, les difficultés d'accès aux facteurs de production (eau, intrants de qualité), la vulnérabilité de l'agriculture face aux aléas

climatiques, la faible structuration des chaînes de valeur agro-pastorales, les problèmes d'accès au foncier et à des financements adaptés, et des problèmes de gouvernance.

7. La morosité de l'économie est également imputable aux retards dans la mise en œuvre des réformes dans les secteurs de l'énergie et de l'environnement des affaires, l'insuffisante capacité d'impulsion de l'État et des problèmes d'efficacité de la dépense publique ainsi que la résistance de certains acteurs au changement.

8. Le Sénégal a décidé d'adopter un nouveau modèle de développement pour accélérer sa marche vers l'émergence. Cette stratégie, dénommée Plan Sénégal Émergent (PSE), constitue le référentiel de la politique économique et sociale sur le moyen et le long termes.

9. Le Gouvernement engagera, à cet effet, les ruptures qui permettront d'inscrire le Sénégal sur une nouvelle trajectoire de développement. Ces ruptures se traduiront par des actions hardies pour relever durablement le potentiel de croissance, stimuler la créativité et l'initiative privée afin de satisfaire la forte aspiration des populations à un mieux-être.

10. Cette aspiration à un mieux-être se décline en une vision qui est celle d'«Un Sénégal émergent en 2035 avec une société solidaire dans un État de droit». Les orientations stratégiques qui guideront les initiatives à prendre pour traduire cette vision en actions et résultats tangibles pour le bénéfice des populations, s'appuient sur trois axes visant :

- • une transformation structurelle de l'économie à travers la consolidation des moteurs actuels de la croissance et le développement de nouveaux secteurs créateurs de richesses, d'emplois, d'inclusion sociale et à forte capacité d'exportation et d'attraction d'investissements. Cet axe s'inscrit dans une option de développement plus équilibré, de promotion de terroirs et des pôles économiques viables afin de stimuler le potentiel de développement sur l'ensemble du territoire ;
- • une amélioration significative des conditions de vie des populations, une lutte plus soutenue contre les inégalités sociales tout en préservant la base de ressources et en favorisant l'émergence de territoires viables ; et
- • le renforcement de la sécurité, de la stabilité et de la gouvernance, de la protection des droits et libertés et de la consolidation de l'État de droit afin de créer les meilleures conditions d'une paix sociale et de favoriser le plein épanouissement des potentialités.

11. Les trois axes de la Stratégie permettront, par leurs synergies et leurs effets convergents et cumulatifs, de créer les conditions de l'émergence.

12. Pour atteindre les objectifs du PSE, il est impératif de réunir les conditions préalables ou les fondements de l'émergence, liées au règlement de la question vitale de l'énergie, à la mise en place d'infrastructures de dernière génération pour le soutien à la production, à l'amélioration de l'environnement des affaires, au renforcement du capital humain ainsi qu'à la satisfaction des besoins de financement de l'économie. La réussite du PSE exige de fortes capacités d'impulsion de l'État et un leadership affirmé. Le Gouvernement engagera, à cet effet, un programme accéléré de réformes pour la modernisation de l'Administration publique pour l'adapter aux exigences de performance induites par la Stratégie.

13. De manière urgente, des réformes clés seront menées d'ici 2016 pour améliorer substantiellement l'environnement des affaires. Elles porteront, en particulier, sur l'automatisation des procédures administratives, la mise en place d'un dispositif fiscal et juridique incitatif et simplifié, l'amélioration de la compétitivité des facteurs de production et la promotion de l'investissement à fort impact. Ces réformes devront également être accompagnées par une diplomatie économique proactive, un approfondissement de l'intégration pour renforcer la stabilité régionale et saisir les opportunités offertes par les marchés extérieurs. Le Gouvernement favorisera une plus forte implication des sénégalais de la diaspora dans les efforts de développement national.

14. L'Administration publique internalisera à tous les niveaux la culture de la transparence et l'obligation de rendre compte, de la gestion axée sur les résultats, à travers la mise en place de structures de planification et de suivi-évaluation dédiées, le renforcement des capacités des personnels, l'appropriation des politiques par toutes les couches de la société et l'exercice d'un contrôle citoyen.

15. Le PSE est réalisé à travers un Plan d'Actions prioritaires (PAP) quinquennal adossé aux axes stratégiques, aux objectifs sectoriels et aux lignes d'actions de la Stratégie. Le PAP se décline à travers des projets et programmes de développement inscrits dans un cadre budgétaire sur la période 2014-2018.

16. Le PAP est construit sur la base du scénario optimiste du PSE qui est évalué à 9685,7 milliards de FCFA. Son financement est acquis pour 5737,6 milliards de FCFA, soit 59,2%

tandis que le gap de financement à rechercher est de 2964 milliards de FCFA, soit 30,6% et celui à couvrir par des recettes additionnelles et des économies sur les dépenses est de 984 milliards de FCFA, correspondant à 10,2%.

17. La mise en œuvre diligente des réformes clés et des projets du PAP permettra d'atteindre un taux de croissance annuel moyen de 7,1% sur la période 2014-2018, de réduire le déficit budgétaire de 5,4% en 2013 à 3,9% en 2018. Le déficit du compte courant serait ramené sous la barre des 6% en 2018 et le taux de l'inflation, mesuré par le déflateur du PIB resterait en dessous du seuil communautaire fixé à 3%.

18. Le cadre institutionnel permettant la mise en œuvre du PSE comprend : un Comité d'Orientation stratégique (COS), placé sous l'autorité du Président de la République, un Comité de Pilotage (COP) présidé par le Premier Ministre, un Bureau opérationnel de suivi du Plan Sénégal émergent (BOSSE) ainsi que des structures d'exécution.

19. Les principaux facteurs de risques pour la réussite du PSE concernent l'instabilité institutionnelle, les résistances aux changements, la faible appropriation, la faible mobilisation des ressources budgétaires, l'absence des ressources humaines requises pour conduire les réformes et les projets, les retards dans la mise en œuvre des réformes sur l'environnement des affaires et la modernisation de l'Administration publique, les dépenses sociales imprévues, les aléas climatiques (inondations, sécheresse), la capacité d'absorption limitée des ressources ainsi qu'un suivi-évaluation insuffisant.

Executive Summary

20. For more than fifty years, Senegal has experienced rates of economic growth close to the rate of population growth. This poor performance has not permitted a sustainable reduction in poverty. Overall, the reduction in poverty incidence has been especially weak in rural areas. This situation stands in contrast with the stated objectives of the economic and social policy papers so far adopted.

21. Only the ten-year period 1995-2005 allowed the Senegalese economy to sustain a strong growth trajectory which improved income per capita. Since 2006, the growth path weakened with the exhaustion of the traditional engines of growth (construction, telecommunications, financial services), the lack of dynamism in the private sector, the rapid rise in public expenditures, and the persistence of a current account deficit in the balance of payments (7.9% of GDP).

22. With almost 13 million inhabitants in 2014, Senegal continues to experience strong population growth (2.5%) even if it has begun the demographic transition. The predominantly young population is confronted with limited access to basic social services or jobs. The question of employment remains the top priority for households and public policy.

23. The likelihood of achieving the Millennium Development Objectives (MDGs) by 2015 is diminishing, notably concerning poverty reduction, reduced maternal and infant mortality, improving primary school completion, and access to sanitation.

24. Similarly, the regional development policy pursued to date has proven inappropriate given the unequal geographic distribution of the population, economic activity, and infrastructure, which has resulted in an excessive weight in the region of Dakar and a concentration of most activity in the west and center of the country.

25. The weakness of GDP growth is explained in part by the insufficient level of productivity, economic infrastructure, difficult access to factors of production (water, quality inputs), the vulnerability of agriculture to climatic shocks, the weak structure of agro-pastoral value chains, problems with access to land and appropriate finance, and governance issues.

26. The sluggishness of the economy is also due to delays in the implementation of reforms in the energy sector and the investment climate, the inadequate capacity of the state, and problems with the efficiency of public spending, as well as the resistance to change by certain actors.

27. Senegal has decided to adopt a new development model to accelerate its progress toward emerging market status. This strategy, entitled the Emerging Senegal Plan (ESP), now constitutes the reference for economic and social policy in the medium and long term.

28. To this end, the Government commits to a break with the past which will enable Senegal to embark on a new development trajectory. This break will result in bold actions to raise sustainably the growth potential, stimulate the creativity and initiative of the private sector in order to satisfy the high aspirations of the population for a better life.

29. This ambition is summarized in a vision which is « An emerging Senegal in 2035 with social solidarity and the rule of law ». The strategic orientations, which will guide the initiatives needed to translate this vision into actions and tangible results for the benefit of the population, are based on three pillars:

- • a structural transformation of the economy through the consolidation of current engines of growth and the development of new sectors to create wealth, jobs, and social inclusion, with a strong capacity to export and attract investment. This pillar is based on a more balanced approach to development, with the promotion of regions and economic poles in order to stimulate the potential for development across the entire territory;
- • a significant improvement in the well-being of the population, a more sustained struggle against social inequality, while preserving the resource base and supporting the emergence of viable regions; and
- • the reinforcement of security, stability, governance, the protection of rights and liberties, and the consolidation of the rule of law in order to create better conditions for social peace and the fulfilment of potential.

30. The three pillars of the strategy will enable, through their synergies and cumulative effects, the creation of the conditions for emergence.

31. To achieve the objectives of the ESP, it is essential to combine the prior conditions or foundations for emergence, tied to the core issue of energy, the establishment of the most

modern infrastructure to support production, improvements in the investment climate, a reinforcement of human capital, and the satisfaction of financing needs. The success of the ESP requires strong promotional capacity from the State and clear leadership. To this end, the Government is committed to an accelerated program of reforms to modernize the public administration to adapt it to the performance requirements of the strategy.

32. As a matter of urgency, the key reforms will be undertaken by 2016 to improve substantially the business environment. They will focus, in particular, on computerization of administrative procedures, establishment of a fiscal and legal framework which is simple and motivating, improvement in the competitiveness of factors of production, and the promotion of high-impact investment. These reforms should also be accompanied by a proactive economic diplomacy, and deeper regional integration, to strengthen regional stability and take advantage of the opportunities offered by external markets. The Government will support a greater involvement by the Senegalese diaspora in national development.

33. The public administration will internalize at all levels the culture of transparency and accountability, and results-based management, through the creation of mechanisms for planning and dedicated monitoring and evaluation, the reinforcement of the capacity of human resources, the ownership of policies by all levels of society, and the exercise of control by the citizenry.

34. The ESP will be achieved through a five-year Priority Action Plan (PAP) built on the strategic pillars, sector objectives, and main directions of the strategy. The PAP is elaborated through development projects and programs incorporated in the 2014-2018 budget framework.

35. The PAP is built on the basis of an optimistic scenario evaluated at CFAF 9685.7 billion. Financing is in place for CFAF 5737.6 billion, or 59.2%, while the financing gap is CFAF 2964 billion, or 30.6%, and that to be covered by additional revenues and savings on spending is CFAF984 billion, corresponding to 10.2%.

36. The diligent implementation of key reforms and the PAP projects will permit the achievement of annual growth rates averaging 7.1% during the period 2014-2018, and the reduction of the fiscal deficit from 5.4% in 2013 to 3.9% in 2018. The current account deficit will be brought below 6% in 2018 and the rate of inflation, measured by the GDP deflator, will remain below the WAEMU threshold of 3%.

37. The institutional framework for the implementation of the ESP will consist of : a Strategic Orientation Committee, under the authority of the President of the Republic, a Steering Committee chaired by the Prime Minister, an operational Bureau for the monitoring of the ESP (BOSSE), and executing structures.

The principal risk factors for the success of the ESP are institutional instability, resistance to change, weak ownership, inadequate resource mobilization, lack of the necessary human resources to conduct the reforms and projects, delays in the investment climate reforms and the modernization of public administration, unexpected social spending, climatic shocks (flooding, drought), limited absorptive capacity, and insufficient monitoring and evaluation.

Annexe 9 : Charte du tourisme durable

Les participants de la Conférence mondiale du Tourisme durable, réunis à Lanzarote, îles Canaries, Espagne, les 27 et 28 avril 1995,

Conscients que le tourisme est un phénomène de portée mondiale qui répond aux plus profondes aspirations de tous les peuples, ainsi qu'un important élément de développement social, économique et politique pour de nombreux pays,

Reconnaissant que le tourisme, de par son caractère ambivalent, puisqu'il peut contribuer de manière positive au développement socio-économique et culturel, mais aussi à la détérioration de l'environnement et à la perte de l'identité locale, doit être abordé dans une perspective globale,

Conscients que les ressources sur lesquelles se base le tourisme sont fragiles et que la demande pour une meilleure qualité de l'environnement est croissante,

Reconnaissant que le tourisme offre la possibilité de voyager et de connaître d'autres cultures, et que le développement du tourisme peut favoriser le rapprochement et la paix entre les peuples, créant une conscience respectueuse de la diversité des cultures et des modes de vie,

Rappelant la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies et les nombreuses déclarations des Nations Unies, tout comme les conventions régionales sur le tourisme, l'environnement, la préservation du patrimoine culturel et le développement durable,

S'inspirant des principes énoncés dans la Déclaration de Rio sur l'Environnement et le Développement, ainsi que des recommandations de l'Agenda 21,

Rappelant les déclarations préalables en matière de tourisme comme la Déclaration de Manille sur le Tourisme mondial, la Déclaration de La Haye, la Charte du Tourisme et le Code du Touriste,

Reconnaissant la nécessité de développer un tourisme qui réponde aux attentes économiques et aux exigences de la protection de l'environnement et qui respecte non seulement la structure sociale et les caractères physiques de la destination, mais aussi la population locale,

Considérant comme prioritaires la protection et la consolidation de la dignité humaine des populations locales tout comme des touristes,

Conscients de la nécessité de créer un partenariat entre les principaux acteurs qui participent à cette activité, afin de forger l'espoir d'un tourisme plus responsable vis-à-vis de notre patrimoine commun,

EN APPELLENT à la communauté internationale et DEMANDENT, en particulier, aux gouvernements, aux pouvoirs publics, aux décideurs et aux professionnels du monde du tourisme, aux associations et aux institutions publiques et privées dont les activités sont liées au tourisme et aux touristes eux-mêmes, d'adopter les principes et les objectifs de cette Déclaration, qui sont les suivants :

1. Le développement touristique doit reposer sur des critères de durabilité ; il doit être supportable à long terme sur le plan écologique, viable sur le plan économique et équitable sur le plan éthique et social pour les populations locales.

Le développement durable est un processus encadré visant une gestion globale des ressources afin d'en assurer la durabilité, tout en permettant de préserver notre capital naturel et culturel, y compris les espaces protégés. Le tourisme étant un puissant instrument de développement, il peut et doit jouer un rôle actif dans la stratégie de développement durable. Une bonne gestion du tourisme doit donc garantir le caractère durable des ressources dont cette activité dépend.

2. Le tourisme doit contribuer au développement durable, en s'intégrant dans le milieu naturel, culturel et humain ; il doit respecter les équilibres fragiles qui caractérisent de nombreuses destinations touristiques, en particulier les petites îles et les zones écologiquement fragiles. Les incidences du tourisme sur les ressources naturelles, sur la biodiversité et sur la capacité d'assimilation des impacts et des déchets engendrés, doivent rester acceptables.

3. L'activité touristique doit considérer ses effets induits sur le patrimoine culturel et sur les éléments, les activités et la dynamique traditionnels de chaque population locale. La reconnaissance de ces facteurs locaux et le soutien de leur identité, de leur culture et de leurs intérêts doivent être des points de référence incontournables lors de la conception des stratégies touristiques, en particulier dans les pays en voie de développement.

4. La contribution active du tourisme au développement durable présuppose nécessairement la solidarité, le respect mutuel et la participation de tous les acteurs, du secteur public et privé, impliqués dans le processus. Cette concertation doit se baser sur des mécanismes efficaces de coopération à tous les niveaux : local, national, régional et international.

5. La préservation, la protection et la mise en valeur de la richesse du patrimoine naturel et culturel offrent un cadre privilégié pour la coopération. Cette approche implique que tous les responsables relèvent ce véritable défi qu'est l'innovation culturelle, technologique et professionnelle, et concentrent leurs efforts pour créer et mettre en œuvre des instruments de planification et de gestion intégrés.

6. Les critères de qualité visant à assurer la préservation de la destination touristique et le degré de satisfaction du touriste, critères définis de manière conjointe avec les populations locales et

basés sur les principes du développement durable, doivent être des objectifs prioritaires lors de la formulation des stratégies et des projets touristiques.

7. Pour participer au développement durable, le tourisme doit se baser sur l'éventail de possibilités qu'offre l'économie locale. Les activités touristiques doivent pleinement s'intégrer dans l'économie locale et contribuer de manière positive au développement économique local.

8. Toute option de développement touristique doit avoir une incidence effective sur l'amélioration de la qualité de vie de la population, et contribuer à l'enrichissement socio-culturel de chaque destination.

9. Les gouvernements et les autorités compétentes doivent entreprendre des actions de planification intégrées du développement touristique en partenariat avec les ONG et les populations locales pour contribuer au développement durable.

10. Reconnaissant l'objectif de cohésion économique et sociale entre les peuples de la planète comme un des principes fondamentaux du développement durable, il est urgent que soient mises en place des mesures permettant un partage plus équitable des bénéfices et des charges engendrés par le tourisme. Cela implique un changement dans les modèles de consommation et l'introduction de méthodes de fixation de prix permettant l'intégration des coûts environnementaux.

Les gouvernements et les organisations multilatérales devraient donner priorité et renforcer les aides directes ou indirectes destinées aux projets touristiques contribuant à l'amélioration de la qualité de l'environnement. Dans ce contexte, il convient d'étudier l'application harmonieuse au niveau international d'instruments économiques, juridiques et fiscaux, afin de garantir l'utilisation durable des ressources dans les activités touristiques.

11. Les régions vulnérables, aujourd'hui et à l'avenir, du point de vue de l'environnement et de la culture, doivent être considérées comme prioritaires pour la coopération technique et les aides financières en vue d'un développement touristique durable. Les régions particulièrement dégradées par des modèles touristiques obsolètes et à fort impact doivent aussi faire l'objet d'une attention particulière.

12. Le développement des formes alternatives de tourisme respectant les principes du développement durable ainsi que la diversification des produits touristiques constituent des facteurs de stabilité, à moyen comme à long terme. Il convient, dans ce sens, et en particulier dans le cas de nombreuses petites îles et des zones écologiquement fragiles, de favoriser et de renforcer de manière active la coopération régionale.

13. Les gouvernements, l'industrie, les autorités et les ONG compétentes en matière de tourisme doivent encourager et participer à la création de réseaux accessibles de recherche, de diffusion

d'information, et de transfert de connaissances et de technologies appropriées en matière de tourisme durable.

14. La définition d'une politique en matière de tourisme durable suppose le soutien et la promotion de systèmes de gestion touristique compatibles avec l'environnement, d'études de faisabilité permettant la transformation du secteur, tout comme la mise en œuvre de projets de démonstration et le développement de programmes de coopération internationale.

15. L'industrie touristique, en collaboration avec les organismes et les ONG dont les activités sont liées au tourisme, doivent définir le cadre spécifique de mise en œuvre des actions actives et préventives pour un développement touristique durable. Ils doivent élaborer des programmes afin de favoriser l'application de ces mesures dans la pratique. Ils sont chargés d'assurer le suivi des actions, d'informer des résultats obtenus et d'échanger leurs expériences.

16. Le rôle et les effets sur l'environnement du transport lié au tourisme doivent faire l'objet d'une attention particulière. Il convient dans ce sens de créer des instruments et de prendre des mesures afin de réduire la part des énergies et des ressources utilisées non renouvelables, et d'encourager les mesures visant à recycler et à réduire les déchets engendrés dans les installations touristiques.

17. Afin que le tourisme soit une activité durable, il est essentiel que les principaux acteurs intervenant dans les activités touristiques, les membres de l'industrie en particulier, adoptent et appliquent des codes de conduite favorisant la durabilité. De tels codes de conduite peuvent être des instruments efficaces pour le développement d'activités touristiques responsables.

18. Toutes les mesures nécessaires pour informer et favoriser la prise de conscience de l'ensemble des parties intervenant dans l'industrie touristique, qu'elles soient locales, nationales, régionales ou internationales, sur le contenu et les objectifs de la Conférence de Lanzarote doivent être mises en œuvre.

Résolution finale

La Conférence mondiale du Tourisme durable considère essentiel de lancer les appels publics suivants :

1. La Conférence recommande aux États et aux gouvernements régionaux d'élaborer d'urgence des programmes d'action pour un développement durable au secteur du tourisme, en accord avec les principes énoncés dans cette Charte.

2. La Conférence a décidé de soumettre la Charte du Tourisme durable au secrétaire général des Nations Unies, afin qu'elle soit prise en considération par les organismes et agences du système des Nations Unies, ainsi que par les organisations internationales ayant des accords de coopération avec les Nations Unies, en vue de sa présentation devant l'Assemblée générale.

Résolution sur le Comité de suivi

Suite à la Conférence mondiale du Tourisme durable, et à l'adoption de la Charte mondiale du Tourisme durable, et de par l'importance des accords obtenus, il convient d'en assurer l'avenir. Il est vital d'assurer la continuité de la ligne de travail et de favoriser la coopération ici entamées.

Afin de consolider le travail déjà réalisé, il est nécessaire d'assurer un suivi et de veiller à l'application de cette Charte du Tourisme durable.

Dans ce sens, les points suivants ont été adoptés :

1. La création d'un Comité de suivi pour la Charte et son programme d'action qui sera constitué des institutions et des agences internationales composant le Comité organisateur de la Conférence.
2. Le Comité de suivi doit assurer la promotion et la diffusion de la Charte et veiller à son application optimale. Il doit également entreprendre des activités afin d'en garantir la continuité, détecter les situations critiques, et encourager toutes les entités publiques et privées à appliquer et à respecter les principes du tourisme durable.
3. Le Comité doit favoriser la réalisation d'études, de projets et d'actions de nature à créer des situations exemplaires pouvant servir de référence pour tout problème majeur au niveau mondial ; ceci constitue la meilleure manière d'appliquer la Charte et les principes du développement durable.
4. Ce Comité est chargé d'assurer la continuité et le suivi des accords de cette conférence et a la responsabilité de la diffusion et de la présentation de la Charte auprès des acteurs du développement durable en matière de tourisme, y compris devant les représentants de l'industrie touristique, les organismes gouvernementaux, les ONG, les agences des Nations unies, et autres institutions internationales.

12 Objectifs pour le tourisme durable

1 LA VIABILITE ECONOMIQUE : Pour garantir la viabilité et la compétitivité des destinations et des entreprises touristiques, afin qu'elles puissent continuer à prospérer et générer des bénéfices à long terme.

2 LA PROSPERITE LOCALE : Afin de maximiser la contribution du tourisme à la prospérité de la destination hôte, y compris la proportion des dépenses des visiteurs qui est conservée localement.

3 LA QUALITÉ DE L'EMPLOI : Pour renforcer le nombre et la qualité des emplois locaux créés et soutenus par le tourisme, y compris le niveau de rémunération, les conditions de service et de disponibilité à tous, sans discrimination selon le sexe, la race, le handicap ou par d'autres moyens.

4 ÉQUITÉ SOCIALE : Pour obtenir une distribution généralisée des avantages économiques et sociaux du tourisme dans toute la communauté bénéficiaire, y compris l'amélioration des possibilités, des produits et des services offerts aux pauvres.

5 SATISFACTION DU VISITEUR : Pour assurer une expérience satisfaisante, sécurisante et enrichissante pour les visiteurs, accessible à tous sans discrimination en fonction du sexe, de race, de handicap ou d'autres moyens.

6 CONTROLE LOCAL : engager et responsabiliser les communautés locales dans la planification et la prise de décision concernant le développement de la gestion et l'avenir du tourisme dans leur région, en consultation avec les autres intervenants.

7 BIEN-ÊTRE DE LA COMMUNAUTÉ : Pour maintenir et renforcer la qualité de vie des communautés locales, y compris les structures sociales et l'accès aux ressources, des équipements et des systèmes de soutien de la vie, en évitant toute forme de dégradation ou d'exploitation sociale.

8 RICHESSE CULTURELLE : respecter et valoriser le patrimoine historique, l'authenticité de la culture, les traditions et les particularités des communautés d'accueil.

9 L'INTÉGRITÉ PHYSIQUE : Pour maintenir et améliorer la qualité des paysages, urbains et ruraux, et éviter la dégradation physique et visuelle de l'environnement

10 LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE : Pour soutenir la conservation des espaces naturels, des habitats et de la faune, et de minimiser leurs dommages.

11 L'EFFICACITÉ DES RESSOURCES : Afin de minimiser l'utilisation de ressources rares et non renouvelables dans le développement et l'exploitation des installations et des services touristiques.

12 PURETÉ DE L'ENVIRONNEMENT : Pour minimiser la pollution de l'air, de l'eau et de la terre, la production de déchets par les entreprises touristiques et les visiteurs.

Annexe 10 : Commission nationale du développement durable du Sénégal

Situation de la commission nationale du développement durable du Sénégal

1- ROLE DU POINT FOCAL NATIONAL

Au sortir de la Conférence de Rio en 1992, le Sénégal, par arrêté primatorial no 005161 du 26 mai 1995 a mis en place une Commission Nationale pour le Développement Durable.

Le rôle de cette commission était de travailler à l'élaboration d'une stratégie nationale de développement durable comme l'avait demandé les recommandations issues de Rio.

Le Ministère chargé de l'Environnement, plus précisément la Direction de l'Environnement et des Etablissements Classés, a été désignée comme point focal national.

Elle assure le secretariat de cette commission à travers une animation devant permettre la prise en compte des préoccupations environnementales dans toutes les politiques sectorielles de développement durable.

Le Point focal devrait coordonner la vulgarisation de l'Agenda 21 et travailler à sa prise en compte dans la définition de politiques locale, régionale et nationale.

Cette commission, qui devrait se réunir régulièrement une fois par semestre, avait pour tâche de faire principale le point et d'évaluer l'état de mise en oeuvre de l'Agenda 21.

Ce rôle d'animation, d'information et de sensibilisation du public et des décideurs politiques du point focal n'a pas connu le succès escompté à cause d'une absence de moyens humains, matériels, techniques et financiers disponibles.

La commission nationale de développement durable avait été certes mise en place par la volonté politique du Gouvernement, mais les mesures d'accompagnement concrètes n'ont pas suivies, faute de moyens. C'est ainsi que tant bien que mal, elle a pu se réunir pour préparer les rapports nationaux.

II. COORDINATION INTERMINISTERIELLE POUR LA PREPARATION DES RAPPORTS NATIONAUX

La commission nationale a fourni des rapports à toutes les réunions de la Commission des Nations Unies pour le Développement Durable.

Elle a travaillé en synergie en mettant en relief les thèmes choisis pour le rapport.

C'est ainsi que chaque fois qu'un thème relevait d'un département technique, ce dernier a été responsabilisé pour faire l'analyse de la situation en recensant les actions entreprises et en proposant des solutions correctives ou qui devraient améliorer la situation.

Un travail de sous-commission était mené par les différents membres qui le présentait en réunion de la commission nationale qui validait après une analyse critique pour améliorer les propositions faites.

C'est ainsi qu'a été élaboré les rapports de la CDD 5 à la CDD 9. Et cette méthodologie a été suivie pour la CDD 10 qui se propose de faire l'état de mise en oeuvre de l'Agenda 21 dix ans après.

Dans ce sens, la Commission nationale du Sénégal a mis en place vingt sous-commissions en fonction des quarante (40) chapitres de l'Agenda 21 pour en faire l'état d'exécution et proposer des améliorations.

III. COMMISSION NATIONALE POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE ET LES CONVENTIONS

Le point focal national du Développement Durable en l'occurrence la Direction de l'Environnement et des Etablissements Classés est aussi Point focal de la Convention sur les Changements Climatiques, de la Convention sur les Mouvements transfrontières de déchets dangereux, de la Convention de Rotterdam sur le Principe de consentement préalable à l'importation des produits chimiques, de la Convention de Stockholm sur les Polluants Organiques Persistants, de la Convention de Vienne sur la protection de la Couche d'ozone et son protocole de Montréal, de la Convention d'Abidjan sur la protection du milieu marin et des zones côtières. La Direction de l'Environnement et des Etablissements Classés est aussi le Point focal du Fonds pour l'environnement mondial.

Le choix de la Direction de l'Environnement comme Point focal de toutes ces activités n'a pas été fait de façon fortuite, mais pour permettre une mise en synergie, une cohérence efficace et efficiente des actions de développement durable qui doivent s'exécuter de façon intégrée.

L'approche intégrative et participative de la mise en oeuvre de cette politique de développement durable a sous-tendu ce choix.

La Direction de l'Environnement, dans sa mission, doit assurer une cohérence et une coordination des politiques de protection de l'environnement et de lutte contre toutes sortes de formes de nuisances et de pollutions.

Il faut signaler aussi que les autres conventions issues de Rio se trouvent sous la tutelle du Ministère chargé de l'Environnement.

C'est ainsi que la Direction des Parcs Nationaux est le point focal de la Convention sur la Diversité biologique. Le Conseil Supérieur des Ressources de l'Environnement (CONSERE) est le point focal de la Convention de lutte contre la désertification. La Direction des Eaux, Forêts, Chasses et Conservation des Sols est le point focal de la CITES.

IV. CAPACITÉS ET MOYENS POUR PRÉPARER LES RAPPORTS NATIONAUX

Comme déjà signalé, la Commission nationale pour le Développement Durable ne dispose d'aucuns moyens propres à elle pour préparer ce rapport. Le Secrétariat travaille à partir des moyens de la Direction de l'Environnement.

C'est ainsi que la production des rapports des sous commissions et autres documents sont à la charge des directions techniques responsables des différentes politiques sectorielles; ce que explique, à ce jour, les difficultés rencontrées pour travailler à l'élaboration de la stratégie nationale de développement durable.

Des difficultés et obstacles qui ont pour nom la non mise à disposition de moyens matériels, techniques et humains.

Récemment dans le cadre du Programme Capacités 21 du PNUD, le Sénégal vient de bénéficier d'un appui financier devant lui permettre de travailler à l'élaboration de la stratégie nationale de développement durable.

La Commission Nationale de Développement Durable a enclenché depuis le mois de juillet de façon interne les travaux préparatoires de la stratégie de mise en oeuvre du développement durable. Un Atelier national d'orientation a été demandé, dans cette dynamique la mise en place des commissions régionales de développement durable qui doivent mener des actions décentralisées et participatives relatives à la préparation du sommet mondial de développement durable.

Les principes de base de ces discussions et échanges tournent autour de la lutte contre la pauvreté pour asseoir une politique de développement durable.

Les questions majeures retenues pour le rapport national du Sénégal sont:

- la sécurité alimentaire;
- les relations santé-environnement-population-développement avec le SIDA et le paludisme comme centres d'intérêt
- les infrastructures et le développement durable.

Les questions émergentes concernent:

- les liens entre le commerce et l'environnement dans le processus de mondialisation;

- les nouvelles technologies de l'information et de la communication au service du développement durable;
- la valorisation des connaissances traditionnelles et le développement durable.

La question mondiale: l'éducation, la formation et la sensibilisation des populations en matière de développement durable occupe une place de choix dans l'élaboration de la stratégie nationale de développement durable.

Annexe 11 : Déclaration de rio sur l'environnement et le développement

INTRODUCTION

En 1972, la Conférence des Nations Unies sur l'environnement a adopté une série de principes pour une gestion écologiquement rationnelle de l'environnement. Cette "Déclaration de Stockholm" a placé les questions écologiques au rang des préoccupations internationales et a marqué le début d'un dialogue entre pays industrialisés et pays en développement concernant le lien qui existe entre la croissance économique, la pollution de l'indivis mondial (l'air, l'eau, les océans) et le bien-être des peuples dans le monde entier.

En juin 1992, à Rio de Janeiro (Brésil), la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement – connue sous le nom de Sommet "planète Terre" – a adopté une déclaration qui a fait progresser le concept des droits et des responsabilités des pays dans le domaine de l'environnement. La Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement témoigne de deux grandes préoccupations apparues pendant l'intervalle de 20 années séparant ces deux conférences : la détérioration de l'environnement, notamment de sa capacité à entretenir la vie, et l'interdépendance de plus en plus manifeste entre le progrès économique à long terme et la nécessité d'une protection de l'environnement.

Au début du processus de négociation précédant le Sommet, M. Maurice Strong, Secrétaire général de la Conférence, a imaginé le concept de Charte de la Terre – énoncé des principes fondamentaux permettant un développement durable sur la Terre. La Déclaration de Rio qui a été adoptée par le Sommet était un compromis entre la position des pays industrialisés et celle des pays en développement. A l'origine, les premiers souhaitaient que soit adoptée une brève déclaration réaffirmant la Déclaration de Stockholm et soulignant la nécessité de protéger la planète. Quant aux pays en développement, ils désiraient que leurs sujets de préoccupation propres soient évoqués de manière plus détaillée, notamment qu'on souligne leur droit souverain au développement, qu'on reconnaisse que les pays industrialisés sont les principaux responsables des problèmes écologiques actuels et qu'on établisse que de nouvelles ressources et techniques sont nécessaires pour permettre aux pays en développement de ne pas appliquer des modes de développement aussi polluants que ceux des pays développés.

La Déclaration de Rio n'est pas juridiquement contraignante. Toutefois, il est vraisemblable que, comme dans le cas des déclarations des Nations Unies sur les droits de l'homme, les gouvernements se sentiront moralement obligés d'adhérer à ses principes.

PRÉAMBULE

La Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement,
Réunie à Rio de Janeiro du 3 au 14 juin 1992,
Réaffirmant la Déclaration de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement adoptée à Stockholm le 16 juin 1972, et cherchant à en assurer le prolongement,
Dans le but d'établir un partenariat mondial sur une base nouvelle et équitable en créant des niveaux de coopération nouveaux entre les Etats, les secteurs clefs de la société et les peuples,
Ouvrant en vue d'accords internationaux qui respectent les intérêts de tous et protègent l'intégrité du système mondial de l'environnement et du développement,
Reconnaissant que la Terre, foyer de l'humanité, constitue un tout marqué par l'interdépendance,
Proclame ce qui suit :

PRINCIPE 1

Les êtres humains sont au centre des préoccupations relatives au développement durable. Ils ont droit à une vie saine et productive en harmonie avec la nature.

PRINCIPE 2

Conformément à la Charte des Nations Unies et aux principes du droit international, les Etats ont le droit souverain d'exploiter leurs propres ressources selon leur politique d'environnement et de développement, et ils ont le devoir de faire en sorte que les activités exercées dans les limites de leur juridiction ou sous leur contrôle ne causent pas de dommages à l'environnement dans d'autres Etats ou dans des zones ne relevant d'aucune juridiction nationale.

PRINCIPE 3

Le droit au développement doit être réalisé de façon à satisfaire équitablement les besoins relatifs au développement et à l'environnement des générations présentes et futures.

PRINCIPE 4

Pour parvenir à un développement durable, la protection de l'environnement doit faire partie intégrante du processus de développement et ne peut être considérée isolément.

PRINCIPE 5

Tous les Etats et tous les peuples doivent coopérer à la tâche essentielle de l'élimination de la pauvreté, qui constitue une condition indispensable du développement durable, afin de réduire les différences de niveaux de vie et de mieux répondre aux besoins de la majorité des peuples du monde.

PRINCIPE 6

La situation et les besoins particuliers des pays en développement, en particulier des pays les moins avancés et des pays les plus vulnérables sur le plan de l'environnement, doivent se voir accorder une priorité spéciale. Les actions internationales entreprises en matière d'environnement et de développement devraient également prendre en considération les intérêts et les besoins de tous les pays.

PRINCIPE 7

Les Etats doivent coopérer dans un esprit de partenariat mondial en vue de conserver, de protéger et de rétablir la santé et l'intégrité de l'écosystème terrestre. Etant donné la diversité des rôles joués dans la dégradation de l'environnement mondial, les Etats ont des responsabilités communes mais différenciées. Les pays développés admettent la responsabilité qui leur incombe dans l'effort international en faveur du développement durable, compte tenu des pressions que leurs sociétés exercent sur l'environnement mondial et des techniques et des ressources financières dont ils disposent.

PRINCIPE 8

Afin de parvenir à un développement durable et à une meilleure qualité de vie pour tous les peuples, les Etats devraient réduire et éliminer les modes de production et de consommation non viables et promouvoir des politiques démographiques appropriées.

PRINCIPE 9

Les Etats devraient coopérer ou intensifier le renforcement des capacités endogènes en matière de développement durable en améliorant la compréhension scientifique par des échanges de connaissances scientifiques et techniques et en facilitant la mise au point, l'adaptation, la diffusion et le transfert de techniques, y compris de techniques nouvelles et novatrices.

PRINCIPE 10

La meilleure façon de traiter les questions d'environnement est d'assurer la participation de tous les citoyens concernés, au niveau qui convient. Au niveau national, chaque individu doit avoir dûment accès aux informations relatives à l'environnement que détiennent les autorités publiques, y compris aux informations relatives aux substances et activités dangereuses dans leurs collectivités, et avoir la possibilité de participer aux processus de prise de décision. Les Etats doivent faciliter et encourager la sensibilisation et la participation du public en mettant les informations à la disposition de celui-ci. Un accès effectif à des actions judiciaires et administratives, notamment des réparations et des recours, doit être assuré.

PRINCIPE 11

Les Etats doivent promulguer des mesures législatives efficaces en matière d'environnement. Les normes écologiques et les objectifs et priorités pour la gestion de l'environnement devraient être adaptés à la situation en matière d'environnement et de développement à laquelle ils s'appliquent. Les normes appliquées par certains pays peuvent ne pas convenir à d'autres pays, en particulier à des pays en développement, et leur imposer un coût économique et social injustifié.

PRINCIPE 12

Les Etats devraient coopérer pour promouvoir un système économique international ouvert et favorable, propre à engendrer une croissance économique et un développement durable dans tous les pays, qui permettrait de mieux lutter contre les problèmes de dégradation de l'environnement. Les mesures de politique commerciale motivées par des considérations relatives à l'environnement ne devraient pas constituer un moyen de discrimination arbitraire ou injustifiable, ni une restriction déguisée aux échanges internationaux. Toute action unilatérale visant à résoudre les grands problèmes écologiques au-delà de la juridiction du pays importateur devrait être évitée. Les mesures de lutte contre les problèmes écologiques transfrontières ou mondiaux devraient, autant que possible, être fondées sur un consensus international.

PRINCIPE 13

Les Etats doivent élaborer une législation nationale concernant la responsabilité de la pollution et d'autres dommages à l'environnement et l'indemnisation de leurs victimes. Ils doivent aussi coopérer diligemment et plus résolument pour développer davantage le droit international concernant la responsabilité et l'indemnisation en cas d'effets néfastes de dommages causés à

l'environnement dans des zones situées au-delà des limites de leur juridiction par des activités menées dans les limites de leur juridiction ou sous leur contrôle.

PRINCIPE 14

Les Etats devraient concerter efficacement leurs efforts pour décourager ou prévenir les déplacements et les transferts dans d'autres Etats de toutes activités et substances qui provoquent une grave détérioration de l'environnement ou dont on a constaté qu'elles étaient nocives pour la santé de l'homme.

PRINCIPE 15

Pour protéger l'environnement, des mesures de précaution doivent être largement appliquées par les Etats selon leurs capacités. En cas de risque de dommages graves ou irréversibles, l'absence de certitude scientifique absolue ne doit pas servir de prétexte pour remettre à plus tard l'adoption de mesures effectives visant à prévenir la dégradation de l'environnement.

PRINCIPE 16

Les autorités nationales devraient s'efforcer de promouvoir l'internalisation des coûts de protection de l'environnement et l'utilisation d'instruments économiques, en vertu du principe selon lequel c'est le pollueur qui doit, en principe, assumer le coût de la pollution, dans le souci de l'intérêt public et sans fausser le jeu du commerce international et de l'investissement.

PRINCIPE 17

Une étude d'impact sur l'environnement, en tant qu'instrument national, doit être entreprise dans le cas des activités envisagées qui risquent d'avoir des effets nocifs importants sur l'environnement et dépendent de la décision d'une autorité nationale compétente.

PRINCIPE 18

Les Etats doivent notifier immédiatement aux autres Etats toute catastrophe naturelle ou toute autre situation d'urgence qui risque d'avoir des effets néfastes soudains sur l'environnement de ces derniers. La communauté internationale doit faire tout son possible pour aider les Etats sinistrés.

PRINCIPE 19

Les Etats doivent prévenir suffisamment à l'avance les Etats susceptibles d'être affectés et leur communiquer toutes informations pertinentes sur les activités qui peuvent avoir des effets transfrontières sérieusement nocifs sur l'environnement et mener des consultations avec ces Etats rapidement et de bonne foi.

PRINCIPE 20

Les femmes ont un rôle vital dans la gestion de l'environnement et le développement. Leur pleine participation est donc essentielle à la réalisation d'un développement durable.

PRINCIPE 21

Il faut mobiliser la créativité, les idéaux et le courage des jeunes du monde entier afin de forger un partenariat mondial, de manière à assurer un développement durable et à garantir à chacun un avenir meilleur.

PRINCIPE 22

Les populations et communautés autochtones et les autres collectivités locales ont un rôle vital à jouer dans la gestion de l'environnement et le développement du fait de leurs connaissances du milieu et de leurs pratiques traditionnelles. Les Etats devraient reconnaître leur identité, leur culture et leurs intérêts, leur accorder tout l'appui nécessaire et leur permettre de participer efficacement à la réalisation d'un développement durable.

PRINCIPE 23

L'environnement et les ressources naturelles des peuples soumis à oppression, domination et occupation doivent être protégés.

PRINCIPE 24

La guerre exerce une action intrinsèquement destructrice sur le développement durable. Les Etats doivent donc respecter le droit international relatif à la protection de l'environnement en temps de conflit armé et participer à son développement, selon que de besoin.

PRINCIPE 25

La paix, le développement et la protection de l'environnement sont interdépendants et indissociables.

PRINCIPE 26

Les Etats doivent résoudre pacifiquement tous leurs différends en matière d'environnement, en employant des moyens appropriés conformément à la Charte des Nations Unies.

PRINCIPE 27

Les Etats et les peuples doivent coopérer de bonne foi et dans un esprit de solidarité à l'application des principes consacrés dans la présente Déclaration et au développement du droit international dans le domaine du développement durable.

TABLE DES ILLUSTRATIONS

ILLUSTRATION 1 : CARTE 1 – LA PETITE COTE AVEC LES TROIS SITES PRIORITAIRES	15
ILLUSTRATION 2 : CARTE 2 – POSITION DU SENEGAL DANS L’AFRIQUE	33
ILLUSTRATION 4 : PHOTO 1 – PLAGE DE SALY	45
ILLUSTRATION 5 : PHOTO 2 – ILE DE GOREE	46
ILLUSTRATION 6 : CARTE 3 – LES POLES TOURISTIQUES DU SENEGAL	48
ILLUSTRATION 7 : PHOTO 3 – PROMENADE EN CALICHE A SAINT LOUIS DU SENEGAL	49
ILLUSTRATION 8 : PHOTO 4 – TOURISME BALNEAIRE	56
ILLUSTRATION 9 : CARTE 4 – POTENTIALITES ECOTOURISTIQUES DU SENEGAL	57
ILLUSTRATION 10 : FIGURE 1 – LIEUX DE SEJOUR	59
ILLUSTRATION 11 : TABLEAU 2 – REPARTITION DE LA CAPACITE PAR REGION ET PAR UNITE D'HEBERGEMENT	60
ILLUSTRATION 12 : FIGURE 2 – DUREE DE SEJOUR	61
ILLUSTRATION 15 : TABLEAU 6 – STATISTIQUES TOURISTIQUES ANNEES 2016, 2017, 2018	63
ILLUSTRATION 16 : TABLEAU 7 – NUITEEES MENSUELLES GLOBALES	64
ILLUSTRATION 18 : CARTE 5 – LE MONDE VU PAR LE SECTEUR TOURISTIQUE.....	70
ILLUSTRATION 20 : PHOTO 5 – HOTEL ESPADON (SALY) FERME DEPUIS 2014	75
ILLUSTRATION 21 : PHOTO 6 – LE DOMAINE DE NIANING FERME DEPUIS 2015.....	76
ILLUSTRATION 22 : PHOTO 7 – TOURISME ET ENVIRONNEMENT : PENSER RESPONSABLE	86
ILLUSTRATION 23 : PHOTO 8 – SECHERESSE AU SENEGAL.....	90
ILLUSTRATION 24 : PHOTO 9 – L’AVANCEE DE LA MER.....	94
ILLUSTRATION 27 : PHOTO 10 – RECOLTE DE MIL.....	106
ILLUSTRATION 28 : FIGURE 4 – ÉVOLUTION DE L’INDICE DE DEVELOPPEMENT HUMAIN AU SENEGAL.....	128
ILLUSTRATION 30 : FIGURE 6 – CONSOMMATIONS FINALES PAR SECTEUR	138
ILLUSTRATION 31 : FIGURE 7 – ÉVOLUTION DES SUPERFICIES DE FORETS DEGRADEES PAR L’EXPLOITATION DU FEU DE BOIS ET LE CHARBON DE BOIS ET PRESERVEES PAR LE GPL (GAZ ET PETROLE LAMPANT)	138
ILLUSTRATION 32 : CARTE 6 – LOCALISATION DE L’AMP DE BAMBOUNG.....	147
ILLUSTRATION 33 : FIGURE 8 – SCHEMA DU DEVELOPPEMENT DURABLE DU TOURISME.....	150
ILLUSTRATION 35 : TABLEAU 10 – CALENDRIER DES DISPONIBILITES DES FRUITS ET LEGUMES.....	183
ILLUSTRATION 40 : PHOTO 11 – MARONEME FERME.....	195
ILLUSTRATION 41 : PHOTO 12 – KAYDARA.....	197
ILLUSTRATION 42 : PHOTO 13 – ÉLEVAGE DE CROCODILES DU NIL ;.....	198
ILLUSTRATION 44 : TABLEAU 13 – FORCES ET FAIBLESSES DES FERMES, MARONEME, KAYDARA ET DE DJIBELOR	222
ILLUSTRATION 45 : TABLEAU 14 – LA CLIENTELE DE L’AGRITOURISME SENEGALAIS	223
ILLUSTRATION 46 : TABLEAU 15 – VISIONS ET ATTENTES DES EXPLOITANTS AGRITOURISTIQUES.....	224
ILLUSTRATION 47 : PHOTO 14 – FERME DE KADARA	230
ILLUSTRATION 48 : PHOTO 15 – MARCHE DES PRODUCTEURS DE DIAOBE.....	232

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	2
SIGLES ET ABREVIATIONS	4
SOMMAIRE	7
RÉSUMÉ	8
INTRODUCTION GÉNÉRALE	12
• CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET SOCIAL : DE NOUVELLES APPROCHES	12
• LA PETITE CÔTE SÉNÉGALAISE : UN CAS EXEMPLAIRE	14
• LE CAS DU TOURISME SÉNÉGALAIS	19
• RECHERCHE DOCUMENTAIRE : QUELQUES DEFINITIONS PRÉALABLES	21
• PROBLÉMATIQUES DE RECHERCHE	25
• HYPOTHÈSES DE LA RECHERCHE	28
• MÉTHODOLOGIE DE LA RECHERCHE	29
I. PREMIÈRE PARTIE : ANALYSE CONTEXTUELLE DU TOURISME, DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE AU SENEGAL	30
Introduction de la première partie	31
CHAPITRE 1 : ÉTAT DES LIEUX DU TOURISME SÉNÉGALAIS	34
1.1. De manière générale, le tourisme est marqué par une évolution continue pendant de nombreuses années, avec de réelles retombées économiques et sociales.	34
1.2. Analyse du tourisme sénégalais	39
1.2.1 Une offre originelle diverse et variée	46
1.2.2 Une demande essentiellement internationale	62
1.2.3 Politiques et programmes touristiques	65
1.3. Les faiblesses du secteur touristique sénégalais	68
1.3.1 Dépendance financière et fuite des recettes touristiques	72
1.3.2 Crises du secteur touristique et concurrence des autres destinations	73
1.3.3 La crise de la Covid19 et ses répercussions sur le tourisme sénégalais	77
1.4. Impacts négatifs du tourisme sur les populations locales	77
1.4.1 Faibles retombées économiques pour les populations locales	78
1.4.2 La précarité des emplois dans le tourisme	80
1.4.3 L'appauvrissement des populations locales	81
1.4.4 Attentes aux mœurs et engagements des touristes	83
1.5. Les impacts du tourisme sur l'environnement de la Petite Côte sénégalaise	85
1.5.1 Une disparition inquiétante de la faune et de la flore	89
1.5.2 Des aménagements massifs incontrôlés	91
1.5.3 Une érosion côtière	93
1.5.4 Une gestion minime des déchets	95
1.6. Impacts positifs du tourisme dans le monde rural de la Petite Côte	97

1.6.1.	Initiatives touristiques en faveur des populations locales de la Petite Côte sénégalaise	97
1.6.2.	Inclusion locale et réduction de la pauvreté	100
Conclusion du chapitre 1		102
CHAPITRE 2 : AGRICULTURE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE AU SÉNÉGAL		103
2.1.	Importance de l'agriculture vivrière	105
2.1.1.	La distribution agricole	108
2.1.2	Les politiques et programmes agricoles	111
2.2.	Les tribulations des agriculteurs	113
2.2.1.	Variations pluviométriques	116
2.2.2.	Contraintes structurelles et financières	117
2.2.3.	Concurrence des produits d'importation	120
2.3	. Développement et développement durable au Sénégal	122
2.3.1	La théorie de la dépendance	124
2.3.2.	Les théories du développement	125
2.4	L'importance du développement durable au Sénégal	128
2.4.1.	Les politiques de développement durable	129
2.4.2.	Les obstacles au développement durable	132
2.5	. Le concept de développement durable en milieu agricole et touristique et autres activités connexes	133
2.5.1	L'agriculture durable	140
2.5.2.	Le tourisme durable	143
Conclusion du chapitre 2		151
II. DEUXIEME PARTIE : TOURISME ET AGRICULTURE AU SÉNÉGAL : CONCURRENCE ET NÉCESSITE D'UNE MISE EN DURABILITÉ		154
Introduction de la partie 2		155
CHAPITRE 3 : ANALYSES THÉORIQUES ET EMPIRIQUES		157
3.1	. Un début exploratoire interprétative à une étude approfondie	158
3.1.1	Objectifs de recherche	158
3.1.2	Approches méthodologiques qualitatives et quantitatives	159
3.1.3	Les observations directes	159
3.1.4	La recherche documentaire	160
3.1.5	Les entretiens semi-directifs	161
3.1.6	La collecte d'autres données d'enquête	162
3.1.7	La collecte des données géo-spatiales	165
3.1.8	Traitement et analyse de données	166
3.2	. Analyse des externalités négatives du tourisme sur l'agriculture	172
3.2.1	Les effets de concurrence entre tourisme et agriculture	174
3.2.2.	L'usage de l'eau	174
3.2.3.	La gestion foncière	176
3.2.4.	Une agriculture familiale en voie de disparition	178
3.3	. L'impact du tourisme sur le commerce des produits agricoles	180
3.3.1	Importation des produits de consommation	180
3.3.2	Rareté des produits	182
3.3.3.	Instabilité de la distribution agricole	186
3.4	. Bouleversement des activités traditionnelles	187
3.4.1.	Interdiction d'accès et privatisation de l'espace public	188
3.4.2.	Rétrécissement des exploitations agricoles	189
Conclusion du chapitre 3		190

CHAPITRE 4 : UNE MISE EN COMPLÉMENTARITÉ TOURISME ET AGRICULTURE EN MILIEU RURAL	191
4.1. État actuel de la complémentarité tourisme agriculture sur la Petite Côte sénégalaise	193
4.1.1. Une complémentarité limitée	203
4.1.2. Les femmes productrices	204
4.1.3. Les activités de maraichages	206
4.2 . Une mise en complémentarité dans le but d'améliorer les conditions de vie des populations locales	207
4.2.1. Développement et mise en tourisme des activités traditionnelles	212
4.2.2. Valorisation des produits locaux	215
4.2.3. Promouvoir des offres agrotouristiques	218
4.2.4. Hébergement et restauration à la ferme	226
4.2.5. Vente directe des produits agricoles	229
Conclusion du chapitre 4	233
CONCLUSION GÉNÉRALE	235
• Principales implications de politiques économiques	236
• Une stratégie de développement de long terme	237
• Lutte contre la pauvreté	238
• Une meilleure gestion des ressources	240
• Une meilleure répartition des retombées économiques	240
BIBLIOGRAPHIE	242
ANNEXES	266
Annexe 1 : Guide d'entretien destiné aux populations locales	266
Annexe 2 : Guide d'entretien destiné aux agriculteurs	267
Annexe 4 : Guide d'entretien destiné aux autorités	285
Annexe 5 : Guide d'entretien destiné aux autorités	286
Annexe 6 : Projet agrotourisme : « Dalal thi tole »	293
Annexe 7 : Décret n°2005-145 du 2 mars 2005 portant réglementation des établissements d'hébergement touristique	303
Annexe 8 : Résumé Plan Sénégal Émergent	310
Annexe 9 : Charte du tourisme durable	318
Annexe 10 : Commission nationale du développement durable du Sénégal	324
Annexe 11 : Déclaration de rio sur l'environnement et le développement	328
TABLE DES ILLUSTRATIONS	335
TABLE DES MATIÈRES	336